

MOURIR

Un droit

par MICHEL L. LANDA (*)

Souffrances, misère et solitude possèdent quelque valeur vénielle, il y a longtemps qu'elles auraient payé pour que le droit de mourir eût été inscrit dans la Constitution, aux côtés des autres libertés reconnues, sinon toujours vécues.

Le droit de mourir digne, dans la tranquillité, la tendresse, sans autres affres que celles inhérentes à la coopération et au glissement hors de cette forme de vie, ce droit devant un impératif évident, dès lors que la vie peut être prolongée jusqu'au dernier délabrement — et même au-delà.

Qui s'aviserait de dénier ce droit à quiconque ? Personne, sauf toute l'organisation sociale et notre vision de la mort. Car, qu'est-ce qui nous attend ? L'agonie et probablement

la mort à l'hôpital, lieu inconnu, froid impersonnel, sans grandes souffrances, peut-être, mais dans l'abrutissement des drogues afin que le mourant ne dérange pas et que les survivants n'aient pas à vivre la tragédie d'une conscience qui disparaît. Une dimension essentielle de la condition humaine est ainsi occultée, nous la sentons obscurément. Et nous nous disons que la mort doit être bien terrible pour être ainsi escamotée. Or, il n'en est rien. L'observation directe et de nombreuses études de « morts thérapeutiques » rassurantes montrent, autant que faire se peut, que le passage de vie à trépas n'est en rien une catastrophe.

mières et gardes harassées et souvent déprimées par le contact quotidien avec des êtres déchus ; pour le malheur des proches, également, angossés par le spectacle d'un être cher qui souffre ou se dégrade, culpabilisés par leur impatience bien naturelle devant une agonie qui se prolonge sans justification.

Les objections couramment formulées à l'encontre de la liberté de mourir relèvent le plus souvent du refus de penser. Il est bien évident que, par exemple, ceux et celles qui veulent prolonger leur existence jusqu'au bout, gémissements compris, en conservant le droit. Il n'est pas très difficile de concevoir des mesures préservant cette liberté-là ; et d'autres qui feraient pièce aux pressions d'héritiers trop pressés.

Qui décidera ? Et les coups de ciseaux ? Le poison serait-il en vente libre ? Des études approfondies sont évidemment nécessaires. A titre d'indication, on peut prévoir que tout candidat au suicide soit soumis à une période de réflexion de quelques semaines durant lesquelles aide et secours seraient proposés. Si l'intéressé persisterait dans son désir de mourir, il obtiendrait alors l'autorisation d'organiser son décès et de faire appel à un membre d'un corps à créer pour l'administration de la substance létale. Enfin, que l'être humain ait une âme ou non ne change rien. Le suicide, comme péché, n'a pas de fondement

théologique ; œuvre de l'Eglise, il traduit un souci de préservation de l'institution.

Des cas de mort volontaire, ouvertement préparée, endurée avec ses proches dans la sérénité, se sont toujours produits. Les témoins en soulignent le caractère paisible et naturel. Le sentiment de perte, de deuil, ressenti par les proches est tout aussi vif et poignant, mais il est innocent de toute culpabilité et terreur puisqu'il s'agit d'un passage accepté et voulu.

A qui veut bien réfléchir, la liberté — et donc le droit — de mourir digne, à son heure, selon son style, apparaît évidente et en parfait accord avec notre sensibilité moderne. Un jour, une telle liberté sera reconnue comme une exigence morale insurpassable et aussi impérative que la liberté de parler et de s'informer. Faudra-t-il attendre que les charges sociales afférentes à l'accroissement continu de la longévité et à l'acharnement thérapeutique deviennent insupportables ? Cela chargerait ce droit précieux d'une résonance sordide.

Le droit de mourir s'accompagnera d'une modification profonde et bénéfique des mœurs et des valeurs. La perspective scandaleuse d'une fin de vie solitaire, affligée, probablement nécessaire, qui ne débouche que sur l'humiliation, l'effacement et l'attente passive de la mort, disparaîtra. Et le plaisir de vivre, la liberté d'oser, se trouveront allégés d'une angoisse honteuse qui tenaille la plupart d'entre nous, même si nous n'en avons pas clairement conscience.

Cette excellente amie

par GABRIEL MATZNEFF

« C'EST une véritable et excellente amie de l'homme... C'est ainsi que Mozart, âgé de trente et un ans, appelle la mort, selon la brochure que la Gaumont consacre à Don Giovanni, à l'occasion de la sortie du film de Joseph Losey.

Toujours dans cette brochure, on apprend que lorsqu'il écrivait le livret de Don Juan, Don Juan, pour sa maîtrise dans l'ambivalence, lisait l'Enfer de Dante. C'est pour les flammes de l'enfer que s'ouvre et s'achève le Don Giovanni de Losey, plus bouleversant encore à la seconde vision qu'à la première.

Don Juan ne croit pas aux flammes de l'enfer. Don Juan se promène avec un exemplaire de De rerum natura dans la poche de sa redingote. Don Juan partage le sentiment de Lucrèce sur la nature chimérique du châtiment divin : tant que nous sommes, la mort n'est pas, et lorsque la mort surgit, c'est nous qui ne sommes plus. « Nil igitur mors ad nos », la mort n'est donc rien pour nous... Chaque fois que Don Juan a un doute à ce sujet, une angoisse, il ouvre son livre, en relit le troisième livre, et en sort pacifié.

Pourtant, un soir, la statue du Commandeur l'arrache à la mortelle téthargie de ses débauches pour le précipiter dans l'irrémissible damnation. On songe, terrifié, à la phrase de sainte Catherine de Gènes : « Les flammes dévorantes de l'enfer, c'est la lumière de Dieu vécue par ceux qui n'en ont pas voulu. »

Touchant notre destin d'après la mort, nous pouvons adhérer au matérialisme d'Epicure ; nous pouvons faire nôtre la doctrine de la métépsychose qu'enseigne le Bouddha et dont Schopenhauer donne une géniale orchestration philosophique dans le chapitre intitulé : « De la mort et de ses rapports avec l'indéterminabilité de notre être en soi. »

Mais si nous sommes chrétiens, ou du moins, soyons modestes, si nous tâchons furtivement de rétro, nous devons croire aux flammes de l'enfer. Que l'épiscopat catholique français se soit fait protester, à sa récente assemblée de Lourdes, le Don Giovanni de Losey est théologiquement justifié. Les chrétiens d'aujourd'hui ne croient plus guère au diable. Ils ont tort. Les ombres de la mort nous guettent, et l'instant où elles nous envelopperont avec cette soudaine fulgurante qui est décrite dans les Evangiles, il sera trop tard pour opérer notre conversion.

La mort, excellente amie de l'homme, soit, mais à condition que, quand elle se présente, nous soyons prêts à l'accueillir. « Voici venir le fiancé », chante l'Eglise durant la semaine sainte. Il ne faut pas qu'il nous surprenne en plein sommeil, Tenons-nous éveillés.

L'acharnement thérapeutique

Le sénateur Henri Calkvet, avec le docteur Mezart, a déposé en avril 1978 un projet de loi pour protéger de l'acharnement thérapeutique ceux qui le subiraient. Amendement à l'article 63 du code pénal, cette loi donnerait à l'individu le droit de ne pas finir sa vie dans un laboratoire, infirmité, pompes, dérivations par des machines.

Ce droit a pris effet en Californie le 1^{er} janvier 1977. Sept autres Etats des Etats-Unis ont, depuis, donné force de loi au droit de ne pas mourir en pelote d'aiguilles. On ne signale aucun traumatisme psychologique ou social consécutif à la mise en vigueur de ce droit.

Une telle loi, en France, serait un premier pas. Elle mettrait la dignité humaine en partie à l'abri de la technologie. Mais elle ne briserait qu'un des maillons des obligations sociales rigoureuses qui emprisonnent la vie du vieillard. D'autres, tel le droit à une vie sexuelle normale, commencent à se faire entendre dans l'opinion publique grâce à des études et des associations (« Parthènes grise » aux Etats-Unis). L'acharnement thérapeutique continué à l'excès, avec précaution, est un autre droit qui reste à conquérir.

Mais le droit fondamental, duquel tous les autres découlent, le droit de mourir, n'est jamais abordé.

Or, comment peut-on se dire libre et maître de son destin si l'on ne peut éviter la déchéance, sinon par un suicide solitaire, préparé en secret et dont l'issue n'est jamais certaine ? Bien sûr, je ne permets jamais de devenir gendard, pusillanime et capricieux comme l'oncle Machin qui réclame sa nourriture avec des cris perçants et bave en mangeant. Pas pour moi le destin de grand-mère sourde et aveugle, qui se parle avec des petits bruits effrayés et qui ne quittera son lit que pour sa tombe. Pas moi le radoteur, le gâteux, le grand balai, qui ne contrôle même plus ses sphincters, dégage une puanteur atroce et dont les fesses ne sont qu'une plaie vive. Une visite à un « mourir » est fortement recommandée à tous ceux qui ne veulent pas entrer dans la vieillesse à reculons. Je leur garantis une vision esblouissante de notre civilisation, une insatiable curiosité, une envie de tout savoir, une présence de certaines maladies mentales.

(*) Ecrivain.

Une maîtresse de vie

M. Mboikola, de Gonesse, nous écrit :

La mort embrasse toutes les dimensions du vivant, ou mieux de tout être. Tout est en train de disparaître, du moins en sa qualité de « phénoménal ». De tout « étant », on peut donc parler de la mort. Celle-ci se manifeste alors sous formes multiples. Stagnant de celle de l'homme, par exemple, elle peut s'étudier comme phénomène biologique, historique, politique et sociologique. On l'analyse aussi selon d'autres points de vue : anthropologique, biologique, médical, moral, philosophique ou métaphysique et religieux. L'aspect psychologique et psychanalytique est également capital.

De là résultent toutes les divergences d'opinion au sujet de la mort. Celle-ci n'est pas un bien pour les uns, notamment les spiritualistes comme Socrate, Platon, Descartes et autres, qui croient à la libération d'un principe immortel en l'homme, c'est-à-dire à l'âme divine et à la vie de l'au-delà. D'autres tiennent la mort pour un mal, parce qu'elle les enlève à leur « force vitale ». D'autres encore semblent indifférents. On assiste ainsi à un long et permanent débat.

Toute attitude, pour notre part, dépend de l'angle sous lequel on se place et de l'idée que chacun se fait de l'homme, de l'homme, ainsi que de sa destinée. De plus, le problème de la relativité des valeurs se pose avec acuité : une connaissance adéquate de la mort nous fait encore défaut. Ainsi, chacun suit, à tort ou à raison, sa propre philosophie.

Ce qu'on voudrait faire ici, c'est s'interroger sur le « pourquoi » et le « comment » de tous les progrès dans la vie humaine.

Qu'est-ce qui fonde l'agir et pousse l'homme à la perfection de toutes ses activités ?

La réponse est simple : le « progrès ». Celui-ci vient du mot latin « processus », qui signifie « action d'avancer ». On peut avancer dans le bien comme dans le mal. Par progrès, entendons ici tout développement en bien, toute amélioration des conditions d'existence, toute teneur à la perfection. Le mal peut être causé en vue d'un bien. Il peut être dû aussi à l'ignorance. Nous voulons souligner par là que, pour tout homme, le mal est au fond indésirable.

Essayons maintenant de rapprocher la mort du progrès. La mort, étant inhérente à l'existence, revêt une signification profonde de l'homme. L'homme dit-on, est une « propriété des dieux » (Platon). C'est dire que, bien qu'il soit libre, autonome et capable de déterminer le moment, le lieu et la qualité de sa mort (par le suicide, l'euthanasie...), il doit attendre l'ordre de ses maîtres, auteurs de sa vie qui ont celui de le droit de décider de sa mort.

Dans le même ordre d'idées, certains penseurs disent que, par rapport à la « pérennité », l'homme est une « contingence », c'est-à-dire « ce qui n'a pas en soi la raison de son existence ». Cela signifie, suivant d'autres, qu'il dépend d'un seul Dieu tout-puissant, créateur de tout l'univers (saint Augustin, saint Thomas d'Aquin et autres scolastiques).

Tel est semblablement aussi l'avis des essentialistes (Spinoza, Leibniz, Fichte, Hegel, etc.), qui croient qu'il existe une vérité

métaphysique antérieure à l'existence comme donnée concrète, et que l'existence n'est intelligible que par référence à cette vérité intemporelle qui la fonde.

Ce qu'un J.-P. Sartre et autres existentialistes (Kierkegaard, Heidegger, K. Jaspers, etc.) n'acceptent pas. A leur jugement, l'homme n'est pas un « en-soi ». Il est plutôt un « pour-soi ». Bien que la mort lui échappe et que la vie, par conséquent, lui soit absurde, l'homme reste cependant un être totalement et absolument libre (J.-P. Sartre). C'est lui-même qui donne un contenu ou un sens à sa vie. C'est pour quoi il est un perpétuel devenir devant le « néant ». L'homme, écrit C. Schlegel, est ce qu'il n'est pas et n'est pas ce qu'il est. L'homme est, d'une part, l'être-projet, puisqu'il le poursuit, et, d'autre part, n'est pas, puisqu'il l'objekt du projet n'est pas réalisé. Il n'y a pas d'autre existence, conclut-il, que le devenir.

Ce devenir de l'être « phénoménal » a, à notre avis, son terme : la mort. En effet, « l'être de l'homme », dit M. Heidegger, est, au sens strict du mot, l'être-là, l'être-là historique, c'est-à-dire l'être-pour-la-mort. Autrement dit, il est l'être qui peut se répéter ce syllogisme vrai, évident et certain : tous les hommes sont mortels, comme je suis un homme, donc je suis mortel. La mort, conçue ainsi comme l'échec de son combat quotidien, devient donc ce terme qui le fait passer — en tant qu'objet concret et visible — de l'apparaître au disparaître, de la mobilité à l'immobilité définitive, de l'activité continue à la passivité éternelle.

Poussé par les lois biologiques

Alors, poussé par les lois biologiques ou conscients de sa « finalité », de ce phénomène naturel, universel, inévitable et imprévisible (quant au moment) qui l'attend, mieux l'accompagne, l'homme — pour ne parler que de lui — se nourrit des l'instant même de sa conception. L'embryon doit se nourrir des éléments nutritifs au sein de l'organe génital de sa mère, sinon il périt et meurt. Dès sa naissance, autres aliments et toutes sortes de soins lui sont nécessaires. A un certain âge, l'enfant se met à étudier pour préparer son avenir. De là, il travaille, économise et construit des maisons pour se protéger davantage. L'homme améliore ses conditions existentielles. Il cherche le confort, le bien-être et pour quoi pas, le bonheur dans tous ses sens. Au surplus, il se crée toutes sortes de techniques. L'homme les perfectionne pour mieux lutter contre la mort.

Le scientifique s'adonne à toutes les recherches. Il fabrique des satellites pour découvrir d'autres parties du monde qui lui font peur. Il s'efforce à les connaître

en vue de mieux se défendre contre les forces fatales de l'Univers. Les armes offensives et défensives arrivent au Cosmos, antisatellite. L'acharnement thérapeutique, les techniques de transplantation des cœurs, de transmutation, par exemple, concourent à la survie de l'homme. Ils témoignent du souci de l'homme de bien être, de bien vivre et de survivre plus longtemps que jamais, pour ne pas dire éternellement.

Ainsi, même si elle cause en nous des attitudes parfois passives, la mort nous fait progresser (conscience ou inconscience). Elle nous invite à la perfection et nous apprend à bien vivre. Bref, la mort est, dans ce sens, une puissance donnant forme et direction à sa vie. un principe d'organisation et de construction de l'existence (M. Scheler), dont l'homme ignore l'essence et qu'il refuse en vain dans l'inconscient. C'est dire que l'homme essaie d'oublier ce qui lui est insupportable et l'engage sans cesse dans une « lutte pour la vie », donc pour un progrès réel, positif et toujours profitable pour l'homme.

Un destin de grabataire

Assumer sa vieillesse. Pari difficile à gagner dans une société et un environnement axés sur la jeunesse, le rendement, l'efficacité, les plaisirs violents et les sensations fortes. Sur la vieillesse, notre esprit ne se nourrit que de quelques idées fermées du dix-huitième siècle, nageant dans un bouillasse de maux, de peur et de honte louche. Avec quel étonnement la vingt et unième siècle n'étudiera-t-elle pas notre indigence intellectuelle et notre infantilisme affectif en ce domaine ?

Aujourd'hui, la personne âgée seule, diminuée ou souffrante n'a pour seule perspective qu'une aggravation de son état, surtout si elle ne dispose que de petits revenus, ce qui est le cas pour la très grande majorité. Beaucoup souffrent de la mort. « Ne disant cela mais n'en passant pas un mot, répliquent les esprits obtus, la preuve est qu'ils ne se suicident pas et même se soignent avec acharnement aussi longtemps qu'ils le peuvent. » Faut-il souligner que le poison n'est pas facilement accessible et que sa letor sous un trait ou par la fenêtre exige une force physique et mentale que le vieillard ne possède plus ? Cela dit, les suicides de vieillards sont plus nombreux que ne l'indiquent les statistiques, qui enregistrent très souvent les suicides comme des accidents ou comme le résultat de causes naturelles. Il faut bien ménager les familles et les institutions.

Faudrait-il assassiner quelqu'un pour bénéficier d'une mort paisible ? En effet, l'Etat du Texas s'accorde aux condamnés à mort. Grâce à une loi récemment promulguée, le condamné passera de vie à trépas en quelques minutes et sans douleur au moyen d'une piqûre. L'injection de thiopental de sodium, de chlorure de succinylcholine, de cyanure de sodium, seule ou mélangée, fera perdre conscience en quelques secondes (1). Combien de vieillards innocents voudraient pouvoir mourir aussi paisiblement !

Imaginons un instant une culture où la mort serait appréhendée

comme la métamorphose qu'elle est réellement. Celle-ci serait ritualisée à l'instar de la naissance ou du mariage comme un changement d'état. Le droit de choisir l'instant de sa métamorphose serait accepté comme l'est devenu aujourd'hui, au moins légalement en quelque vingt ans, le droit pour la femme d'être maîtresse de sa fécondité.

Chacun pourra donner à sa mort le cadre et le style qui lui conviennent et exprimeront la mieux son destin propre. L'un convoquera toute sa famille ; d'autres quelques intimes. On choisira de mourir un soir d'été à la campagne, au coin du feu l'hiver, en regardant la télévision ou en écoutant Bach.

« Je vois cela d'ici », me dit un ami. C'est toute une industrie que tu appelles à naître. La mort à l'instar ; plusieurs formules, tout compris, à des prix très étudiés. Ah ! mourir à Tahiti dans les bras d'une jeune indigène, un seau à champagne à sa coupe... »

Hélas, oui. Pour affligerant qu'elle soit, cette vision est pourtant moins affreuse que celle que présentent aujourd'hui des centaines de milliers d'êtres croulant dans la misère, la solitude et la souffrance. Par simple superstition ; pour le malheur de tous ; des intéressés, évidemment, mais aussi des infirmes et les institutions.

Faudrait-il assassiner quelqu'un pour bénéficier d'une mort paisible ? En effet, l'Etat du Texas s'accorde aux condamnés à mort. Grâce à une loi récemment promulguée, le condamné passera de vie à trépas en quelques minutes et sans douleur au moyen d'une piqûre. L'injection de thiopental de sodium, de chlorure de succinylcholine, de cyanure de sodium, seule ou mélangée, fera perdre conscience en quelques secondes (1). Combien de vieillards innocents voudraient pouvoir mourir aussi paisiblement !

Bernanos et le suicide

M. Pierre Mouchet, de Lyon, nous envoie, « à toutes fins utiles », à propos du suicide de Robert Boulin, ce passage du roman de G. Bernanos, Nouvelle Histoire de Mouchette (Editions du Rocher, page 288) :

« On croit généralement que l'acte du suicide est un acte semblable aux autres, c'est-à-dire le dernier maillon d'une longue chaîne de réflexions ou du moins d'images, la conclusion d'un débat suprême entre l'instinct vital et un autre instinct plus mystérieux, de renoncement, de refus. Il n'en est pas ainsi, cependant. Si l'on excepte certaines formes d'obsessions qui ne résistent que de l'aliénation, le geste suicidaire reste un phénomène inexplicable, d'une soudaineté effrayante,

qui fait penser à ces décompositions chimiques sur lesquelles la science a la mode, encore balbutiante, ne fournit que des hypothèses absurdes ou contradictoires... »

Et, plus loin : « Le « A quoi bon ? », la question terrible, insurmontable, à laquelle nul homme réellement passionné n'a pu répondre et qui a décidé du salut de quelques rares héros par un miracle de grâce, car elle se retourne d'ordinaire contre celui qui la prononce, symbole de l'antique serpent ou peut-être ce serpent lui-même. Mais la brèche à peine ouverte du désespoir dans ces âmes simples, il n'est sans doute d'autres ressources à leur ignorance que le suicide, le suicide du misérable, si pareil à celui de l'enfant. »

BOUCHARD PÈRE & FILS

Depuis 1731
80 Hectares
dont 68 hectares de
premiers crus et
grands crus



Documentation L.M.
sur demande à Maison
BOUCHARD PÈRE & FILS
au Château Boite Postale 70
21202 BEAUNE CEDEX
Tél. (80) 22.14.41
Télex Bouchard 350 830 F

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Général : Jacques Fauriol, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.

Imprimerie
de « Le Monde »
5, rue de Valenciennes
PARIS-XX
1977

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire n° 57427.

AMÉRIQUES

ASSEMBLÉE EUROPÉENNE

PRÉSENTÉ PAR LA COMMISSION DES BUDGETS

Le principe d'une péréquation financière entre les Neuf est adopté

De notre envoyé spécial

Strasbourg. — L'Assemblée européenne a approuvé jeudi soir 15 novembre à une faible majorité la résolution présentée par la commission des budgets, qui préconise la mise en place d'un système nouveau et durable de péréquation financière entre les États membres au sein de la Communauté, basé sur la notion de produit national brut par tête d'habitant et organisé dans le cadre des budgets communautaires.

Tel est donc le moyen imaginé par l'Assemblée pour compenser les « déséquilibres » qui résultent de l'application normale des mécanismes financiers de la C.E.E., autrement dit pour aider à régler le « problème britannique ». Les parlementaires britanniques, soutenus avec ardeur par les conservateurs, ont noté le président du groupe des conservateurs, M. Scott-Hopkins, représenté « un pas dans la bonne direction pour traiter des inégalités ».

Il est effectivement dans l'ordre des choses que, à deux semaines du conseil européen de Dublin, la prise de position de l'Assemblée soit présentée comme une victoire britannique. Cependant, l'adoption de deux amendements qui atténuent la portée du texte, les résolutions exprimées au sein d'un petit groupe des groupes, font que l'initiative de M. Lange, le président et rapporteur (socialiste allemand) de la commission des budgets, peut difficilement être considérée comme ayant pleinement réussi.

Les deux principaux amendements présentés par des socialistes français (Mmes Cresson et Charrier, MM. Josselin et Moreau) ont eu pour résultat de supprimer les deux paragraphes de la résolution qui décrivaient le nouveau système de péréquation proposé par M. Lange. Puisse valoir que le projet de résolution ainsi modifié n'aurait plus guère de signification concrète, M. Ansquer, au nom du groupe des démocrates européens de progrès (D.E.P., qui siège le R.F.P.), suggéra de renvoyer l'affaire en commission. M. Lange, cependant, que l'Assemblée avait insisté pour donner son avis avant le conseil européen, s'exprima contre cette solution. Le renvoi, qui complait pourtant des partisans dans tous les groupes, fut repoussé. M. Bonaccini expliqua alors, au nom des communistes italiens, que l'adoption des deux amendements « introduisait des éléments d'ambiguïté et d'incohérence » et que, par conséquent, ses amis s'abstiendraient.

Avant le vote, M. Dankert (socialiste, Pays-Bas), qui fut, lors du débat sur le budget de la C.E.E., le rapporteur remarqué de la commission, déclara :

« RECTIFICATIF. — Dans son article « La communauté » (le Monde (Gédes) du 3 novembre), M. Gérard Israël avait écrit : « Il y eut des héros, des religieux, des soldats, des intellectuels, y eut la France libre qui sauvera la France du désastre, et des juifs du malheur » et non pas « les juifs du malheur ».

A TRAVERS LE MONDE

Bolivie

LE COMITÉ DE SOLIDARITÉ AVEC LA FRANCE DÉFENDUE PAR LE BOLSÉVISMES organise une campagne en faveur des victimes du coup d'État du 1^{er} novembre. Les dons en argent, vêtements et médicaments sont reçus au 1, rue Montmartre, 75001 Paris; téléphone : 508-48-38; C.C.P. 3542847 La Source.

Éthiopie

LE PRÉSIDENT DE LA R.D.A., M. HONECKER, a signé, jeudi 15 novembre, à Addis-Abeba, avec le lieutenant-colonel Mengistu Haile Mariam, un traité d'amitié et de coopération liant pour une durée non précisée la R.D.A. à l'Éthiopie. Le chef de l'État est allemand et également signé des accords de coopération dans les domaines économique, scientifique et technique. L'Angola et le Mozambique sont liés par des traités similaires d'une durée de vingt ans avec la R.D.A. M. Honecker a quitté Addis-Abeba pour se rendre au Sud-Yémen. — (Reuters.)

Pérou

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, M. Carlos García Erazo, a donné sa démission. Il a l'intention

d'œuvrer, dans la perspective des élections législatives de mai 1980, pour l'avènement d'un régime de gauche salvant la liberté et la démocratie. — (A.F.P.)

Portugal

ATTENTAT AU NORD DE LISBONNE. — Jeudi 15 novembre, à Marinha-Grande, à 120 kilomètres au nord de Lisbonne, un automobiliste a tiré par trois fois sur M. José Manuel Flacido, ancien dirigeant du parti révolutionnaire des travailleurs, qui a tué. Cet attentat est connu alors que la campagne électorale pour les élections du 2 décembre bat son plein, sans incidents sérieux jusqu'à la. Le parti socialiste révolutionnaire — issu de la fusion de deux mouvements trotskistes, dont celui de M. Flacido — présente des candidats dans toutes les circonscriptions. — (A.F.P.)

Republique

Centrafricaine

LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE a annoncé, jeudi 15 novembre, l'octroi d'une aide d'urgence d'une valeur de 416 000 dollars à la République centrafricaine, aide destinée à l'achat de médicaments, de sucre et d'insecticides. — (Reuters.)

Canada

Le référendum sur la souveraineté-association aura lieu fin mai ou début juin 1980

indique le délégué général du Québec à Paris

M. Michaud, qui a pris récemment ses fonctions de délégué général du Québec à Paris, a indiqué, jeudi 15 novembre, au cours d'un dîner au palais du Luxembourg, que le référendum sur l'avenir de la province « la souveraineté-association » aurait lieu « probablement dans la dernière semaine de mai ou la première semaine de juin 1980 ». M. Michaud, qui parlait devant les membres de l'Association France-Québec et les groupes d'amitié France-Québec de l'Assemblée et du Sénat, a présenté cette consultation de la façon suivante :

« Pour la première fois dans leur histoire, les Québécois seront appelés par leur gouvernement à choisir démocratiquement leur statut politique. Conquis par les armes, il y a deux cent vingt ans, l'occupation leur sera donnée de se libérer par les urnes, ou, à tout le moins, de choisir librement, et sous contrainte extérieure, les formes de leur destin national. »

Le délégué général a critiqué le « modèle fédéral canadien », qui a conduit à la déposition progressive des États membres de

leurs responsabilités au profit du gouvernement central, à la généralisation du gaspillage par le chevauchement des décisions, des programmes, de l'action de bureaucraties plus concurrentes que complémentaires et enfin à l'installation permanente de querelles entre les différents ordres de gouvernement. »

M. Michaud a estimé que le gouvernement fédéral, soumis aux pressions de l'Ontario, dont l'économie est complémentaire de celle du Québec, finirait par accepter de négocier l'association « si le « oui » l'emporte au référendum. »

M. Clark, premier ministre canadien, a déclaré, jeudi 15 novembre, que l'échec du parti de M. Lévesque aux élections québécoises du 14 novembre constituait « une victoire pour les fédéralistes ». De son côté, l'ancien premier ministre libéral, M. Trudeau, a estimé que le succès des trois députés du parti libéral québécois était « de bon augure pour l'avenir du Canada ». — (A.F.P., Reuters.)

Etats-Unis

Le rationnement de l'essence un jour sur deux va être rétabli en Californie

De notre correspondante

Los Angeles. — Lundi 10 novembre, à minuit, les Californiens seront invités à se soumettre à nouveau au plan de rationnement d'essence, connu sous le nom de « plan pair et impair », instauré le 9 mai et suspendu il y a deux semaines.

Déjà, quand la commission sur l'énergie du Sénat approuva le 9 mai un plan fédéral de rationnement d'essence, le gouverneur de Californie, M. Brown, avait été le premier à appliquer à son État cette formule du « plan pair et impair ». Inspiré de la mesure mise en vigueur en 1973 par le président gouverneur, M. Reagan, candidat républicain à la présidence, lors de l'embargo arabe sur le pétrole, ce plan prévoit que les voitures dont la plaque d'immatriculation se termine par un chiffre pair auront droit au plein les jours pairs. Les autres véhicules n'auront accès aux pompes à essence que les jours impairs. Réinstaurant le rationnement quelques heures après l'annonce par M. Carter du blocus sur le pétrole iranien et quelques jours après la confirmation de sa candidature à la Maison Blanche, M. Brown aura ainsi expliqué son geste à un conseiller municipal de Los Angeles : « Je veux donner l'exemple à la nation, et ceux qui la Californie soit le premier des cinquante États à réagir ainsi. »

Il a exhorté les Californiens à

marquer ainsi leur solidarité à l'égard de la politique de M. Carter et leur indignation de la capture des otages américains en Iran. Ce geste constitue l'application de deux thèmes de sa campagne présidentielle, esquissés le 8 novembre : « conserver » les ressources naturelles et « exercer un contrôle plus ferme sur les compagnies pétrolières ».

M. Shelton, directeur exécutif de l'Association des stations d'essence de Californie du Sud (mille cinq cents stations), a qualifié de « prématurée et inappropriée » la décision du gouverneur. Les propriétaires de stations estiment que la suspension des importations étrangères n'affectera pas leur approvisionnement avant deux mois.

Les automobilistes semblent envisager ce retour à la discipline des queues devant les stations d'essence avec une relative sérénité. Après quelques manifestations de violence, le système du « pair et impair » était entré dans les mœurs californiennes avant deux mois.

SYLVIE CROSSMAN.

● L'explosion d'une bombe de faible puissance dans la soute à bagages d'un Boeing-727 de la compagnie American Airlines a forcé l'appareil à atterrir d'urgence à Washington jeudi 15 novembre, a annoncé le F.B.I.

Haïti

Le remaniement ministériel consacre le retour en force de la vieille garde duvaliériste

Port-au-Prince (A.F.P., U.P.J.). — Le président de la République, M. Jean-Claude Duvalier, a procédé, le « mardi 13 novembre », à un remaniement ministériel. Huit portefeuilles, sur quatorze, ont été confiés à des hommes de la vieille garde duvaliériste. M. Berthold Edouard, à l'Intérieur et à la défense nationale, est remplacé par le général Claude Raymond, et M. Gérard Dorval, aux affaires étrangères, par M. Georges Salomon, ambassadeur d'Haïti à Washington.

M. André Dumel devient ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Alix Chénier, ministre des Travaux publics, M. Théodore

Achille, ministre des Sports et de la Jeunesse, M. Paul Saint-Clair, ministre de l'Agriculture, et M. Jean Narcisse, ministre de l'Information.

Le nouveau responsable de l'Intérieur et de la défense nationale, le général Raymond, a été chef d'état-major de l'armée haïtienne, sous François, puis sous Jean-Claude Duvalier. Deux autres officiers ont été nommés à des postes importants.

Les nouveaux ministères sont, dans l'ensemble, des hommes qui avaient servi le régime de feu Papa Doc, et qui font donc un retour en force. Le cas le plus spectaculaire est sans doute celui de M. Henri Boyer, qui avait été ministre des finances de François Duvalier, et qui retrouve ce poste dans le nouveau gouvernement.

Un premier remaniement ministériel avait eu lieu en 1979, après les élections législatives de février. Après une brève tentative de libération du régime, M. Duvalier a donc décidé de reprendre le pays en main. Les volontaires de la sécurité nationale (tonnes maoutes) sont, à nouveau, très présents. En outre, une loi draconienne sur la presse a été récemment publiée.

CRÉATION D'UN INSTITUT DE FORMATION SUPÉRIEURE A L'AMÉRIQUE LATINE

L'Association pour le développement de l'Amérique latine (I) vient de créer un « organisme de formation et d'information de haut niveau » sur les problèmes du sous-continent. L'Institut (Institut de formation supérieure à l'Amérique latine) entend répondre à un état d'esprit nouveau des dirigeants et hommes d'affaires français, de plus en plus intéressés par le marché latino-américain.

« Ni les échanges économiques de la France avec les pays latino-américains ni ses investissements dans ces pays ne correspondent à l'influence intellectuelle qu'elle y exerce », constate l'ADRAL, qui estime que « cette faiblesse s'explique en grande partie par l'absence d'organismes d'études et de communication » analogues à ceux qui existent en Allemagne fédérale, en Suisse, dans les pays scandinaves et aux États-Unis.

L'Institut, dirigé par un ancien recteur, M. Jean Roche, son conseil de direction est composé de représentants de grandes entreprises françaises implantées en Amérique latine. Son conseil d'études comprend, en particulier, les professeurs Collin-Delavaud, Henri Favre et Francis Mauro, géographe, sociologue et historien spécialistes de l'Amérique latine. Un séminaire d'une durée de douze semaines, consacré au « milieu » latino-américain (humain et économique), commencera en novembre, et un second, consacré au Mexique, en janvier 1980.

(1) ADRAL, 217, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.

Argentine

LE GOUVERNEMENT DÉSOUT LA C.G.T.

Buenos Aires (A.F.P.). — Le gouvernement militaire argentin a décidé jeudi 15 novembre de dissoudre la présente Confédération générale des travailleurs (C.G.T.).

Aux termes d'une nouvelle loi sur les associations professionnelles, que le président Videla a rendue publique au cours d'une allocution radio-télévisée, les syndicats « ne pourront soutenir directement ou indirectement les partis, candidats ou quelque autre personne ayant une action politique ». En ce qui concerne les syndicats, tous les fonds devront être déposés sur des comptes bancaires officiels sous le contrôle direct du ministère du Travail. Les syndicats ne pourront en outre accepter « aucune aide ou subside de la part des employeurs, d'associations patronales ou encore de syndicats et partis argentins ou étrangers ».

Ces nouvelles dispositions ont entraîné une vigoureuse réaction de la direction unique des travailleurs argentins (C.U.T.A.), qui s'est déclarée prête à assumer les conséquences d'une épreuve de force.

Cuba

QUATRE CENTS PRISONNIERS POLITIQUES ONT ÉTÉ LIBÉRÉS

Quatre cents personnes ont été libérées, mercredi 14 novembre, à La Havane, dans le cadre d'une amnistie accordée en décembre dernier et dont trois mille six cents prisonniers politiques ont bénéficié.

Soixante-dix des personnes libérées avaient eu des liens avec l'ancien président cubain, Fulgencio Batista, renversé en 1959 par la révolution. Parmi elles, figure le fils de l'ancien maître de La Havane, M. Luis Pozo Jimenez, qui avait participé à une conspiration organisée contre M. Fidel Castro par le dictateur dominicain Rafael Trujillo. — (A.F.P.)

Françoise Dolto
Lorsque l'enfant paraît

Françoise Dolto
Lorsque l'enfant paraît
Tome 3

Tome 3
Les problèmes de l'école : les méthodes traditionnelles et actives, les enfants "poussés" par leurs parents, les enfants "surdoués", les enfants "persécutés", culture scolaire et culture personnelle, etc.

192 pages

Tome 1
La propreté - Le juste et l'injuste - Le sommeil - Les cris - Les angoisses - La séparation - Les frères et sœurs - L'amour des parents - La vérité - La mort - La naissance - Le corps, le toucher - Les jumeaux - La nudité - Les agressions - Les questions qu'ils posent et celles qu'ils ne posent pas - Le complexe d'Œdipe, etc. (132 pages)

Tome 2
L'ordre et le désordre - Le rôle du père - Le comportement des parents - La violence - Les interrogations des enfants sur la sexualité - L'adolescence - La fausse idée du développement "normal" - Les rôles respectifs de la psychomotricité, de la réduction, de la psychanalyse, etc. (224 pages)

SEUIL

محکمات الأصل

Studios-2 pièces de qualité

Construction
CICA

VENTE PARIS 15^e

59-63, rue Cambonne: le Richmond
excellent placement pour investissement
ou habitation
studio: 23 m²
2 pièces: 59 m² dont 12 m² de balcon
2 m² de balcon

78-80, rue d'Alleray: le Florian
studio de 20 à 22 m²
2 pièces de 48 m²

Bureau de vente: 59 rue Cambonne tous
les jours de 13h à 19h — tél. 5664448 ou
2270430.

VENTE PARIS 4^e

11-13, rue Geoffroy-l'Angevin:
Les Arcades de l'Angevin
au cœur du Marais
2 pièces de 45 à 48 m²
sur place, tous les jours, de 14 à 18h,
tél. 2787294 ou 2270430.

Je souhaite recevoir des informations
complémentaires sans engagement
de ma part:
Richmond ☐ Florian ☐
Arcades de l'Angevin ☐
studio ☐ 2 pièces ☐
acquisition ☐ investissement ☐

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Tél. _____

CICA

CICA - 45, rue de Courcelles - 75008 PARIS

EUROPE

La Roumanie, pays d'un seul homme

(Suite de la première page.)

Pour un logement de ce genre, il faut compter en général 200 lei par mois, le dixième du salaire moyen. On peut aussi devenir propriétaire (d'un appartement au maximum) : 80 m² dans l'un des grands ensembles

Pas de grands

Devantage d'espace et de confort pourtant ne serait pas superflu. Mais la crise du logement est toujours là et Sanda ne se prive ni de s'en plaindre ni de parler, avec une indignation douloureuse, de tout ce qui la choque : les transports en commun bondés et usés jusqu'à l'essieu. La mauvaise qualité de la confection aux couleurs ternes, aux coupes mal dessinées : trouver un beau vêtement à Bucarest, c'est avoir la chance de dénicher un article refusé par l'une des firmes de prêt-à-porter occidentales, qui font réaliser leurs collections en Roumanie. Les légumes, les fruits, la viande sont aussi destinés en priorité à l'exportation. Faire ses courses est un sport harassant qui exige patience, expérience et bon réseau d'information. L'approvisionnement est meilleur qu'en Pologne, mais le choix est toujours très restreint. La viande de bœuf et même de porc ? Une rareté.

Il n'y a pas que les problèmes matériels. Il y a aussi Mme Ceausescu, est rigoureuse et son mari nataliste — l'interdiction de l'avortement et l'impossibilité de trouver des contraceptifs : « C'est très grave pour les jeunes couples ». Les directeurs d'usine qui font entretenir leurs maisons par leurs ouvriers, tandis que les « gens simples » n'arrivent pas à faire réparer une fuite d'eau sans verser de substantiels bakchichs. Les leçons particulières à 80 lei l'heure que certaines familles ont les moyens d'offrir à leurs enfants pour les faire entrer à l'Université, pendant que des parents plus modestes se font recaler à l'examen.

Et puis encore le sort du frère, professeur d'anglais auquel on n'a pas donné de poste à plein temps.

qui poussent comme champignons aux portes de Bucarest coûtent 150 000 lei (1 lei = 0,36 F), près de sept ans de salaire moyen. Leur loyer à eux est de 100 lei : un quarantième des 4 000 qu'ils gagnent à deux. « Ce serait possible, ça à Paris ? » Non, certainement pas. Ravi, il lance un sourire triomphant à sa femme.

mois politiques

et qui doit se contenter de remplacements : « Quand il se plaint, personne ne veut l'écouter alors qu'il est presque chimiste et qu'il est nombreux dans son cas. »

Pas de grands mots politiques dans les critiques de Sanda : ce n'est pas contre le système dans lequel elle a été élevée qu'elle s'insurge, mais contre les difficultés de la vie de tous les jours. A un moment où l'on se souvient que Gheorghiu n'arrive pas à comprendre que le monde ne dépende d'aucun ministère et puisse critiquer des pays avec lesquels la France entretient des relations diplomatiques — elle frise la subversion : « Enfin, la liberté de la presse, tu ne sais pas ce que c'est ? », lui lance-t-elle. Manifestement, il ne le sait pas. Ce n'est pas en lisant les communiqués officiels et les comptes rendus d'audiences présidentielles des journaux de Bucarest qu'il aurait pu apprendre. Et, au demeurant, c'est là le cadet de ses soucis.

Lui, ce qui le tracasse, c'est de n'être qu'un exécutant aux ordres d'une hiérarchie « sans esprit d'initiative », d'être entouré de « relations du secrétaire du parti ou de je ne sais quoi, qui ne fichent rien de la journée et sont payés autant que ceux qui travaillent comme moi pour de bon ». Il voudrait que l'effort soit mieux récompensé, celui des individus, mais aussi celui de la population en général : « C'est vrai, la Roumanie est pauvre : nous devons beaucoup investir. Mais l'Etat prend trop d'argent. J'ai calculé qu'on ne me donne qu'un salaire de ce que je rapporte à la société. Deux salaires, ce serait plus normal et tout à fait possible. »

Une chose exemplaire : la sécurité

« Que fais-tu pour que ça change ? », demande sa femme. Geste d'impuissance de Gheorghiu, quelle accablante ironie ! Mais, malgré ses colères, il y a pourtant une chose — la réponse est tombée aussitôt, sans hésitation — que Sanda trouve vraiment bien en Roumanie, exemplaire même : « la sécurité ».

« Ici, dit-elle, il n'y a pas de terrorisme comme en Allemagne ou en Italie. Pas de violence : je peux revenir seule un soir du cinéma sans craindre de me faire agresser, ce qui est impossible à Paris. Ici, nous n'avons pas de propriétaires qui puissent nous chasser de notre appartement et, lorsqu'on a fini ses études, on est sûr de recevoir un emploi. »

Finalement, Sanda a pensé essayer d'émigrer : « Parce que vous avez la liberté. » Cette liberté de lire ce que l'on veut, de voyager à sa guise, de ne pas craindre d'exprimer une opinion

en dehors de chez soi, de pouvoir contester un choix gouvernemental (l'interdiction de l'avortement, par exemple) sans devenir un rebelle, de ne pas vivre dans la peur d'attirer l'attention d'une police omniprésente.

Mais, aujourd'hui, elle ne songe plus à partir : « J'ai un enfant, je ne veux pas prendre la responsabilité de l'émigration dans ce monde-là. » Autrement dit dans un univers d'incertitude, de conflits, de concurrence qui lui fait peur : « Chez vous, il faut tellement se battre pour vivre que tout le monde en devient égoïste. » « Ce monde-là », elle l'imagine sans assurances sociales, sans caisses de retraites, sans gratuité de l'enseignement : « Mais aux Etats-Unis, demande-t-elle, l'Université est bien payante, n'est-ce pas ? »

— Oui.

— Ah ! vous voyez !

Il est 3 heures du matin. Sanda a encore une question :

« C'est vrai que Ceausescu est très connu à l'étranger ? »

— Indiscutablement.

— Pourquoi ? Parce qu'il s'oppose aux Russes ?

— Oui, en grande partie.

— Ah ! bon, parce qu'il a fait à la même époque que tout le monde : la paix, le désarmement, non ? »

Représentatifs — de leur génération — de leur génération, Gheorghiu et Sanda ont donc fait le même choix. Mais, même s'ils le sont certainement plus que les porte-parole officiels et que ceux de leurs compatriotes qui attendent un voyage à l'étranger pour passer du conformisme absolu au dénuement systématique.

Une résignation lasse

A la mi-décembre, Bucarest accueillera le secrétaire d'Etat américain, M. Vance. La Roumanie a bon espoir d'annoncer alors quelle bénéficiera désormais de la classe de la nation la plus favorisée pour une période renouvelable de trois ou cinq ans et non plus d'une année seulement. Mais cette visite sera surtout pour les Etats-Unis l'occasion de montrer une nouvelle fois l'intérêt qu'ils accordent au « rôle constructif » de Bucarest. Un intérêt si grand que le président Carter lui-même a envoyé son secrétaire au Trésor lui manifester sa sympathie. Au début de la crise ouverte qui avait éclaté en novembre 1978 à la réunion au sommet des pays membres du pacte de Varsovie, l'Union soviétique a dit-on à Bucarest.

Mais, si les politiciens ont cessé les trois désaccords mis en évidence à l'époque, les jours de tensions n'ont pas cessé. Contrairement à ses alliés, la Roumanie persiste à voir dans l'accord de paix égypto-israélien un « premier pas », insuffisant, mais qu'elle se refuse à condamner. L'augmentation du budget militaire du pacte de Varsovie (« préjudiciable à notre développement », dit-on) semble pas plus s'imposer qu'il y a un an. (« Nous ne sommes pas à la veille d'une troisième guerre mondiale. Même l'éventuel déploiement par l'Otan de nouvelles armes à portée moyenne ne nous ferait pas revenir sur notre position. ») Et il est moins que jamais question à Bucarest d'accepter que le pacte (« Nous sommes fidèles aux statuts ») puisse « de défensive devenir offensive, intervenir ailleurs qu'en Europe, par exemple en Iran, ou servir à imposer un leadership ».

Sur la Chine, sur le Cambodge dont Bucarest n'a pas reconnu le nouveau régime pro-vietnamien (le régime de Phnom Penh), l'orientation du mouvement des non-alignés, sur presque tous les grands problèmes internationaux, des points de vue de Bucarest et de Moscou sont opposés. Avec acharnement, sachant toujours jusqu'où aller trop loin mais y allant, Bucarest ne manque pas une occasion de s'élever contre la politique des blocs et de défendre le principe de l'égalité en droit de tous les partis et Etats socialistes.

Dans leurs réflexions se retrouvent en tout cas toutes les insatisfactions et les questions que l'on sent sourdre en ce moment en Roumanie.

Agressivement, chez cet écrivain qui rencontre l'approbation de son auditoire en disant qu'il prendrait volontiers aux Hongrois leurs troupes soviétiques en échange du progrès matériel et du libéralisme dont ils bénéficient. L'imidement chez ce haut fonctionnaire qui avoue que son fils juge la Roumanie de 1979 en la comparant aux autres pays européens et non pas à la Roumanie misérable d'avant-guerre. Ou encore confusément, chez ce chauffeur de taxi, qui rêve de l'Allemagne fédérale. Le temps est venu, à Bucarest, des interrogations sur les quinze années de politique d'indépendance vis-à-vis de Moscou.

Car quinze ans après la publication, le 27 avril 1964, de la révélation révolutionnaire de son comité central (« C'est le droit souverain de tout Etat socialiste d'élaborer ses méthodes de sa construction (...), il ne peut y avoir de parti père et de parti fils »), l'équation politique de la Roumanie — originalité à l'intérieur, rigide orthodoxie à l'extérieur — est restée inchangée.

En quinze ans, à des degrés divers, pour le meilleur ou pour le pire, les situations politiques de la Hongrie, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie et de la R.D.A. ont profondément évolué. A Bucarest, le temps semble figé : la libéralisation espérée n'a pas suivi l'ouverture, demeure l'apanage du ministère des affaires étrangères.

Cette continuité de la politique d'indépendance, ajoutée à l'intense activité diplomatique dans le tiers-monde (notamment en Afrique) a permis à la Roumanie de conquérir dans le jeu international une place à laquelle ni son histoire, humble, ni sa taille, modeste, ne l'avaient préparée. M. Ceausescu, artisan habile de cette « percée » de son pays, peut en tirer une légitime fierté. Mais la popularité que la gloire extérieure du pays lui avait assurée, très grande dans les années qui ont suivi la condamnation de l'invasion de la Tchécoslovaquie, souffre maintenant d'un désenchantement certain. Cet orgueil que la Roumanie a d'être le seul pays du pacte de Varsovie à tenir tête à l'U.R.S.S. s'est affaibli dans l'attente insatiable des fruits de cette politique.

Hier, les Roumains pardonnaient tout à M. Ceausescu. Aujourd'hui, on ne lui pardonne plus le rôle politique prépondérant qu'a pris sa femme, numéro deux du régime, et l'horde de plus en plus acide que suscite le développement continu du culte de la personnalité commence à s'étendre à une politique étrangère qui ne le mériterait pas.

Signe du temps des interrogations, il a fallu au printemps frapper brutalement les membres du syndicat libre, créé en mars et condamner à dix ans de prison un prêtre, M. Père Calciu, pour mettre un terme apparent à une contestation marginale, diffuse mais ininterrompue depuis 1977.

M. Ceausescu, dont rien ne menace le pouvoir régulier qu'il a établi sur son parti, n'est certainement pas sur le point d'avoir à affronter les critiques et les oppositions auxquelles est confronté en Pologne M. Gierk. Mais à l'adhésion populaire a succédé une résignation lasse peu propice à la réalisation des nouveaux efforts que la crise économique et le prochain plan quinquennal exigent des Roumains.

BERNARD GUETTA.

Prochain article :

« NOUS NE SOMMES PAS LA POLOGNE... »

LENTILLES DE CONTACT

Souples • Ultra-minces

BAUSCH et LOMB
Premier fabricant américain.
Douceur exceptionnelle.
Adaptation par spécialistes.

796 F Jusqu'au 30 NOV.
Laboratoires OSEIRIS
21, avenue de Friedland (9^e).
Tél. : 563-33-39

Week-End à NEW YORK

Départs hebdomadaires

2190 F
(vol 747 + hotel)

Organisation CAMINO
Inscriptions :
GMT, 23, bd de l'Yser
75017 Paris - tél. 380.55.58

L'Association pour le Développement des Facultés des Sciences organise une rencontre entre scientifiques et industriels sur
LA REACTIVITE DES SURFACES METALLIQUES
le MARDI 21 NOVEMBRE 1979 de 9 h. 45 à 18 h. 30
à l'UNIVERSITE PIERRE ET MARIE CURIE
Tour Centrale, 25^e étage, 4, place Jussieu, PARIS (5^e)
RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS : appeler le 633-52-88

Essayez. Adoptez. Et partez sans payer Citroën Visa.

Voulez-vous découvrir une fantastique petite voiture? Alors venez essayer la Visa chez votre Concessionnaire Citroën du 12 au 30 novembre.

Vous la trouverez étonnante, surprenante, époustouflante. Vous goûterez le plaisir de conduire une voiture qui est faite pour séduire.

Quand elle vous aura subjugué et convaincu, installez-vous au volant de votre Visa et partez... sans payer, mais oui, sans payer jusqu'au 30 novembre avec l'option location longue durée, sous réserve d'acceptation du dossier, il n'y a pas de dépôt de garantie... et la 1^{re} des 47 mensualités intervient qu'au bout d'un mois. Vous ne versez le 1^{er} loyer de 695 F qu'un mois après.

N'hésitez plus, si vous voulez changer de voiture, retrouver le plaisir de conduire, allez chez Citroën et demandez un essai, vous aurez tout à gagner.

CITROËN
LOCATION LONGUE DURÉE

Année modèle 1980	Prix clés en main (TVA 10%)	Loyer à la livraison	Loyer constant sur 47 mois	Valeur de rachat en fin de contrat
Visa Spéciale	24.800 F	NUL	695 F	4.960 F

Coût total option d'achat comprise au bout de 4 ans : 37.696,80 F
Location avec prime de vente sous réserve d'acceptation du dossier + carte grise.
Conditions officielles indiquées par CITROËN.



CITROËN et TOTAL

CITROËN

Journal de l'Union des
Memoires de Chestak

calculatrices
aux prix
Duriez

GROENLAND
EXPLORATION

EUROPE

Union soviétique

Le « Journal de l'Union des écrivains » critique vivement les « Mémoires de Chostakovitch » publiés en Occident

De notre correspondant

Moscou. — Où trouver le vrai Dimitri Chostakovitch ? Dans le musicien fidèle aux idéaux du socialisme, dont le talent a pu s'épanouir grâce aux facilités offertes par le régime, plusieurs fois secrétaire de l'Union des compositeurs, militant communiste, titulaire du prix Lénine et de cinq prix Staline, héros du travail socialiste ? Ou dans le portrait d'un intellectuel victime du stalinisme, paralysé par la peur, prêt aux compromissions parce qu'« il faut bien vivre », abattu par les critiques mais disposé aux concessions pour rentrer en grâce ? Ce portrait émerge des *Mémoires de Chostakovitch* qui viennent d'être publiés en Occident (1).

Le livre a été écrit par Solomon Volkov, un proche du grand compositeur. Il s'appuie sur des confidences que ce dernier lui aurait faites au début des années 70. Chaque chapitre a été relu et

approuvé par Chostakovitch. Lui-même, qui n'avait posé qu'une condition : que le livre paraisse seulement après sa mort. Volkov a fait passer le manuscrit en Occident en 1974 ; il a émigré aux États-Unis en 1978 ; entre-temps Chostakovitch était mort.

Cette publication n'a pas plu aux dirigeants soviétiques, et on les comprend. Les *Mémoires de Chostakovitch* sont, dans une large mesure, un pamphlet contre une certaine forme de culture soviétique, contre la dictature des fonctionnaires de l'art, bornés, dépourvus de talent, mais fidèles à la « ligne » et s'adaptant à tous les changements. C'est aussi un réquisitoire contre Staline, contre la répression sauvage dans les milieux intellectuels, contre l'ambition de régénérer toute la vie culturelle à coups de décrets du comité central.

Il ne s'agit pas d'être pas conforme aux canons de l'art soviétique. La *Pravda* publia le 29 janvier 1938 une violente critique intitulée *Le Chaos au milieu de la musique*, dans laquelle elle mettait en cause ce « chaos de gauche qui remplace la musique naturelle et humaine », les « tendances formalistes petites-bourgeoises » de cet opéra « chaotique et absolument apolitique », en ajoutant : « Cela peut très mal se terminer ». L'opéra fut évidemment retiré de l'affiche. Dans ses *Mémoires*, Chostakovitch explique qu'il était abattu, au bord du suicide et qu'il avait déjà préparé son paquetage pour la rééducation. Personne ne voulait plus le reconnaître, ses amis se détournaient de lui, sauf le marchand Tchaikovsky, alors au sommet de sa gloire (il devait être fusillé six mois plus tard). « A ce moment-là j'ai eu de la chance », déclare Chostakovitch ; je ne suis pas allé dans un camp, mais pour y être envoyé il n'est jamais trop tard.

La lecture des six compositeurs et l'article de la *Literatournyia Gazeta* évoquent l'épisode à leur manière : « Chostakovitch a ouvert une nouvelle voie dans la musique. Il a dépassé son époque. Son œuvre n'a pas été comprise par tous. Disons que lorsqu'en 1938 on a publié son article grossier et violent sur son opéra, ce fut pour provoquer la tristesse, et pas seulement chez Chostakovitch, bien qu'il ait été plus frappé que d'autres ». En 1948 encore le comité central prononçant une résolution condamnant le « formalisme ». Mais que l'on se rassure. Ce même comité central, dix ans plus tard, est revenu sur la condamnation.

A sa façon : il n'a pas renoncé à condamner telle ou telle école musicale, mais il a simplement déclaré que les accusations de « formalisme » lancées jadis contre Chostakovitch étaient « injustes », mais le formalisme, en tant que tel, n'en demeure pas moins un « péché mortel ».

Ce que la *Literatournyia Gazeta* reproche surtout à Volkov et aux *Mémoires de Chostakovitch*, c'est de laisser entendre que le compositeur menait « une double vie », que derrière ses discours orthodoxes destinés à la galerie il condamnait, fondamentalement « le système asservissant et stérile », qu'il était en fait « hypocrite et antisoviétique ».

Cette duplicité est en effet difficilement concevable, mais n'est-ce pas le lot de beaucoup — et pas seulement des intellectuels — dans les sociétés totalitaires ? Chostakovitch n'est pas le seul artiste ou écrivain soviétique à avoir dû jouer la comédie du pouvoir, couper sa vie en deux pour survivre. La différence d'autres, il n'est pas mort en émigration, et il a su droit à une nécrologie signée Léonid Brejnev.

Dans les *Mémoires* recensées par Volkov et dans la page de la *Literatournyia Gazeta*, il y a deux manières de défendre la mémoire de Chostakovitch : Volkov veut montrer que le compositeur n'était ni dupe ni complice d'un système qu'il n'a fondé ni admettait pas ; ses thuriferes soviétiques cherchant à prouver au contraire que, malgré les critiques, les humiliations, les reniements, il a toujours été le militant sincère d'une noble cause. La seconde méthode est-elle vraiment la meilleure ?

DANIEL VERNET.

Six compositeurs indignés

Contre les *Mémoires de Chostakovitch*, la *Literatournyia Gazeta* a publié le 13 novembre une page complète. Elle s'ouvre, comme il se doit, par la lettre de six compositeurs présents, comme des disciples de Chostakovitch, dont au moins trois bureaucratiques de la musique. La lecture du livre — comment ont-ils pu se le procurer ? — les aurait indignés : on a voulu « ternir l'image claire et pure du dernier compositeur » et « dénaturer notre pays, notre culture et l'un de ses meilleurs représentants ». Les *Mé-*

moires de Chostakovitch ne seraient qu'un vulgaire faux écrit — ajoute la rédaction de la *Literatournyia Gazeta* — par le renégat Volkov, « cette punaise qui s'était collée sur Chostakovitch ». L'hebdomadaire doute que le compositeur ait pu faire des déclarations sévères sur certains contemporains qui avaient été ses amis : Prokofiev, Malakovsky, Román, Rolland, Stravinski, etc. C'est possible.

Mais il laisse évidemment de côté l'essentiel, c'est-à-dire la mise en cause d'un système culturel qui, dans son ensemble, n'a pas fondamentalement changé depuis les années 30. La polémique autour de l'opéra *Lady Macbeth du district de Minsk*, joué plus tard sous le titre *Katharina Izmailova*, le montre bien. L'œuvre avait été jouée plus de cent trente fois de 1934 à 1938 à Leningrad et à Moscou lorsque Sta-

Tchécoslovaquie

MM. Mlynar et Pelikan lancent un « projet de recherches sur le printemps de Prague »

L'intérêt porté à l'expérience du « printemps de Prague », particulièrement par la gauche, s'est manifesté, en 1978, par de nombreux articles et commentaires. Mais, certains de ses protagonistes se sont rendus compte qu'il s'agissait « plutôt d'un slogan que d'un projet de recherche ». Ils ont donc décidé de mettre sur pied un « projet de recherches sur les expériences du « printemps de Prague ».

Aussi, MM. Zdenek Mlynar, ancien secrétaire du P.C. tchécoslovaque, et Jiri Pelikan, ancien directeur général de la télévision, entourés de quelques historiens, politologues, économistes et sociologues tchécoslovaques, aujourd'hui en exil, ont-ils décidé de mettre sur pied un « projet de recherches sur les expériences du « printemps de Prague ».

Ils ont tenu une réunion d'information à Paris sous les auspices de la revue *Dialectique* en présence, notamment, de son directeur, M. D. Kaisergruber, de Mme C. Clément et de MM. J. Einstein et G. Labadie. Ils présentent ainsi leur projet :

« A deux reprises, de 1945 à 1948 et en 1968, la tentative a été faite à Prague de réaliser le

socialisme autrement que selon le modèle soviétique. Il s'agit d'un simple d'attribuer cette tentative à une intervention soviétique. En fait, elle a été un acte décisif, mais il y a eu aussi d'autres raisons. Mais, certains de ses protagonistes se sont rendus compte qu'il s'agissait « plutôt d'un slogan que d'un projet de recherche ». Ils ont donc décidé de mettre sur pied un « projet de recherches sur les expériences du « printemps de Prague ».

Aussi, l'ambition des organisateurs est de créer un groupe d'une trentaine de chercheurs bénévoles pour étudier des questions essentielles, à savoir : les fondements intérieurs (politiques, économiques, sociaux) qui ont permis, dans une société industrielle avancée comme la Tchécoslovaquie, l'instauration en 1948-1968, puis la restauration en 1968-1973 d'un système de dictature de type soviétique ; l'état réel du système politique social et économique en Tchécoslovaquie et la possibilité de l'améliorer, etc.

Les résultats de ces recherches seront proposés à ceux qui suivent ces problèmes. Sans attendre la constitution de groupes de recherches, trois études ont déjà été faites. Traduites en français, en anglais et en italien, elles sont disponibles à la revue *Dialectique* (1). La première, du juriste Vladimir Klokocka, porte sur « les bases idéologiques et sociales du pouvoir dans le système du socialisme réel ». La seconde, de l'historien Karel Kaplan, sur « la naissance du monopole du pouvoir du P.C.T. dans les années 1948-1949 » et la troisième, de Zdenek Mlynar, sur « les idées du pluralisme dans la politique du P.C. tchécoslovaque en 1968 ». A noter que les deux premiers sont pour l'instant bloquées à la douane française.

A.-M. B.

(1) 77 bis, r. Legendre, 75017 Paris.

Expédition GROENLAND

12 jours - 11000 F
8 à 12 participants

Organisation par le monde

EXPLORATOR

18, place de la Madeleine
75006 Paris. Tél. : 286.63.24

Calculatrices aux prix Duriez

garantis jusqu'au 30/11/79, sauf rupture de stock.

Texas Instruments		
TI 1750	168	99
TI 30	128	80
TI 25	168	150
TI 53	275	239
TI 57	285	239
TI 51 III	348	289
TI 58	245	595
TI 58 C	245	850
TI 59	1895	1550
PC 100	1760	1600

Hewlett-Packard

HP 31	285	250
HP 32	445	378
HP 33	565	480
HP 37	514	434
HP 38	514	434
HP 67	2285	1900
HP 97	4695	3900

Duriez, 132 bd St-Germain Paris 6^e
9 à 19 h, sauf dimanche et lundi.

ROME vols quotidiens SAUDIA

Départs Paris-Charles-de-Gaulle

Week-ends à Rome
à partir de 1390F par personne.

Groupes de 15 personnes minimum. Tarif IT 9 SV2 WE 03 comprenant tarif aérien aller-retour en classe économie, trois nuits à l'hôtel OLYMPIC Catégorie Touriste ou équivalent en chambre double avec petit déjeuner et un repas à votre choix. Départ les 16 NOV, 18 JAN, 08 FEV, 22 FEV, 14 MAR, 20 JUIN 80.



WEEK ENDS TOUR - en Agence de Voyages (Lic. 610 A)

De l'inédit dans les salons

Chez CHARRON :
— Tissus inimitables
— Coussins surpiqués
— Formes nouvelles

Canada
à partir de 3 350 F

CREDIT

charron

5 ter, bd de Charonne, Paris 11^e
M^o Nation - Tél. 373.15.35 - Parking
Centre Commercial de Belle Etoile, 628.83.68 - Concessionnaires
Centre Commercial de Vélizy 2, 946.05.84 - sur demande

Les Nouveaux Constructeurs



invitation au mieux-vivre

Consacrez un moment de détente à la visite de nos maisons décorées. Vous y découvrirez des maisons conformes à vos aspirations familiales et sociales, au milieu d'un environnement agréable et d'accès facile. Construites sur de spacieux terrains, elles vous séduiront par leur architecture traditionnelle, une distribution des

espaces à la fois pratique et raffinée, et des équipements conçus pour la commodité de vie, le confort actuel et l'économie d'énergie. Ces maisons bénéficient des nouveaux prêts conventionnés, certaines des anciens prêts PIC Et, ce qui est tout à fait exceptionnel, 2 villages sont entièrement destinés à la location.

LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS vous accueillent sur place, tous les jours, de 10 h à 19 h.

<p>Une maison individuelle Sur le terrain de votre choix Village des Fontaines (78) (95574) Nozettes - R11 - 14 : 991.83.17</p>	<p>Le Domaine de Courty** Le village campagnard à 19 km de Paris (77100) Courty - Tél. : 020.71.73</p>
<p>Les Jardins de Jouy En bordure de forêt, sur une parcelle à l'abri du bruit de l'autoroute (78350) Jouy-en-Josas - Tél. : 946.58.16</p>	<p>Les Bruyères de Marolles* Des maisons en location entre la forêt de Fontainebleau et la campagne (94440) Marolles-en-Brie - Tél. : 256.47.29</p>
<p>Les Demeures de Montigny Une architecture nouvelle et moderne (78180) Montigny-Le-Sec - Tél. : 01.42.63.20</p>	<p>Combe-la-Clairière En bordure de la forêt de Senart (77180) Combe-la-Clairière - Tél. : 060.37.17</p>
<p>Les Hauts de Bures Un village facile à vivre (91440) Bures-sur-Yvette - Tél. : 907.25.82</p>	<p>Valrubelles Le village vert à 1 km de Senart (77350) Valrubelles - Tél. : 106.44.10</p>
<p>Les Rendez-vous de Soisy** De luxueuses demeures entre la Seine et la forêt de Senart (91450) Soisy-sous-Forêt - Tél. : 075.30.30</p>	<p>Valbois Des terrains de 1000 m² en bordure de Seine (77310) Boissy-le-Châtel - Tél. : 106.44.10</p>

Ouverture du nouveau terrain "Fontainebleau - Marolles"

Les Nouveaux Constructeurs réalisent également des maisons pour mieux vivre dans les régions :

Rhône-Alpes : tél. : (78) 60.19.05 - Midi Méditerranée : tél. : (42) 87.12.97 - Pays de Loire : tél. : (40) 40.44.12

DES MAISONS POUR MIEUX VIVRE

18, place de la Madeleine 75006 Paris. Tél. : 286.63.24

Duriez, 132 bd St-Germain Paris 6^e 9 à 19 h, sauf dimanche et lundi.

18, place de la Madeleine 75006 Paris. Tél. : 286.63.24

Duriez, 132 bd St-Germain Paris 6^e 9 à 19 h, sauf dimanche et lundi.

18, place de la Madeleine 75006 Paris. Tél. : 286.63.24

Duriez, 132 bd St-Germain Paris 6^e 9 à 19 h, sauf dimanche et lundi.

18, place de la Madeleine 75006 Paris. Tél. : 286.63.24

Duriez, 132 bd St-Germain Paris 6^e 9 à 19 h, sauf dimanche et lundi.

18, place de la Madeleine 75006 Paris. Tél. : 286.63.24

Duriez, 132 bd St-Germain Paris 6^e 9 à 19 h, sauf dimanche et lundi.

18, place de la Madeleine 75006 Paris. Tél. : 286.63.24

Duriez, 132 bd St-Germain Paris 6^e 9 à 19 h, sauf dimanche et lundi.

18, place de la Madeleine 75006 Paris. Tél. : 286.63.24

Duriez, 132 bd St-Germain Paris 6^e 9 à 19 h, sauf dimanche et lundi.

18, place de la Madeleine 75006 Paris. Tél. : 286.63.24

Duriez, 132 bd St-Germain Paris 6^e 9 à 19 h, sauf dimanche et lundi.

18, place de la Madeleine 75006 Paris. Tél. : 286.63.24

Duriez, 132 bd St-Germain Paris 6^e 9 à 19 h, sauf dimanche et lundi.

Les Britanniques ont appris avec stupéfaction que le conseiller artistique de la reine était un espion

La Cour de Karlsruhe maintient sans l'aggraver la peine infligée à M^e Croissant

M^r Croissant fait toujours l'objet d'un second mandat d'arrêt, lui reprochant d'avoir pris part à une

Les émeutes du 20 octobre dans le nord du pays Les autorités ont tenté de minimiser l'ampleur de la répression

**La révélation romanesque
de l'été,
une presse unanime
et enthousiaste**

Marie-Thérèse Humbert

**A l'autre bout
de moi**

« Ce roman atteint l'universel, comme toute œuvre d'un grand écrivain inspiré. A ne pas le lire, on se priverait d'un livre d'une valeur telle que les mots de puissance et de beauté s'imposent au lecteur. »

...inattendu, féroce, le roman clos comme un œuf, de comme un œuf de forme parfaite, de texture mystérieuse. C'est très rare, un premier

« Cela relève du miracle dans notre période de pisse-cou, elle nous offre un magnifique cadeau, elle nous fait savoir avec ce livre qu'il y a ici un grand écrivain abouti. »

« Il y a là des personnages que l'on n'oublie pas et un écrivain, impé-
rieux, lyrique, qui brise notre monotonie, notre train-train romanes-
que. Il y a là le vrai bonheur de la lecture. » **FRANÇOISE DUCLOIT, 5**

On referme. A l'autre bout de moi, bouleversé, comme saoulé par une envoûtante mélodie.

* Un vrai roman et un écrivain de la trempe dont on fait les grands.
Etc... JACQUELINE BRÜLLER, La Croix

Roman|Stock

La conférence sur le Zimbabwe-Rhodésie semble s'acheminer vers un règlement général

Une des principales difficultés concerne le statut des forces du Front patriotique, une fois le Maroc indépendant. Les dirigeants sou-halteraient qu'elles soient intégrées dans les forces régulières pour devenir le noyau de la force armée nationale du nouvel Etat. Mais les militaires marocains ne paraissent pas disposés à accepter cette intégration et préfèrent que les armées des deux camps gardent leurs statuts séparés sous l'autorité du gouvernement.

Les observateurs estiment que la mise au point du cessez-le-feu sera délicate compte tenu du contrôle plus ou moins ferme exercé par les commandements sur les cinq groupes de guérillas. Les dirigeants du Front de la Grande Berberie craignent qu'ils

**UN MILITANT
DU CONGRÈS NATIONAL
AFRICAIN
EST CONDAMNÉ À MORT
POUR HAUTE TRAHISON**

**LES PARTIS COMMUNISTES
FRANÇAIS, ESPAGNOL
ET ITALIEN
APPORTENT LEUR SOUTIEN
AU FRONT POLISARIO**

Les orateurs ont stigmatisé « l'impérialisme américain qui arme le Maroc » et « l'interférence française aux côtés des agresseurs des Sahraouis ». M. Mourad a déclaré : « Les dirigeants du territoire sahraoui sont actuellement libres » et il a rappelé « les récents succès diplomatiques remportés par la République arabe sahraouie démocratique ».

Avant le meeting, quelques dizaines de Marocains étaient venus proclamer leur « point de vue sur l'intégrité territoriale du Maroc » et protester contre « les ingérences des partis communistes français, italiens et espagnols dans les affaires intérieures marocaines ».

CENTRE DE LANGUES ESSEC/ISSEC

Établissement privé d'enseignement supérieur
ANGLAIS, ALLEMAND, ESPAGNOL, BRÉSILIEN, FRANÇAIS
Cours de groupe toute l'année. Immersions individuelles et collectives
Préparation au GMAT « survival French »

prochaine session intensive : 19 novembre

Pour plus de renseignements, écrivez-nous :
CENTRE DE LANGUES 17000

TEL: 231-21-10

Liberalise

HITACHI
2630F

100-443887-100

ASIE

Corée du Sud

Libéralisation à Séoul

(Suite de la première page.)

Celui-ci a, d'autre part, affirmé que les « deux partis politiques » — c'est-à-dire la majorité républicaine démocrate et le nouveau parti démocrate d'opposition — prendraient part à l'établissement de la nouvelle loi fondamentale : ce qui exclut apparemment du débat Le Yuljong Hoo, parti dont les membres étaient apaisés par Park. Ses dirigeants ont d'ailleurs donné leur démission jeudi. Enfin, le recours à un référendum pour achever la poursuite de la révision constitutionnelle « est possible », a conclu le ministre.

Incontestablement, alors que dans la plupart des grandes villes l'application de la loi martiale se fait dis-

crète et que règne le calme, la disparition du président Park semble avoir débouqué la situation de confrontation où s'enlaidit le pays. Il reste que les opposants ne sont pas encore convaincus. D'abord, ils attendent de voir si le gouvernement ne fait pas simplement des promesses qui visent à apaiser les esprits mais demeureront des mots. Surtout, ils sont ulcérés de voir se profiler comme successeur éventuel de Park l'un des hommes les plus marqués par le régime défunt : M. Kim Jong-pil. La réapparition de celui-ci sur le devant de la scène à la suite de sa nomination à la tête du parti républicain démocrate a provoqué une levée de boucliers de l'opposition qui accuse le président par intérim d'être manœuvré par M. Kim. L'Assemblée nationale a certes repris ses activités normales jeudi avec le retour dans son enceinte des membres du nouveau parti démocrate, principale formation d'opposition, qui avaient démissionné en bloc après l'expulsion, en octobre, de leur chef, M. Kim Youngsam. Mais c'est surtout dans les coulisses du pouvoir que se livrent les véritables batailles pour la succession.

Les rivalités se concentrent au sein du parti républicain démocrate qui avait à sa tête, jusqu'à son assassinat, le chef de l'Etat. En devenant président du P.R.D., M. Kim Jong-pil s'est très clairement posé comme successeur potentiel. Depuis la mort de Park, le P.R.D. semble contrôlé par deux grands clans : celui de M. Kim et celui de M. Chung Il-kwon. Ancien chef d'état-major de l'armée et ambassadeur à Washington, M. Chung, qui fut, en outre, premier ministre de 1965 à 1970, est l'un des plus habiles manœuvriers de la politique coréenne depuis

la guerre. Celui qu'on surnomme « Mme Chung » — non parce qu'il aurait des penchants homosexuels mais parce qu'il intrigue comme une femme — a survécu à tous les régimes depuis celui de Syngman Rhee. « Homme des Américains », dit-on, il dispose d'un pouvoir certain, bien que celui-ci ait été entamé y a quelques années lorsque, voyant peut-être en lui un rival en puissance, M. Park lui enleva l'herbe sous le pied en ruinant ses proches, des personnalités qui, comme lui, venaient du nord-est du pays. Il ne dispose surtout pas de l'appui — de M. Kim Jong-pil.

Des transactions douteuses

Le petit colonel idéaliste, penseur du coup d'Etat de 1961, est devenu en vingt ans l'un des hommes les plus puissants du régime Park. Tour à tour, il organisa la K.C.I.A. puis fonda le parti républicain démocrate à l'air, dit-on, de fonds obtenus dans plusieurs affaires touchées au début des années 60. Son nom fut par la suite associé à beaucoup des transactions douteuses du régime (mètre de Séoul, scandale de Gulf Oil, réacteur nucléaire Candu, etc.). Artisan du rapprochement entre la Corée et le Japon, il est le président de l'association d'amitié entre les deux pays. Personnage d'une grande intelligence, il a su consolider son pouvoir au cours des quatre ans qu'il fut premier ministre (1971-1975). Bien qu'il soit lié à Park par son mariage, ce dernier évitait de pouvoir précéder par lui-même les trop proches des milieux d'affaires et représentait un danger. Il a toujours aujourd'hui pour lui la confiance des patrons de l'industrie et, semble-t-il, d'une partie de l'armée. Mais outre « Madame Chung », il a pour adversaires d'autres personnages puissants comme M. Lee Hui-rak. L'homme à la longue chevelure, ancien chef de la chancellerie de Park, directeur pendant plusieurs années de la K.C.I.A., responsable, notamment, de l'enlèvement de M. Kim Dae-jung à Tokyo en 1973, M. Lee Hui-rak aurait aujourd'hui des liens étroits avec les Américains, qui ne semblent guère souhaiter l'accession au pouvoir de M. Kim Jong-pil. M. Lee Hui-rak est actuellement président de l'Association des bouddhistes (douze millions de membres).

Le rôle de l'armée

Les antagonismes au sein du parti républicain démocrate et l'apparente absence de Park Yuljong Hoo pourraient conduire, estime-t-on dans les milieux politiques, à l'apparition d'une nouvelle formation. Celle-ci se structurerait-elle autour de M. Cho Kyu-hah, actuel président par intérim, que l'on dit jusqu'à présent sans ambition politique ? L'hypothèse n'est pas à exclure et serait alors de lui plus qu'un homme de transition, comme on le pense aujourd'hui. Dans leurs manœuvres, les politiciens doivent en tout cas compter avec l'armée. « Je ne nie pas l'influence de l'armée même si actuellement les civils exercent constitutionnellement un contrôle sur elle », admet le ministre de l'Information. La plupart des observateurs estiment que l'armée ne tient pas, du moins à l'exception d'un lieu dans le calme à entrer sur la scène politique. « Les militaires sud-coréens ne sont pas des généraux latins-

américains », commente un politicien de l'opposition. Les Etats-Unis, d'ailleurs, font apparemment des pressions pour qu'ils restent à l'écart. Une bonne partie des généraux semblent avoir réproché la politique de répression aveugle de Park au cours de l'été. Dans les jours qui suivirent l'assassinat, au cours d'une réunion, quarante-sept sur cinquante généraux ont, par ailleurs, voté à main levée l'amendement de la Constitution Yulshin. Cela dit, les hauts grades sont loin d'être sans tâches. Régulièrement par le passé des épurations ont été menées de leur participation aux affaires du régime. L'année passée, le chef de l'état-major de l'armée était mis à la retraite anticipée pour avoir accordé des promotions moyennant finance.

Il est difficile de repérer au sein de l'armée de véritables clans. Certes, M. Kim Jong-pil, Lee Hui-rak ou Chung Il-kwon, tous trois anciens officiers, y ont leurs amis, ceux à qui ils ont permis d'obtenir des postes. Mais les clivages s'établissent davantage par critères régionaux ou en fonction de critères d'âge, les vieux généraux sortis du rang étant parfois en opposition avec les plus jeunes formés dans les académies militaires et aux Etats-Unis. Quelle que soit la réserve, pour l'instant, que manifestent les militaires dans le processus de succession, il semble difficile qu'un homme parvienne à la tête de l'Etat sans avoir leur accord. Dans la capitale qui commence à étudier la révision de la Constitution élagant d'ailleurs plusieurs généraux.

Face au pouvoir, constitué depuis dix-huit ans par les militaires et les politiciens qui pour la plupart sont issus de leurs rangs, l'opposition paraît loin de faire le poids. Le nouveau parti démocrate, dont les deux tiers des membres environ sont fidèles à M. Kim Youngsam, n'a pas un appareil puissant. Sa force provient surtout du fait qu'il est épaulé par les opposants chrétiens et les petits mouvements ouvriers.

L'Eglise en Corée est une force : cinq millions de chrétiens et cent soixante mille églises. Elle est certes divisée, mais l'importance de ceux qui contestent le pouvoir est due surtout à l'influence morale et sociale que les Eglises protestante et catholique exercent sur la population. Leurs actions sociales ont joué un grand rôle dans la formation de petits groupes de résistance en milieu ouvrier.

« La démocratie est sans doute une valeur absolue pour beaucoup de Coréens, nous dit un militant, mais les bas salaires, rognés chaque jour par l'inflation, ont une signification pour n'importe qui. » En coréen, le mot « crise » — que l'on trouve dans toute la presse — signifie littéralement « danger » et « opportunité ». Le véritable danger de l'opportunité que représente pour la Corée la disparition du président Park réside dans l'alternative devant laquelle se trouvent les dirigeants : permettre l'accession au pouvoir d'hommes qui n'ont pas d'expérience de gouvernement ou bien, au contraire, en maintenir d'autres à la tête du pays qui sont certes connus de l'armée et ont la confiance des milieux d'affaires, mais n'ont pas de soutien populaire, la stabilité semblant alors moins garantie dans la seconde hypothèse que dans la première.

PHILIPPE PONS.

La résolution des Nations unies sur le Cambodge est « irraisonnable et illégale »

affirme Hanoi

Hanoi a réagi contre le vote mercredi 14 novembre par les Nations unies d'une résolution demandant le « retrait immédiat de toutes les troupes vietnamiennes du Kampuchéa ». Une déclaration du ministre vietnamien des affaires étrangères du 15 novembre a qualifié cette « prétendue résolution » de « nulle et non avenue », d'« irraisonnable et illégale ». Elle « constitue une ingé-

rence dans les affaires intérieures du peuple kampuchéen » et « porte sérieusement atteinte au prestige de l'ONU ».

Hanoi dénonce aussi « la majorité injuste » qui s'est déjà dégagée en septembre en faveur du régime de M. Pol Pot et « l'absence de la raison, poursuit la déclaration, les expansionnistes et les réactionnaires dans les pays de l'ASEAN ont entraîné un certain nombre de pays à adopter une résolution dénigrant grossièrement la situation au Kampuchéa en vue de s'opposer aux peuples kampuchéens et vietnamiens ».

D'autre part, le Quai d'Orsay a annoncé jeudi qu'une mission de spécialistes du matériel ferroviaire français se rendra prochainement au Cambodge afin d'« apporter son concours à la remise en état du chemin de fer cambodgien ». L'arrivée de l'aide de la C.E.E. au Cambodge sera de 80 millions de dollars pour les six mois à venir, a-t-on appris jeudi à Bruxelles. Pour sa part, le C.I.M.E. (Comité international gouvernemental pour les migrations européennes), dont le siège est à Genève, a décidé de participer à l'acheminement de secours destinés au Cambodge : il propose pour cela d'utiliser les avions servant au transport des réfugiés vers les pays européens et qui partent souvent à vide lors du voyage aller.

Deux nouvelles équipes de la Croix-Rouge française comprennent un médecin, onze infirmières et infirmiers et un directeur d'intendance partiront pour Bangkok samedi 17 novembre.

Enfin, une délégation parlementaire de l'U.D.F., conduite par M. Jean-Pierre Pierre-Bloch, député de Paris, se rendra le 21 novembre au Cambodge, a annoncé jeudi M. Michel Pinton, député général du mouvement.

● L'Association d'aide à l'enfance au Vietnam (104, avenue du Général-Leclerc, 91190 Gif-sur-Yvette, tél. 01-67-49-58, C.C.P. Paris 937 04 58) met en vente des cartes de vœux, des postales, disques et autres objets à l'occasion des fêtes de fin d'année, afin de financer son programme d'assistance. L'Association a pris à sa charge la construction d'un village d'enfants S.O.S. au Vietnam, la présence d'un médecin dans les zones de guerre, la construction de l'école de Songkhla, en Thaïlande, et prépare l'accueil en France de cent enfants réfugiés vietnamiens et de leurs mères.

● Le Pen-Club français a exprimé, lundi 12 novembre, en recevant M. Norraït Setalua, doyen de la faculté des sciences politiques de l'université Thammasat de Bangkok, et président du Pen-Club de Thaïlande, son angoisse devant le destin tragique des peuples du Sud-Est asiatique : Vietnam, Laos, Cambodge.

M. Tavernier, président du Pen-Club français, a rappelé que les écrivains vietnamiens, groupés au sein du Pen-Club vietnamien, avaient pour la plupart disparu, et que le Pen-Club international avait approuvé, en juillet, la création d'un Pen-Club des écrivains vietnamiens en exil, dont le siège est en France.

RESTAURANTS
CAFE PAIX
Régals Capucins
Pour un dîner ou un souper rapide.
A des prix abordables.
Ouvert jusqu'à 1 h 15.
Restaurant gastronomique
Sur réservation
au 260.33.50 poste 86-72
Place de l'Opéra - Paris

RESTAURANTS
CAFE PAIX
Régals Capucins
Pour un dîner ou un souper rapide.
A des prix abordables.
Ouvert jusqu'à 1 h 15.
Restaurant gastronomique
Sur réservation
au 260.33.50 poste 86-72
Place de l'Opéra - Paris

EXPEDITION-TREKKING
ANTI-ATLAS MAROCAIN
8 jours - 3800 F
8 à 14 participants
Documentation sur demande
EXPLORATOR
16, place de la Madeleine
75008 Paris. Tél. 266.66.24

Prêt à porter pour les grands (1 m 85 à 2 m 15) et les costauds...
Chemises et chaussures jusqu'à 50
berdy
86 av. Ledru-Rollin
Paris 12° / 628.18.24
et 79 av. des Ternes Paris 17° 574.35.13

haute fidélité Bang & Olufsen
écouter pour mieux choisir
Choisir la haute fidélité B & O, c'est affirmer sa différence. Pour vous en convaincre, faites cette expérience : venez au Club B & O. Dans ce lieu, destiné exclusivement à la présentation et à la démonstration du matériel, sans souci de vendre, vous rencontrerez Claude Pichot ou Serge Mahile. Vous vous installerez dans l'auditorium, et... vous écouterez.
Exposition permanente, Centre d'Information B & O (du mardi au samedi de 9 h à 12 h et de 14 h à 19 h).
162 bis, rue Ordener, 75018 Paris - 255 42 01

les 2 Noëls Paquet.

Cette année, rompez avec la terre... Pour Noël, embarquez à bord d'Azur ou de Massalia qui vous offrent un monde oublié : celui du soleil éclatant, du rire, de l'amitié, des jeux et de la joie de vivre pétillante comme du champagne.

NOËL D'ORIENT
Les plus belles escales de la Méditerranée : Turquie - Egypte - Israël - Grèce - Italie
15 jours à bord d'Azur du 22 décembre 1979 au 5 janvier 1980 au départ de Toulon

NOËL D'AFRIQUE
A la découverte du Maroc et du Sénégal sous le soleil des Tropiques : Maroc - Sénégal - Madère et son célèbre feu d'artifice - Gibraltar
15 jours à bord de Massalia du 22 décembre 1979 au 5 janvier 1980 au départ de Toulon

CROISIÈRES PAQUET
Le No 1 de la Croisière en France

CASIO
Un piano ou une calculatrice ? ... les deux à la fois.
Calculez en musique.
Montre, chrono, calendrier simultanément avec tous calculs. Calcul du temps.
pour vos cadeaux choisissez une Casio
• Modèles simples
• Modèles musicaux
• Modèles scientifiques
et toute une gamme de calculatrices
Noblet importateurs 378, rue du Temple, 75138 PARIS - CEDEX 03 en vente : Papeteries et magasins spécialisés. CASIO haute qualité

RESTAURANTS
CAFE PAIX
Régals Capucins
Pour un dîner ou un souper rapide.
A des prix abordables.
Ouvert jusqu'à 1 h 15.
Restaurant gastronomique
Sur réservation
au 260.33.50 poste 86-72
Place de l'Opéra - Paris

RESTAURANTS
CAFE PAIX
Régals Capucins
Pour un dîner ou un souper rapide.
A des prix abordables.
Ouvert jusqu'à 1 h 15.
Restaurant gastronomique
Sur réservation
au 260.33.50 poste 86-72
Place de l'Opéra - Paris

RESTAURANTS
CAFE PAIX
Régals Capucins
Pour un dîner ou un souper rapide.
A des prix abordables.
Ouvert jusqu'à 1 h 15.
Restaurant gastronomique
Sur réservation
au 260.33.50 poste 86-72
Place de l'Opéra - Paris

Le Monde

politique

LE VOYAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DANS LE SUD-OUEST

« La force de la démocratie réside dans le dialogue », souligne M. Giscard d'Estaing

Voix. — M. Valéry Giscard d'Estaing est arrivé vendredi matin 16 novembre à Rodez (Aveyron), troisième étape de son second voyage dans le Sud-Ouest. Il devait se rendre ensuite à Villefranche-du-Rhône, dont le maire est M. Robert Fabre, ancien président du Mouvement des radicaux de gauche, puis à Toulouse.

Joué. Il a été reçu à Saint-Girons et à Foix — où il a passé la nuit — dans l'Arriège. Dans ces deux villes, le chef de l'Etat a évoqué les difficultés d'un département gravement touché par l'exode rural, les difficultés d'adaptation des industries situées à l'ouest de la vallée, par l'élargissement du Marché commun. Difficultés et inquiétudes auxquelles le plan de développement du Grand-Sud-Ouest — qui doit être présenté par le président de la République

samedi à Mazamet — devrait répondre, au moins en partie.

M. Giscard d'Estaing n'a pas manqué d'insister sur la large concertation qui a présidé à la rédaction définitive des options de ce plan. Et c'est en évoquant cette concertation qu'il a, dès le premier jour, donné à son voyage le caractère politique qu'il ne pouvait pas manquer d'avoir au-delà de sa portée économique régionale. A Saint-Girons, dont le maire, M. Jean Bufféan, appartient à la majorité, comme à Foix, où M. Olivier Carol est membre du parti socialiste, il a évoqué la nécessité du dialogue, l'importance qu'il y a « à se parler pour se comprendre », et le caractère légitime de la critique. « Dans le débat démocratique, a-t-il dit, la conviction et la courtoisie ne sont pas inconciliables. »

Dans le département de métropole où le candidat Valéry Giscard d'Estaing avait, en 1974, obtenu son résultat le plus faible (1), la contestation ne pouvait pas être absente. Elle ne se fit pas entendre à Saint-Girons, en revanche, à Foix, quelques centaines de manifestants (peut-être un millier) s'étaient massés devant l'hôtel de ville. Ils portaient des banderoles de la C.G.T. de la C.F.D.T., du SGEN, du parti communiste et de la fédération départementale des exploitants agricoles notamment. A cet endroit, l'arrivée et le départ du chef de l'Etat ont été salués par des huées fournies, mais sur les autres parties du trajet, une foule nombreuse était venue applaudir le visiteur. En fait, une bonne part de la population de ces deux petites villes s'était déplacée et les trois parlementaires socialistes du département,

MM. Jean Nayrou, sénateur, Gilbert Faure et André Saint Paul, députés, étaient présents à l'une ou l'autre des diverses cérémonies. Leur présence contrebalançait quelque peu, à l'avance, l'absence par laquelle les présidents des trois conseils régionaux du Grand Sud-Ouest veulent manifester samedi, à Mazamet, leur désapprobation de la politique gouvernementale.

Absence des uns, présence des autres : ces nuances complexes dans l'attitude des élus du P.S. témoignent pour le moins d'une certaine perplexité, si ce n'est d'un trouble. Elles ne manquent sans doute pas, en revanche, de satisfaire M. Giscard d'Estaing qui, dans des régions comme celle-ci, n'a pas grand-chose à perdre électoralement et beaucoup à gagner.

De notre envoyé spécial

Le plan du Grand Sud-Ouest pour les opérations groupées d'actions conjuguées sera majoritairement de 80 % en 1980. Il a fait état de la priorité donnée au développement de l'élevage et à la valorisation de la production de viande : une action particulière sera engagée par le FORMA au profit des races pyrénéennes.

Le plan du Grand Sud-Ouest doit comprendre un programme d'aide à l'artisanat et des mesures pour aider l'industrie agricole à se diversifier et à se réajuster. Un programme inter-régional de développement du tourisme rural sera lancé en 1980 et sera doté, la première année, de 21 milliards de francs.

Répondant aux propos du maire qui avait critiqué certains aspects de la politique gouvernementale, M. Giscard d'Estaing a ensuite déclaré : « Vous avez évoqué —

et il fallait le faire — les points sur lesquels la politique gouvernementale n'apporte pas votre adhésion. Ce faisant, vous avez montré que, dans le débat démocratique, la conviction et la courtoisie ne sont pas inconciliables. Pour pouvoir se comprendre, il faut d'abord se parler. La force de la démocratie réside dans le dialogue. Le dialogue permanent et naturel entre les hommes et entre les opinions. »

« Nous appartenons tous et moi à une génération qui a eu beaucoup de reproches à son égard, mais à une génération qui a tout de même usé ses talents en querelles idéologiques sans voir où était le véritable danger pour la France et les Français. Les années noires ont payé les erreurs des années folles. »

M. Giscard d'Estaing a conclu : « Ce qui est important lorsqu'on conduit la politique de la France, ce n'est pas l'opinion des sondages éphémères et trompeuse, même quand elle est favorable. Ce qui est important, c'est le regard de nos enfants. C'est le jugement que nos enfants, lorsqu'ils seront à leur tour aux affaires, porteront sur notre action publique. Je ne veux pas, nous ne voulons pas qu'ils disent, eux aussi, que leurs pères ont sacrifié la préparation de leur avenir à des querelles de préférence idéologique. »

Au cours de la séance de travail, qui a réuni autour du président de la République, jeudi soir à Foix, les parlementaires et le conseil général du département.

M. Jean Nayrou, sénateur (P.S.), a notamment déclaré : « Nous pensons que la politique du gouvernement, votre politique, n'est pas bonne pour le pays et pour les travailleurs. Nous sommes inquiétés. Nous avons voulu ex-

NOEL-JEAN BERGEROUX.

(1) Au second tour de l'élection présidentielle de 1974, M. Giscard d'Estaing a obtenu 36,46 % des suffrages exprimés dans l'Arriège et M. Mitterrand 63,54 %.

ET WASHINGTON

Le silence des Neuf

Le silence des Neuf... (Texte très flou et difficilement lisible, semble être une transcription automatique ou un document très dégradé.)

Israël

Le silence des Neuf... (Texte très flou et difficilement lisible, semble être une transcription automatique ou un document très dégradé.)

Le silence des Neuf... (Texte très flou et difficilement lisible, semble être une transcription automatique ou un document très dégradé.)

Consignes de boycottage à Toulouse

De notre correspondant régional

Toulouse. — Pour la visite du président de la République à Toulouse, les organisations syndicales C.G.T. et C.F.D.T. de la ville, y compris la commission de ces deux centrales des personnels communaux, ainsi que les syndicats d'enseignants S.N.E.S., S.G.E.N., S.N.E.-Sup. et S.N.E.P. avaient décidé de faire du vendredi 16 novembre une journée de revendication et d'observer une grève totale. Les partis de leur côté, même s'ils n'ont pas réussi à réunir un front d'action commune, ont lancé un appel pour se joindre aux mouvements de protestation, auxquels les agriculteurs de la F.D.S.E.A. apportent leur

appui. Les parlementaires socialistes (huit députés et sénateurs) de la Haute-Garonne ont répété les condamnations qui ont frappé les manifestations qui ont entraîné la condamnation des listes de la S.N.I.A.S. pour avoir « défendu l'emploi et l'industrie aéronautiques gracieusement menacés », et ont réaffirmé la décision de plus de ce parti de ne participer à aucune « manifestation mondaine ».

Les élus communistes entendus dans l'attente de la décision des travailleurs de rejeter le consensus social.

La fédération départementale du M.R.G. juge indignée de la jonction présidentielle en emploi du temps qui ne réserve à la Haute-Garonne et à la métropole toulousaine aucune réunion de travail spécifique.

Expédition
SULTANAT D'OMAN
10 jours - 8500 F
8 à 12 participants
Documentaire sur des régions
EXPLORATOR
16 place de la Madeleine
75008 Paris. Tél. 266.68.24

LE BATIMENT EST VOTRE ACTIVITE?

batimat 79

SALON INTERNATIONAL DE LA CONSTRUCTION ET DES INDUSTRIES DU SECOND-ŒUVRE

EST VOTRE SALON !

16-25 NOVEMBRE 79

PARIS

PORTE DE VERSAILLES

BATIMAT : 14, av. de Wagram - 75017 PARIS. Tél. 217.30.29 - 754.56.81 - Téléc. 540183 F

HI-FI madison

CREDIT GRATUIT 12 MOIS
... et des prix jamais vus !

● Ampli-Tuner SANSUI G 301 - Puissance 2x30 watts, Radio : PO et FM. Affaire exceptionnelle !

● Platine SCOTT PS 17 ou SANYO TP 20 semi-automatique avec cellule.

● 2 Enceintes AUDIOPHASE 3 voies, 70 watts, ou SCOTT 177 B 3 voies, 50 watts.

CREDIT GRATUIT Comptant : 560,00 F
+ 12 x 158,20 F **2460 F**

● Ampli SANYO DCA 411 - Puissance 2x50 watts, 2 vu-mètres, sortie pour 2 ou 4 enceintes.

● Platine TECHNICS SL 82 ou PIONEER PL 200 X, semi-automatique. Complète.

● 2 Enceintes MARTIN 310 X, 3 voies, ou BIC VENTURI "44" 3 voies, 75 watts.

CREDIT GRATUIT Comptant : 760,00 F
+ 12 x 216,70 F **3360 F**

● Ampli SCOTT 420 A - Puissance 2x45 watts. Filtrage, Loudness, Monitoring, sortie pour 2 ou 4 enceintes.

● Platine SONY PS 30 ou PIONEER PL 200 X, semi-automatique avec cellule.

● 2 Enceintes ELIPSON 1402 (colonnes), 60 W ou ULTRALINEAR 5000, 3 voies, 70 W.

CREDIT GRATUIT Comptant : 850,00 F
+ 12 x 256,70 F **4050 F**

● Ampli SANSUI 317 MKII - Puissance 2x60 watts. Modèle 1980. Hautes performances.

● Platine SCOTT PS 77 XV ou TECHNICS SL 5200, quartz, semi-automatique avec cellule ORTOPON 20 XE.

● 2 Enceintes MARANTZ 7 MK2, 3 voies, 100 watts ou ULTRALINEAR 4000, 3 voies.

CREDIT GRATUIT Comptant : 990,00 F
+ 12 x 291,70 F **4490 F**

● Ampli PIONEER SA 7800 - Puissance 2x65 watts. Indicateur de crête par "LED". Modèle 1980.

● Platine TECHNICS SLD 2 ou PIONEER PL 200 X, semi-automatique. Complète.

● 2 Enceintes DITTON 442, 3 voies, 120 watts maxi, ou JBL 50, 3 voies, 70 watts.

CREDIT GRATUIT Comptant : 1330,00 F
+ 12 x 408,30 F **6230 F**

MAGNETOSCOPE VHS (8 jours)
CASH : 5250 F

CHAÎNE VIDEO PORTABLE (Magnéto, Tuner, Caméra avec vidéo électronique et scope)
CASH : 13980 F

SANSUI G 301 PO, FM - 2x30 watts
Prix : 1070 F

DENON PMA 701
Prix : 2150 F

REVOX B 77
Prix : Trop confidentiel !

VOUS PERDEZ DE L'ARGENT !
en achetant n'importe où, alors
ETUDIEZ, CALCULEZ, COMPAREZ.
avec ceux qui prétendent être **MOINS CHERS**

BON DE COMMANDE "EXPRESS" (adressé au service provincial)

Matériel choisi : _____

Mode de paiement : _____

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Tél. : _____ M.16/11

2 ET 4 RUE DU GENERAL ESTIENNE (ANGLE 123, RUE SAINT-CHARLES) 75015 PARIS. TEL. 578.81.16 METRO : CHARLES MICHEL

Exemple de commande pendant l'opération : Noter que jusqu'au 20 F sous les 100 F. Ouverture tous les jours. Les commandes sont au stock disponible.

محکماتین الأصل

POLITIQUE

LA DISCUSSION BUDGÉTAIRE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Santé et Sécurité sociale : la maîtrise des dépenses

L'assurance-maladie coûte quotidiennement près de 800 millions de francs en moyenne. Mais le chiffre n'a pas été évoqué au cours de la séance consacrée, à l'Assemblée, au budget de la santé. C'est que les données chiffrées sur lesquelles se fonde la discussion — et le vote — parlementaire, sont par les Français pour leurs dépenses de soins. En effet, l'essentiel des dépenses de la Sécurité sociale, c'est la santé, à l'inverse de ce qu'il est en matière de dépenses publiques ou même de dépenses d'ordre politique. Ceux qui décident des dépenses engagées sur ce point sont avant tout... les malades qui se soignent, les hôpitaux qui les reçoivent et les médecins qui prescrivent.

Certes, le gouvernement peut imprimer à ces choix des orientations décisives, telles que celles qu'il a adoptées le 25 juillet et dont M. Jacques Barrot a rappelé jeudi la philosophie. Certes, des députés peuvent déclarer — et ne s'en sont pas fait faute — que les mesures arrêtées l'été dernier par le

conseil des ministres avaient pour effet d'étranger les finances hospitalières. Il n'en demeure pas moins qu'à l'inverse de nombreux budgets ministériels, tels par exemple que ceux des armées ou de l'éducation, ce n'est pas l'Etat qui décide seul de l'utilisation des sommes — équivalentes pourtant au tiers du budget général de l'Etat — engagées au titre de la santé. Aussi, M. Barrot a-t-il pu déclarer jeudi devant l'Assemblée que, quoique le budget de la santé ne soit que « l'un des moyens, aux côtés du budget social proprement dit, d'assurer le progrès sanitaire de la France », il est en mesure de jouer « un rôle d'incitation, d'orientation tout à fait essentiel ».

C'est précisément pour renforcer le rôle du pouvoir politique dans un domaine qui engage des sommes aussi importantes que l'Assemblée sera de nouveau saisie, le 22 novembre, du problème de la Sécurité sociale, ce qui précèdera peut-être à un réel contrôle parlementaire — pour la première fois depuis trente-cinq ans — des dépenses de santé. M. Barrot s'est

d'ailleurs, dans sa réponse aux députés, déclaré favorable au principe d'un débat, lors de la session de printemps, « sur un certain nombre de propositions qui émanent de parlementaires sur la politique de redressement de la Sécurité sociale et sur l'évolution des régimes de retraite ».

Il reste que, pour l'année 1980, le déficit de la seule branche de l'assurance-maladie atteindra encore, estime le gouvernement, 3 milliards de francs sur un budget de 150 milliards de francs, — malgré les mesures adoptées en juillet dernier. Cela parce que, a dit jeudi M. Farga, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé, « la Sécurité sociale fonctionne comme un système de dépenses comptables constantes à posteriori ». En l'état actuel des choses, il ne peut en être autrement. Et les décisions d'ordre politique sur ce chapitre risquent de conserver, tant que des réformes de fond n'auront pas été engagées, un caractère marginal.

CLAIRE BRISSET.

Judi 15 novembre, l'Assemblée nationale examine le budget de la santé et de la sécurité sociale dont les crédits pour 1980 s'élèvent à 28,97 milliards de francs (« le Monde » du 3 novembre).

Pour M. PONS (R.P.R.), rapporteur spécial de la commission des finances pour la santé et l'assurance-maladie, si le ralentissement des dépenses au titre de la modernisation des hôpitaux se justifie « par l'importance de l'effort accompli ces dernières années, il n'en est pas de même pour les crédits dévolus aux établissements à caractère social ». Il indique que la commission des finances demande « que soit dressé un bilan complet des dépenses d'action sociale » avant que ne soit établi le budget pour 1981.

Le rapporteur s'étend, d'autre part, de la réalisation « à 80 % et à 70 % » des programmes d'action prioritaire qui portent sur le maintien à domicile des personnes âgées et la politique familiale. Il observe, en ce qui concerne la Sécurité sociale, que les dépenses qui ont augmenté le plus vite sont les dépenses d'hospitalisation (+21 %) et les honoraires et prescriptions médicales (+20 %). Après avoir souligné que les pratiques médicales, les honoraires et ceux qui sont autorisés à dépasser ne sont pas concernés par le blocage des dépenses de médecine de ville, ce qu'il indique-t-il, « instruit de la situation, il déclare que trois

M. PARIUS (P.S.), rapporteur spécial de la commission des finances pour la Sécurité sociale s'attache à dénoncer « une idée fautive sur la prétendue catastrophe, l'espèce de loup-garou économique qui servirait les dépenses sociales de la nation ». A ce sujet, il déclare que trois

M. BARROT : les Français doivent redécouvrir le médecin de famille

M. BARROT, ministre de la santé et de la Sécurité sociale, souligne l'importance qu'il convient d'accorder à la maîtrise des dépenses de santé. Rappelant que les dépenses obligatoires d'aide sociale et médicale représentent environ 80 % des dépenses ordinaires du budget de la santé, soit 24,5 milliards de francs, et que la moitié va à l'aide sociale à l'enfance, le ministre indique que « l'heure est venue de privilégier le placement dans des familles plutôt que de créer des hébergements spéciaux. Nous pouvons à la fois améliorer la prise en charge de tous ces enfants en difficulté sans que pour autant le coût du service en soit accru. » Il précise que les communes de France sont concernées par les premiers moyens d'accueil et d'insertion des réfugiés et insiste sur la nécessité de la prévention et sur la « rénovation de la santé sociale ». M. Barrot ajoute : « Tout cela nécessite la participation active du médecin généraliste qui deviendra de plus en plus le pivot de notre système de santé et

Partisan d'une « politique dynamique du médicament », M. Barrot observe que son développement « doit rester compatible avec l'effort que nous entreprenons pour modérer la consommation intérieure de médicaments » et, favorable à une « réduction du public » à cet égard, il annonce des campagnes d'information destinées au grand public.

En ce qui concerne le déficit de la Sécurité sociale, M. Barrot souligne qu'il fallait trouver environ 24 milliards sur dix-huit mois pour faire face au déficit de 1978

M. BERGER (R.P.R.) : dans le secret des cabinets ministériels

Dans la discussion générale, M. BERGER (R.P.R., Côte-d'Or) déplore qu'un contrôle parlementaire n'ait pas été institué sur le déficit de la Sécurité sociale. « L'ajustement des moyens aux besoins, souligne-t-il, ne peut résulter de mesures prises dans le secret des cabinets ministériels. » Il ajoute : « L'opinion ne connaît pas les dépenses prises depuis quatre ans, parce qu'elle n'a pas été impliquée dans les décisions ; le gouvernement a agi au plus pressé, à la fois des choix politiques et des choix économiques. » Il conclut, qu'un « grand débat » sur la Sécurité sociale interviendrait, « conclu par l'adoption d'un texte législatif ».

M. AUTAIN (P.S., Loire-Atlantique) dénonce un budget « de

M. MILLET (P.C.) : un véritable étranglement financier de la Sécurité sociale

M. MILLET (P.C., Gard) déplore que les conditions d'accueil des vieillards dans les établissements hospitaliers restent trop souvent « secondaires ». « Et pourquoi pas, souligne-t-il, comme on le laisse entendre dans votre ministère, l'abandon de la lutte pour la vie au-delà de soixante ans ? L'objectif du gouvernement, ajoute-t-il, est de « ponctionner le pouvoir d'achat des travailleurs au moyen de l'augmentation des cotisations de Sécurité sociale : 20 milliards ont été ainsi prélevés aux salariés cette année. »

M. BAROTON (N.-L. Rhône) se demande « si c'est nécessaire que toute dépense de santé soit supportée par la collectivité, et M. BOLO (R.P.R., Loire-Atlantique) déclare, à propos de l'effort consenti en faveur de la politique familiale : « Nous espérons que la réponse à cette demande ne soit pas limitée à la seule qui nous soit arrivée, c'est-à-dire l'effort de l'Etat. »

M. LABORDE (P.S., Gers) insiste sur les mesures d'aide sociale et indique qu'il faut faciliter le maintien à domicile des personnes âgées en renforçant l'aide ménagère et sociale. M. BERARD (U.D.F., Seine-et-Marne) entend faire « une déclaration de guerre contre ces véritables fleuves qui sont l'alcoolisme, le tabagisme et la drogue ». M. GARCIN (P.C., Bouches-du-Rhône) déclare, à propos des centres hospitaliers des Bouches-du-Rhône, que les blocages des crédits sont réalisés « sur le dos des malades et du personnel ».

et aux déficits prévisionnels de 1979 et 1980. Il énumère les solutions possibles pour résoudre ce problème du déficit et évoque la majoration des recettes qui mettra à contribution, d'une part, l'Etat et les professions de santé, d'autre part les assurés sociaux et dont la contribution a été volontairement limitée à dix-huit mois. A ce sujet, il ajoute : « Si la croissance des dépenses de l'assurance-maladie ne se modère pas, il faudrait augmenter chaque année les cotisations de 0,7 % des revenus... »

MM. Weissenhorn (R.P.R., Haut-Rhin), REYER (U.D.F., Seine-et-Marne), GENG (U.D.F., Orne), MOUSTACHE (R.P.R., Guadeloupe), CLEMENT (U.D.F., Loire), AUDINOT (non-inscrit, Somme), PROHIOU (U.D.F., Haute-Loire), SUPPLÉANT (M.O.A.U., U.D.F., Aube), BEAUMONT (non-inscrit, Val-de-Marne) et GISSINGER (R.P.R., Haut-Rhin), prennent la parole.

Après l'intervention de M. BOUCHER (R.P.R., Moselle), M. RIVIERE (R.P.R., Guyane) déclare que la disparité des prestations sociales entre Français d'outre-mer et de métropole devient « un problème de conscience pour le gouvernement et de dignité » pour les habitants d'outre-mer. On entend encore

MM. MORELON (U.D.F., Pyrénées-Orientales), MARCUS (R.P.R., Paris) et LAGOURGUE (U.D.F., la Réunion).

Répondant aux orateurs, M. BARROT affirme : « Le paiement à l'acte est la garantie de l'indépendance de la médecine libérale. Il se déclare favorable au principe d'un débat lors de la session de printemps « sur un certain nombre de propositions qui émanent de parlementaires sur la politique de redressement de la Sécurité sociale et sur l'évolution des régimes de retraite. » Il reconnaît d'autre part que le déficit de la Sécurité sociale est « pour une part au nombre de cotisants qui sont au chômage, et cela pour un tiers du déficit. »

Après l'intervention de M. HOEFTEL, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la Sécurité sociale, M. FARGA, également secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé, déclare que « la Sécurité sociale fonctionne comme un système de dépenses comptables constantes à posteriori ». Les crédits de la santé et de la Sécurité sociale sont adoptés. La séance est levée vendredi 16 novembre, à 0 h 35.

LAURENT ZECCHINI.

LA FISCALITÉ LOCALE

Les sénateurs tentent d'aménager la taxe professionnelle

Le Sénat a poursuivi, jeudi 15 novembre, au cours de ses trois séances, l'examen, commencé la veille (« le Monde » du 16 novembre), du projet portant aménagement de la fiscalité directe locale, qu'il reprendra lundi.

Il a longuement discuté de l'article 3 dont la suppression avait été demandée par les socialistes, les communistes et, dans un premier temps, par la commission des finances elle-même. Cet article, qui avait été supprimé par le Sénat en première lecture, institue un plafonnement du taux de la taxe professionnelle ; mais de cette taxe seule, l'Assemblée nationale avait étendu l'application de l'écarternement aux taux des quatre taxes locales. La commission sénatoriale des finances, après avoir préparé des amendements qui modifiaient l'article sans le faire disparaître, s'était prononcée, dans un deuxième examen, et contre l'avis du rapporteur, M. FOURCADE (R.I., Haute-de-Seine), pour la suppression pure et simple de l'article.

La discussion en séance publique devant assez confuse, une suspension est demandée qui permet aux deux commissions (finances et lois) de délibérer ensemble. A la reprise du débat, au milieu de l'après-midi, les rapporteurs, MM. FOURCADE et DE TINGUY (Un. centr., Vendée), déposent et défendent conjointement une nouvelle rédaction de l'article 3, qui institue un mécanisme de limitation des quatre

taxes mais prévoit des désemplois du plafond, sous certaines conditions. MM. PERRIN (Val-d'Oise) pour les socialistes et VALENTIN (Rhône) pour les communistes maintiennent leur demande de suppression de l'article, qui est repoussée par 165 voix contre 104.

Le débat s'engage alors sur les sous-amendements de MM. MOINET (Gauche dém., rad. g., Charente-Maritime) et PERRIN, qui sont écartés. Puis l'article 3, proposé par MM. FOURCADE et DE TINGUY est voté par 183 voix contre 103.

Article 3 bis (nouveau) : L'Assemblée nationale avait prévu d'imposer à partir de 1981 une cotisation minimale à tous les redevables de la taxe professionnelle. Ce minimum était défini par référence au montant moyen de la taxe d'habitation. Le Sénat, sur proposition de M. FOURCADE, a fait référence à la taxe « correspondant à la valeur locative moyenne des habitations de la commune ».

En séance de nuit, les sénateurs discutent des mécanismes de prévision départementale de la taxe professionnelle. Ils précisent notamment la portée du texte voté par l'Assemblée nationale, qui tend à aménager le régime fiscal des communes qui possèdent sur leur territoire des établissements de caractère exceptionnel, en particulier des centrales nucléaires.

FRANÇOIS MITTERRAND

Premier Secrétaire du Parti Socialiste

animé par
Gérard Carreyrou
et Alain Duhamel.

CLUB DE LA PRESSE

EUROPE

Dimanche
18 novembre
à 19h

Dr. Abram Kard...
MON ANALYSE

Pierre

Jean-Paul V...
LA FORMATION

Olivier Florent...
LE TEMPS D'

Richard Evans...
RENCONTRES

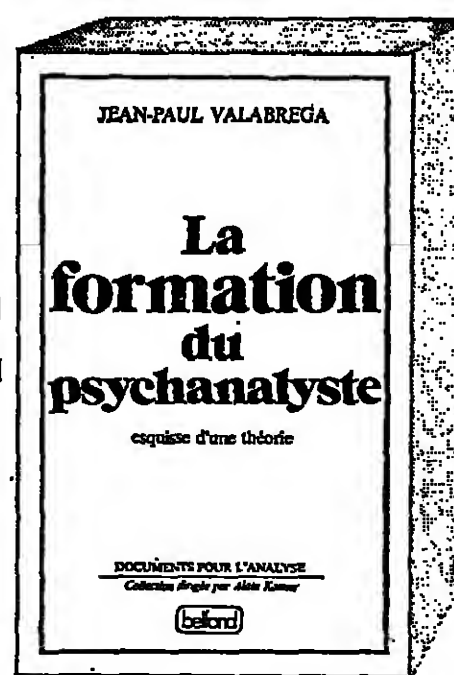
Pierre Belfond

vous propose cette semaine :

"Documents pour l'analyse"
collection dirigée par Alain Kanner.

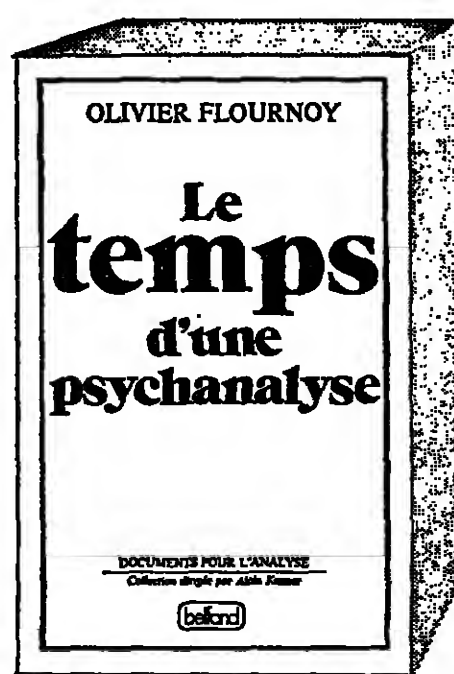
Jean-Paul Valabrega LA FORMATION DU PSYCHANALYSTE

"Il est possible que dans sa forme (relativement) "pure" l'exercice de la psychanalyse disparaisse, soit par décret d'un pouvoir légal, soit par intégration dans un système quelconque d'assistance médico-sociale ; puisque de tels exemples existent effectivement déjà dans certains pays. D'aucuns estiment même cette évolution inéluctable. Mais comme l'inconscient, lui, ne saurait être ni supprimé par un gouvernement, ni annexé dans une nomenclature, le plus probable est que les fluctuations de l'histoire amèneront la psychanalyse à retourner périodiquement à la quasi-clandestinité de ses origines. Ce qui ne sera pas forcément mauvais pour son avenir, mais la ferait plutôt renaître, périodiquement aussi, de sa dégradation et de ses vestiges." (J.P. Valabrega).



Olivier Flournoy LE TEMPS D'UNE PSYCHANALYSE

Si l'espace s'est trouvé au centre des préoccupations des analystes au cours de cette dernière décennie, le temps, lui, fait encore figure de parent pauvre. Le présent essai constitue la première tentative pour élaborer une temporalité propre à l'expérience analytique. Pris entre l'"a-temporalité" de l'inconscient et la durée factuelle des séances, l'analysé et son analyste vivent de concert un temps particulier, un temps secondaire, qui régit leurs rapports de manière originale. Son instauration ouvre la voie à une dialectique de l'image et du souvenir-écran. Son dénouement permet de parler de fin d'analyse sans avoir recours à de vaines formules qui masquaient jusqu'à présent une faille dans la conceptualisation.



Déjà parus :

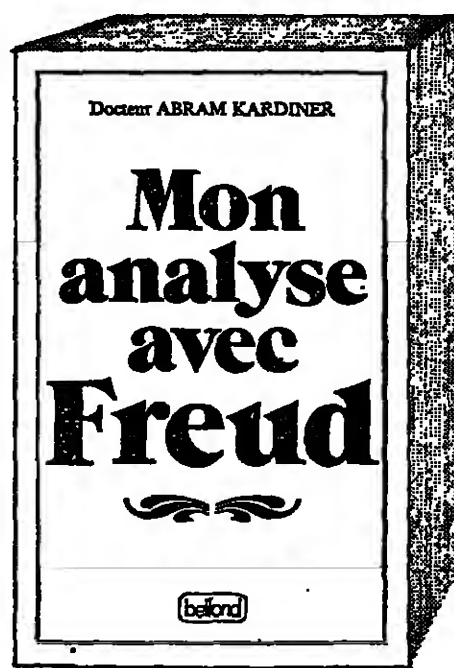
Richard Evans RENCONTRES AVEC LAING

Laing traite de ce qui lui paraît essentiel : le rôle que s'attribuent psychiatres et analystes pour pouvoir "traiter" leurs patients "dans des situations artificielles et étrangères à nos habitudes culturelles" et produire enfin des écrits dans lesquels, par miracle, ils ne sont nullement impliqués. Dans sa critique de la théorie génétique de la schizophrénie de Kalmann et Slater, Laing rappelle que si les notions de "terrain familial" et de "facteur héréditaire" sont rarement évoquées aujourd'hui dans l'étiologie de la schizophrénie, elles n'en continuent pas moins de présider à l'établissement du diagnostic. La publication de ce texte vient donc à point nommé pour dénoncer la renaissance idéologique du "génétisme".



Dr. Abram Kardiner MON ANALYSE AVEC FREUD

Psychanalyste et anthropologue, Abram Kardiner est l'un des pionniers du culturalisme américain, sinon la figure marquante de ce courant. Le compte rendu qu'il donne de son analyse avec Freud constitue un document clinique exceptionnel : le récit d'un homme, qui, à l'apogée de sa célébrité, "n'est pas encore sûr de ne pas finir comme un clochard". C'est enfin une mise au point quant à la technique freudienne et ce qu'il en est du désir de l'analyste dans la dialectique de la cure : Freud parle en filigrane de son propre désir et on ne peut qu'être frappé de la différence de son attitude avec ce qu'il est convenu d'appeler aujourd'hui la "bienveillante neutralité" du psychanalyste. On considérera sans doute sous un angle différent ses écrits techniques après avoir lu le témoignage de Kardiner.



مكتبة الأمل

POLITIQUE

Un gage de longévité pour M. Barre

(Suite de la première page.)

M. Labbé a dit : « Nous avons décidé de nous revoir, au tout au moins nous attendons la réflexion du premier ministre, en tout état de cause, avant samedi. » De son côté, M. Limouzy a déclaré : « La concertation continue. » M. Barre et son entourage se sont recueillis à tout commentaire. En fait, le premier ministre n'a pris aucun engagement envers ses vultures. Il n'a rien dit, mais il a dit tout. C'est au cours d'un bref aparté entre les quatre députés gaullistes que M. Couve de Merville a interprété l'attitude de M. Barre comme la probabilité d'un prochain contact, avant samedi. Il semble plutôt que le premier ministre s'efforce de prolonger cette apparence de concertation le plus longtemps possible pour deux raisons : pour tenter de préserver jusqu'au dernier moment la possibilité d'un accord avec l'ensemble de sa majorité, comme il l'a souhaité le conseil des ministres de mercredi dernier, pour éviter, d'autre part, d'être tenu pour seul responsable d'une rupture et d'en être accusé par le R.P.R. Enfin, comme le croit la Lettre de la Nation de ce vendredi, pour se réserver au président de la République avant toute décision. Pierre Charrpy, éditeur de la Lettre de la Nation, estime que le gouvernement a adopté une tactique de « pourrissement délibéré de la position du R.P.R. » et ajoute : « Plus les jours passent, plus l'opinion s'émousse. Le gouvernement vierge et martyr, Raymond Barre en sainte Blainville, à l'heure de la fête, et pourtant c'est bien parti. »

Les participants à la rencontre de M. Barre ont donc pu constater qu'il n'est pas parti du détail des 2 milliards d'économie que le R.P.R. demande au gouvernement de réaliser sur le budget de 1980, mais de la recherche d'une solution technique à un problème politique. Ainsi M. Olivier Guichard a-t-il déclaré : « Je ne veux pas qu'on joue la République au 49-3 (par référence à l'article de la Constitution) comme au 421. J'ai fait des propositions. Un accord n'est pas impossible. » Les propositions avancées par M. Guichard au cours de la conversation, et dont les autres députés n'ont pas parlé, ont pour objet d'éviter le recours à l'engagement de responsabilité du gouvernement, qui mettrait en évidence le fait que le premier ministre ne peut plus s'appuyer sur une majorité fidèle. Afin d'obtenir un vote sur le projet de budget, le député de l'Atlantique suggérerait que la concertation entre le gouvernement et les groupes de la majorité se poursuive pendant les trois prochains mois et aboutisse à un projet de loi de finances rectificative que le gouvernement présenterait au Parlement au printemps 1980. Ce projet comprendrait notamment les économies souhaitées par le R.P.R. Mais, pour que la proposition de M. Guichard soit retenue, encore faudrait-il que M. Barre prenne cet engagement de façon solennelle devant les députés afin que les élus gaullistes puissent accepter, en échange, de voter le budget.

Les chances d'une transaction

On peut, sans doute, être sceptique à la fois sur le désir de M. Barre d'accepter cette transaction et sur la confiance que les députés R.P.R. pourraient faire à une promesse du premier ministre.

Le chef du gouvernement est autorisé, depuis le début du mois d'octobre, à engager sa responsabilité devant l'Assemblée, et cette autorisation lui a été renouvelée mercredi dernier. Il se dit décidé à user de l'arme de l'article 49-3 autant de fois qu'il le faudra pour faire adopter les projets auxquels il tient, car il estime qu'il ne peut plus réellement compter sur la cohésion de la majorité parlementaire depuis que, en 1978, le chef du R.P.R. a quitté ses fonctions de chef du gouvernement. Les sentiments peu flatteurs que M. Barre nourrit à l'égard des parlementaires en général et de ceux du groupe gaulliste en particulier se sont même renforcés au fil des mois. Les jugements méprisants qu'il porte sur le R.P.R. après avoir été nourris par le comportement de M. Chirac à son égard, s'alimentent maintenant de l'attitude du groupe gaulliste à l'Assemblée nationale et de la conviction dont M. Barre est pénétré que le mouvement fondé par le maître de Paris est en perte de vitesse dans le pays.

Du côté du R.P.R., où la plupart des députés semblent résignés et même songés à la perspective de n'avoir pas à voter grâce à la mise en œuvre de la responsabilité du gouvernement en vertu

● L'Union française des associations de combattants et victimes de guerre publie, le vendredi 16 novembre, le communiqué suivant : « Le budget des anciens combattants n'a recueilli à l'Assemblée nationale que 54 voix sur 487 députés. L'U.F.A.C., qui avait mené une campagne vigoureuse contre ce projet de budget inacceptable, se félicite d'un tel résultat. Elle déplore l'intransigence du gouvernement à l'égard des anciens combattants et victimes de guerre et l'emploi par le secrétaire d'Etat d'arguments et de méthodes incompatibles avec la dignité du Parlement et du monde combattant. »

de l'article 49-3 de la Constitution, la recherche d'une solution technique au problème politique soulevé par la demande de 2 milliards d'économies n'apparaissait pas comme un remède à la crise de confiance qui s'est développée envers le gouvernement. Les réflexions de M. Claude Labbé après son entrevue de l'hôtel Maitremon, jeudi soir, sont à cet égard significatives. Il s'agit de savoir, a notamment estimé le président du groupe R.P.R., « si le gouvernement a la volonté de faire autre chose qu'un geste désastreux ». Et, lorsqu'on lui a demandé s'il avait l'impression d'avoir été entendu, il a répondu : « Non, je n'ai pas ce sentiment », de même qu'il a jugé que M. Barre n'avait été cette fois-ci « ni plus ni moins ouvert qu'à l'habitude ». Mais, en disant aussi « si le gouvernement estime qu'il y a une majorité, celle-ci ne peut pas toujours avoir tort », M. Labbé a voulu souligner, à sa façon, que « la balle était dans le camp du gouvernement » et que le R.P.R. croyait encore au dialogue dont précisément M. Valéry Giscard d'Estaing venait de vanter les vertus au cours de son voyage dans le Sud-Ouest. Si le jeu politique paraît bien figé, entre le gouvernement et le R.P.R., sur le plan technique, en revanche, la Constitution de 1958 est suffisamment riche en ressources pour que le gouvernement y trouve toujours une solution à son avantage. N'a-t-elle pas été faite pour cela ?

ANDRÉ PASSERON.

Selon un sondage « France-Soir »-IFOP

Les indices de satisfaction de MM. Giscard d'Estaing et Barre progressent respectivement de 2 et 13 points

Le dernier sondage mensuel de popularité France-Soir-IFOP a été réalisé du 6 au 13 novembre au moyen de 1 871 interviews effectuées auprès d'un échantillon national représentatif de la population française âgée de dix-huit ans et plus. Cette enquête, menée après le suicide de Robert Boulin, qui avait été connu le 30 octobre, est satisfaisante pour le président de la République et plus encore pour son premier ministre.

L'indice de satisfaction de M. Giscard d'Estaing demeure au-dessous de la barre des 50 %, qu'il n'a jamais dépassée depuis janvier 1979 (54 %), mais il progresse de 2 points par rapport au mois d'octobre : 47 % de « satisfaits » au lieu de 45 %. Le pourcentage des « mécontents » augmentant lui aussi (54 % au lieu de 47 %), la balance est de + 3 au lieu de + 5 le mois précédent. Cette balance est de + 3 au lieu de - 2 de septembre (44 % de « mécontents » et 40 % de « satisfaits » soit - 4).

Le rétablissement de la cote de M. Barre est très net. Son action satisfait 41 % des personnes interrogées, au lieu de 28 % en octobre, soit un gain de 13 points. Elle en mécontente 50 %, au lieu

de 58 %. La balance, toujours négative, l'est beaucoup moins que précédemment : - 9, au lieu de - 27 en octobre, - 31 en septembre, - 24 en juillet, et - 27 en juin. Il faut remonter au mois de mai 1978 pour trouver un indice de mécontentement inférieur (49 %).

Les diverses « affaires » qui ont retenu l'attention au cours des dernières semaines semblent avoir mobilisé l'opinion. On constate, en effet, que le pourcentage des personnes qui n'expriment pas d'opinion est de 9, aussi bien pour le président de la République que pour le premier ministre.

Ce pourcentage n'avait été moins important que deux fois pour M. Giscard d'Estaing (8 en janvier 1978, 6 en février 1978), et une seule fois pour M. Barre (7 en février 1978).

LE MONDE met chaque jour à la disposition de ses lecteurs ces rubriques d'annonces immobilières. Vous y trouverez peut-être L'APARTEMENT que vous recherchez.

La polémique entre le P.C.F. et le P.S.

RENÉ ANDRIEU SOULIGNE QUE M. MITTERRAND A ÉTÉ RESPONSABLE DE LA SAISIE DES JOURNAUX COMMUNISTES

M. Claude Estier, membre du comité directeur du P.S., répond, dans l'Unité, datée 16-22 novembre, à l'article de l'Humanité, dans lequel M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du P.C.F., avait répliqué aux précédentes critiques de l'hebdomadaire socialiste contre l'attitude du parti communiste dans l'affaire Boulin. M. Fiterman ayant rejeté l'accusation de complicité avec le pouvoir portée, contre le P.C.F., par M. Estier, celui-ci écrit :

« Pour troublante qu'elle soit, cette alliance « objective » est évidente. Et si c'est délier que de l'évoquer, notre devoir n'est pas isolé. Georges Marchais et Roland Leroy savent mieux que moi que de nombreux militants et journalistes communistes se sont inquiétés, et l'ont fait savoir, de l'attitude de leur parti dans cette affaire. »

M. Estier s'élève, d'autre part, contre l'affirmation de M. Fiterman selon laquelle des gouvernements, dont faisait partie M. François Mitterrand, avaient délégué la saisie de journaux communistes.

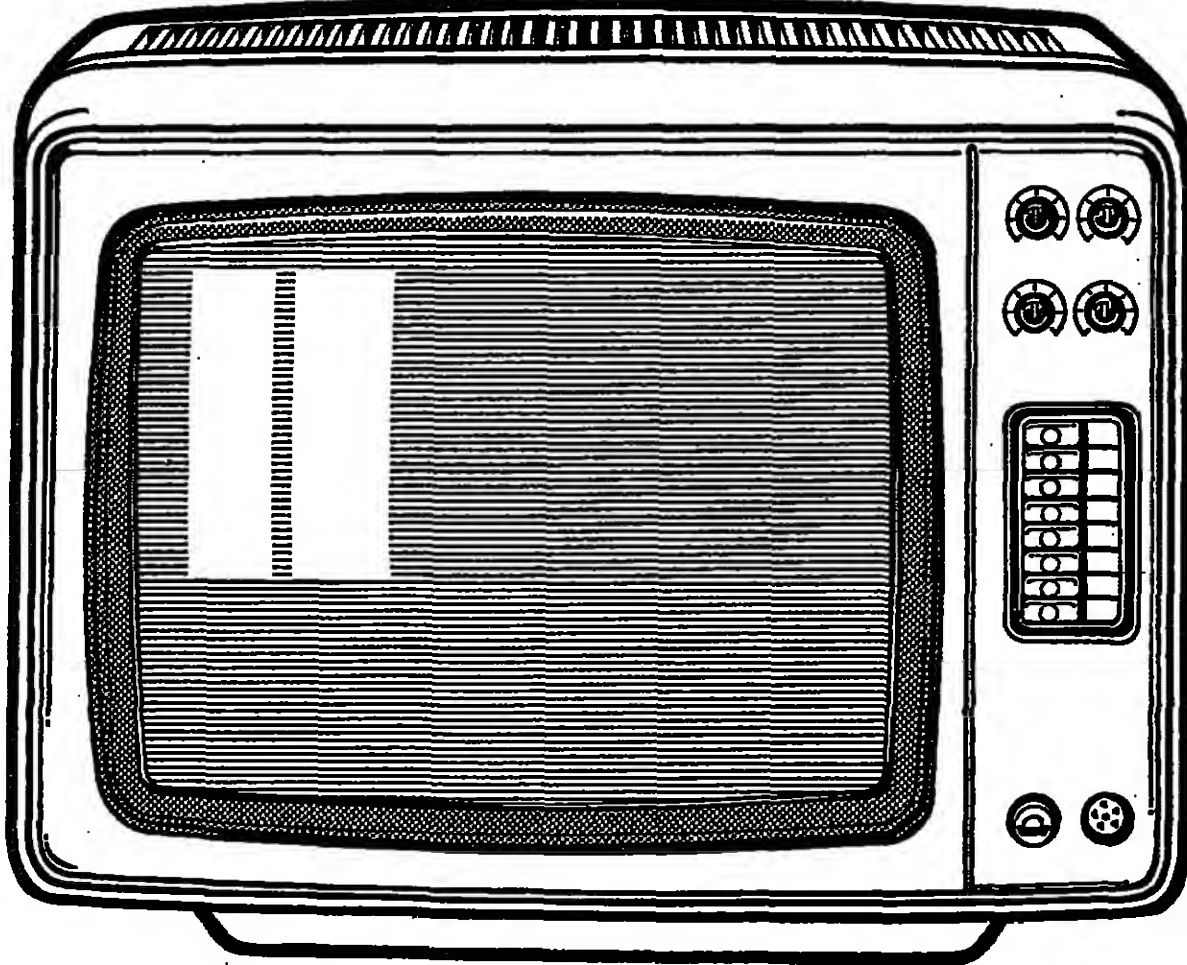
René Andrieux répond, à son tour, dans l'Humanité du 16 novembre : « D'une recherche rapide et sans doute incomplète au service de documentation, il

ressort que l'Humanité-Dimanche a été saisie le 13-5-56 et le 3-3-57, l'Humanité quotidienne les 15-5-56, 25-9-56, 26-3-57 par un gouvernement présidé par Guy Mollet et dans lequel François Mitterrand était garde des sceaux. C'est-à-dire, entre autres, gardien de la liberté de la presse. Nous avons été saisis parce que nous dénoncions la guerre et parce que nous demandions le droit à l'indépendance pour le peuple algérien. Voilà la vérité. Pourquoi Estier la cache-t-il ? »

« L'Humanité-Dimanche » et « l'Humanité » quotidienne ont effectivement été saisies aux dates indiquées par René Andrieux, à la demande de M. Gilbert Jules, ministre de l'Intérieur (radical) du gouvernement présidé par Guy Mollet (S.F.I.O.) et dont M. Mitterrand (U.D.S.R.) était ministre d'Etat, ministre de la Justice.]

(Publié)
CENTRE POPULAIRE DE FORMATION SOCIALISTE
Abonnement : 8, rue Burroughs, 75015 Paris, tél. 506-43-37.
1^{er} cycle : La crise des sociétés de l'Ouest et de l'Est.
Le mardi, de 20 à 22 heures, du 13 novembre au 15 décembre, avec Henri Lefebvre, Victor Fay, Victor Leduc, Christine Such, etc.

TV COULEUR AVOIR



Pour acheter votre téléviseur couleur, vous devez en voir beaucoup, et vous devez comparer.

TV A SA



Compare

LA RÉUNION DU « GROUPE POMPIDOU »

Les ministres européens s'inquiètent de la montée de l'héroïnomanie

De notre correspondant

Stockholm. — Les ministres et secrétaires d'Etat de la Suède et des pays membres de la Communauté européenne, qui viennent de participer à la conférence interministérielle du « groupe Pompidou », ont constaté que l'usage de l'héroïne était en augmentation partout en Europe.

Selon un rapport d'experts, la production et la consommation d'héroïne progressent régulièrement depuis quelques années, ce qui explique en partie la baisse des prix sur le marché de la

drogue. Les efforts des Nations unies pour inciter les pays producteurs d'opium, à commencer par l'Afghanistan, le Pakistan et l'Iran, à ne plus cultiver le pavot n'ont apparemment guère donné de résultats. Les Neuf et la Suède ont donc souligné la nécessité de développer l'action de prévention et d'information sur les méfaits de la drogue. Mme Karin Söder, ministre suédoise des affaires sociales, a déclaré que les pays participants ne faisaient plus désormais de distinction entre « les drogues douces et les drogues dures ».

ALAIN DEBOVE.

Le « groupe Pompidou » a été créé en août 1971 sur l'initiative du président de la République française, alors convaincu que le développement de la toxicomanie et du trafic de stupéfiants en Europe rendait nécessaire une coopération internationale. Le ministre de l'Intérieur français fut alors chargé d'animer les travaux du groupe. Une première conférence des ministres responsables de la lutte contre la drogue a eu lieu à Rome en 1972. Deux autres à Paris en 1975 et 1977. Puis à Stockholm en juillet 1978 et les 15 et 16 novembre 1979. Si

le « groupe Pompidou » a permis, depuis sa fondation, un échange d'informations, il n'a jamais promu d'actions concrètes. On peut s'étonner que le ministre suédois des affaires sociales ait affirmé, au cours de la dernière réunion du groupe, que « les pays participants ne faisaient plus de distinction entre les drogues douces et les drogues dures », alors que plusieurs d'entre eux, notamment les Pays-Bas, ont déjà modifié leur législation dans le sens d'une dépenalisation de l'usage du haschisch.

C. C.

Antenne 2 réalise un journal en direct de la prison de Fresnes

« Ici Cognac-Jay, à vous Fresnes. » Pendant trente minutes, jeudi 15 novembre, Antenne 2 a réalisé son journal de la journée, consacré au budget de la justice, dans la première division de la prison de Fresnes. Chacun, à quelques mètres des quartiers de sécurité renforcée, a bien joué son rôle : M. Christian Dabiane, directeur général de l'administration pénitentiaire, après avoir ironisé sur l'émission sur « ses amis journalistes qui voulaient du spectacle », s'est ressaisi après pour vanter un budget d'« espoir » dans une conjoncture difficile. Le directeur de la prison a parlé dans une cellule de quelques mètres carrés où logent habituellement trois détenus.

Des crédits insuffisants

Enfin, une vingtaine de prisonniers « tenus prêts » par le sous-directeur de la première division, très affaibli, ont écumé par deux fois un chemin tout à fait inhabituel : à travers les couloirs de la prison afin de donner de l'ambiance. Pourtant, on ne les verra que de dos, et silencieusement. « Il n'était pas question d'un face-à-face au cours duquel les détenus se seraient livrés à une critique systématique de l'administration ou auraient évoqué simplement leur cas personnel », déclare le directeur de la prison.

Un seul détenu de Fresnes

apparaîtra durant cette demi-heure sur les écrans de télévision, interrogé quelques jours auparavant par le chroniqueur judiciaire d'Antenne 2. Encore était-il un « bon élément », puisqu'il avait profité de ses quinze années de prison pour passer un diplôme supérieur de comptabilité publique. Parmi le personnel, certains évoquaient le surcroît de travail et de risque que représentait cette émission, tandis que d'autres se félicitaient de l'occasion ainsi donnée aux téléspectateurs de connaître leurs difficiles conditions de travail quotidiennes. Aucun représentant du personnel ne fut cependant invité à cette émission, durant laquelle furent simplement interrogés, en dehors des interlocuteurs officiels, un psychologue et un juge d'application des peines. — N. B.

● M. Jean-Marie Le Pen (Front national) annonce que sa première action de candidat à la présidence de la République sera de participer, accompagné de sa femme et de ses trois filles, « au grand défilé pour l'abolition de la loi Veil, le samedi 17 novembre ». Il invite ses compatriotes « ayant à cœur de défendre les intérêts de la famille et l'avenir de la France » à se rendre en grand nombre à la tour Montparnasse, à 14 h. 30, heure de départ du défilé.

A TOULOUSE

Un document mettant en cause les services de sûreté est distribué dans les boîtes aux lettres

« Mais que fait donc la police ? »

De notre envoyé spécial

Toulouse. — Le document, trente-huit feuillets, ronéotypés, s'intitule : « Mais que fait donc la police ? Ou les deux visages de monsieur Comès ». Il a fait son apparition à Toulouse le 12 novembre. Si des Toulousains, dont d'ailleurs des policiers, l'ont trouvé dans leur boîte aux lettres, où il avait été glissé, la plupart des personnes qui l'ont lu disent l'avoir tenu — sous le manteau — d'un ami à qui on l'avait prêté de la même manière. Si bien qu'il est encore impossible d'estimer le nombre d'exemplaires que le mystérieux groupe P.O.L.I.C.E. (parti ouvrier libertaire internationaliste communiste étudiant), auteur du document, a mis en circulation.

Dès le second feuillet de la brochure, les choses se précisent : l'auteur du document, le président de la République — dont les poches laissent s'échapper quelques diamants — la mention « il faut en finir avec l'arrogance de l'argent » surmonte les silhouettes d'un quidam encadré par deux gardiens de la paix ; de la bouche

de l'homme s'échappe une bulle où l'on peut lire : « Cette brochure est dédiée au pantin artisan de la sécurité, à l'occasion de sa venue à Toulouse. »

Suit un sommaire détaillé dont les quatre grands chapitres portent sur « les activités d'un petit commissariat anonyme au milieu des cités-dortoirs » ; « le fichage systématique des citoyens » ; « la délation et les apprentis flics » ; « les citoyens au-dessus de tout soupçon ».

Après que le groupe P.O.L.I.C.E. ait volontiers reconnu, dans les premières pages, être l'auteur du cambriolage du commissariat de la cité du Mirail, dans la nuit du 18 au 20 août 1978, et raconté par le menu le déroulement de ce « casse » dont le but était de dérober les documents que contenait l'annuaire des forces de police, le texte fait le procès de l'« Histoire-Liotage, lit-on, est « le bon truc enfin trouvé pour pousser la population à la délation, à la collaboration avec le pouvoir et sa police ».

Ensuite, on se situe politiquement : « Nous ne sommes pas le nouveau groupe politique machin. Issus d'horizons politiques, et autres, très divers, nous nous sommes réunis ponctuellement pour cette action et son exploitation, pour répartir vers des démarches différentes (...). Nous n'avons pas notre place en queue du train politique aux « wagons successifs R.P.F., F.I.D.F., P.S., P.C., extrême gauche et ultra gauche ».

Viennent alors un grand nombre de photocopies de documents, provenant tous du commissariat du Mirail, et dont les policiers eux-mêmes ne nient d'ailleurs pas l'authenticité, mais sur lesquelles on a soigneusement biffé les identités d'un épaule trait de feutre. De la simple demande de renseignements émanant du parquet, après un vol à l'étalage ou l'émission de chèques sans provision, aux enquêtes plus approfondies, en passant par des notes du ministère de l'Intérieur sous mention « strictement confidentiel » et les fiches dites « d'information », c'est un peu toute la face cachée du travail des fonctionnaires de la sûreté qui est étalée au grand jour.

On saura ainsi que l'assiduité au travail de M. Z., dont le revenu mensuel s'élève à 15 000 francs, est « supérieure », qu'il ne présente aucune tendance à l'intempérance et que « rien n'est à signaler » quant à son « équilibre mental apparent » ; que M. Y. « fréquente le milieu homosexuel », et que M. Z., déjà écroué en 1967 pour attentat aux mœurs, est, de surcroît, « un révolutionnaire agitateur actif ».

Pure fantaisie ?

Dans une ville où tous les services de police sont beaucoup plus préoccupés des dispositions à prendre à l'occasion de la venue le 18 novembre, de M. Valéry Giscard d'Estaing, cette « affaire » semble n'être pas vraiment prise au sérieux, même si une enquête a été ouverte, qui risque, faute de piste solide, de ne pas aboutir. Les cambrioleurs du Mirail n'ayant jamais été identifiés jusqu'ici. Quant à la publication, les renseignements généraux l'attribuent volontiers au parti communiste internationaliste (P.C.I.) qu'on dit fort, localement, d'une douzaine de militants.

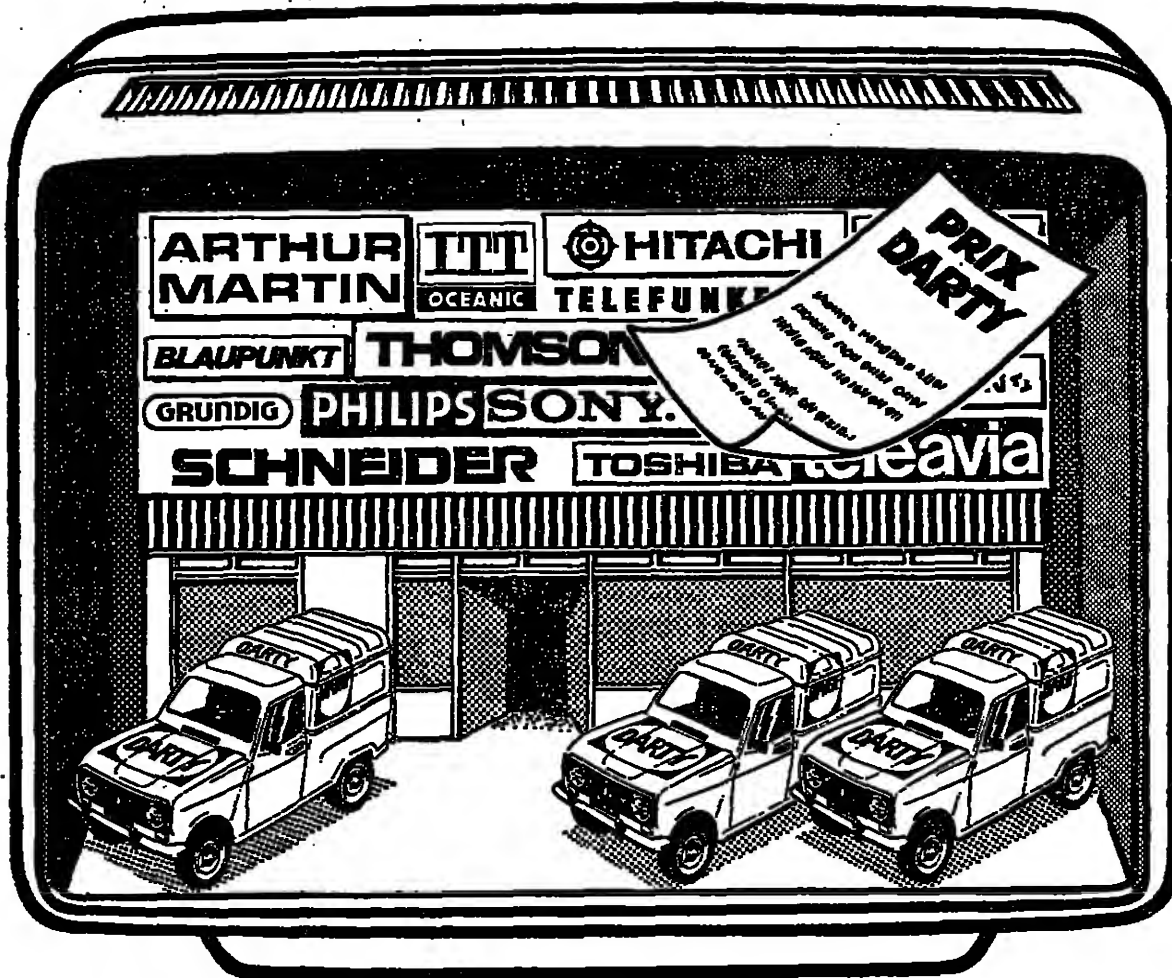
Dans le quartier même du Mirail, le dossier n'a pas produit l'effet escompté. On y fait observer que les documents qu'il renferme ne visent que des individus ayant eu affaire — souvent pour des motifs sans réelle gravité — au commissariat du quartier. On s'étonne aussi que les mystérieux membres du P.O.L.I.C.E. aient conservé durant plus d'une année ces papiers compromettants avant de les rendre publics.

A la direction de la sûreté, on se borne à rappeler que, mis en place voilà maintenant dix ans, les liotiers ne sauraient en aucun cas être catalogués comme des personnels « répressifs » : ce sont, dit-on, des agents en tenue qui ne se livrent à aucune enquête et se contentent « de surveiller le quartier qui leur est assigné ». Vouloir imputer aux liotiers « la responsabilité de l'établissement de fiches qu'elles soient relèvent de la pure fantaisie », souligne l'un des responsables de la police urbaine. Même si elle est bel et bien dédiée au président de la République, cette brochure — dont les auteurs eux-mêmes évaluent le prix de revient à 50 F l'unité — ne devrait pas avoir de répercussion sur le déroulement de son voyage. « Les gens de l'opposition nous préoccupent bien plus, croyez-moi », nous a dit sans sourire l'un de ceux à qui incombe de veiller à ce que le séjour se passe bien.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

UR
R

TV COULEUR
A SAVOIR



Si vous achetez votre téléviseur couleur chez Darty, vous aurez toujours un très bon appareil et chez Darty vous aurez aussi en plus :
Le choix Darty pour comparer parmi 143 modèles de grandes marques.
Le prix Darty garanti par le remboursement de la différence.
La livraison et la mise en service Darty, gratuites.
Le service après-vente Darty disponible 7 jours sur 7 (sauf jours légalement chômés) et prêt à intervenir le jour même sur simple appel avant 10 h.
La garantie Darty gratuite et totale : pièces gratuites, main-d'œuvre gratuite et déplacements gratuits.
La gratuité et la sécurité du Contrat de Confiance Darty.
Pour bien acheter comparez, mais comparez tout.

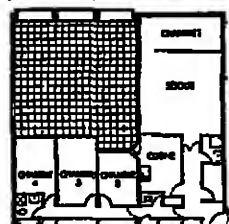


Comparez, mais comparez tout !

سكزا من الأصل

"LOCATION, VENTE" SUR 3 ANS AU VALLONA GAGNEZ DU TEMPS ET DES M².

GAGNEZ DE L'ESPACE AU DEHORS ET AU DEDANS



L'architecture du Vallona, vivante et découpée est ouverte sur le parc de la Défense: le parc est aménagé, vallons et massifs rythment la promenade sur une étendue de 17 hectares. Balcons, terrasses, jardins privatifs, individualisent la plupart des appartements. Le choix s'établit entre studios, deux, quatre, cinq et six pièces. Tous les plans sont étudiés avec soin: studio 34 à 41 m², 5 pièces 99 à 118 m² et plusieurs appartements de quatre cinq et six pièces sont en duplex.

GAGNEZ DU TEMPS: NANTERRE PLACE DE L'ÉTOILE EN 7 MINUTES PAR LE RER

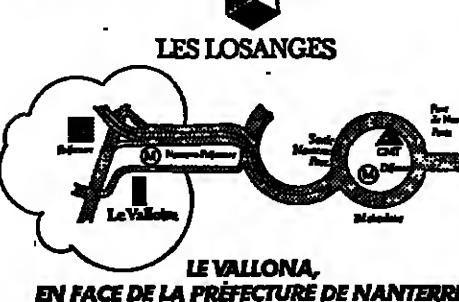
Le Vallona se situe à côté de La Défense, en face de la préfecture de Nanterre: vous gagnez du temps, le temps des occupations et le temps de vivre, car la vie quotidienne s'organise facilement: la station Nanterre Préfecture est à 200 m, les commerces (centre commercial en cours de réalisation), les écoles, les crèches sollicitent une vie de quartier et vous retrouvent vos voisins, qu'ils soient locataires au Vallona ou qu'ils travaillent dans les bureaux. Les enfants vivent au grand air, profitent des terrains de jeux en toute confiance car les voies piétonnes les protègent.

*Le loyer est déterminé en fonction du prix de l'appartement, prix valeur septembre 79

LA "LOCATION, VENTE" SUR 3 ANS

Au Vallona vous emménagez immédiatement dans un appartement dont vous pourrez devenir propriétaire dans 3 ans: par exemple la première année, vous louez un 5 pièces de 99 m² à partir de 3 200 F par mois; toutes les sommes versées (hors charges) constitueront votre apport personnel.

Venez visiter notre appartement modèle et l'appartement de votre choix. Nous vous présenterons les multiples avantages de notre formule de "Location, Vente" sur 3 ans. Sur place: le Vallona - 6, rue Salvador Allende - 92000 Nanterre - tél. 721 79 08 samedi, dimanche et jours fériés de 11 h à 13 h et de 14 h à 18 h. Lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 18 h. Ou en semaine, à la Boutique OCIL: 55, bd Malesherbes - 75008 Paris - tél. 261 81 15.



Il me serait agréable de recevoir une documentation sans engagement de ma part.
NOM _____
PRÉNOM _____
ADRESSE _____
TEL. _____
Retourner ce bon à la Boutique OCIL
Le Vallona
55, bd Malesherbes - 75008 PARIS.

SOCIÉTÉ

REMOUS DANS LE MIDI A L'OCCASION DE LA SORTIE DU FILM « LE PULL-OVER ROUGE »

Après la décision, mardi 13 novembre, de M. Gaston Defferre, maire de Marseille, de ne pas interdire la projection du film « le Pull-over rouge » de Michel Drach, dans sa ville, une centaine de personnes se sont réunies, mercredi 14 novembre, à l'appel du Comité de soutien à la famille Rambaldi, les parents de la petite Maria-Dolores, dont la mort est racontée dans le film (« le Monde » du 13 novembre).

A Paris, des engins fumigènes de fabrication

artisanale, ont été jetés, jeudi 15 novembre, en début de soirée, dans quatre salles de cinéma qui programmaient le film de Michel Drach. Les séances ont été brièvement interrompues dans trois salles, et annulées dans la quatrième.

Ces actions ont été revendiquées auprès de l'A.F.P. par le « Groupe union-Défense » et le « Front de la Jeunesse », deux organisations d'extrême-droite.

« Quelle clémence pour ceux qui tuent ! »

De notre envoyé spécial

plus tôt, « J'étais le voisin de Rambaldi », nous explique-t-il: je connaissais la petite Maria-Dolores avant le drame. Quand Christian Rambaldi a été condamné à mort et exécuté, j'ai applaudi. Justice était faite.

Puis, M. Coquin n'avait plus compris que M. Pierre Rambaldi ne réagisse pas à la publication du livre de Gilles Perrault, « C'était déjà révoltant ». Pour le film, il a téléphoné à son ami, M. Gabriel Domenech, le journaliste du « Méridional », qui lui a conseillé de coordonner les réactions populaires. Le soir même naissait le Comité de soutien et la croisade pour l'interdiction du Pull-over rouge sur les écrans marseillais.

Les signataires de la pétition sont en grande majorité des femmes: « des mères de famille qui s'imaginent dans des circonstances semblables », ainsi que des Français de toutes conditions qui, bien que ne payant pas vu, trouvent le film « sacrilège, infâme, abominable ». « Entendez-vous », écrit un signataire, « ce cri de dégoût et d'indignation qui monte de la France entière ? » Ces Marseillais affirment que les époux Rambaldi ont droit à l'oubli après le drame cruel qu'ils ont vécu, et que s'emparant de leur histoire — et non celle, d'abord, de Christian Rambaldi — MM. Perrault et Drach n'ont en point seule ambition que de « faire de l'argent ».

le droit des époux Rambaldi au respect de leur vie privée. « Les magistrats de la cour d'appel de Paris ont rendu une bonne justice ».

Les époux Rambaldi ayant, en droit, obtenu réparation — thèse reprise par M. Gaston Defferre pour justifier sa décision — d'autres griefs doivent être avancés. Ainsi M. Pieroni propose-t-il que le film soit interdit parce qu'il met en cause la police et la justice marseillaises, parce que le crime a été jugé et qu'on ne peut pas aller contre la chose jugée. Certains correspondants de M. Coquin jugent qu'on ne peut pas ainsi désavouer les jurés d'Aix, les juges de la cour d'assises. « Que veut-on montrer ? Que ce sont les Rambaldi qui ont tué ? »

Dans une lettre au président de la République, une femme écrit encore: « Quelle clémence pour ceux qui tuent ! Quelle déshonneur pour leurs victimes ! Mais quelle sépérité (...) pour les hommes citoyens qui tentent de se défendre par leurs propres moyens contre les criminels. » Ce désir d'autodéfense, la crainte aussi que le livre et le film ne desservent la cause de la peine de mort à laquelle ils semblent tenir, ont également incité ces Provençaux à se porter spontanément aux côtés des époux Rambaldi. D'où une autre argumentation du comité: puisque la justice et l'Etat n'ont pas eu le courage de condamner définitivement le film, les électeurs ont le droit de demander à leur maire de le faire.

Ces réactions, en définitive, expriment autant un désarroi général, un « ras le bol » face à l'Etat et à sa justice qu'une « révolte » devant le drame d'une vie privée montrée sur tous les écrans. Les décisions d'interdiction du film, prises par certains maires des villes de la région, sont également révélatrices de cet état d'esprit. M. Maurice Arreckx, maire de Toulon, par exemple, a fait prendre par son premier adjoint, M. Henri Fabre, un arrêté d'interdiction « par crainte de troubles de l'ordre public ». Plusieurs appels téléphoniques anonymes auraient été adressés à la mairie. « Mais, croyez-moi, estime M. Arreckx, le trouble peut très bien être d'ordre moral. Là, les gens en ont assez. C'est tout. Il y a des limites dans la liberté d'expression à ne pas dépasser. »

« Un peu de dignité ne fait pas de mal », explique encore M. Fabre. Les deux responsables municipaux précèdent des explications vagues: « Les gens sont traumatisés par le contexte actuel. Ce débat sur le juge Renaud à la télévision, cette mort de Robert Boulin... » MM. Arreckx et Fabre expriment ainsi le sentiment que des valeurs se dégradent confusément. « Il faut un sursaut. C'est aussi ce qu'on entend dire à Aix-en-Provence, à Salon-de-Provence, à Marignane, etc. où d'autres maires auraient très vite joint la révolte potentielle de leurs électeurs. »

PHILIPPE BOGGIO.

La seconde mort de Maria-Dolores

A croire M. Coquin, les ingénieurs, les médecins, et les gens du peuple qui apportent leur soutien éprouvent un sentiment de révolte devant cette utilisation. « Des curés m'ont téléphoné, dit-il, d'autres expliquent qu'ils ont prié pour les Rambaldi. Des femmes pleurent au bout du fil: elles m'ont dit que ça leur fait du bien ». Des policiers, des membres de l'Union nationale des parachutistes marseillais — qui récla-

maient récemment l'interdiction de la chanson « Le Marseillais » de Serge Gainsbourg — des hommes politiques appartenant à toutes les tendances — sauf au P.C. et au F.R. — se joignent à la campagne nationale qui, selon M. Coquin, regrouperait déjà près de cinq mille personnes à Marseille et à Toulon.

Cinq jours de la cour d'assises d'Aix qui avait condamné Christian Rambaldi à mort en 1976 font partie du comité de soutien. Deux d'entre eux, MM. Rébuffat et Blatier, se sont d'ailleurs laissés interviewer par le « Méridional » dans l'édition du jeudi 8 novembre. « C'est la seconde mort de Maria-Dolores », explique l'un d'eux: la sortie du film dénote une démission totale de la justice (...) s'il fallait encore juger Rambaldi, je le condamnerais de la même manière (...).

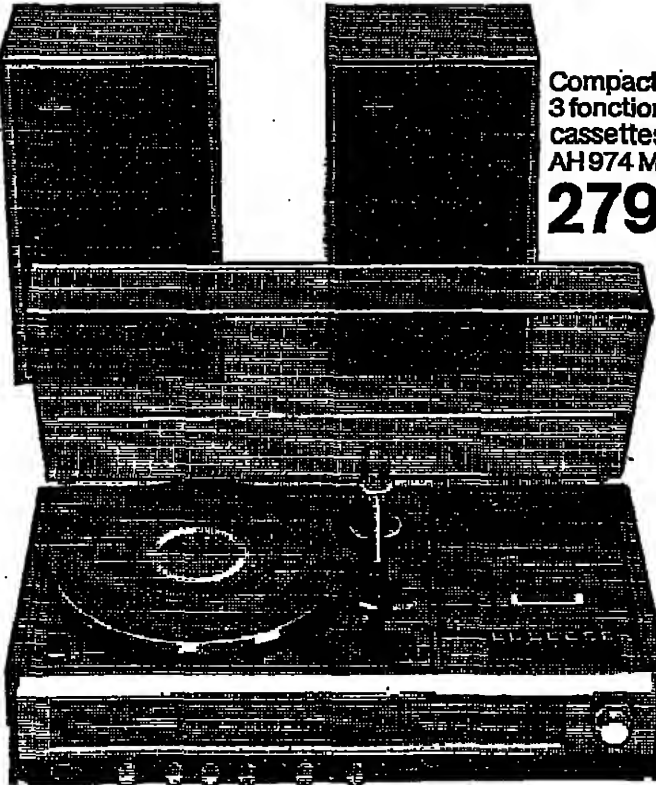
Officiellement, ce comité de soutien s'est donné pour but de militer pour le respect de l'intimité des époux Rambaldi. Mais à qui les griefs « populaires » sont-ils véritablement adressés ? Henri Pieroni a expliqué à l'Alhambra que ses clients et lui-même, « petits provinciaux montés comme de petits voyageurs », s'opposent aux « grandes sautes financières parisiennes », ayant « remporté une grande victoire » en faisant reconnaître

Printemps

Hausmann • Party 2

Réunion au sommet des Grands de la Hi-Fi.

Hi-Fi Parade au Printemps Hausmann, (magasin Havre au 7^e étage), les meilleures marques Hi-Fi se sont données rendez-vous, pour vous présenter leurs plus récents modèles. Des vendeurs spécialisés vous accueilleront et vous conseilleront. Profitez des prix spéciaux Hi-Fi Parade jusqu'au 8 décembre.



Compact stéréo
3 fonctions: disques, radio,
cassettes. 2x25 W
AH 974 MKII avec enceintes
2790 F

PHILIPS

HI-FI PARADE DU 7 NOVEMBRE AU 8 DECEMBRE

Lentilles de contact SOUPLES

On ne les sent plus sur l'œil.

Encore plus douces...
Un pas considérable vient d'être franchi dans la technique des lentilles de contact: fabriquées dans une nouvelle matière souple et perméable à l'eau (donc aux larmes et à l'air), spécialement destinées aux yeux sensibles, elles apportent une solution parfaite aux problèmes de tolérance. Elles sont encore plus agréables à porter et encore plus invisibles.

Essayez YSOPTIC
80, Bd Malesherbes - 75008 Paris - Tél. 563.85.32
Documentation et liste des correspondants français et étrangers sur demande.

LES PROLONGEMENTS DE L'AFFAIRE BOULIN

Holitour, société anonyme suisse

A Genève, les hommes se taisent, les dossiers sont muets. A quelques documents près, d'ailleurs parfaits, administratifs, et donc neutres, la Holitour S.A. reste une fiction. Société-écran, société-bidon, société-relais, boîte à lettres, comment savoir ? Tout, à Genève, procède, en ce domaine, du secret professionnel. Tous, avocats, experts-comptables, experts fiduciaires s'y réfèrent et se retranchent derrière.

La Holitour S.A., telle qu'elle apparaît au registre du commerce genevois sous le numéro 4887, est née le 14 octobre 1968, date de dépôt des statuts « par devant M^{re} Maurice Kuvyn, notaire à Genève ». Insérée le 22 octobre suivant au registre, cette société se donne un objet fort vague : « La société a pour but d'acquiescer, détenir, gérer et vendre en Suisse et à l'étranger des participations dans toutes entreprises d'urbanisation ou de tourisme et de faire toute opération commerciale ou de gestion en rapport avec son but social. Elle pourra également acquiescer et aliéner des immeubles situés à l'étranger. » Le capital est de 50 000 francs suisses, c'est-à-dire le minimum légal requis pour la création d'une société anonyme. Ce capital par actions — cinq cents actions au porteur de 100 francs — est libéré par dépôt-cotisation auprès de la Banque d'investissement mobilière et de financement, IMEFBANK, à Genève.

Les trois membres fondateurs sont Suisses : M. Michel Cotton, expert-comptable, détenant la majorité des actions — trois cents — et est nommé administrateur unique ;

MM. Christian Suter, avocat, et Pierre Schaeffer, étudiant, disposent, eux, de cent actions chacun. Il faut préciser que ces trois personnes ont souscrit leurs actions à titre fiduciaire, pour le compte d'un ou plusieurs tiers. Parmi ces trois hommes, M. Michel Cotton apparaît incontestablement comme la personnalité essentielle. Administrateur unique de Holitour S.A., cet expert-comptable est ou sera par la suite, simultanément administrateur de plusieurs sociétés anonymes : Investif Investment and Finance Company S.A., Omnibus S.A. et Fidest S.A., dont l'une au moins, la dernière, apparaît à un moment de l'histoire avec Holitour. De plus, des informations qui circulent à Genève, il ressort que M. Michel Cotton sera, en relation avec M. Henri Tournet, au centre des transactions futures.

La relation, en tout cas, s'officialisera très vite. Dès l'assemblée générale du 8 mai 1969, présidée par M. Cotton, la Holitour S.A. se dote de deux nouveaux administrateurs, M. Henri Tournet, de nationalité française, domicilié à Es Cubelles, Ibiza, Balearas, est nommé président du conseil. M. Olivier Etienne, par ailleurs président de Mandat S.A., est élu administrateur de la Holitour S.A. à l'époque, devient membre du conseil. M. Michel Cotton, lui, est nommé secrétaire avec « signature collective à deux ».

En fait, ce n'est que la première d'une série de modifications internes. Le 11 novembre 1971, lors de l'assemblée générale ordinaire tenue dans les bureaux de la Mandat,

MM. Tournet et Etienne, démissionnaires, ne sont pas réélus. M. Michel Cotton redevient administrateur unique. Point intéressant cependant, la feuille de présence jointe au dossier déposé au greffe indique la répartition des parts de la société à ce moment-là. M. Henri Tournet détient quatre cent quatre-vingt-dix-huit actions, M. Michel Cotton une et M. Olivier Etienne une. Bien que rien n'établisse dans ce document si ces actions sont détenues à titre personnel ou à titre fiduciaire, il semble que M. Henri Tournet, qui ne figure dans aucun autre conseil d'administration de société à Genève, était, à l'époque, le principal actionnaire de Holitour S.A.

Six ans sans assemblée

Cela signifierait donc, en ce qui concerne les terrains de Ramatuelle, que l'homme d'affaires poursuivi pour avoir vendu plusieurs fois ces terrains aurait commencé par se les vendre à lui-même. Dans quel but ? Curieusement, le dossier de la Holitour S.A., greffe du tribunal de commerce, est absolument vierge pour la période allant de 1971 à 1977. Ni compte rendu d'assemblée générale extraordinaire ou ordinaire, ni bilan financier, ni indications sur les activités de la société. Le fait est d'autant plus curieux que, dans ses statuts, déposés en 1968, la Holitour S.A. s'est fait obligation, dans son article 10, de tenir, chaque année, une assemblée générale ordinaire, dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice.

Il faut attendre le 12 janvier 1977 pour qu'une assemblée générale ordinaire soit convoquée dans les locaux de la Fidest S.A. M. Michel Cotton, démissionnaire, est remplacé par M. Christian Suter, qui fait ainsi sa réapparition, et qui présidera, le 20 mars 1977, une assemblée générale extraordinaire. Au cours de cette assemblée, dont le secrétariat est assuré par M^{re} Arnold Schaeffer, père de Pierre Schaeffer, étudiant et membre fondateur de la Holitour S.A., la société va, en quelque sorte, solder ses retards statutaires.

Selon un document figurant au greffe, de jour-là, M. Suter donnera lecture « des procès-verbaux des assemblées générales tenues le 12 janvier 1977, concernant les exercices 1973-1974, 1974-1975, 1975-1976 ». Ces procès-verbaux sont approuvés. « Le président, ajoute ce document, donne ensuite lecture du rapport qu'il présente pour la période de l'exercice de ses fonctions échéant ce jour, 20 mai 1977. Ce rapport sera annexé au présent procès-verbal, de même que les pièces dont il y est fait état. »

Une perquisition

On se battrait à constater que si le « présent procès-verbal » figure bien aujourd'hui au registre du commerce genevois, ni le rapport ni les pièces dont il est fait état — c'est-à-dire les procès-verbaux des trois assemblées générales ordinaires convoquées, si l'on peut dire, simultanément, et celui de l'assemblée extraordinaire — n'y figurent pas ou plus. Après la démission de M. Suter, et la nomination d'un nouvel

Une lettre de M. Achille Peretti

Usant de son droit de réponse, M. Achille Peretti, maire de Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), nous écrit : « J'ai reçu en date du 14 novembre, page 11, sous le titre « Une vieille amitié », vos écrivains : « En janvier 1978, la vérité sur le terrain de Ramatuelle devient tout à fait évidente. Dans les jours qui suivent, si n'en plaide pas moins auprès de M. Jean-Jacques Beaulieu la cause de M. Tournet, candidat à la croix de commandeur de la Légion d'honneur. Achille Peretti et Jacques Foccart font d'ailleurs de M. Tournet, candidat, un plus tard après de M. Maurice Plantier, qui a succédé à M. Beaulieu. »

Or, la vérité, que vous pouvez vérifier dans mes services, est la suivante : je ne suis pas intervenu en faveur de la promotion de commandeur de M. Tournet. J'ai même eu l'impression habituelle et même que j'ai été adressé le 7 mars 1978 par le préfet des Hauts-de-Seine, par lettre en date du 20 mars 1978 par le service compétent de la mairie sans — je le souligne — instructions particulières ou recommandations de ma part et sans hâte excessive.

J'ai informé l'intéressé de cet avis favorable comme je le fais toujours et comme vous pourriez le constater en regardant les dossiers instruits depuis 1947, date à laquelle j'ai été élu maire pour la première fois.

Vous ignorez d'ailleurs pas que cet avis du maire est loin d'être déterminant et qu'il peut tout au plus avoir un effet négatif dans la mesure où le premier magistrat municipal a connaissance de faits qu'ignorait le préfet et le ministre concernés.

administrateur, M. Kurt Krelz, qui, après coup, refuse, est convoqué le 2 juin 1977. Deux avocats genevois, M^{re} Baudouin-Dunand, porteur, à titre fiduciaire, de quatre cent quarante-neuf actions, et M^{re} Jean-Jacques Magnin, détenteur pour compte de tiers d'une action représentant le capital, M^{re} J.-J. Magnin devant administrateur unique — et l'ont encore aujourd'hui — d'une société Holitour domiciliée en son cabinet.

Tenus par le « secret professionnel », les deux avocats genevois se refusent à toute information sur l'identité des tiers qu'ils représentent, tout en insistant sur le fait qu'ils n'avaient rien à voir avec Holitour S.A. de 1968 à 1977. Cela, en effet, semble établi. Comme il est établi que les policiers français, agissant sur commission rogatoire, se sont rendus à Genève, au printemps 1978, pour s'informer sur les activités réelles de la société Holitour. La précision est intéressante, dans la mesure où elle contredit l'affirmation selon laquelle le dossier Ramatuelle, lorsqu'il fut entre les mains du juge d'instruction de Coutances, resta au point mort.

Qu'on trouve les policiers français à ce moment-là ? Un homme pourrait probablement répondre, parmi ceux qui gravitent jusqu'en 1977 autour d'Holitour S.A., parmi ces multiples personnages, prétendants, dont on dit aujourd'hui que tous, ou presque, étaient des sympathisants du mouvement de droite suisse « Vigilance ». Le 31 octobre 1977, M. Michel Cotton, qui désignait brusquement Genève, appelé par des obligations cubites, vacances, ou période militaire, on ne sait trop, s'absente « jusqu'après la fin du mois de novembre ».

Histoire d'un « brouillon » déchiré

Le procureur de la République de Paris a rendu publique des extraits d'un « projet de lettre » que Robert Boulin destinait au « Monde ». Quelle est l'origine de cette lettre que « le Monde » n'a jamais reçue ? Quelle est son histoire ?

Pour comprendre, il faut remonter au vendredi 26 octobre, jour de la parution, dans notre journal, d'une enquête sur les terrains de Ramatuelle. Après avoir lu cet article au ministère et en avoir discuté avec ses collaborateurs, Robert Boulin avait pris la décision de rédiger une réponse au Monde durant le week-end. Dans la journée du dimanche 28 octobre, Robert Boulin tape, en effet, sur sa machine à écrire personnelle, un projet de lettre pour notre journal, ainsi que sa longue lettre posthume publiée par l'A.F.P. Vers 19 heures, ce jour-là, M. Patrice Blank, ami de Robert Boulin, téléphone à ce dernier. Le ministre lui confirme alors qu'il a écrit un projet de lettre au Monde et qu'il lui a fait parvenir copie, ainsi qu'à M. Alain Mailloir, l'un de ses avocats, le lundi dans la matinée. Ce qui fut fait.

Le lundi 29 octobre, ce projet de lettre fait l'objet de deux consultations : une au cabinet du ministre, à 11 h 45, les plus proches collaborateurs du ministre et lui-même en discussion. Le projet est critiqué sur plusieurs points. Cette lettre, en fait, ne satisfait pas pleinement le cabinet qui, selon un de ses membres, ne « se sent pas vraiment en état de conseiller officiellement le ministre » avec les seules informations en sa possession.

Le même jour, M. Blank et M. Mailloir, au vu du projet de réponse, estiment, à 15 h 30, que le projet est trop long et qu'il faut le raccourcir. M. Mailloir fait part de cette réflexion à Robert Boulin. Il est environ 14 h 30. Le ministre en convient et accepte l'idée d'un contre-projet. A 17 h, M. Mailloir et M. Blank se réunissent pour y travailler (le Monde du 3 novembre).

C'est peu après cette heure-là que Robert Boulin poste des photocopies de sa lettre à M. Montfort, l'attaché de presse de M. Jacques Chabanol, et à M. Jean-Claude, député de la Gironde, à l'Agence France-Presse et aux journaux Sud-Ouest et Minute. Le ministre se donne ensuite la mort.

Le ministre n'a pas adressé sa lettre au Monde. Il ne lui a envoyé aucune réponse concernant l'enquête parue le 27 octobre. Il ne le fait pas pour une simple et bonne raison : il a renoncé à son projet de réponse et n'a pas eu le temps de prendre connaissance du contre-projet de ses conseillers. Du reste, le 31 octobre, la famille du ministre s'oppose, au motif que Robert Boulin ne l'a pas décidé, à ce que les projets et contre-projets de réponse au Monde soient remis à notre journal.

Il est permis de s'interroger sur la destination d'extraits d'une lettre qui n'était qu'un « brouillon ».

Une mise au point des avocats de l'inculpé

Les avocats de M. Henri Tournet, M^{re} Bernard Cohen et Pierre Joly, nous ont fait parvenir un long communiqué relatif à la demande de leur client, inculpé de « faux en écriture publique » dans un acte authentique » dans le cadre de l'instruction concernant les ventes des terrains de Ramatuelle. A titre d'information, nous en publions ci-dessous quelques extraits :

« (...) Au début du mois de janvier 1973, monsieur Henri Tournet, propriétaire d'un ensemble de terrains à Ramatuelle, a cédé à messieurs Cousin et Camus 192/350^e de droits afférents auxdits terrains et non pas la propriété directe, comme cela a été écrit.

« Dans l'acte notarié de vente, les acquéreurs ont déclaré faire leur affaire personnelle des règles et servitudes d'urbanisme, sous leur entière responsabilité.

« La publicité de cet acte, qui tenait au notaire, n'a pas été réalisée.

« Néanmoins, et malgré cette difficulté, les mêmes acquéreurs ont acquis, huit mois après, par acte authentique, des droits supplémentaires afférents au même terrain et représentant 107,2/350^e de la propriété, le solde des droits restant la propriété de Tournet.

« Malgré les problèmes rencontrés, le prix d'acquisition fut payé par les acquéreurs, ce qui prouve qu'ils appartenaient à publier les actes, et alors que les acquéreurs avaient à payer les droits et frais d'acquisition, ces personnes, qu'il ne faut pas confondre avec les acquéreurs, proposaient au vendeur de rendre non pas les droits indivis déjà cédés, mais cette fois-ci les droits de propriété, c'est-à-dire la propriété, dénommée Holitour, entièrement contrôlée par monsieur

Tournet, ce qui a toujours été reconnu.

« L'intérêt de cette opération était essentiellement fiscal et au seul bénéfice des acquéreurs, sinon monsieur Henri Tournet, associé majoritaire de la société Holitour, aurait cédé bien avant la vente incriminée lesdits terrains, rien ne pouvant s'y opposer.

« Par ailleurs, sachant que le prix était calculé en fonction de l'obtention des autorisations de construire, la question de savoir si celles-ci nécessitaient l'octroi d'une dérogation constituait l'un des points d'interrogation de cette affaire.

« A ce titre, si le terrain n'était pas constructible, en vertu d'une loi ou de dispositions réglementaires, on ne saurait pas pourquoi une construction a été édifiée sur le même terrain.

« Si ce même terrain était constructible, sans qu'il soit nécessaire d'obtenir une quelconque dérogation, ce qui semble être le cas aujourd'hui, on ne comprend pas en vertu de quels textes les projets présentés et soutenus par monsieur Tournet ou ses acquéreurs pouvaient être refusés, alors qu'ils représentaient les mêmes caractéristiques que celui qui fut autorisé (...).

« L'acte notarié de vente, qui a été signé par monsieur Henri Tournet, qui a saisi la chambre des notaires du Calvados, puis a porté plainte (...). Contrairement à ce que l'on pourrait attendre, c'est le plaignant qui devait être poursuivi, perquisitionné et arrêté (...).

« Contrairement à ce qui a pu être écrit, le procureur de la République de Caen a pris des décisions de maintien en détention. En dépit de celles-ci, le juge d'instruction a accepté enfin de mettre en liberté Tournet, déjà fort épuisé (...).

« A propos de l'inculpation de M. Tournet, les juges ont précisé : « Ce faux ne concerne que très indirectement la vente Holitour et un simple acte notarié de constitution de servitude au profit de la société NAFTUL, acte dans lequel il était déclaré que rien ne s'opposait à la constitution des servitudes en cause (...).

« L'ensemble de ces faits et moyens ne paraît ni justifier ni expliquer les développements tragiques et politiques que connaît aujourd'hui cette affaire, concluent les avocats.

(1) En fait, les défenseurs de M. Tournet ont obtenu la mise en liberté de leur client. Le procureur de la République de Caen avait pris des décisions de maintien en détention — suivi par le juge d'instruction — pour la première d'elles. Sa revanche, lors de la seconde demande de mise en liberté, le procureur de la République d'avoir pris des décisions de maintien en détention — suivi par le juge d'instruction — avait mis en liberté M. Tournet. On espère, au sein de la justice de Caen, que les confrontations nécessaires avaient alors eu lieu (A.D.I.B.).

Faits et jugements

La commission des lois de l'Assemblée nationale propose de maintenir l'échelle des peines sanctionnant le vol.

Continuant l'examen de la proposition de loi relative à la répression des vols et des attentats à l'honneur, la commission des lois de l'Assemblée nationale, réunie mercredi 14 novembre sous la présidence de M. Jean Foyer (R.P.), a adopté deux amendements présentés par celui-ci, tendant à maintenir l'échelle des peines sanctionnant actuellement le crime de vol (article 332 du code pénal). Elle a également adopté les modifications proposées par le rapporteur du texte, M. François Massot (app. P.S.) afin de réinsérer dans le même article les dispositions ayant trait au vol collectif, qui avaient été retirées par les sénateurs. Elle a proposé que tout attentat à l'honneur commis ou tenté avec violence, contrainte ou surprise sur une personne autre qu'un mineur de quinze ans, devienne aussi un délit. La commission a également décidé de rétablir les dispositions — supprimées par le Sénat — réprimant « le délit d'acte impudique ou contraire à la pudeur » dans le même texte.

En revanche, la modification de l'article 330 du code pénal proposée par les sénateurs en vue de supprimer la circonstance aggravante d'homosexualité pour le délit d'outrage public à la pudeur, ainsi que l'adjonction d'un article nouveau sanctionnant de peines criminelles les attentats à la pudeur accompagnés d'actes de torture ou de barbarie. L'ensemble de la proposition de loi, après diverses autres modifications, a été adopté.

● Une trentième deuxième inculpation a été prononcée, jeudi 15 novembre, dans l'affaire de proxénétisme de Grenoble, par M. Paul Weissbach, juge d'instruction, vingt Grenoblois d'origine italienne avaient déjà été écroués, sept placés sous contrôle judiciaire et quatre recherchés par la police (le Monde du 13 novembre).

M. Charles Lascorz a été remis en liberté.

M. Georges Lathue, juge d'instruction à Paris, a remis en liberté, lundi 12 novembre, M. Charles Lascorz, dit Charly, cinquante-sept ans, agent commercial, qui avait été inculpé, le 16 mai, pour escroquerie, infraction à la législation sur les chèques, recel, faux et usage de faux (le Monde du 18 mai).

M. Lascorz est placé sous contrôle judiciaire avec interdiction, notamment, de travailler dans une entreprise de métaux et d'entretenir des relations avec les protagonistes de l'affaire en cours d'instruction. Il s'agit de fraudes à la T.V.A. commises grâce à l'intervention des sociétés S.P.O.S. et Frisach.

● Pour diffamation envers M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, Mme Francine Lathue, directrice de l'Aurore, a été mise en liberté le 15 novembre à 1500 F d'amende par la onzième chambre de la cour d'appel de Paris. M. Jean Féraud, professeur de lettres, s'est vu infliger la même peine pour complicité. M. Le Pen, partie civile, a obtenu 6000 F de dommages et intérêts. En première instance, le 8 février le Monde du 10 février), M. Péroud, seul, avait été condamné. Celui-ci avait accordé une interview à M. Philippe Bernert, qui avait été publiée dans l'Aurore du 14 octobre 1978 sous le titre « L'extraordinaire affaire de l'héritage Lambert ». L'universitaire accusait M. Le Pen d'avoir utilisé des manœuvres capiteuses pour devenir le légataire universel de M. Hubert Lambert, riche industriel décédé le 24 septembre 1976. M. Bernert a été relaxé le 15 octobre 1978.

● La onzième chambre correctionnelle du tribunal de Paris a condamné, jeudi 15 novembre, Mme Josiane Beauchaud, directrice du cabinet Coignard et son mari, M. Claude Beauchaud, conseiller financier, à chacun sept ans d'emprisonnement dont trois avec sursis et cinq ans de mise à l'épreuve pour exercice irrégulier d'activité d'établissement financier, d'usage de faux et usage de faux et d'escroquerie (le Monde du 9 décembre 1978).

MOUS DANS LE MIDI
NON DE LA SORTIE DU FILM
E PULL-OVER ROUGE

menace pour ceux qui tuent

Le 14 novembre 1979, le tribunal de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la Holitour S.A. Les trois membres fondateurs sont Suisses : M. Michel Cotton, expert-comptable, détenant la majorité des actions — trois cents — et est nommé administrateur unique ; MM. Christian Suter, avocat, et Pierre Schaeffer, étudiant, disposent, eux, de cent actions chacun. Il faut préciser que ces trois personnes ont souscrit leurs actions à titre fiduciaire, pour le compte d'un ou plusieurs tiers. Parmi ces trois hommes, M. Michel Cotton apparaît incontestablement comme la personnalité essentielle. Administrateur unique de Holitour S.A., cet expert-comptable est ou sera par la suite, simultanément administrateur de plusieurs sociétés anonymes : Investif Investment and Finance Company S.A., Omnibus S.A. et Fidest S.A., dont l'une au moins, la dernière, apparaît à un moment de l'histoire avec Holitour. De plus, des informations qui circulent à Genève, il ressort que M. Michel Cotton sera, en relation avec M. Henri Tournet, au centre des transactions futures.

Le 14 novembre 1979, le tribunal de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la Holitour S.A. Les trois membres fondateurs sont Suisses : M. Michel Cotton, expert-comptable, détenant la majorité des actions — trois cents — et est nommé administrateur unique ; MM. Christian Suter, avocat, et Pierre Schaeffer, étudiant, disposent, eux, de cent actions chacun. Il faut préciser que ces trois personnes ont souscrit leurs actions à titre fiduciaire, pour le compte d'un ou plusieurs tiers. Parmi ces trois hommes, M. Michel Cotton apparaît incontestablement comme la personnalité essentielle. Administrateur unique de Holitour S.A., cet expert-comptable est ou sera par la suite, simultanément administrateur de plusieurs sociétés anonymes : Investif Investment and Finance Company S.A., Omnibus S.A. et Fidest S.A., dont l'une au moins, la dernière, apparaît à un moment de l'histoire avec Holitour. De plus, des informations qui circulent à Genève, il ressort que M. Michel Cotton sera, en relation avec M. Henri Tournet, au centre des transactions futures.

Les 11 et 12 novembre 1979, le tribunal de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la Holitour S.A. Les trois membres fondateurs sont Suisses : M. Michel Cotton, expert-comptable, détenant la majorité des actions — trois cents — et est nommé administrateur unique ; MM. Christian Suter, avocat, et Pierre Schaeffer, étudiant, disposent, eux, de cent actions chacun. Il faut préciser que ces trois personnes ont souscrit leurs actions à titre fiduciaire, pour le compte d'un ou plusieurs tiers. Parmi ces trois hommes, M. Michel Cotton apparaît incontestablement comme la personnalité essentielle. Administrateur unique de Holitour S.A., cet expert-comptable est ou sera par la suite, simultanément administrateur de plusieurs sociétés anonymes : Investif Investment and Finance Company S.A., Omnibus S.A. et Fidest S.A., dont l'une au moins, la dernière, apparaît à un moment de l'histoire avec Holitour. De plus, des informations qui circulent à Genève, il ressort que M. Michel Cotton sera, en relation avec M. Henri Tournet, au centre des transactions futures.

مكتبات الأصل

SCIENCES

BIOLOGIE ET SOCIÉTÉ

IV. — Sciences de la vie et planification sociale

par le professeur FRANÇOIS JACOB (*)

Il importe de préserver les équilibres d'une nature trop longtemps malmenée, d'assurer la survie des espèces et de sauvegarder la diversité de la nature, a montré François Jacob (« Le Monde » des 13, 14 et 15 novembre).

Une telle attitude, qui ne peut être que collective, devrait être soutenue par un enseignement renforcé et renouveau des sciences naturelles, tant dans le cadre de l'école que pour les cadres administratifs et les ingénieurs.

Les précédentes réflexions sur les sciences de la vie conduisent à faire deux séries de remarques sur l'éducation dans notre pays : d'une part, sur la manière dont sont enseignées ces sciences ; d'autre part, sur notre système éducatif en relation avec la diversité biologique et culturelle des êtres humains.

L'enseignement des sciences de la vie doit prochainement diminuer dans les classes du secondaire. Or cet enseignement est déjà marginal et insuffisant. Il suffit, pour s'en convaincre, de constater comment est enseignée, ou plutôt n'est pas enseignée, la théorie de l'évolution. Celle-ci représente la théorie de base de la biologie. Sur elle repose toute l'unité du monde vivant. Dans les programmes actuels de sciences naturelles en classe terminale, c'est le sujet à traiter lors de la dernière séance. Autant dire qu'on n'en parle jamais.

L'idée même que les êtres vivants sont tous apparentés, qu'ils dérivent les uns des autres, qu'ils sont formés des mêmes matériaux et fonctionnent de la même façon, qu'ils participent tous d'une même vie et d'une même histoire de la Terre, tout cela reste à peu près totalement étranger à la majorité

des Français, y compris ceux qui ont les plus grandes responsabilités.

La fin de ce siècle verra une prise de conscience croissante de l'interdépendance du monde vivant et des équilibres biologiques. Mais la conscience de la nature, le respect des animaux et des plantes, ne s'inventent pas. Ce sont le fruit d'une éducation qui commence dès le plus jeune âge. Loin d'être diminué, l'enseignement des sciences naturelles dans le secondaire devrait être renforcé et amené. Bien évidemment, il n'est pas question de transformer les citoyens en naturalistes ou en biologistes. Il s'agit seulement de leur donner le sens de la nature.

L'ignorance dans laquelle se trouvent encore trop souvent les cadres de l'administration française par rapport aux développements scientifiques, notamment dans les sciences de la vie, n'est pas seulement regrettable en soi. Elle porte préjudice à la faculté que doit avoir cette administration d'appréhender les changements socio-politiques contenus en puissance dans ces développements. Il paraît souhaitable de mettre un terme à cette ignorance et de donner à notre administration sinon une compétence, du moins une aptitude scientifique. La politique scientifique prise dans sa double acception : détermination des objectifs et stimulation des conséquences de la science, devrait désormais constituer l'un des enseignements de nos écoles d'administration, au même titre que les disciplines administratives, diplomatiques ou financières. Dans les écoles d'ingénieurs, les programmes devraient également comporter un enseignement de biologie.

Un institut de l'enfant

Notre système éducatif privilégie de plus en plus un nombre très limité de types culturels associés à ce qui paraît aujourd'hui

représenter la réussite sociale. A la tradition universitaire française, centralisatrice par essence, viennent s'ajouter les souhaits des

parents et les schémas véhiculés par la télévision, pour faire de notre système d'éducation une machine à reproduire un même modèle d'excellence, somme toute assez étiqué.

Par là même, ce système éducatif néglige bien des talents et des énergies. Il gènerait sans aucun doute à valoriser la diversité des aptitudes et encourager leur développement. Plutôt que de toujours reproduire à l'identique un nombre limité de types sociaux, et par là même laisser un rebât important, l'école devrait être le lieu où s'apprend la diversité et se cultive la différence. Là se trouve une condition de l'efficacité sociale et du mieux-être des individus.

Si un système éducatif se définit en fonction du projet global qui anime une société, sa réussite dépend des rythmes d'apprentissage, physiques et intellectuels, des enfants et adolescents. Les premières années, notamment, sont décisives pour l'avenir de l'en-

La part de l'humain

Les sciences de la vie bénéficient d'un préjugé particulièrement favorable dans notre société. Depuis Pasteur notamment, elles sont liées à de vieux rêves humains : la victoire sur la maladie et le recul de la mort. Ces espoirs ont persisté, malgré un prix à payer toujours plus lourd : un accroissement dans la médicalisation de la société et dans la spécialisation de la médecine. En dépit de ces difficultés, les sciences de la vie conservent la faveur du public. La connaissance de la vie et la lutte contre la maladie sont souvent même ressenties comme une sorte de contrepois aux excès de la technologie physique. Face à la machine, c'est la part de l'humain. Malgré certaines résistances, la contraception chimique

est généralement reçue comme un puissant facteur de libération. Dans le *Médicament des mondes*, le public a plutôt vu un brillant essai du romancier Aldous Huxley, qu'un sujet de crainte et d'angoisse.

Les sciences de la vie constituent aussi un secteur de la société industrielle où le pouvoir de la technique est encore le moins contesté. Mais rien ne prouve qu'il en sera toujours ainsi. En médecine, est aujourd'hui critiquée l'attitude devant la mort, et surtout, l'acharnement thérapeutique, la volonté de maintenir en vie à tout prix par tous les moyens, au-delà d'un espoir raisonnable d'amélioration. En biologie, la découverte et l'utili-

(*) Prix Nobel de médecine.

isation des techniques de génie génétique ont, pour la première fois, déclenché des controverses publiques sur leurs dangers potentiels. Le place des sciences de la vie dans la société pourrait ainsi être remise en question, d'autant plus que ces sciences se trouvent mobilisées pour apporter des ressources nouvelles à la société industrielle. Ce qui était jusqu'ici considéré comme un rôle humanitaire pourrait alors apparaître souvent comme un alibi à une volonté de profit et de puissance.

Jusqu'ici, le développement propre des sciences de la vie et de leurs applications était simplement laissé à lui-même : il semblait tout naturellement

Le politique et le scientifique

C'est donc un peu l'affaire de tous. Mais cette affaire implique, d'une part, une communauté scientifique et technologique avertie des problèmes sociaux et de leurs applications, et d'autre part, un nombre suffisant de citoyens bien informés, capables de communiquer avec les scientifiques et de débattre avec eux des questions mêlant technologie et société.

Les observations qui précèdent renvoient à une réflexion plus générale qui dépasse le cadre de la seule biologie. Il s'agit de la manière d'insérer la recherche et les sciences dans les processus où sont définis les grands objectifs de la politique nationale et choisis les moyens de les atteindre. Cette réflexion s'appuie sur deux principes. D'abord la conviction, toujours profonde chez les biologistes, que les différentes parties d'un ensemble ont chacune un rôle irremplaçable, mais que l'ensemble ne vit que par la solidarité active de ses composantes. Ensuite, la conviction que, dans les rapports entre la science et l'organisation socio-politique, il faut essayer d'éviter des schémas simplistes qui n'auraient que l'apparence de l'efficacité.

Il est clair tout d'abord que l'investigation scientifique ne peut ni ne doit être contrainte, sauf à perdre à la fois sa légitimité et son efficacité. Mais cette considération ne saurait sans risques aboutir à justifier l'isolement, au sein de la collectivité nationale, d'une « République des savants » coupée du monde où elle vit.

Il est clair également qu'on ne pourra faire face à la quasi-totalité des défis économiques, sociaux et culturels auxquels nous sommes confrontés notre société sans une mobilisation des efforts scientifiques et techniques. Mais cette évidence ne peut se résumer en quelques slogans sommaires assujettissant la science et la recherche à des objectifs déterminés par des mécanismes économiques ou des décisions politiques.

De plus, les problèmes qui résistent pour les prochaines décennies ne se caractérisent pas seulement par la nécessité d'investissements collectifs qui rendent périmees les spécialisations traditionnelles entre scientifiques, économistes, administrateurs ou politiques. Ils se situent aussi dans des domaines de recherche qui rendent largement caduques les distinctions habituelles entre secteurs ou disciplines scientifiques. Dans la période où nous entrons, l'étude des interactions des systèmes complexes jouera un rôle déterminant pour l'avenir scientifique et social.

Ces considérations ne sont pas sans conséquence sur l'organisation de l'appareil administratif et politique de la recherche au plus haut niveau. Il est tout d'abord nécessaire que dans les efforts pour formuler et affron-

ter les problèmes nationaux, l'esprit de la recherche « soit présent. On ne peut, sans risque grave pour l'avenir, continuer à considérer la décision politique comme procédant et orientant la stratégie de la recherche, ainsi réduite à une simple mise en œuvre. Qu'il s'agisse des orientations générales interministérielles ou des politiques ministérielles, un dialogue préalable avec des chercheurs permettrait de mieux informer les « décideurs ».

Il est également nécessaire que l'unité de la recherche, l'intime symbiose existant entre ses aspects les plus variés soit non seulement reconnue, mais affirmée dans l'élaboration de la politique nationale. Tronquer la recherche par secteurs ou par ministères serait une erreur dangereuse. Ce serait céder à une apparence de simplification et à une illusion d'efficacité. Car pour certains problèmes apparemment placés sous la responsabilité de tel département ou de telle institution, la solution se trouve souvent hors du champ d'exercice de leurs compétences.

C'est pourquoi il paraît essentiel qu'un véritable ministère de la recherche puisse jouer un double rôle au sein du gouvernement : avocat permanent de l'avenir et intermédiaire entre la logique indissociable de la recherche et la gestion de l'intérêt collectif.

Toute connaissance, toute technologie peut être utilisée au service de l'humanité ou à son double rôle au sein du gouvernement : avocat permanent de l'avenir et intermédiaire entre la logique indissociable de la recherche et la gestion de l'intérêt collectif.

Toute connaissance, toute technologie peut être utilisée au service de l'humanité ou à son double rôle au sein du gouvernement : avocat permanent de l'avenir et intermédiaire entre la logique indissociable de la recherche et la gestion de l'intérêt collectif.

FIN

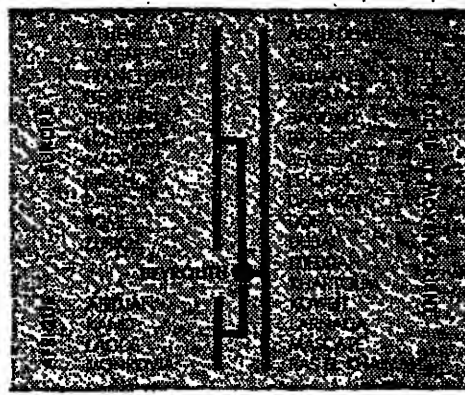


Avant de partir vers le Moyen-Orient, une décision importante s'impose

Le choix d'une compagnie aérienne peut paraître d'une importance toute relative d'autant plus qu'elles sont toutes tenues de respecter les mêmes normes, fixées par accord international.

Et pourtant, si vous deviez, — ou souhaitez — visiter plusieurs centres du Moyen-Orient, ne serait-il pas préférable de choisir une compagnie qui les dessert tous ?

Vous avez tout intérêt à vous informer sur ce que MEA vous offre dans ce domaine. Via Beyrouth, elle relie Paris à Djeddah, à Abou Dhabi et à Dubaï tous les jours à Koweït et à



Dhahran six fois par semaine, à Bahrein et à Doha cinq fois par semaine, enfin à Mascate trois fois par semaine. Elle dessert aussi tous les autres centres importants de cette région.

Comme pour toute autre décision d'ordre commercial, vous ne pouvez choisir à bon escient que si vous possédez tous les éléments nécessaires. Pour les obtenir, il vous suffit de contacter votre agence de voyages, ou MEA, 6 rue Scribe, 75009 Paris. Téléphone : 266-93-57.

la compagnie aérienne du Moyen-Orient.

J'en ai marre du restaurant!

Alors je vais au...

Restaurant CLUB MEDITERRANÉE
58 Boulevard Victor-Hugo - 92200 Neuilly
"Le Restaurant qui change des restaurants"

758.11.00

ODOUL
Garde-meubles

208 10-30
16 Rue de l'Atlas - PARIS XIX

alimentation et hygiène

professeur de la Faculté de la Santé

MEUBLES

agence de la Poste

MÉDECINE

Tabagisme, alimentation et hygiène bucco-dentaire Trois thèmes pour l'éducation sanitaire à l'école

M. Jacques Barrot, ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, a annoncé le 12 novembre 1979, au cours d'une conférence de presse, le lancement d'une campagne nationale : « L'éducation pour la santé à l'école ». Cette action, qui vise, au cours de l'année scolaire 1979-1980, plus de deux millions d'enfants, est organisée avec le ministère de l'Éducation et le concours du Comité français d'éducation pour la santé (1).

M. Jacques Barrot a insisté sur la nécessité de changer certains comportements néfastes et de développer la capacité des Français à prendre mieux en charge leur santé. L'éducation sanitaire en milieu scolaire est, à cet égard, une période favorable. Trois thèmes ont été choisis pour cette campagne nationale : le tabagisme, l'hygiène bucco-dentaire et l'alimentation.

● **TABAGISME**. — L'action d'information concernera plus de sept cent mille élèves des cours moyens de deuxième année, c'est-à-dire âgés de neuf à onze ans. C'est, en effet, au cours de cette période que se déclenchent les mécanismes psychologiques, liés en particulier à l'environnement, qui feront de l'adolescent un véritable fumeur. Un effort pédagogique sur le tabagisme sera envoyé à chacun des établissements comportant ces classes.

● **HYGIÈNE BUCCO-DENTAIRE**. — La campagne est destinée à cinq cent cinquante mille enfants âgés de cinq à six ans. Son objectif est de leur faire prendre conscience de l'importance d'une bonne hygiène bucco-dentaire par la pratique d'un brossage régulier et efficace des dents. Chaque élève recevra un effort pédagogique comprenant des albums éducatifs, un autocollant, une brosse à dents et un globe.

A cette occasion, les messages télévisés réalisés en 1978 sont actuellement rediffusés. Le professeur Sourdis, directeur général de la Santé publique, a précisé qu'il n'est actuellement pas ques-

tion de distribuer des comprimés de fluor à tous les enfants, bien que ce produit ait un effet anticariogène certain, car il n'a pas encore été démontré avec certitude que l'ingestion de comprimés est le meilleur moyen d'administrer du fluor.

● **ALIMENTATION**. — Le troisième volet de la campagne vise les jeunes de dix à douze ans. Un effort pédagogique sera distribué aux enseignants pour les aider dans leur tâche. Cette action complète celle de juillet 1978

destinée au grand public sur les règles à respecter pour une meilleure nutrition à la fois qualitative et quantitative et à laquelle a été associé le lancement du jeu « manger juste » dont, à ce jour, plus de deux cent mille exemplaires ont été vendus par le Comité français d'éducation pour la santé.

Ces trois actions, a indiqué M. Jacques Barrot, devraient au-delà d'une prise en charge de la santé par chaque individu, être aussi à terme sources d'économies.

A Tours

Le professeur Soutoul reproche au personnel du Centre d'interruption de grossesse de ne pas respecter la loi

De notre correspondant

Tours. — Le conflit latent entre le personnel du centre d'interruption volontaire de grossesse (C.I.V.G.) de Tours et le professeur Jean-Henry Soutoul a tourné ces derniers jours à la guerre ouverte avec la publication dans le journal du maire de Tours, M. Jean Royer, député non inscrit, d'une déclaration du professeur Soutoul annonçant son intention de prendre la direction du centre.

Selon le gynécologue, le centre, créé sur son initiative en août 1975, mais qu'il avait renoncé à diriger, s'il offre une sécurité remarquable pour ce qui concerne la pratique des interruptions de grossesse (de mille cinq cents à mille six cents personnes par an), ne satisfait pas aux prescriptions de la loi de 1975. Le professeur Soutoul accuse les médecins vacataires du centre de ne pas respecter les dispositions de la loi sur l'information et la dissuasion des candidatures à l'avortement.

Mais surtout, le professeur Soutoul reproche au personnel du centre son acceptation d'un « parachutage du Planning familial qui est nettement politisé ». C'est à la suite d'un entretien avec Mme Monique Pelletier, ministre déléguée chargée de la condition féminine, que le pro-

fesseur Soutoul a décidé de prendre la direction du centre de Tours, à la condition « qu'on garde dans l'équipe les personnes de bonne volonté et qu'on remette l'équipe sociale en place pour quelle fasse son travail d'environnement et que, de temps en temps, les femmes gardent leur grossesse ».

Ces propos ont entraîné une vive inquiétude parmi les médecins et enseignants du centre, qui ont démenti les affirmations selon lesquelles ils ne respectaient pas la loi, observée, selon eux, « scrupuleusement ». Quant au directeur du centre, le professeur Weil, s'il refuse de partager les options politiques de la majorité des membres de l'équipe, il s'affirme totalement solidaire de leur travail et de leur conception de l'avortement.

Le professeur Weil, chef du laboratoire de biochimie au C.H.U. de Tours, et qui fut le seul chef de service candidat à la direction du centre en 1975, a fait connaître son refus de démissionner, ce qui interdit au professeur Soutoul de s'installer à la tête du centre. Le débat est ainsi clos provisoirement. Mais le climat, à quelques jours de la discussion de la loi, reste particulièrement tendu.

CHRISTIAN ROSSIGNOL

ÉDUCATION

Définie dans une circulaire ministérielle

La formation continue des professeurs

insistera sur le passage de l'école au collège et sur la troisième

La formation continue des professeurs de collège est définie dans une récente circulaire signée du ministre de l'Éducation. Les stages organisés au cours des années précédentes sont systématisés, et l'accent est mis sur deux moments importants du parcours scolaire (le passage de l'école au collège et la classe de troisième), sur les problèmes d'évaluation et sur les stages en entreprises.

La circulaire publiée au Bulletin officiel de l'Éducation du 16 novembre ne précise pas la durée globale de la formation continue pour les professeurs de collège, comme c'est le cas pour les instituteurs, qui peuvent bénéficier de trente-six semaines au cours de leur carrière. Le texte se borne à programmer les types d'actions « de formation et d'information » à l'adresse des cent cinquante mille enseignants titulaires du premier cycle du second degré.

La circulaire souligne que la réforme de l'enseignement appelle les maîtres des collèges « à actualiser leurs connaissances, à réviser leurs méthodes pédagogiques, à penser et à agir en fonction d'une culture accordée à la société de notre temps ».

Au cours de l'année 1979-1980, ces enseignants, certifiés, adjoints d'enseignement général des collèges (P.E.G.C.), peuvent bénéficier de deux types de formations. Les premières se déroulent selon des programmes, des lieux et des conditions fixés par l'administration centrale. Les secondes sont décidées et organisées « en fonction des besoins déterminés au niveau académique » : les formations reposent sur le volontariat et ont lieu en dehors du temps de service dû en présence des élèves. Cependant, dans les deux cas, les frais de déplacement sont remboursés, et des indemnités de séjour éventuellement versées. Les stagiaires sont considérés comme en situation de service.

Les objectifs de la formation, dans la phase de début, sont liés

à la réforme : mise en œuvre d'une « pédagogie nouvelle », individualisée et différenciée, meilleures connaissances « de la scolarité antérieure des élèves, des voies d'orientation qui s'ouvrent aux jeunes au sortir des collèges et des moyens d'évaluation qui leur permettront de contribuer efficacement à cette orientation » ; matières nouvellement introduites dans les programmes.

À l'avenir, les recteurs auront à définir des actions « totalement déconcentrées », destinées à élargir la compétence pédagogique des professeurs, à leur faire mieux connaître les réalités du milieu de l'économie et à perfectionner leurs connaissances. Pour atteindre ces buts, le texte insiste sur les thèmes de la liaison entre l'école et le collège, sur l'évaluation, le domaine qui recouvre le contrôle, la notation, la validité des examens et dans lequel la France a quelque retard à rattraper. Enfin, sont aussi mis en valeur les stages en entreprises d'une durée de deux semaines organisés par les académies, dont entrent dans la catégorie des formations hors du temps de service, et les actions pour les professeurs principaux des classes de troisième sur l'orientation.

Les centres de formation des P.E.G.C. sont invités à participer

aux actions de perfectionnement que recourent aussi, cela mérite d'être noté, « celles que les universités organisent ».

(Publié)

L'A.P.H.G. (Association des Professeurs d'Histoire et de Géographie) se bat pour que l'histoire, la Géographie et l'Éducation civique soient réellement enseignées à l'école élémentaire, dans les établissements scolaires et techniques, ne soient pas grignotées dans les collèges, soient dispensées à tous les élèves pendant les trois années du Second Cycle. Site s'élève contre la chute des postes mis au concours des C.A.P.E.S. et Accréditation et réclame une formation continue des enseignants.

« HISTORIENS ET GÉOGRAPHES » a publié

N° 273
E. TISON : Contre la suppression de l'histoire et de la géographie en classes terminales.
P. DELPECH : La persécution nazie et l'attitude de Vichy.
PRIX : 22 F.

N° 274
J. PEYROT : A la commune.

J. AUBREY : La géographie à l'école élémentaire.
P. CASPARD : Le musée pédagogique.
PRIX : 24 F.

N° 275
M. PRESLE : L'histoire à l'école élémentaire.

Bibliographies d'Associations et de C.A.P.E.S.
D. ROUSSEAU, E. WILL : Le monde grec dans ses relations avec les Perses de l'Empire de Cyrus au milieu du IV^e siècle.
J.-B. DIROUSSELLE : Les relations internationales de 1918 à 1949.
A. OULCHER : Océans et mers : hydrologie, relief sous-marin, littoraux.
PRIX : 24 F.

Préciser les numéros choisis
Chaque libellé : Association des Professeurs d'Histoire-Géographie adresse à :
HISTORIENS - GÉOGRAPHES
B.P. 31, 93001 SEVY CEDIX.



L'épargne de la Poste. Le petit livret des grands projets.

La cigogne est mieux accueillie quand tout est prévu.

Avez-vous songé que bébé pouvait arriver ? A tous les achats qu'il faudra faire ? A l'aménagement de sa chambre ? Avec le livret A de la caisse d'épargne de la Poste, vous disposez de vos économies à tout moment dans les 18.000 bureaux de Poste, avec un intérêt régulier de 6,5 % exonéré d'impôts. Cela explique pourquoi 15 millions d'épargnants ont déjà le livret A de la caisse d'épargne de la Poste.



J'en ai marre du restaurant !
Hors d'œuvre
MEDITERRANEE 755 116
BOUL
Garde-meuble
208 105
18 Rue de ANNE-FRANÇOISE

مكتبة الأصيل

RELIGION

Les protestations contre les sanctions infligées au Père Jacques Pohier se multiplient

Plus de trois cents catholiques ont signé un texte de protestation contre les sanctions prises par la Congrégation pour la doctrine de la foi à l'encontre du Père Jacques Pohier. Il est interdit à ce dernier de présider une assemblée liturgique et d'enseigner ou d'organiser des sessions publiques. La Congrégation pour la doctrine de la foi reproche, notamment, au dernier livre du Père Pohier « Quand je dis Dieu » (1977, Editions du Seuil) de contenir des « informations dangereuses » et « ambiguës » (« Le Monde » daté 23-24 septembre).

Les signataires de la protestation estiment la procédure adoptée « intolérable » et se félicitent qu'il y ait des théologiens qui, plutôt que de « répéter des lieux communs définis, dynamisent la recherche et provoquent la foi. Imposent le silence à quelqu'un ne peut aller de pair avec une parole sur Dieu aujourd'hui ».

Un autre texte, signé par une vingtaine de personnalités françaises et étrangères, des professeurs de théologie et de philosophie italiens, allemands et espagnols et des théologiens (dont Ernesto Balduino, François Biot, Georges Casalis, José-María Díez Allegria, Jean-Marie Domenach, André Dumas, Bernard Fellet, Giovanni Franzoni, Claude Gaffré, Hans Küng, Marcel Légaut, Bernard Quelquejeu, Nicolas Rettenbach et Suzanne Van der Mersch), fait remarquer que « le débat ne porte plus désormais sur le contenu des conceptions de Jacques Pohier, mais bien sur le fonctionnement de l'autorité dogmatique dans l'Eglise. En effet, de telles sanctions disciplinaires n'avaient jamais été prises dans l'Eglise depuis le concile Vatican II. On aurait pu les croire définitivement rejetées de son gouvernement ».

Plus grave encore, concluent les signataires, l'interdiction de la célébration publique

(y en a-t-il une qui soit privée?) de l'Eucharistie heurte profondément, car elle déforme la célébration eucharistique en moyen de pression disciplinaire.

Les dominicains du couvent Maydiou, P. Abernethy, P. Arz, M. Barth, E. Colla, P. Gaudet, P. Jacquemont, J. Merlo, B. Quelquejeu, J.-Ph. Rey et R. Ringenbach ont publié, de leur côté, une déclaration dans laquelle ils se disent « solidaires de la recherche (de Jacques Pohier) sans pour autant partager plusieurs affirmations de son livre « Quand je dis Dieu » (L.). Les mesures qui l'ont frappé, poursuivent-ils, nous scandalisent et nous inquiètent. Nous réagissons comme dominicains, tout d'abord. En fondant son ordre, saint Dominique semble avoir voulu créer un lieu, institutionnellement reconnu, où une parole de foi puisse s'approfondir, se construire et se dire librement. Les

sanctions infligées à Jacques Pohier par le Maître général des dominicains sous la pression directe des autorités supérieures ne nous paraissent pas conformes à l'institution apostolique audacieuse de saint Dominique ».

D'autre part, l'assemblée générale de Saint-Bernard-de-Montparnasse, la communauté de Boquen et la communauté catholique « La Cité » ont signé un texte où l'on lit notamment : « Condamner Jacques Pohier, n'est-ce pas en même temps condamner en chacun de nous, comme en chacune de nos communautés, la liberté de l'esprit, le droit à la recherche, à la réflexion risquée, indispensables pour ouvrir à un nouveau langage de la foi, à une découverte toujours renouvelée du visage de Dieu ».

Nous publions ci-dessous le point de vue du Père Yves Le Gal qui expose la manière dont le Père Pohier conçoit la résurrection.

POINT DE VUE

SE RISQUER A DIRE DIEU...

par YVES LE GAL (*)

RÉDUIRE un homme au silence, aujourd'hui, en 1979, c'est un acte injustifiable. Voilà l'effet que me font les mesures prises récemment à l'égard de l'un de mes frères, Jacques Pohier. Les mesures romaines visent la position de Jacques Pohier sur le salut et la résurrection, et c'est de ce point central qu'il doit être question si l'on veut porter un jugement sur son livre.

Pour ma part, c'est la mise en question de notre conception si facilement anthropomorphe de la résurrection de Jésus, des conséquences et des motivations de cette conception, qui me paraît le courage et la richesse de la position de Jacques Pohier, beaucoup plus que son enthousiasme pour « ce qu'est Dieu », enthousiasme certes sympathique, mais dont le côté sécurisant n'a assuré le succès du livre qu'en en émaillant le point.

Pohier s'en prend, dans le dernier chapitre de son livre, *Quand je dis Dieu*, à une loi anthropomorphe qui se fonderait sur une saisie empirique de la résurrection de Jésus. Pohier affirme que, pour les premiers chrétiens, ce n'était pas la survie qui constituait la bonne nouvelle (ils croyaient déjà à la résurrection) mais « la possibilité de connaître

Dieu parce que Dieu est tel que Jésus l'avait manifesté » (p. 210).

Et ces affirmations sont étayées par la dénotation des conséquences de la position anthropomorphe : on fait de Dieu et de son Royaume l'exacte inversion de ce que sont l'homme et sa vie : « Pour que Dieu soit Dieu, il faut que l'homme ne soit plus l'homme » (p. 231).

Tout d'abord, un itinéraire de pensée, c'est pour moi une quête sans autre crière qu'une recherche honnête et laborieuse du vrai. On peut certes se tromper — comme le disait l'un de mes instituteurs : « Il n'y a que le bon Dieu et les imbéciles qui ne se trompent jamais » — mais rien n'échappe de droit à la recherche du vrai. Là où est la vérité — la vérité établie, possédée, hors de toute mise en cause — là se dressent les bûchers. Il me paraît donc non seulement légitime mais nécessaire pour un chrétien de s'interroger sur les contenus de sa foi — y compris la résurrection, — et ce, toute sa vie. Il faut là beaucoup plus de courage que pour se rassurer dans un bastion dogmatique, demeure de ceux qui « y croient », qui « en sont... » La résurrection mot de passe, quelle caricature !

Désirs et réalités

D'autre part, faut-il rappeler que nous ne disposons, pour tenter d'appréhender le monde, que d'outils contingents, de modèles plus ou moins opératoires, et que c'est la santé même de la démarche scientifique que d'en changer. On a dit que Jacques Pohier ne croyait pas à la résurrection : c'est aller un peu vite en besogne : il nous propose une autre compréhension de

la résurrection. Re-susciter Jésus aujourd'hui, se laisser convertir par l'Evangile, voilà qui ne va pas contre la foi et les mœurs, que je sache. Je comprends parfaitement qu'on puisse trouver cela insuffisant, et la mise en garde de l'épiscopat tout autant que les critiques amicales manifestent très légitimement cette réserve. Encore ne suffit-il pas de sauter aux conclusions : où sont les

arguments opposés à ceux qu'avance Pohier ? Et leur absence trop fréquente ne manifesterait-elle pas que, justement, il ne saurait, par principe, être question de mettre en cause la compréhension de la résurrection que nous ont transmise diverses générations précédentes ? Jacques Pohier ne nie pas du tout que l'idée de survie personnelle — spontanément la nôtre, si l'on ose dire, — ne soit présente dans les apôtres. Mais il nous montre d'abord que l'idée de résurrection n'avait ni le même sens ni la même importance pour eux (le constat d'une résurrection, de ce fait, n'entraînait pas la foi, cf Naim et Lazare), ce qui bat en brèche l'idée positiviste d'un fondement empiriquement constatable de la foi.

D'autre part, Pohier s'interroge sur ce qui nous a conduit à donner à la résurrection de Jésus une importance disproportionnée par rapport à ce que Jésus nous a dit de Dieu : ne serait-ce pas justement ce qu'il y a de plus petit en nous — humain trop humain, — à savoir le désir de survie personnelle qui est inscrit dans nos fibres les plus profondes et qui constitue le terreau de la plupart des religions ? Nier la mort, l'insupportable, ne voyons-nous pas cela à l'œuvre dans tant de nos entêtements trop consolants ? Il ne s'agit pas de renier ce désir d'immortalité, mais peut-être serait-il bon de ne pas le canoniser non plus. On connaît l'adage : « Ne prenons pas nos désirs pour la réalité ». Lorsqu'on a fait mille fois l'expérience de l'aliénation avec laquelle nous nous dupons nous-mêmes — cinq ans de divan y aident, — alors on s'inter-

roge... Après tout, il y a trois vertus théologales, et la foi n'est pas l'espérance.

Ne nous laissons pas : ce n'est pas parce que les chrétiens récitent depuis des siècles le Credo qu'ils mélangent la même chose sous les mots... Et est-il si sûr que l'Eglise doive se construire sur une unique compréhension du message de Jésus ? Les thèses de Pohier, hérétiques ? Peut-être. Mais a-t-on oublié que toute invention, toute nouveauté scientifique a été ainsi qualifiée avant de s'imposer ?

« L'intelligence de la foi », ce n'est pas dire ce qu'il faut dire dans le parti sous peine de goulag. Sans doute tout n'est-il pas recevable dans un groupe d'hommes. Mais autre chose est de recevoir, autre chose de laisser dire. Un théologien ou un prédicateur ne saurait plus de nos jours être considéré comme un détenteur de la hiérarchie : il est une voix de, dans et pour le peuple de Dieu. A fortiori lorsqu'il parle, comme ici, en son nom propre. Devons-nous en rester à un modèle pyramidal d'institution, ignorant les racines historiques pourtant bien suspectes de cette centralisation du pouvoir ? Et qui dit « un », sinon celui qui a peur et celui qui veut régner ?

Enfin comment oublier que nous vivons aujourd'hui une mue culturelle peut-être sans précédent ? Des milliers de chrétiens ne se retrouvent plus dans les modèles religieux que nos pères utilisaient sans trop de peine. N'y aurait-il donc que Jacques Pohier à oser dire que sur le champ

analytique, par exemple, la coïncidence trop facile du désir d'immortalité et des réponses religieuses pose quelques problèmes ? Peut-être est-il trop tôt encore pour élaborer en christianisme, une théologie qui prenne vraiment acte des très redoutables questions que la fin de l'ère humaniste — avec en particulier sa naïve relation empirique au monde et son assise désormais défunte dans la maîtrise de la conscience — pose et posera à des hommes qui ne pensent plus avant Bachelard ou Freud. Nous sommes dans un entre-deux inconfortable, et cela explique peut-être les nostalgies ou les rappels autoritaires de doctrines identifiées, au prix d'un cordial mépris de l'histoire et de la géographie, avec la doctrine qui serait de tous les temps, de tous

les lieux, de toutes les cultures. Mais la chance pour l'Eglise ne serait-elle pas plutôt d'encourager la recherche de ceux qu'un attachement viscéral à l'Evangile ne préserve pas d'une solidarité fondamentale avec les cultures de notre temps ? Il est heureux pour l'honneur de « l'intelligence de la foi » qu'un théologien ose dire tout haut ce que tant d'hommes et de femmes sentent et pensent tout bas. Et pour parodier Talleyrand, je dirais que la réduire au silence, c'est pire qu'un crime, c'est une faute. Mais qu'un débat sur la résurrection soit justement l'occasion de cette faute me laisse pour ma part une question : et si, dans tout cela, c'était de la remise en cause de notre propre « économie » de la mort (et donc aussi de son déni) qu'il s'agissait ?

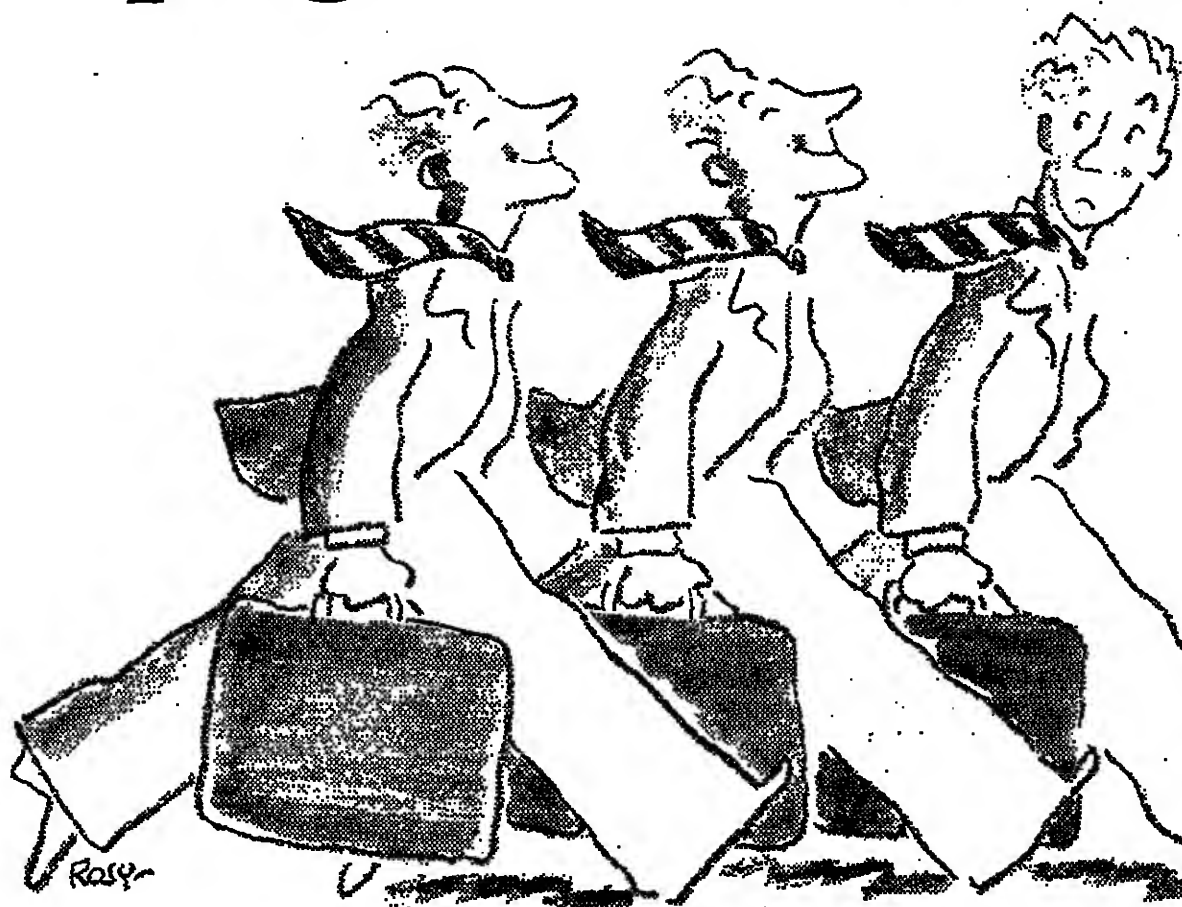
LE XX^e COLLOQUE DES INTELLECTUELS JUIFS DE LANGUE FRANÇAISE

Le vingtième colloque des intellectuels juifs de langue française, organisé par la section française du Congrès juif mondial, aura lieu les 24, 25 et 26 novembre au Centre Rachl (1), avec pour thème central : « Politique et religion ».

Préviennent la parole : M. et Mme Gilles Bernheim, Alain Besançon, Jacques Ellul, Pierre Emmanuel, Elisabeth de Fontenay, Yehoshua Gronstein, Jean Halperin, Georges Hansel, Emmanuel Lévinas, Bernard-Henri Lévy, Stéphane Moses, Freddy Raphaël, Piotr Rawicz, Claude Riveline, Jean Avni Segre, Manès Sperber, Yehoshua Yovel. Renseignements et inscriptions exclusivement au siège de la section française du Congrès juif mondial, 78, avenue des Champs-Élysées, Arcades du Lido, escalier C, 75008 Paris.

Le Centre Rachl, créé par le Fonds social juif unifié, a pour vocation de favoriser la communication et l'expression des valeurs traditionnelles du judaïsme en même temps que l'étude de tous les aspects du monde juif contemporain. Il bénéficie de la collaboration du centre universitaire d'études juives, qui y a transféré ses activités parisiennes d'enseignement et de recherche. Le Centre Rachl organise également des activités de créativité par l'existence d'ateliers : théâtre, musique, chorale. Il met en œuvre à la disposition des étudiants tout un ensemble de services. (1) 30, boulevard de Port-Royal, 75006 Paris.

2 français sur 3 peuvent voyager en train à moitié prix.



C'est vrai, maintenant vous pouvez voyager d'une manière très économique. La SNCF accorde des réductions importantes aux couples, aux familles, aux personnes âgées et même aux célibataires qui partent pour un séjour.

Vous partez en couple : l'un de vous deux a droit à 50 % de réduction.

Vous partez avec vos enfants (minimum 3 personnes) : à partir de la deuxième personne vous bénéficiez de 50 %.

Vous profitez de votre retraite pour voyager : vous avez droit à 50 %.

Vous êtes seul et vous partez pour un séjour de plus de 5 jours à une distance de plus de 500 km : vous avez 50 % de réduction sur votre billet de retour.

Pour bénéficier de ces réductions, il suffit de vous procurer la carte 50 correspondant à votre cas, et d'éviter de partir en période de forte affluence. Renseignez-vous auprès de votre gare ou agence de voyages... un petit effort qui en vaut la peine.

SNCF

Allez y en train

* Lorsque vous demandez votre carte (Couple, Famille, Vermeil 50) la SNCF vous remettra un calendrier qui vous permettra de voir facilement les périodes où ces réductions sont applicables. La réduction "séjour" s'obtient automatiquement en prenant votre billet.

CASSEZ LES PRI

nouvelles fre

Le Monde

des loisirs
et du tourisme

LES AUDACES DU TOURISME SOCIAL

Des Ch'limis chez Sénéquier

PAMPOLONNE, ne serait-ce que par le Gendarme de Saint-Tropez, tout le monde connaît. Dans son village immédiat sera ouvert, dès juillet prochain, le Village Vacances Pampolonne, à deux pas de la barrière du castel Sénéquier.

Sur ce rivage privilégié... et envahi — dont l'établissement public régional Provence-Côte d'Azur a pu écrire qu'il devenait « un espace bloqué aux équipements surdimensionnés, perdant petit à petit son identité et où s'est instauré le règne du béton et du profit » — volait donc surgir un nouvel ensemble. Paradoxalement, le nouveau venu est en partie subventionné par le même Etablissement public régional.

l'origine, l'intention d'un projet conçu, pour la première fois, entre deux établissements publics régionaux : ceux du Nord-Pas-de-Calais et de Provence-Alpes-Côte d'Azur. (Il se trouve, également, que la municipalité de Ramatuelle, propriétaire du terrain avec l'aide de l'E.P.R., est socialiste, tout comme la majorité du conseil général du Var, qui apporte son concours. Ainsi, pas d'équivoque.) Autre aspect : le projet n'est pas d'amener de nouveaux « envahisseurs » se comportant comme en territoire occupé, mais « de faire des gens du Nord de véritables Varois pendant tout leur mois de vacances ». Comment ? « Ils participeront à la vie de la commune de Ramatuelle, tout comme les animations et les équipements du « Village » seront ouverts à la population locale. » Enfin, pour ne pas dire surtout, le « V.V. Pampolonne » ne sera pas « l'un de ces équipements déserts dix mois sur douze » qui contribuent à déséquilibrer l'économie du pays bien plus qu'à le soutenir. Par une concertation avec les organisations syndicales du Nord, les groupements culturels et du troisième âge, son fonctionnement est « effet prévu » pour

au moins huit mois de l'année. Dernière question : le nouvel ensemble a-t-il rencontré l'hostilité d'associations locales — notamment d'écologistes — qui s'élevaient habituellement contre la multiplication des équipements dévorant l'espace et de sites ? Réponse : « Non. D'une part, les aménagements n'affecteront que 4 hectares sur les 23 du terrain. D'autre part, aussi, la concertation a joué. Les associations ont été consultées, et le projet a été modifié en accord avec la commission des sites pour une meilleure intégration au paysage. »

Une décentralisation à la Maury

Ve-t-on se risquer à parler d'un « consensus » ? Pourquoi pas — du moins à ce propos — puisque un représentant de l'U.R.V.N. (1) assistait à la pose de la première pierre, tandis que la conception et le financement ont vu se réunir le conseil régional Provence-Côte d'Azur, le ministère des Loisirs, la direction du tourisme, les administrations départementales, la Caisse nationale d'allocation familiale (2) (CNAF), la Caisse d'allocation

familiales du Var, les associations (Fédération Léo-Lagrange, principal « promoteur » ; CECOREL ; organisme de coopération syndicale) et les « souscripteurs de lits », tels que le conseil régional Nord-Pas-de-Calais et la Mairie générale de l'éducation nationale. « Toutefois, note M. Pierre Maury, l'aspect le plus remarquable est sans doute qu'à travers la coopération des collectivités locales et des associations le plus grand nombre se trouve convié aux responsabilités. C'est également, dans les faits, l'illustration d'une véritable décentralisation. »

Il reste qu'avec un si large concours de partenaires, l'entente « Pampolonne-Village » se présente bien. Une plaquette (2) détaille les locaux collectifs, les équipements sportifs, quatre cent cinquante lits dans des constructions bien intégrées à un site exceptionnel, entre « restanques » et pins, à 350 mètres de la mer, à 8 kilomètres du légendaire Saint-Tropez, dont la réputation de luxe s'exerceait jusqu'alors dans l'esprit du vacancier moyen comme une sorte de Macque interdite. Mais voilà bien le hic ! N'est-ce pas là, disent certains, convoquer encore plus de monde sur

cette côte envahie ? Hâtons ! Cette objection de bon sens néglige — outre la volonté affirmée d'étalement — l'essentiel. Si d'autres régions moins favorisées peuvent se permettre d'ignorer superbement ces problèmes, la réalité de la pression touristique est ici indéniable. Qu'on la souhaite ou non, la migration des vacances s'effectue toujours vers le soleil et la mer. A refuser uniformément tout type d'équipement on obtient un résultat, connu de triste expérience : l'envasement, aussi bien sur la fortune (qui arrive) que par la merde grise du camping sauvage, incontrôlable. Il restera, en juillet, à venir voir sur place si le projet tient sur le terrain ses promesses « sur le papier ». A suivre...

JEAN RAMBAUD.

(1) Union régionale pour la défense de la nature et de l'environnement, la plus importante fédération française de ce type. Elle regroupe les quelques deux cent cinquante mille adhérents de diverses organisations. (2) Mais pourquoi d'ailleurs avoir donné des noms si rébarbatifs — goût de l'antiquité « vertue » républicaine, ou alors de la technocratie ? — tels que « unités polyvalentes » et « cellules d'habitation » aux riants abris d'un joyeux village de vacances ?

IL Y A VINGT-CINQ ANS

Les gîtes de France

LA Fédération nationale des gîtes ruraux de France vient de fêter son vingt-cinquième anniversaire en présentant un bilan respectable, puisqu'elle annonce 130 000 places dans 28 000 gîtes permettant 75 000 séjours dans 4 000 communes.

Les gîtes ruraux, initialement subventionnés par le ministère de l'Agriculture pour aider les agriculteurs à accéder à leurs revenus se sont trouvés portés par la vogue de l'écologie et du retour à la nature. Les administrations du tourisme, les conseils généraux et les établissements publics régionaux ont apporté leur soutien à une formule souple et bénéfique.

Le gîte de France repose sur un contrat entre la Fédération et le propriétaire. Celui-ci s'engage à mettre à la disposition de ses hôtes un gîte dont l'équipement minimal est minutieusement détaillé et dont le prix forfaitaire repose sur l'unité-hebdomadaire. En contrepartie, le logement reçoit le label « Gîte de France » et peut bénéficier de prêts avantageux.

La formule est démultipliée. Sont nés les gîtes chambres d'hôtes, capables d'accueillir à la ferme les randonneurs pour une nuit et un petit déjeuner, les gîtes d'étapes et gîtes de groupes et même des gîtes d'enfants. Ces derniers sont aménagés pour accueillir au maximum douze enfants de six à treize ans pendant les périodes des vacances scolaires au sein de familles rurales agréées.

Les gîtes ruraux n'ont pas seulement séduit les Français. La centrale de réservation de Londres a réalisé, en 1978, 4 400 contrats, assurant 250 000 nuitées dont 70 % en dehors des périodes de pointe.

Pour répondre notamment aux vœux de M. Jean-Pierre Solson, ministre de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs, qui a fait des gîtes ruraux un des piliers de la promotion du tourisme français, cette formule devra faire appel aux ressources de l'électronique. Vingt et une centrales de réservations fonctionneront en 1980. Celle de la Lozère mettra bientôt sur informatique son fichier et sa comptabilité. Son exemple devra être rapidement étendu. Enfin, une autodiscipline stricte sera indispensable pour que les ruraux ne tiennent pas la parole aux yeux d'un touriste augmentant démesurément leur capacité d'accueil.

Les gîtes de France devront donc tenir la gageure d'utiliser le dernier cri de la technique informatique sans pour autant sortir de l'indispensable artisanat qui demeurera l'essentiel et l'hospitalité. La partie n'est pas jouée.

ALAIN FAUJAS.

Clients pas comme les autres

VOYAGES AU PAYS DES AFFAIRES

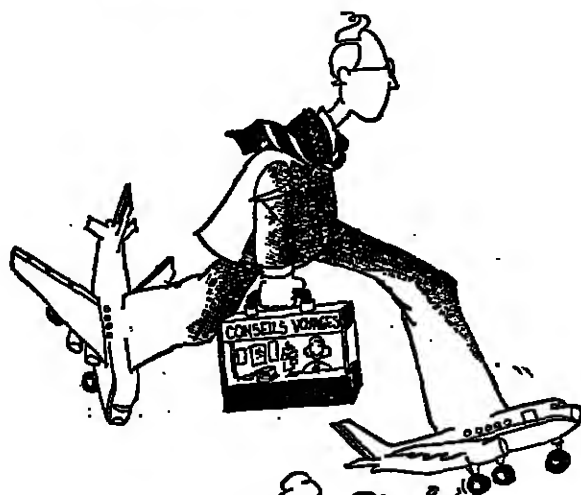
AVEC un chiffre de 35 milliards de francs, les voyages d'affaires représentent 33 % de la dépense nationale touristique, selon les premières données communiquées par la direction du tourisme du ministère de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs. Un chiffre qui sera prochainement affiné pour la publication du compte satellite du tourisme, inclus dans la comptabilité nationale à partir de 1980. Un chiffre aussi qui pèse lourdement sur les comptes

des entreprises dont le budget transports et déplacements exige une gestion de plus en plus rigoureuse : les cadres et les ingénieurs français sont appelés, de plus en plus, à se déplacer pour conquérir de nouveaux marchés d'exportation. Mais comment gérer ce budget dans l'entreprise ? Quels prestataires choisir ? Faut-il intégrer dans l'entreprise un service voyages ou utiliser une agence extérieure ? Dans beaucoup d'entreprises,

le soin de réserver billets de train et d'avion, chambres d'hôtels et locations de voitures est confié aux secrétaires de direction. Ce qui ne va pas toujours sans difficultés, car l'homme d'affaires est un voyageur capricieux : ses rendez-vous changent souvent ; sa situation de globe-trotter, dont les succès commerciaux à l'étranger sont un facteur d'expansion de l'entreprise, lui confèrent des exigences particulières ; et il lui est indispensable de lutter contre le

temps pour arriver frais et disposer à ses rendez-vous de Francfort, New-York, Bogota ou Singapour. Tout cela exige que ses conditions de voyages s'adaptent à ses besoins, et non lui à des réservations d'hôtels problématiques à l'issue de parcours aériens incertains.

Après quelques mauvaises expériences, voyons retardé, billets ou chambres d'hôtels réservés pour la veille ou le lendemain, mode de paiement refusé, — le voyageur professionnel néophyte découvre que recourir à sa secrétaire (qui n'a pas appris cela à l'école) n'est pas la meilleure solution. D'autant que les dépenses engendrées par le voyage deviennent vite incontrôlables. Quant à la secrétaire, il lui sera bien difficile d'effect-



(Dessin de PLANTU.)

tuier ses tâches habituelles si elle doit passer son temps au téléphone avec des compagnies aériennes qui lui parlent de « liste d'attente » et des chaînes d'hôtels qui lui répondent « complet ».

JOSQUIN BARRE.

(Lire la suite page 22.)

CASSEZ LES PRIX

PARIS-COLOMBO	à partir de 2 750 F
PARIS-ALGER A-R	940 F
PARIS-MARRAKECH * A-R	980 F
PARIS-TUNIS A-R	1 000 F
PARIS-LISBONNE A-R	1 000 F
PARIS-ISTANBUL A-R	1 300 F
PARIS-CASABLANCA A-R	1 380 F
PARIS-MONTREAL A-R	1 850 F
PARIS-NEW YORK * A-R	1 850 F
PARIS-SANAA A-R	2 450 F
PARIS-BANGKOK A-R	à partir de 2 550 F
PARIS-NAIROBI A-R	2 600 F
PARIS-DAS ES-SALAAM A-R	2 900 F
PARIS-DELHI A-R	3 050 F
PARIS-BOMBAY A-R	3 050 F
PARIS-LIMA A-R	3 250 F
PARIS-ILE MAURICE A-R	3 800 F
PARIS-TOKYO A-R	à partir de 4 150 F
GENEVE-POINTE-A-PITRE A-R	à partir de 2 280 F
GENEVE-PORT AU PRINCE A-R	à partir de 2 280 F
BALE-NEW YORK A-R	1 580 F
BALE-MEXICO A-R	2 580 F
MULHOUSE-DAKAR * A-R	à partir de 1 750 F

Vols à dates fixes

* avec prestations touristiques A vols VARRA



nouvelles frontières
Nous luttons pour le droit au voyage
188, bd du Montparnasse 75014 PARIS 329.12.14
83, rue Sainte 13007 MARSEILLE 54.18.48

MARCHEMONT, PARIS

1979-1980
EXPEDITIONS ET VOYAGES EXCLUSIFS
Amazonie
Népal-Himalaya
Rajasthan
Haute Egypte
Archipels égyptiens
Sultanat d'Oman
Nord/sud Yémen
Sud Mer Rouge
Déserts sahariens
Tombouctou-Bamako
Guatemala
Groenland
Palmyrene-Euphrate
Anti-Atlas marocain
Documentation sur demande
EXPLORATOR
13, place de la Madeleine
75006 Paris. Tél. : 236.66.24

jsf VOYAGES POUR TOUS AU MAROC

Paris-Marrakech Vol aller-retour 1 200 F
Paris-Agadir Vol aller-retour 1 300 F
Séjour à Agadir Paris-Paris 1 sem. 2 040 F
Séjour à Marrakech Paris-Paris 1 sem. 2 120 F
Circuit la Route des Kasbahs 13 j. 2 750 F
Circuit des Villes Impériales 13 j. 3 180 F

Le MAROC

n'a jamais été aussi proche
En collaboration avec l'Office National du Tourisme Marocain
161, rue St-Henri 75001 Paris

jeunes sans frontière

36, rue des Bonapartes - 75001 PARIS
Gilles Chazotte ou Hélène - Tél. 236.51.82
7, Bd St-Michel - 75005 PARIS
Gilles St-Michel - Tél. 536.57.36
6, rue de la Banque - 75002 PARIS
Gilles Brunet - Tél. 291.53.21
6, rue Monsieur le Prince - 75006 PARIS
Gilles Odier - Tél. 325.62.25

la TUNISIE
Parlez-en à ceux qui la connaissent bien

- Week-ends de la Toussaint, de Noël et du Jour de l'An
- Circuit archéologique
- Circuit "Découverte du Sud"
- 26 hôtels et formules de séjour
- 1 semaine en novembre et janvier : 1320F Paris/Paris
- 3 semaines dont 1 gratuite : 2 050F Paris/Paris

Pour une documentation gratuite, retournez ce bon à

TUNISIE CONTACT
30, rue de Richelieu • 75001 Paris • 296.02.25 et 296.14.23
Nom
Adresse
ou adressez-vous à votre agence de voyages

سكنا من الأصل

Le Maroc direct
AVEC VOTRE VOITURE ET LE CAR-FERRY
L'AGADIR
COMANAV FERRY
Renseignements : COMANAV FERRY CASABLANCA - 43 avenue des F.A.R.
SNCF PARIS - 75002 - 12 rue Godot de Mauroy

PARIS-LONDRES
= 135F
135F, c'est le prix du voyage en car de Paris à Calais, de la traversée en aéroglisseur Hoverlloyd Calais-Ramsgate et du voyage en car Ramsgate-Londres.
Difficile de traverser pour moins cher!
HOVERLOID
Renseignements et réservations à votre agence de voyages ou à Hoverlloyd Paris, 24, rue de Saint-Quentin, tél. 278.75.05 ou à Hoverlloyd Calais, Hoverport International, tél. (21) 96.61.10.

1 semaine
Hôtel****
760 F.
NICE
VOYAGE CONSEIL

Centre d'information
Touristique
ASIE
● renseignements
● documentation
● guides et cartes
● service itinéraire
Voyage à la carte
special individualiste
THAILANDE 4.175 F
INDE 4.200 F
CEYLAN 4.200 F
TOKYO 5.915 F
HONG-KONG 5.200 F
et nos charters
toutes destinations
BANGKOK 2.150 F
TOKYO 4.800 F
HONG-KONG 4.440 F
BALI 4.450 F
COLOMBO 2.490 F
DELHI 3.275 F
KATMANDOU 2.250 F
NEW YORK 1.400 F
MEXICO 2.450 F
LOS ANGELES 1.800 F
et nos TOURS DU MONDE
PACIFIC HOLIDAYS
163, avenue du Maine
T. 539.37.36 M. Mouton
75014 PARIS
Veuillez adresser vos brochures
Chercher
Voyages à la carte
Amérique ☐ Asie ☐
à M. ☐
Adresse
Ville
Code postal
Joindre 2 F. Enveloppe pour frais d'envoi

Tronçonneuses
KIORITZ
ECHO
Départ
Instantané
Graissage
automatique
Sécurité
8 modèles
de l'amateur au
professionnel
P.P.K.
45 Boulevard St-Denis
92400 COURBEVOIE
Tél. 788-42-50
Demandez-nous l'Agent local

L'Italie au péril de ses visiteurs

CHACUN sait, l'Italie est en proie à un véritable fléau : la ruée de millions de touristes, dont la plupart, certes, apportent des devises indispensables à la balance commerciale du pays, mais qui, lorsqu'ils repartent, laissent de bien mauvais souvenirs. Pendant le mois d'août, dans les journaux de toutes opinions, des articles donnent des statistiques enthousiastes de l'affluence touristique, qui, en l'année 1979, a battu tous les records, mais — parfois sur les mêmes pages — d'autres chroniqueurs déplorent les conséquences catastrophiques de cette invasion.

Le littoral toscan, si riche en belles plages, est particulièrement exposé à ces ravages. Toutes les autorités locales, régionales et tous ceux qui aiment la nature, après chaque migration annuelle, se lamentent et, il faut bien le dire, s'avouent plus ou moins désarmés. Comment, par exemple,

limiter les campings et « villages » quand la demande s'accroît chaque année et comment les amener à abandonner les magnifiques pinèdes littorales qu'ils considèrent on leur a concédées ? Les autorités de Toscane, cependant, envisagent cette mesure extrême, mais sans savoir comment la réaliser.

Sans doute le pire désastre est-il, comme en France, celui des incendies de forêt. Les touristes, hélas ! ne sont pas les seuls responsables, mais aussi les campeurs, les fumeurs, les jardiniers, les cantonniers, les paysans, sans compter les pyromanes et tous les fauteurs d'incendies volontaires. La démentielle augmentation de la population pendant un mois oblige à la destruction répétée des ordures ménagères par n'importe quel temps — j'allais dire par n'importe quel vent — ce qui est aussi une source de propagation du feu.

d'en maintenir le peuplement dans un certain état d'équilibre, mais ils ont contre eux les sociétés protectrices de la nature qui ne l'entendent pas de cette oreille et qui, en Italie, ont le verbe haut.

Les difficultés sont telles que les parcs nationaux italiens doivent faire l'objet à la fin de cette année d'une nouvelle loi-cadre qui leur donnera une gestion autonome et les fera dépendre d'un conseil national.

Actuellement, dans diverses régions d'Italie, les amis de la nature, réunis en sociétés locales et régionales, et patronnées par l'effluve *Italia nostra*, dont l'équivalent n'existe pas en France, réclament la création de nouveaux parcs. C'est contre le mauvais vouloir de la spéculation éducatrice provenant d'un consortium bancaire à Viareggio que plusieurs sociétés de défense de l'environnement — en tête desquelles figure *Italia nostra* — ont réclamé l'interdiction de construire autour du lac de Bracciano, dans le Latium ; certains voudraient même que soit constitué un parc naturel autour des deux lacs de Bracciano et de Martignano. Mais la création de ces parcs soulève de grandes difficultés : intérêts opposés qu'il faut accorder, contestations des communes quant à la délimitation des territoires protégés.

tout cela assorti d'implications politiques extrêmement délicates. Ainsi tout le monde est d'accord pour protéger l'embouchure de l'Arno et la plaine de Migliorino — la plus belle d'Italie avec celle de Ravenne — mais depuis 1965, de délibération en délibération, de discussion en discussion, on n'arrive pas à déterminer les limites d'un parc qui se regrouperait autour de la Tenuta de San-Rossore !

Il existe en Toscane, un territoire préservé de toute pollution immobilière ou autre : il est situé dans cette Maremma jadis menacée à cause de la malaria, et depuis son assainissement devenu une plaine fertile. Là, subsistent plusieurs écosystèmes typiques de la région : forêt et marais, pinèdes littorales, marais, embouchures d'un grand fleuve (l'Ombro), façade marine avec dunes, plages et falaises ; cette région qui a pour pôle un petit massif montagneux à faible relief (le sommet est de 417 mètres), est appelée Tuscia, entre l'Arno et le Tirreno, à l'est de San-Rossore.

Flore et faune y prospèrent, la gibier (sanglier, daim, chevreuil, faisan) y est abondant, les oiseaux migrateurs y trouvent un gîte d'étape, les oiseaux sédentaires y sont nombreux et variés. On y a repéré jusqu'à sept espèces de rapaces, ce qui est considéré comme une opération exemplaire montrant la volonté des Italiens de sauver le charme unique de l'Italie.

GERMAIN BAZIN,
de l'Institut.

Les maux de la pollution immobilière

Le service de la viabilité donne l'exemple de l'insouciance. A la fin août, les cantonniers nettoient à la flamme les bas-côtés des routes, ce qui, peu à peu, avec une fatalité inéluctable, entraîne la destruction des arbres : platanes, eucalyptus, plus oxyphres, que la même administration fait planter. Aussi les fameux lauriers-roses, refleurissant de juin à septembre, qui font — il faudrait plutôt dire qui faisaient — la beauté des routes italiennes, périssent-ils les uns après les autres, ne laissant après chaque passage que ce qu'il faut de racines pour faire renaître au printemps suivant quelques saugeons, destinés quatre mois plus tard à s'en aller en fumée.

Au surplus, l'Italie a conservé le système de l'écobuage pratiqué par d'anciennes civilisations pastorales et qui remonte au néolithique. Dans les régions littorales, par suite de phénomènes d'inversion, qui deux fois par jour font sauter le vent, il est impossible de contrôler les feux de champ. Si dans les grands domaines ils sont surveillés, il n'en est pas de même pour les propriétés plus restreintes, car les paysans dans tous les pays du monde détestent les arbres, coupables, selon eux, de porter ombrage sur leurs cultures. Bon an, mal an, tous les arbres de bordure, des chaînes vertes et noires d'oliviers — parfois même de jeunes saules, sont sacrifiés à l'holocauste des chaumes, et il

arrive que le feu gagne bois et forêts d'alentour. Fin août, qui, de Rome, emprunte une de ces superbes autoroutes qui portent le nom des consuls, il y a 2 000 ans, les ont tracées, voyage au milieu de côtes roches, ponctuées de tragiques squelettes d'arbres.

Si l'on ajoute à tous ces maux, ce qu'on pourrait appeler la pollution immobilière et dont on n'a pu que tempérer les exès, on voit que l'Italie du littoral risque, comme le dit Eugenio Turri, dans un livre récent, de perdre son identité. Le seul remède est de faire — c'est le cas de le dire — la part du feu, mais quelle part ! — en créant des îlots préservés, où faune et flore peuvent prospérer en liberté.

L'Italie possède quatre parcs nationaux régis par la loi de décembre 1977, dite *quadripartito* ; deux sont des parcs alpestres, le Gran Paradiso et le parc du Stelvio, le plus grand de tous (135 000 hectares) ; un autre représente la nature des Apennins, le parc des Abruzzes, et c'est le plus fréquenté de tous. Il a reçu un million de visiteurs l'année passée. Le quatrième, celui de Circeo est né en 1934 de la bonification du Latium, dans une zone de 3 200 hectares réservés autour du Monte-Circeo pour servir de refuge aux animaux sauvages, chassés de la forêt de Tuscia et des marais asséchés entre la via Appia et la mer.

Encore, toujours préserver

Mais peut-on indéfiniment créer un espace artificiel tel qu'un parc naturel, vivant de sa vie propre en dehors de toutes les nécessités du temps ? L'immense parc du Stelvio, qui communique avec le parc suisse de l'Engadine est menacé d'être brutalement coupé en deux par une autoroute qui aurait pour but de mettre en communication rapide la Bavière et la Lombardie par l'Autriche, ce qui aurait pour effet d'apporter un

trouble profond dans l'écosystème de cette forêt alpestre. En outre, les agriculteurs des alentours d'un parc se plaignent des déprédations apportées à leur culture par le pullulement du gibier, et il en est ainsi déjà pour le parc de la Maremma, où depuis cinq ans, on a cessé de chasser, notamment le sanglier, le renard et le faisan. Les écologistes des parcs conviennent que dans l'intérêt même des espèces sauvages, il serait utile

GUIDE

L'Égypte sans se perdre

Ce guide de l'Égypte a pour but de livrer au voyageur une foule de renseignements pratiques de lui ouvrir des horizons, quelques peu délaissés parfois, d'apporter le maximum de connaissances culturelles sur l'Égypte d'hier et d'aujourd'hui. Près de cent soixante pages sont consacrées à l'histoire de ce pays. N'est-ce pas normal ? à chaque monument, palais, maison, sépulture funéraire, chaque mur, enceinte, clôture, chaque pierre, chaque bloc saigné de main d'homme, on de voûte, chapiteau, porte les traces de douze mille ans de civilisation. La seconde partie du livre est tout d'abord un guide pratique et apporte des réponses à de multiples questions pratiques. Les formalités, la monnaie et les prix, l'hébergement, la restauration, la langue, divers mots de vocabulaire sont cités — et ce n'est pas une des moindres qualités de cet ouvrage.

Enfin, les grandes étapes du voyage égyptien sont abordées. L'énormité est partout. Le guide cependant ne tombe pas dans le diptyque. Il cite et commente : Le Caire et Alexandrie et leurs musées, les pyramides, les nécropoles de Gizeh et de Saqqarah, les temples de Karnak et de Louxor, les vallées funéraires des rois et des nobles, le harem d'Assouan, Abu-Simbel.

* Éditions Nouvelles Frontières. Dans la même collection : Éthiopie, Mexique-Guatemala, Inde-Ceylan-Népal, Pérou, Afghanistan, Yémen, Arabie Saoudite, Égypte, Malaisie-Singapour, Afrique.

TOURISME HOTELS RECOMMANDÉS

Côte d'Azur

MENTON (06500)
HOTEL DU PARC *** MN. Près mer et casino, plein centre. Parc. Gr. parc.

Montagne

05490 SAINT-VERAN (Haute-Alpes)
Les Chalets du Villard (52) 45-52-08. Ch. grand confort avec cuisinette. Ski fond et piste. Prix spéc. janvier.

Angleterre

KENSINGTON
Une situation exceptionnelle près du métro South Kensington et Harrods. 80 F. Breakfast anglais, taxe incluse. CROMWELL HOTEL, Cromwell Place, London SW7 2LA. Dlx. 2-3 ROOM. 01-589-8283.

Irlande

CORK
Vacances en Irlande (en) 1980. Castletown Hotel et chalets tout équipés. Sauna, court de tennis, aquatique, pêche en haute mer, en lac et sur le rivage. Pour plus de renseignements, écrire à Castletown Hotel, Clonakilty, Co. Cork, Irlande. Téléphone Bann 48406 ou Shannon 61331.

Suisse

CH-1928 CHAMPEL-LAC Valais
Bd-alpe-soleil NOEL
HOTEL DU CLASSE *** MN
Tél. 19-41/41307 et 41330, 7 jours, chambre demi-pension, 77 740 avec balnéaire. P. 90. Nouvelles : 1818. Alpe Broya II 1.500-1.200 m. — janvier et mars : réduction 10 %.

CH-1928 CHAMPEL-LAC Valais

NEIGE ET SOLEIL DU VALAIS A DES PRIX FRANÇAIS
HOTEL CLUB SUNWAY *** MN
7 jours, petit déjeuner dès 725 FF à 900 FF (prix 77 garanti). Bd. ont. de 20 à 50 %. « Des vacances où vous êtes chez vous. » Loisirs, club enfants, ski alpin et fond. Centre de téléph. : 19-41-26/41-22.

CH-3963 CRANS-MONTANA Valais

HOTEL CRANS-AMBRASADORE
Tél. 19-41/71 82 22 - Tél. 36 17
Chambre tout confort, plan, confort, sauna, bar, disco. Menuiserie « Chêne des Alpes ». Au départ des remontées mécaniques et arrivées des pistes. SEMAINTES SPÉCIALES : ski-solo, comp. 7 jours en 1/2 pens. remonte-mécan. école suisse ski dès 2 800 FF. Demandes notre prospectus Ski-Soleil.

CH-3963 CRANS-MONTANA Valais

Hôtel BEAU-SEUX, T. 19 41/71 81 33
Vacances-défense et ski au soleil. A proximité des remontées mécaniques, parking, cuisine équipée. Prix spéciaux janvier et mars. Demi-pension 125 FF par jour.

LEYSIN (Alpes vaudoises)

Alt. 1350-2000 m. à 25 km. de Montreux. Chalets-ville. Plant. 12 ans. maison, piste ski de fond, patinoire de glace couverte. GASTRONOMIE. Demi-pens. dès 80 FF. Centre d'été. Tél. 194/71 81 33.

Aimez-vous la nature, la mer, les grands espaces silencieux ;
désirez-vous une oasis de paix au centre de la Méditerranée ?

OUI! SARDAIGNE

L'île des nouregnes
vous attend.
des plages splendides,
du folklore et de la gastronomie.

Facilités particulières hors saison.
Aductions pour le transport
maritime, des voitures.
Excursions gratuites
en car pour les groupes.

**DECOUVREZ
LA SARDAIGNE!
VACANCES
PENDANT
TOUTE
L'ANNÉE.**

REGIONE AUTONOMA
DELLA SARDEGNA
ASSESSORATO AL TURISMO
CAGLIARI

E.S.I.T. Ente Sardo Industrie Turistiche
Via Mameli, 95 - Cagliari (Italy)
Tel. 088522 - Tlx 790194

E.P.T. Piazza Delfino, 9 - CAGLIARI
E.P.T. Piazza Italia, 19 - SASSARI
E.P.T. Piazza Italia, 19 - NUORO
E.P.T. Via Cagliari - Palazzo Sala ORISTANO



TÉMOIGNAGE

Océan - Indien

Une semaine au départ de Paris

1	Maurice	... 4.570 F	A/R
2	Mauricie	... 4.970 F	A/R
3	Mombassa	... 3.775 F	A/R
4	Nairobi	... 3.280 F	A/R
5	Nassy-Be	... 5.195 F	A/R
6	Réunion	... 3.965 F	A/R
7	Seychelles	... 4.500 F	A/R
8	Tout l'Océan	... 4.300 F	A/R

Incluant chaque prestation :

1	630 F - 2)	760 F - 3)	580 F
4)	385 F - 5)	540 F - 6)	450 F
7)	620 F - 8)	540 F	

Pour 30 jours de mer, trois, quatre semaines et combinés des îles, nous

NOUVEAU MONDE

5, rue Maillan - 75006 PARIS
Tél. 323-40-48 Lic. 1.371

MICHEL POURE,
JOURNALISTE

CHARLES HEMAR CONSEIL

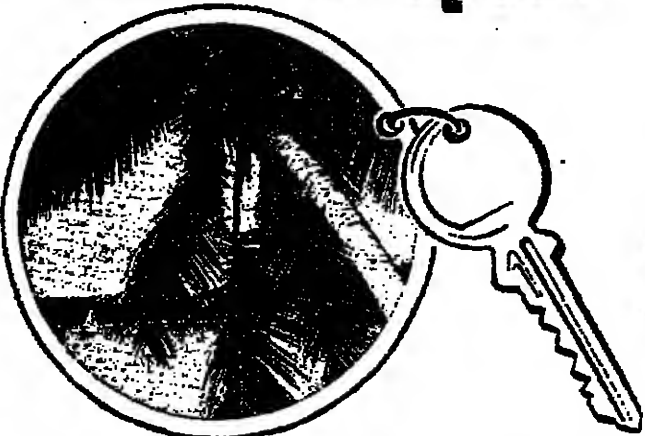
Dans un imposant château fort dominant Jersey, où l'on accède par un petit téléphérique, a été aménagé un immense et remarquable centre récréatif permanent : sports, attractions, expositions, concerts...

Address _____

_____ F6

هكذا من الأصل

LA CLÉ DES TROPIQUES



Vivez sans contrainte un séjour exotique. Nombreuses possibilités de location en bungalows climatisés 2, 3 ou 4 lits. Demi-pension à la demande.

Séjours : 2 semaines Paris/Paris.
Martinique : de 3670 F à 4370 F.
Guadeloupe + Martinique : de 3960 F à 4660 F.
La Réunion : 5390 F.



Voyages vacances
5, boulevard de Vaugirard
75015 PARIS
Tél. 533.20.00
11, quai des Célestins
69002 LYON
Tél. (78) 37.53.50
52, av. du Président-Kennedy
69000 LILLE
Tél. (20) 52.25.77
29, rue de la Commanderie
54000 NANCY
Tél. (83) 27.30.25

Bon pour une brochure gratuite

Nom _____
Adresse _____
Code postal _____

Évasion à Florence une semaine à partir de 1260 F.



Une semaine entière dans la ville des Médicis. Pour 1260 F, avion-jet, hôtel touristique, petits déjeuners et visite guidée de la ville. Une semaine pour découvrir Florence la Magnifique. Départ samedi d'Orly-Ouest, vol direct, retour samedi. Possibilité de week-end à partir de 985 F. Adressez-vous vite à votre agent de voyages.

Alitalia

70 vols vers l'Italie par semaine.

Vacances marocaines une semaine de 1390 à 1950 F

LIENNE 825 A



MARRAKECH : 1390 F à 1950 F
FES/RABAT/CASA : 1710 F à 2240 F
AGADIR : 1520 F à 2050 F
Prix une semaine
Avion + Voiture R4 ou HOTEL 4 ***

en collaboration avec l'Office National Marocain du Tourisme
atlantide 2000
30, rue Sainte-Anne, 75001 Paris
Tél. : 261-65-45

Voyages au pays des affaires

(Suite de la page 19.)

Très vite, il devient évident qu'il vaut mieux utiliser une agence de voyages. Mais à quel prix ? Pour la majeure partie du public français, l'agence de voyages est bien souvent une inconnue, la corporation n'ayant jamais expliqué en quoi consistent ses services depuis que M. Cook les a inventés. Certes, le client sait qu'elle émettra les billets et réservera les hôtels et les locations de voitures, et proposera une assurance-assistance. Mais il pense — à tort le plus souvent — que cet intermédiaire procurera les prestations au prix le plus élevé afin que sa rémunération, la commission, s'accroisse selon le chiffre d'affaires réalisé. Il s'aperçoit qu'elle fourmille des factures qui permettent d'apprécier l'impact des voyages sur le budget de l'entreprise. Il sera choqué de l'insistance qu'elle met à en réclamer le règlement dans des délais plus brefs que ceux acceptés par les fournisseurs

ordinaires. Et quel de plus désagréable que de découvrir, en bavardant avec son voisin dans l'avion, que l'on aurait pu gagner du temps en prenant un autre vol... et de l'argent en utilisant telle formule tarifaire ?

Que l'avion arrive en retard, ou que l'on ait imprudemment oublié de faire changer la réservation d'hôtel en même temps que la date du voyage, ou aura vite fait d'en faire rajouter la faute sur l'agence de voyages. Sans dialogue entre le client et l'agence, celle-ci ne peut guère fournir ce qu'on lui demande. Au prix de quelques mésaventures personnelles et de quelques surprises devant les factures, le chef d'entreprise se rendra compte qu'il est nécessaire d'avoir un interlocuteur spécialisé à sa disposition dans la société : en particulier afin de veiller à la légitimité des ordres de mission de ses collaborateurs. C'est ainsi qu'est née la fonction de « chargé de voyages ».

Comment choisir une agence ?

Un métier relativement nouveau en France, pour lequel il n'existe ni école spécialisée ni statut professionnel spécifique. Toutefois, deux associations se sont constituées, l'A.F.C.V. (Association française des chargés de voyages) et le Club des 30. Ainsi, rapidement, le chargé de voyage débute devient-il opérationnel pour jongler avec les horaires, fouiller dans les maquis des tarifs, passer les réservations d'hôtels et commander les billets de train et d'avion à l'agence de voyages.

Car celle-ci reste un intermédiaire indispensable : elle a, avec les compagnies de transport, le monopole et le privilège d'émettre les billets. Un privilège difficile à acquiescer : les agences ne lui sont données qu'après qu'elle a prouvé, sous la tutelle d'une autre agence, qu'elle pouvait en vendre un assez grand nombre. En outre, il pourra être retiré si l'agence ne règle pas ses transporteurs dans des délais impératifs.

Cette expansion obligatoire a poussé beaucoup d'agences de voyages à prospecter au maximum la clientèle des sociétés ; et la concurrence est intense.

Comment choisir une agence de voyages ? La première démarche consiste à lancer un appel d'offre. Puis, établir un questionnaire : proximité, agréments de l'agence (ATA, ATAF, S.N.C.F.), appartenance à un organisme de caution comme l'APSAV (Association professionnelle de solidarité des agences de voyages), au SNAV (Syndicat national des agences de voyages), matériel de réservation, électronique ou non, conseil, nombre de collaborateurs, intérêt de ceux-ci ou non, mode de facturation, références bancaires, liste des sociétés clientes. Après avoir comparé les moyens matériels des candidats, il faudra effectuer un petit sondage auprès des sociétés clientes.

Devenir tour-opérateur ?

Fais, viendra le moment de la négociation. Très probablement, pour emporter le marché (et contre tous les principes de la déontologie professionnelle), certains agents de voyages proposeront-ils une ristourne plus ou moins importante selon le chiffre d'affaires envisagé. Or c'est un jeu très dangereux, pour les deux partenaires. En effet, l'agence vit de commissions sur les ventes, et non d'honoraires. Comparées à ses commissions, les charges d'une agence de voyages sont très lourdes — personnel, local, télécommunications, etc. La billetterie ferroviaire — qui implique plus d'opérations et moins de chiffres d'affaires que le trafic aérien — est généralement une opération négative, que compense (peu) la billetterie aérienne. En réalité, la marge bénéficiaire d'une agence de voyages se situe plus près de 0,5 % que de 1 %.

Deuxième aspect de la négociation : les délais de règlement. Là aussi, accepter trop devient périlleux pour l'agence. Elle ne peut consentir des délais de règlement de trente ou de quarante jours, alors qu'elle doit régler ses fournisseurs aériens le 15 du mois suivant l'émission des titres de transport, et son activité ne lui permet pas de dis-

poser de trésorerie. La qualité du service de l'agence (c'est-à-dire surtout la compétence de son personnel) est très liée à sa santé financière.

Troisième volet de la négociation : la répartition du volume de prestations. Les conditions seront très différentes s'il est composé en majorité de billets d'avion (pour lesquels on effectue une seule opération émission-réservation par commande) ou de billets de train (pour lesquels il faudra quatre ou cinq opérations d'émission et de réservation pour un voyage aller-retour).

Arrivé à un certain volume de voyages, il peut se justifier d'avoir une agence de voyages dans les murs de la société, ce que les professionnels appellent un « implant ». Les professionnels pour choisir l'agence qui installera cet implant est la même que pour le choix d'une agence extérieure. Mais quelques questions supplémentaires se posent : l'agence dispose-t-elle d'un réservoir humain suffisant pour assurer les remplacements, en cas de congés, voyages d'études ou maladie ? Favorisera-t-elle un roulement de son personnel pour permettre une promotion à ses collaborateurs ? Et, inversement, les laissera-t-elle assez

longtemps dans l'entreprise pour qu'ils s'adaptent à ses exigences particulières ? La négociation portera largement sur les conditions matérielles de l'implant : local, mobilier, télécommunications pris en charge par l'entreprise, avantages accordés au personnel de l'implant au même titre qu'aux autres collaborateurs de la société.

À partir de quel volume d'affaires un implant se justifie-t-il ? « La base impérative en dessous de laquelle on ne peut pas descendre est de 2,5 millions de francs de chiffre d'affaires, si la billetterie aérienne représente au minimum 50 % », répond Philippe Lerch, du réseau d'agences C.T.V. « Il faut un collaborateur par division de 2 millions », répond M. Bernard Julien, de Rhône-Poulenc.

Solution extrême : créer ou racheter une agence. C'est la décision prise (après d'autres sociétés) récemment par Alstom-Atlantique, qui a racheté l'agence Aviamarine. Dans un milieu comme celui des agences de voyages, où l'on a des réactions épidémiques à l'irruption dans la profession de secteurs tels que les banques et les grandes surfaces — « dont ce n'est pas la vocation », — l'affaire a suscité quelque émotion chez les spécialistes du voyage d'affaires : racheter une agence, c'est se condamner à ne plus pouvoir faire jouer la concurrence, c'est immobiliser un personnel qui n'évoluera pas au même titre

que celui de la maison mère ; comme toute agence, pour survivre, est condamnée à l'expansion, et que la société représente une clientèle captive, c'est, pour le groupe, se lancer dans une activité de tourisme qui n'est pas son métier ; et que se passera-t-il si, une année, le groupe décide de réduire son budget « transports et déplacements » ?

C'est en fait l'illustration du grand débat qui oppose partisans d'une économie d'intégration et ceux d'une économie de sous-traitance. Quelles sont les motivations du choix d'une entreprise qui achète une agence de voyages ? Le mythe du tourisme pourvoyeur de beaux voyages et de confortables risettes ? Un réel souci d'effectuer des économies dans sa gestion ? Ou la perte de confiance dans les capacités des agences ?

« Nous avons estimé que la meilleure méthode pour gérer nos frais de voyages était d'entrer dans le système », explique M. Schaller, d'Alstom-Atlantique. Il ajoute : « L'imagination et l'esprit de recherche habitent beaucoup plus celui qui paye que celui qui se fait payer. » Une critique très dure pour les agences, mais qui révèle une tendance chez les responsables des sociétés : on n'attend plus de l'agence qu'elle se contente de fournir des billets et des réservations de chambres. Il faut aussi qu'elle sache sélectionner, conseiller, préconiser les solutions de voyages les moins onéreuses.

La concurrence de l'ordinateur

Une nouvelle tendance se fait jour dont devront aussi tenir compte les prestataires, hôteliers et transporteurs. Pour eux, jusqu'à présent, l'homme d'affaires était considéré comme un client idéal, qui payait plein tarif. On lui consentait, pour éviter qu'il n'utilise les services des concurrents, mille avantages particuliers. Comme ces « classes affaires » sur les avions, pour lui épargner la promiscuité des « touristes » qui voyagent à forfait, mais qui arrivent tout de même en même temps que lui à destination. Pour l'homme d'affaires, on engageait la bataille du super-soufflage. Pour lui, on construisait des hôtels de « classe internationale » dans les pays les plus propices pour les exportations. La compagnie aérienne Japan Airlines va jusqu'à lui proposer de lui imprimer des cartes de visite en japonais et de programmer ses rendez-vous. Encore un peu, et on cherchera ses chaussures pendant le vol.

Pourtant, certains organismes de voyages, peut-être en mal de clients pour remplir leurs « blocs-sièges » en dehors de la haute saison touristique, ont pensé que les hommes d'affaires pouvaient aussi chercher à faire des économies. Difficile élaboration, parfois freinée par les transporteurs aériens qui y ont vu ce qu'ils appellent un « détournement de trafic ». Toutefois, l'offre de forfaits adaptables aux besoins des hommes d'affaires s'est développée avec des formules avion plus hôtel et, éventuellement, location de voiture et cartes de circulation sur des réseaux de transports intérieurs. Le tout étant inférieur ou égal au prix d'un billet d'avion aller-retour plein tarif. C'est le cas notamment des voyages à construire de Jet'Am et des formules TWA-Wingate Travel en Amérique du Nord, des Jaktour et Japon Express pour le Japon, des forfaits de Go-Voyages vers l'Extrême-Orient. D'autres forfaits sont destinés à des déplacements ponctuels, comme les grandes foires allemandes programmées par les Voyages La-

fonc. Précision, pour une agence de voyages, ce sera donc proposer ce genre de solution aux sociétés ; quand ce sera possible. Ce qui n'est pas toujours évident, car les solutions forfaitaires, si elles ont des avantages économiques, ont aussi des inconvénients : nombre de jours minimum et maximum de voyage, utilisation effective des services terrestres achetés.

Précision, ce sera aussi démontrer qu'un aller-retour en avion dans la journée pour une ville française ou européenne est souvent plus économique qu'un voyage en train, qui entraîne des réservations de couchettes en wagon-lit, des nuitées d'hôtel, et beaucoup de temps perdu. D'autant qu'il existe des formules d'abonnement sur les vols intérieurs.

Précision, c'est enfin assurer une véritable gestion, éventuellement sur ordinateur, avec une analyse détaillée du budget, par voyageur et par type de dépense. Voir intervenir comme conseiller avant la programmation du budget « transports et déplacements ». Au prix de ce genre de prestations — qui devrait être réglées en honoraires, comme les professions libérales, plutôt que sur la base de la traditionnelle commission, — les agences de voyages auraient plus d'arguments pour se maintenir sur le marché des voyages d'affaires. Certaines ont déjà commencé cette mutation.

Celle-ci est d'autant plus indispensable que dans quelques années apparaîtra un concurrent qui peut être redoutable là où les besoins de voyages des sociétés sont assez simples : le service Télétel, dont le terminal permettra au consommateur d'accéder grâce à son téléphone aux réservations des transporteurs et des hôteliers. Mais la « machine » sans âme sera-t-elle compréhensive pour le budget du P.-D.G. obligé de changer le jour de son rendez-vous à New-York ?

JOSQUIN BARRE.

Hautes-Pyrénées

Nelge et soleil à Saint-Lary-Soulan. Sports d'hiver. Ventes, locations. Agence Immobilière LEGRAND 65170 SAINT-LARY-SOULAN. Tél. : 16 (03) 06-43-75.

Atelier de poterie

LE CRU ET LE CUIT : atelier en groupe les amateurs de 13 à 83 ans 3, rue LACROIXE, PARIS 13. Téléphone : (1) 5012 : 257-55-61.

A céder, proximité immédiate Bastia-Corse - hôtel-restaurant 50 chambres - tout confort Travail toute l'année - chiffre d'affaires prouvé - Prix à débattre - Facilités 50 % Ecrire : SCOMAR 20, avenue Emile-Sari, 20200 BASTIA

REVERSO

la montre la plus snob de l'année

JAEGER-LECOULTRE

Genève

La petite reine

Triomphe de Hoped

Grand Impact

SPECIAL WEEK-END A LONDRES. LE CHARIOT

Normandy

Cyclotourisme

La « petite reine » se fâche

QUAND les principales associations nationales représentatives du cyclisme et du cyclotourisme se réunissent, enfin, pour décider d'un plan de bataille en vue de défendre et de promouvoir la bicyclette en France, il se passe quelque chose de remarquable de la « petite reine ».

Après les mesures de restriction du transport des vélos mise en œuvre par la S.N.C.F., après l'avalanche de protestations qui a suivi il fallait aux utilisateurs de la société nationale à ce sujet, il fallait aux utilisateurs de cycles aller plus loin.

C'est fait depuis jeudi soir, où une importante réunion s'est tenue à Paris au siège du Touring Club de France, à l'initiative de cette association et de Thierry Hesse, son directeur des

relations extérieures. Outre une motion qui sera portée directement à M. Joël Le Theule, ministre des transports, les associations présentes ont mis l'accent sur l'impérative nécessité de promouvoir l'usage de la bicyclette sous toutes les formes (le sport et le loisir, mais aussi la circulation en ville). C'est même la première fois que l'on voyait assis côte à côte le président de la Fédération française de cyclotourisme, le vice-président de la Fédération française de cyclisme (qui gère la compétition), les animateurs de la Fédération nationale des usagers des transports (intéressée par le cyclisme utilitaire) et le représentant des constructeurs.

On ne peut également s'empêcher d'établir un parallèle entre les mesures plutôt restrictives prises par les pouvoirs publics à l'encontre des deux-roues (non-transport des vélos par les trains, port du casque par les cyclotouristes, vignette pour certains motos), et l'essor sans précédent

de l'usage de ces mêmes véhicules en France. Si le cyclotourisme (l'absence d'infrastructures protégées pour cyclistes et cyclotouristes n'y est pas pour rien), la moto continue son expansion, et la bicyclette connaît depuis cette année un développement encore accéléré.

Les informations obtenues ces jours derniers auprès des principaux constructeurs et fabricants français de cycles font état d'un « boom » — d'ailleurs international — qui les surprend eux-mêmes. Au rythme actuel des ventes en France (encore deux millions deux cent mille cette année), les temps ne sont plus loin où chaque ménage français posséderait sa bicyclette. Certains ainsi sur le marché, puis dans nos rues et sur nos routes, année après année, des millions de bicyclettes sans que se posent des problèmes de tous ordres, et surtout sans que les utilisateurs réagissent, est une illusion.

MICHEL DELORE.

AUX ÉTATS-UNIS

Triomphe du « Moped »

Le cyclomoteur, introduit il y a peine quatre ans sur le marché américain par un jeune Français, remporte un succès certain aux États-Unis. Du Pacifique à la côte est, jeunes et moins jeunes s'achètent les « Mopeds », comme on les appelle en Amérique, et narguent à quarante à l'heure les « esclaves » de la voiture, cloûés aux files d'attente devant les pompes à essence.

Dès son lancement en 1975, le cyclomoteur a bien pris, mais avec la crise de l'énergie l'essor des ventes n'a pas de limites car la clientèle a changé et s'est élargie en l'espace de quelques mois, souligne M. Serge Seguin, 31 ans, pionnier de l'introduction du cyclomoteur aux États-Unis. Il est le président de Motobecans America, filiale de la firme française Motobécane, l'un des principaux fabricants mondiaux de cyclomoteurs. Ce qui était il y a quatre ans le dernier « gadget » de la jeunesse dorée de Californie est devenu le véhicule utilitaire acheté par la maîtrise de maison, la secrétaire, la jeune. Le « Moped » commence à être utilisé « à l'européenne », dit M. Seguin.

Le tournant pris par le marché en 1979 offre des débouchés exceptionnels, M. Serge Seguin vient d'adresser au président Carter une étude au goût du jour. Elle vise à démontrer que les économies d'essence résultant de l'utilisation massive du cyclomoteur entraîneraient une diminution de 15 % du déficit de la balance commerciale. Il demande que l'administration encourage les cyclomoteurs dans le cadre du programme énergétique. — A.F.P.]

Grand braquet dans les Andes

QUE faire si un bon à la délicate attention de se présenter sous les roues de votre bicyclette ? A cette pertinente question que nous avions oublié de nous poser, et à d'autres Joël Lodé répond dans le Guide du vélo autour du monde. Son premier ouvrage, où il relate 44 000 kilomètres autour du globe, était sous-titré le Temps d'un rêve. Cette fois nous redescendons au ras du bitume, ou plutôt de la caillasse qui sert de revêtement aux sentiers à muletiers qu'affectionne notre jeune Breton lors de ses périodes.

Véritable cyclo-routard « professionnel », Joël fait d'abord le maximum pour nous convaincre que le vélo est une chose accessible à tous et toutes. Puis, guidon en main, il démontre que cela peut se compliquer si on choisit de traverser des déserts, sa spécialité. À commencer par le choix du vélo : « un routier à roues de 550 et pneus de 35 mm », non des roues de 700, juste l'homme à bouclier le tour de Longchamp. Jantes, pneus, chambres à air et d'autres pièces seront aux côtes anglaises BSA en usage dans la majeure partie du monde, sinon, hors de l'Hexagone, de quelques contrées voisines et des nations francophones d'Afrique, la recharge sera difficile.

Est recommandé le guidon à trois positions, mais sans double commande de frein. Question sécurité, il est judicieux d'adopter un troisième frein, à tambour, sur la roue arrière : pour descendre sous la pluie dans la cordillère des Andes avec 30 kilos de bagages (soit un poids total

en charge de 115 kilos), ce ne sera pas inutile.

Sinon vous irez à pied après avoir peut-être effectué la montée par le même procédé. Les pluies persistantes en régions tropicales ou équatoriales font proscrire la selle en cuir, par ailleurs si confortable. Encore un truc d'ancien.

Le vélo apparaît comme un perpétuel compromis entre ce qu'il est souhaitable d'emporter et ce qu'il est possible de pousser avec sa seule force musculaire. La machine sera renforcée sous tous les angles : par exemple, avec des rayons au nombre de quarante (et non de trente-six) à grosse section. Le bécquille sera du type cyclomoteur ou vélo chinois, comme quoi rien n'est oublié dans ce petit manuel de soixante-quatre pages illustré de croquis humoristiques.

Pourquoi ne pas faire tremper le vélo en eau douce ? Comment se prémunir la nuit contre ces visiteurs indésirables que sont scorpions, lézards, fourmis rouges, moustiques et autres parasites en tous genres ? Comment se nourrir à vélo avec les aliments en poudre mis au point pour les astronautes de la NASA ? Pour revenir nous le dire, Joël a pédalé deux ans le poignard à la ceinture et dormi constamment d'un oeil la machette à portée de la main ; il explique pourquoi.

La route des Indes et la Panaméricaine ont été également disséquées, à quinze à l'heure. Qui les a vues mieux que lui ?

M. D.

* Guide du vélo autour du monde. Editions FAC.

UN « TINTO » POR FAVOR*

Pour son 60^e anniversaire, Avianca vous propose des voyages extraordinaires en Colombie :

Les Andes « précolombiennes », les Caraïbes et l'Amazonie.

Consultez votre agent de voyages habituel.

Avianca

Lignes aériennes Internationales Colombiennes

12, Boulevard des Capucines 75009 Paris (Tél. 266.50.44)

*Le « Tinto » est la tasse d'excellent café colombien que l'on vous offre spontanément tout au long de la journée, où que vous vous trouviez.

RÉSIDENCES

Campagne • Mer • Montagne

Prenez votre retraite dans le SUD-OUEST :

Très joli manoir en bon état av. beau parc. Prix : 750.000 F

IMMOBILIER SERVICE

32150 CAZAUBON T. (62) 65-33-34

BELLE-ÎLE-EN-MER

Terrains constructibles

600 à 800 m² - Vue sur mer.

PERILLIUS, propriétaire

21, rue du Calvaire

44000 NANTES

Tél. : 48-66-36 - 75-25-20

PROVENCE - 15 km. Arignon

Hôtel partiel 17^e s. Classé monument.

Tr. belles salles, plafonds à la française. Cour, jardin, vitraux, chemin.

Restauration, architecture magnifique

Prix : 1.100.000 F tout compris

AGENCE TOUTEL S.A., 45, bd. Albin-Durand, Carpentras - (90) 63-18-02

STATIONS SKI SAVOIS recherchent pour investisseurs studios et 2 pièces. Financement comptant.

LES NEYROTRES, A. Salarié, studio, Les Breilles, 11^e étage tout meublé, 129 000 F.

CAGNES-SUR-MER, vende studio, bord de mer, 28 m², 172 000 F.

Placement CANNES, vds appartem. état neuf 75 m², loggia, cave, parking, 370 000 F. Location mens. 2 200 F net.

CABINET VALMER - R.P. 15

73220 AIGUILLON. Tél. (78) 26-22-33.

BERRY - PRIEURS partie 16^e

210 km sud Paris, très belle demeure, usage privé, collectif ou commercial (licence 4), 2 niveaux 630 m² habitables, 18 pièces dont 10 chambres confort, ss-sol caves, terrain 7 000 m² parc. Prix 900.000 F.

CABINET THIAULT, tél. (48) 57-31-12

B.P. 6, 18500 Mahon-sur-Yèvre.

JOUR DE L'AN EN FINLANDE

Y a-t-il un meilleur cadre pour les fêtes de fin d'année que le nord de l'Europe où la neige épaisse feutre les sons et donne une lumière étrange et féérique ?

Y a-t-il un plus grand dépaysement qu'un vieux manoir finlandais avec ses dépendances modernes ou les étendues infinies de la Lapone ? Plusieurs déplacements de 5 à 8 jours (de 3 100 à 4 565 FF) sont organisés par des agences de voyages. Un de ces voyages permet aussi de faire du ski de fond.

Nous consulter.

FINNAIR
11, rue Auber
75009 PARIS

1 week-end à Londres pour 750F : 2 nuits d'hôtel, 2 jours de découvertes.

Voilà un week-end bien organisé. Il comprend 2 nuits d'hôtel avec petit déjeuner et bien sûr, les transferts de l'aéroport à Londres. Au départ de Paris, il vous en coûtera de 690F à 815F selon la date de départ et la catégorie d'hôtel choisies (départ Vendredi soir, retour Dimanche soir). La même formule en mini-semaine vous permet de passer 5 jours et 5 nuits à Londres (départ Dimanche soir, retour Vendredi soir). De 880F à 1.035F selon la catégorie d'hôtel choisie.

L'hiver à Londres, on ne s'ennuie pas : promenades panoramiques en bus, théâtres, musées (la plupart sont gratuits), night-clubs. Il y a aussi les pubs : ambiance confortable et chaleureuse autour d'un whisky ou d'une bonne bière.

A partir de 39F, de nombreuses excursions, à Londres et dans les environs, compléteront agréablement votre séjour.



Republique Tours
Nous organisons. Vous improvisez.

Si vous voulez plus de détails sur les week-ends à Londres de République Tours et une documentation gratuite sur la Grande-Bretagne offerte par l'Office Britannique de Tourisme, envoyez ce coupon à : République Tours, 8bis, place de la République, 75011 Paris.

Nom : _____
Adresse : _____
Profession : _____

BRITAIN

140 18/71

SPECIAL WEEK-END A LONDRES. TOUT SUR LE CHARME LONDONNIEN EN QUELQUES PAGES!

En feuilletant les pages de notre brochure vous trouverez toutes les informations sur les possibilités de séjours à Londres ou dans le reste de l'Angleterre et sur ce que vous pourrez et aurez envie d'y faire le temps d'un week-end.

Normandy Ferries

Pour obtenir notre brochure retourner ce bon à Normandy Ferries 9, place de la Madeleine 75008 Paris ou à votre Agent de Voyages.

M. _____
Adresse : _____

désire recevoir la brochure Big Ben Tours. M. 1

ERSO



مكتبة الأمل

VACANCES INSOLITES

FINLANDE, berceau du ski de fond.

Certains prétendent que les enfants finlandais naissent sur patins. Cette boutade prouve à quel point la Finlande est propice au ski de fond. Le pays est étendu et relativement plat. Ainsi la pratique du ski est nettement plus aisée et moins ardue que dans les montagnes du sud de l'Europe. La Finlande vous offre donc un terrain idéal, une neige abondante, une étrange lumière quasi polaire qui crée une atmosphère inoubliable.

Quel plaisir que de faire 15, 20 ou 30 kilomètres sans fatigue en skiant sur des sentiers légèrement vallonnés ou même parfaitement plats comme les lacs gelés de Laplande. En toute liberté de mouvement, car bagues et revêtement sont transportés par des skieurs qui font la trace. Quel plaisir que de se rendre de refuge en refuge et de profiter de l'air pur et du silence des étendues lapones.

Pour les sportifs, des rails plus durs existent. Tous les rails sont encadrés par un moulinet pour 10 participants. Pour ceux, encore, qui préfèrent le confort, il est prévu des séjours en hôtels, entourés de pistes balisées et éclairées, où l'on peut à sa convenance choisir son heure et sa distance.

Séjour en hôtel 9 jours Paris-Paris à partir de 3 260 F. Skis et équipement 9 jours Paris-Paris à partir de 3 590 F. ou encore Ski à la ferme (avec activités locales typiques) 10 jours Paris-Paris pour 3 680 F.

Bon de documentation gratuite
Nom : _____ Adresse : _____
FINNAIR
11, rue Aubert
75009 PARIS

SKI

à
NOËL - MARDI-GRAS
PAQUES

pour jeunes de 8 à 22 ans
avec

ovse
Tél. : 574-23-23 (ligne groupée)
46, AVENUE DES TERRES
75017 PARIS

Toutes vacances scolaires
Tous pays
A.T. N° 79 096

Hôtel

Mont-Riant**

SUISSE, 1 400 m

36 lits. Confort. Lift. Cuisine
française. Services personnalisés.
Pens. complète t.t.c. dès 110 FF.
T. 1941-25-34 25 - CHIESA Leyten

CHAINES à NEIGE

en LOCATION

et SKIS - Chaussures
Pistolets - Arêtes - Remorques - Etoiles
Remorques - Etoiles
OCCASIONS

07-97-41 DETHY 272-20-47

CAMPING - SKI - MONTAGNE
20, place des Vosges - PARIS.

SUISSE

Résidence Miramont à
Chesières-Villars

A vendre dans chalet résidentiel :

- 2 pièces de 45 m² dès F. S. 175 000.
- 3 pièces de 78 m² dès F. S. 275 000.
- 4 pièces de 90 m² dès F. S. 310 000.

Cuisine équipée. - Vue splendide sur des Alpes. - Garage
individuel intérieur dès F. S. 15 000. - Crédit possible
jusqu'à 60 %.

Regie MONTREUX SA

Tél. (021) 62 21 31 8, RUE DU THÉÂTRE 1820 MONTREUX

VIVEZ AU SOLEIL ET AU CALME AU DESSUS DE LA CLUSAZ

letale
Altitude 1500 STATION-ETHEHVER
Chalets, appartements,
studios en vente ou
en location
Documentation
Pour recevoir
une documentation
gratuite, sans engagement,
faites-nous parvenir votre
carte de visite
(précisez vente ou location).

AGENCE DE L'ÉTALE
Domaine de l'Étale
MANIGOD - 74230 THONES
Tél. (05) 02 50 32

Le franc suisse sur la bonne pente

A la veille de la prochaine saison des sports d'hiver, les responsables du tourisme helvétique affichent un optimisme prudent.

En tout cas, si l'on en juge par les premières réservations, l'hiver 1979-1980 se présente sous des auspices plus favorables que le précédent. La saison dernière, le total des nuitées avait brusquement baissé de 10,4 %, et de 17,8 % pour les touristes étrangers. Comme les principaux produits d'exportation helvétiques, le tourisme avait, lui aussi, fait les frais du renchérissement constant du franc suisse.

Ce handicap a été partiellement surmonté cette année. Au cours des douze derniers mois, le franc suisse n'a pratiquement pas bougé par rapport aux principales monnaies étrangères. Autre avantage, l'inflation reste nettement plus faible en Suisse que dans les autres pays. En même temps, la plupart des hôteliers ont suivi la recommandation de leur association de bloquer volontairement leurs prix. Ils ont également renoncé à percevoir

un supplément de chauffage malgré la hausse du prix du fuel.

Le tourisme suisse serait donc en passe de retrouver une compétitivité qui devrait, en principe, favoriser une reprise. Aujourd'hui, la Suisse ne manque pas d'arguments pour faire pièce à sa réputation de pays cher. Ainsi, des stations comme Davos et Zermatt sont en mesure d'offrir une nuit dans un hôtel de bonne catégorie, petit déjeuner compris, pour 70 francs suisses. Pour moins de 100 francs, il est possible de passer une nuit en pension complète dans une auberge typique du canton d'Appenzel en Suisse orientale.

L'Office national suisse du tourisme propose également des forfaits d'une semaine dans des stations connues à moins de 1 000 francs comprenant notamment l'hébergement en pension complète, des leçons de ski, l'utilisation des remontées mécaniques et des courts de tennis, sans compter l'entrée libre à une piscine couverte et même, en prime, une « soirée-fondue ».

En dehors des Alpes, d'autres régions moins connues sont aussi à découvrir. Ainsi, des arrangements sont prévus pour pratiquer le ski de fond dans le Jura et sur le plateau des Franches-Montagnes.

Plus au sud, le Tessin de langue italienne offre des forfaits hebdomadaires « Hiver à Lugano » pour environ 500 francs suisses. Le climat y est sans doute plus doux que dans les Alpes, mais il est néanmoins possible de s'adonner aux plaisirs du ski sur les montagnes voisines. Plusieurs stations proposent des stages de mise en train au début de décembre.

Un autre atout

Les responsables helvétiques du tourisme avancent un autre atout, l'amélioration constante des infrastructures. Désormais, la Suisse met à la disposition des vacanciers un large éventail de choix : des milliers de kilomètres de piste dont 2 500 pour le ski de fond. Environ 1 200 téléskis, 386 téléphériques d'une

longueur totale de 800 kilomètres, 60 patinoires artificielles, 3 terrains de curling, 200 piscines couvertes, une trentaine de halles couvertes de tennis et environ 3 500 montures de ski.

L'année dernière, les étrangers avaient dépensé près de 2,5 milliards de francs suisses pour les sports d'hiver dans les stations helvétiques. Pour la nouvelle saison, l'Office national du tourisme a fait un effort supplémentaire de promotion. Venant s'ajouter à un budget de 23,5 millions de francs suisses, il a obtenu une contribution spéciale de l'Etat de 6 millions. Pour ne pas sur la piste aux coûts d'or, les responsables helvétiques ont opté pour une extension raisonnable en tâchant d'éviter le bétonnage des stations. Tout en mettant l'accent sur la qualité de l'environnement et la chaleur de l'accueil. « Soyez un hôte choyé en Suisse », tel est le nouveau slogan qu'ils cherchent à traduire dans la réalité.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

Un skieur averti

encore se trouver à l'origine d'un incendie...

Si vous optez pour cette formule, la première précaution à prendre est de vérifier, avant votre départ, que la garantie « responsabilité civile » de votre contrat « multirisque-habitation » s'applique bien aux dommages que vous risquez de provoquer. Au cas où elle ne s'appliquerait pas, il convient d'y faire ajouter une clause « voyage-villégiature » qui jouera, par exemple, si vous causez une inondation en laissant couler l'eau de votre bain ou si vous mettez le feu en jetant un mégot dans une corbeille à papiers.

Pour ce qui concerne le vol, la loi française prévoit que les victimes doivent être indemnisées par l'hôtelier. Mais ce dédommagement, qui n'est pas accordé de façon systématique (en cas d'imprudence du client, notamment), est toujours plafonné à cent fois le prix de la chambre pour les bagages et effets. Il est également possible d'être garanti par une assurance « vol » personnelle ou par un contrat « tous risques bagages ».

Les blessures que vous pouvez subir à l'intérieur de l'établissement ne sont prises en charge par l'assurance de l'hôtelier que si une faute de ce dernier est prouvée. Si, à la suite d'un accident, sa responsabilité n'est pas retenue, vous pourriez, de toute façon, faire jouer vos assurances personnelles éventuelles.

De la casse en location

Si vous êtes hébergés chez des proches (en leur présence ou non), la première précaution consiste à vérifier qu'ils ont bien prévu comment seraient pris en charge les dégâts que vous pourriez causer chez eux. Votre responsabilité ne sera pas recherchée si le contrat d'assurance de votre hôte comporte une clause de « réconciliation à recours ».

Si vous louez un appartement ou une maison particulière, inquiétez-vous de savoir si les garanties de votre contrat « multirisque-habitation » s'appliquent à votre logement de vacances et si leur montant est suffisant. Une attention est parfois nécessaire pour être couvert lorsque vous (ou l'un des vôtres) provoquez un feu de cheminée, par exemple, ou causez une inondation dans un local autre que votre lieu de résidence habituel.

Caravanes en altitude

Soixante mille personnes choisissent chaque année de passer leurs vacances aux sports d'hiver dans une caravane. Les responsables des grandes stations

L'ÉTIQUETTE

Le comité juridique de la Fédération internationale de ski a adopté, au congrès de Beyrouth, en mai 1967, dix règles de conduite auxquelles doivent se conformer tous ceux qui pratiquent ce sport :

● Respect d'autrui : tout skieur doit se comporter de telle manière qu'il ne puisse mettre autrui en danger ou lui porter préjudice.

● Maîtrise de la vitesse et du comportement : tout skieur doit adapter sa vitesse et son comportement à ses capacités personnelles ainsi qu'aux conditions générales du terrain et du temps.

● Maîtrise de la direction : le skieur avant, dont la position dominante permet le choix d'une trajectoire, doit prévoir une direction qui assure la sécurité du skieur aval.

● Dépassement : le dépassement peut s'effectuer, par amont ou par aval, par la droite ou par la gauche, mais toujours de manière assez large pour prévenir les évolutions du skieur dépassé.

● Obligations du skieur et

croisement : tout skieur qui pénètre sur une piste ou traverse un terrain d'exercice doit s'assurer, par un examen de l'arrière et de l'avant, qu'il peut le faire sans danger, pour lui et pour autrui. Il en est de même après tout stationnement.

● Stationnement : tout skieur doit éviter de stationner sans nécessité sur les pistes et notamment dans les passages étroits ou sans visibilité. En cas de chute, le skieur doit dégager la piste le plus vite possible.

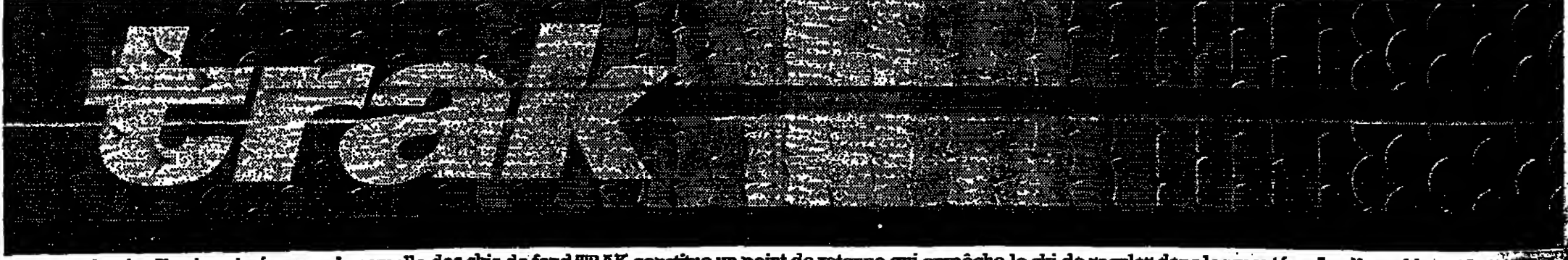
● Montée : le skieur qui monte ne peut utiliser que le bord de la piste, et doit même s'en écarter en cas de mauvaise visibilité. Il en est de même du skieur qui descend à pied.

● Respect de la signalisation : tout skieur doit respecter la signalisation.

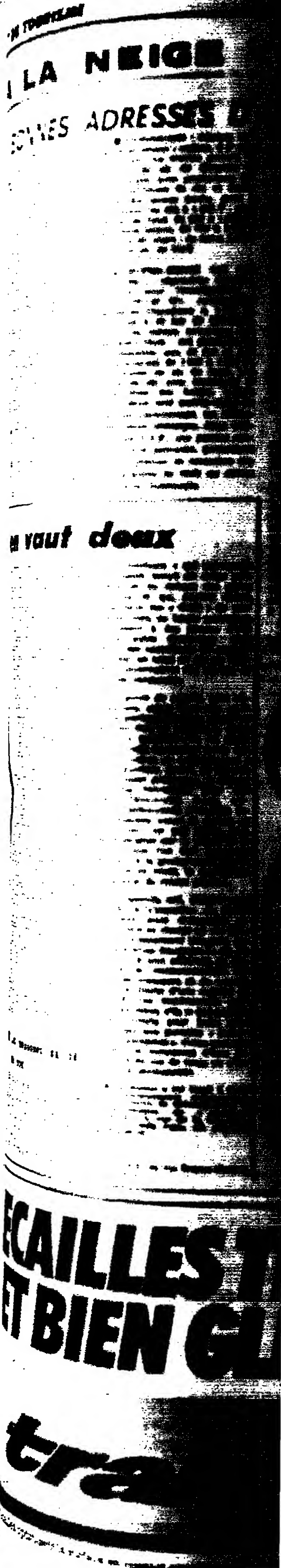
● En cas d'accident : en cas d'accident, toute personne doit prêter secours.

● Identification : toute personne témoin ou partie responsable ou non d'un accident est tenue de faire connaître son identité.

SKIS DE FOND A POUR MIEUX ACCROCHER



Chacune des écailles imprimées sous la semelle des skis de fond TRAK constitue un point de retenue qui empêche le ski de reculer dans les montées. La disposition et le profil



Rive gauche

aux pyrénées
33, avenue de la Motte-Picquet
Tél. : 783.22.85
des produits de sud-ouest
de grande qualité
des poissons cuisinés
avec légèreté

LE PETIT ZINC
FRUITS DE MER, POISSONS, VINS DE FRANCE
LE FURSTENBERG
FRUITS DE MER, POISSONS, VINS DE FRANCE
le Munich
FRUITS DE MER, POISSONS, VINS DE FRANCE
225, rue de Buci - Paris 6

HALMANN
BALTARD
Anciennes Halles de Paris
9, rue Coquillière, 1^{er}
Grillades et poissons. Pâtis du jour.
Et toujours sa célèbre
choucroute aux poissons.
ouvert tous les jours
TARD la nuit, même le dimanche
Tél. 238.22.00

le ciel de paris
le restaurant le plus haut d'Europe
SANDOVELLE CARTE
Pâtisseries, desserts, fruits de mer, poissons, vins de France
Tour Montparnasse, 56^{ème} étage... Réservations : 538.52.35
ouvert tous les jours jusqu'à 2h du matin

Rive droite

Le Relais du Parc
5, rue de la Harpe
Georges et Patrick Gelin
cuisine traditionnelle
40, rue de la Harpe - Paris 5 - Tél. 277.61.33

CHEZ GEORGES
SPECIALITES A LA CARTE
273, Bd. PÉREIRE - 754.31.00
PORTIE MAILLOT

BRASSERIE LUTETIA 544.38.10
23 RUE DE SEVRES - PARIS 8^e
1 entrée avec fruits de mer
+ 1 plat + 1 dessert
service inclus 58F
Prix moyen à la carte 75F
NOUVEAU DECOR

Chez Maurice
3, rue Saint-Denis (10^e) - 770.81.38
Bouillabaisse - Allô - Fruits de mer
Soupers après Spectacles - F. lundi.

AUBERGE SAINT-JEAN-PIED-DE-PORT
MENU 96 F via, café, service compris
SPECIALITES A LA CARTE
Fois gras, truite aux saucisses, Coquilles St-Jacques, escargots, Magret de canard au poivre vert - Paris à la languette - Soufflé framboises
GIBIERES DE SAISON - FRUITS DE MER - VENTE A EMPORTER
SALONS DE 10 A 30 PERSONNES - DEJEUNERS D'AFF. - DINERS
SOUPERS - Tous les jours même le DIMANCHE
123, av. de Wagram (17^e) - 227.51.43, 84-86 - Parking assuré

Les Jardins d'Edgard
une vraie fête.
Dans l'assiette
et autour de soi!
l'extraordinaire d'Or.
92 RUE LA BOETIE (8^e) TEL. 359.08.20
Jusqu'à 1 h du matin. F. Sam. midi & Dim.

CHEZ HANSI
GRANDE RESTAURATION ALLEMANDE
Cuisine japonaise de haute qualité
Châteaufort
Fruits de mer, truite, foie gras
3, rue de la Harpe - Paris 5
S. de la Harpe - Paris 5
Tél. : 277.61.33

Charlot
Roi des Coquillages
12, pl. Clichy, Paris (8^e) - 874.49.84 et 85 (rue Wagram)
Tous les jours
jusqu'à 1 heure du matin
Fermé le lundi

Hostellerie du Lion d'Or
22290 VIC sur AISNE
RESTAURANT - BAR
HOSTELLERIE depuis 1950
1580, Henri III règne, Montaigne
publie ses essais. Depuis cette date,
aux marches de l'île-de-France, sur les
bords de l'Aisne, l'Hostellerie du Lion
d'Or perpétue ses traditions d'accueil
et de cuisine. Foie - gras, gibiers,
rôtisserie dans l'âtre.
TOUS VOS REPAS, RECEPTIONS,
CEREMONIES
GROUPE - FAMILLE - AFFAIRE

Dessirier 380.50.72
MAITRE-ÉCAILLER RESTAURATEUR
9, PLACE DU MARÉCHAL JUIN (ex place Péreire) 17^e

le rôle d'or
POISSONS, FRUITS DE MER, VINS DE FRANCE
OUVERT 7 J. LES JOURS
Le soir piano
ambiance
JOEL RENTY
Chef des cuisines
758.12.84
Parking: entr. cuisine pl. Maillet

Gérard Vié
à l'enseigne des 3 Marches
à VERSAILLES
AU 1^{er} DE LA RUE DU MARÉCHAL JOFFRE
réservations : 950.13.21
Fermé le dimanche soir et le lundi

Les Assiettes au Bœuf
9, boulevard des Italiens
Place St-Germain-des-Près - 123, Champs-Élysées

Les Bistros de la Gare
59, boulevard du Montparnasse
73, Champs-Élysées - 38, boulevard des Italiens

Plaisirs de la table

TIERCÉS ITALIENS

Le prix Marco-Polo - Casanova 1980 sera décerné début janvier. On sait qu'il récompense les meilleurs restaurants de cuisine étrangère à Paris. Le thème, cette année, en sera les restaurants de l'Europe des Neuf. Seulement voilà : il n'y a pas, à Paris, de restaurant de cuisine belge, ni luxembourgeoise, ni irlandaise, ni de Grande-Bretagne, ni de Hollande. Et comme les années précédentes la cuisine allemande a été couronnée, Le Vieux-Berlin, de l'avenue George-V, de même que la cuisine danoise, le Copenhague, des Champs-Élysées, ne restent que les ambassades gourmandes d'Italie. C'est peu mais c'est aussi beaucoup. Les restaurants italiens sont (après les chinois et les vietnamiens, hélas !) les plus nombreux.

Je pense que le jury mettra hors concours le remarquable

Chateaubriand, 23, rue de Chateaubriand - Tél. : 824-58-94, car ce serait enfoncer porte ouverte que de prêter la cuisine, le cadre, l'accueil du cher Marco, le meilleur « italien » de Paris, comme dit justement le Kiebler.

Alors, que nous reste-t-il ? Je citerai d'abord deux maisons, seulement à demi-italiennes : la Via Veneto, 13, rue Quentin Bauchart, Tél. : 723-76-84, de Jacques et Hélène Simon. C'est, notamment le soir, dans un décor joliment éclairé aux chandelles, avec fond de guitare, un endroit charmant. Merveilleuse soupe de poissons, bonnes pâtes fraîches, scampi et bons vins italiens et de Bordeaux. Une soirée « relax », comme on dit, puis l'italienne, 51, boulevard de Magenta - Tél. : 208-27-80, où M. Lani, marié à une Normande, mêle la salade nicoise aux escargots de Bourgogne, mais propose un large éventail de pâtes à l'italienne et de beaux poissons (souvent un peu trop cuits).

Venons-en aux quelques (rares) italiens pouvant disputer le challenge : d'abord un ancien nouveau, le vieux Conté, 72, rue Lauriston - Tél. : 727-74-67, repris par une nouvelle direction, petit boudoir où l'on vous servira des produits de qualité. Le Vieux Conté ressuscité m'enchanterait : c'est net, c'est franc, c'est à la fois respectueux du folklore et dépoussiéré ; ensuite le cher Mario, 7, rue des Ecoles - Tél. : 325-63-39, sa cuisine bon enfant, cette soirée de « commedia dell'arte » où festichini dansent avec gorgonzola autour des flasques de chianti. Bonne humeur jusque dans le décor ensoleillé ; puis Gilda, 153, rue de Grenelle - Tél. : 551-54-12, où M. Bellini pratique à prix honnête une cui-

sine savoureuse qui lui a valu une étoile au Michelin.

Est-ce tout ? Ma foi, à mon sens oui. Encore que l'on peut ne pas dire de mal du Paris-Parmé, 8, rue d'Argenteuil - Tél. : 289-55-22, classique et discret, de la Mère à la Pâte, 35, rue St-Honoré - Tél. : 508-55-73, dont le patron malheureusement souvent absent (il est en même temps professeur à Milan), où les pâtes sont de main de femme, les vins rares, l'ambiance faussement mondaine et la chère moyenne (mais on ne se souille pas en occuper) ; de la Scala, 68, bd de l'Hôpital - Tél. : 337-91-73, auberge romaine égayée le soir par le troubadour Robert Jamain, et enfin, du Grand-Venise, 171, rue de la Convention - Tél. : 532-49-71, dont le succès me semble l'imposture de ces dernières années : prix fous, accueil faussement cordial, lourde cuisine lorsqu'on s'échappe de la belle sélection d'antipasti et des desserts.

LA REYNIÈRE.

Philatélie N° 1611

FRANCE : André Malraux
Encore un contemporain qui fait l'objet d'une exposition de timbre, dans la série des « Personnalités célèbres », suivant le programme de la « Semaine de la Poste » (du 20 mai 1978) : André Malraux, 1901-1976. Vente générale le 28 novembre - Retrait prévu le 6 juin 1980.
1,30 F + 6,30 F, bien marine et bien roi.
Format 22 x 28 mm. Maquette et gravure de Claude Baley. Tirage : 3.000.000 d'exemplaires. Impression taille-douce. Atelier du timbre de Paris.

Mise en vente anticipée :
- Les 24 et 25 novembre, de 9 h. à 18 h., au bureau de poste temporaire installé à la chancellerie de l'ordre de la Libération, 51 bis, boulevard Latour-Maubourg, Paris-7^e.
- Oubliés : « P.J. ».
- Le 24 novembre, de 8 h. à 12 h., à la B.P. 52, rue du Louvre, Paris-1^{er}, et au bureau de Paris-11, 6, avenue de Saint-Pierre, 4^e, de 10 h. à 17 h.
- Musée de la poste, 24, boulevard de Vaugirard, Paris-15^e. - Boîtes aux lettres spéciales pour « P.J. ».

Décidément, la « route » de la chance de l'exposition de Salvador Dali est truffée de « bêtises ». Ce qui n'est pas amusant (le Monde du 25 août), l'exposition de « bijoux en or », a été tout dernièrement remplacée par les « galeries sculpturales inédites » (le Monde du 10 novembre). Or, nous venons d'apprendre que cette exposition n'aura pas lieu non plus. Les raisons avancées par le responsable du Musée de la poste sont les difficultés de liaison rencontrées avec ses proches dans son pays d'origine.
Ainsi, les philatélistes n'auront qu'une simple mise en vente anticipée du timbre annoncé dans notre chronique de la semaine dernière.

ADALBERT VITALYOS.

Le cidre et les salons

L'appartement du premier étage, au-dessus du restaurant « Edgard » (4, rue Marbeuf, tél. 723-51-15), vient d'être transformé en trois salons (nouveaux communs) élégants et bien pratiques. Un escalier part du restaurant, au rez-de-chaussée, y conduisant ; une cuisine grande y permet des repas parfaits tel celui que nous y fîmes l'autre midi : saint-jacques au cidre, soleils d'agneau aux épices, oranges de foie gras, les fromages normands et les trois sorbets.
Le jury du « Prix Cidre 1979 » venait de dîner en « bolée » d'or et d'argent. Autour de Raymond Oliver, nous étions une dizaine à avoir attentivement étudié plus de deux cents recettes. Le lauréat n'est autre que Pierre Poinaire, et personnellement je m'en réjouis. C'est une occasion de parler de ce modeste et très grand cuisinier. Un repas chez « Poinaire » (44, rue de Villiers, tél. 757-44-77) est, à prix honnête, toujours une fête. Ses filets de peches à la Nantaise, plat léger, sont une vraie réussite. Viennent ensuite un caneton fermier rôti au cidre en trois

services, signé de J.-P. Leclerc (le « Celler Saint-Germain » à Rennes), un foie de veau au cidre de la bonne Adrienne (le « Chez la Vieille », 37, rue de l'Arbre-Sec, à Paris), un pot-au-feu de mer de Jean Boig (le « Beau Rivage » à Larmor-Plage) et quelques autres.
Dans la catégorie des cidres, on remarque celles de Jacqueline Libois (le Ty-Cos, 35, rue Saint-Georges, à Paris), les galettes au cidre d'Allette Bachelard, à Font-Aven, les petites cidres chaudes de J. d'Hubert (le Bistrot d'Hubert, à la place du Marché-Saint-Honoré, à Paris), etc.
Mais 50 % des recettes au moins étaient intéressantes et l'on y trouve le cidre, s'adressant à la France entière, peut nous apporter encore plus de surprises. Et plus de bonnes recettes aussi ! Une chose nous étonne cependant : quelques cuisiniers ne sont pas encore à participer à un prix gastronomique en travaillant à la margarine ! Et, venant de Normandie, nombre de recettes utilisent les pommes golden. Un comble ! — L. R.

INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

<p>ALSACIENNES AUBERGE DE BIEQUERIE, 12, rue de la Montmartre (9^e), 770-82-39. L'ALSACE AUX HALLES, 10, rue Coquillière, 226-74-24. Jour et nuit. CHEZ HANSI, 4, place du 18-Juin, 548-96-43. Ouv. jusqu'à 2 h. du mat. LA CROQUE D'ALSACE, 4, rue Montmartre, 824-89-18. Sa d'Huif. Spéc.</p> <p>AUVERGNATES ARTOIS ISIDORE ROUZEROL, 13, r. d'Artois, 9, 224-01-10/7. Sam. dim.</p> <p>CORSES LA CORSE, 10, r. E.-Marcel. P/dim. Spéc. de l'île. Menu 36 s.c. 223-74-18.</p> <p>FRANÇAISE TRADITIONNELLE LA CHAUMIERE EN L'ILE, 4, rue Jean-Du-Bellay, 4, 354-37-34. P/L. et Mar. midi. Parc. Pont-Marie-Notre-Dame. Terrine de canard. Foie gras maison. Poissons. Noisettes d'agneau. RELAIS BELLIARD, 37, r. France-7^e, 339-32-01. Jour 22 h. Cidre d'Als. PIERRE, pl. Gaillon, 265-07-04. F. dim. Déj. Din d'aff. MENU 69 F. RELAIS MOULIN, route de Soies, 4 km d'Orsay-Orsay-18-Biviers, 494-36-36. Menu 45 F. Carte 70 F. Ouvert tous les jours. Banquets. Séminaires. Soirée dans le samedi. LAFERROUSE, 51, quai Gde-Arme, 228-58-04. Cadre ancien.</p>	<p>LA CREMAILLERE 1980, 15, place du Tertre, 506-58-59. Soirs les bonnités de la gastronomie.</p> <p>PÂTISSERIES LA BOULANGERIE DU PÂTISSIER, 24, bd des Italiens, 824-51-71. T.J.</p> <p>PÉRIGOURDINES LE FRIANT, 40, r. Priant, 539-50-98. P/dim. Spéc. et cartes. Poissons. LA TRUFFIERE, 4, r. Saint-Vincent, 633-28-32. MENU 75 B.S.O. P/lundi.</p> <p>SARLADAISES LE SARLADAIS, 2, rue de Vienne, 322-22-53. Cassoulet, 46 F. Confit, 48 F.</p> <p>SUD-OUEST AU VIEUX PARIS, 2, pl. Panthéon (9^e), 394-79-22. PÂTISSIER. Sa cave. P.M.B. 80 F. LE REPAIRE DE CARTOUCHE, 700-25-88, 8, boulevard Filles-du-Calvaire (14^e). Fermé dimanche.</p> <p>TOURANGELLES PETIT RICKE, 23, rue Le Pelletier, 770-85-80. De 8 à 45 ouverte. L'ESCAPADE EN TOURAINE, 24, r. Traversière, 343-14-06. Spéc. P/dim.</p> <p>FRUITS DE MER ET POISSONS APOLLINAIRE, 183, bd St-Germain, 229-30-30. Salons 6 à 30 chs. L'ACADIE, 23, bd du Temple, 272-27-24. Patr. J.-M. Neven, chef cuis. LA BONNE TABLE, 42, rue Priant, 538-74-21. Spécialité de Poissons.</p>	<p>DESSERTEES, le spécialiste de l'ouïsse 8, place Péreire, 754-74-14. Coquillages et crustacés. Les préparations de poissons du jour. L'OUTREMER, port de Solferino-7, 75-15-90. Parking piscine Deligny. LE CONGRES, P. Maillet, 574-17-24. J 2 h mat. Bœuf d'huif. 2^e année. AU GITE D'ARMOR, 15, rue Le Pelletier (9^e), 770-86-25.</p> <p>VI' NDES LE CONGRES, P. Maillet, 574-17-24. Bœuf grillé à l'oe. Jusq. 2 h. matin.</p> <p>AMÉRICAINES THE STUDIO, 41, r. du Temple-4^e, 274-10-32. P/dim. Spéc. Mex.-Texan.</p> <p>ARMÉNIENNES LA CAPPADOCE, quai A.-Blanc (côté Sète), ALPOTVILLE. Tél. : 75-05-30. Dîner d'été, crêpes, Cappadoce, et Yorgana Martin.</p> <p>BRÉSILIENNES GUY, 6, rue Mabillon, 6, 354-97-61. Prix de la meilleure cuisine étrangère de Paris pour 1978.</p> <p>CHINOISES PASST MANDARIN, 4, rue Bois-Jovent, 104, 288-12-18. Spéc. à la sp.</p> <p>DANOISES ET SCANDINAVES COPENHAGUE - FLORA DANICA JARDIN, 142, Champs-Élysées. Tél. 81.75. 20-41.</p> <p>ESPAGNOLES EL PICADOR, 60, bd Batignolles, 387-25-97. Jusqu'à 100 couverts.</p>	<p>INDIENNES INDE SOUS CONTINENT, 387-63-33. 17, rue Duret, 17^e, cuis. familiale.</p> <p>INDO-PAKISTANAISES MAHARAJAH, 72, bd St-Germain, 54. P. lundi, 354-26-07. M^e Maub.</p> <p>ITALIENNES LE SIMPSON, 1, r. St-Montmartre, 73 bis Jrs. 824-58-94. Cuis. italienne.</p> <p>MAROCAINES AÏSSA Pina, 5, r. St-Beuve, 548-97-32. Fin couscous. Pastilla. P/dim. lun.</p> <p>ORIENTALES L'EMIR, 6, rue Hauterive, 770-51-00. P/dim. Cadre raffiné et confortable.</p> <p>PHILIPPINES AUX ILES PHILIPPINES, 613-18-09. 19, rue Laplace (9^e) (Panthéon). Parking Soufflot (sortir au fond du parc). Saint-Jacques. Ouvert dim. et après minuit. Fermé lundi.</p> <p>PORTUGAISES SUBATRIO, 6, r. Planche, 770-61-02. M^e Avron. P. mardi. P.M.B. 80 F.</p> <p>SUISSES LA MAISON DU VALAIS, 20, rue Royale, 9, 280-22-72. MENU région, 80 F. T.C.</p>	<p>VIETNAMIENNES NEM, 60, 60, rue Lauriston, (18^e), 727-74-21. Cuisine légère. Grand choix grillades. Cadre tranquille. Fermé le dimanche. LE NEM 67, r. Beauregard, 789-34-41. Cuis. légère. Spéc. Grill. Din. aux chandelles. Cadre tranquille. P/dim.</p> <p>YIDDISH AL GOLDENBERG, 80, avenue de Wagram, 227-34-20. Sur place et à emporter. Produits yiddish et d'Europe Centrale. Ouvert dimanche et fêtes. Restaurant-Traiteur.</p>
--	---	---	--	---

Salons pour Dejeuners d'affaires et Banquets

EL PICADOR, 60, bd Batignolles, 387-25-97. Jusqu'à 100 couverts.
AU PETIT RICKE, 23, r. Le Pelletier, 770-85-80. Spéc. Tourange. 8 à 45 chs.
LAFERROUSE, 51, quai Gde-Arme, 228-58-04. De 2 à 50 couverts.
LE RUDE, 11, av. Gde-Arme, 500-13-21. P/dim. soir. Menu 30 F. T.C.

Ouvert après Minuit

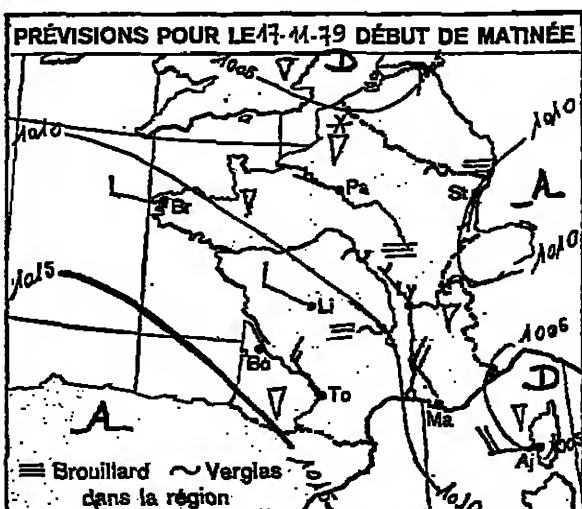
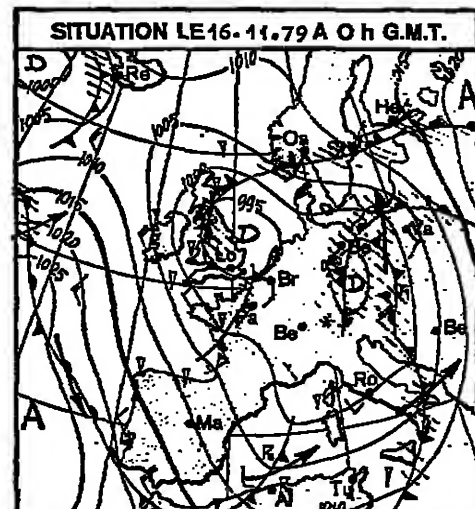
GUY, 6, rue Mabillon, 6, 354-97-61. Brésilien Feljoda, Churrasco.
TOUR D'ARGENT, 4, pl. Bastille, (19^e), 244-42-19. SANC D'OUTRÉS.
L'ALSACE AUX HALLES, 10, rue Coquillière, 226-74-24. Spéc. région.
LA CLOCHE D'OR, 2, rue Mazarin, 574-49-28. Din. soup. jusq. 4 h.
APOLLINAIRE, 183, bd St-Germain

Traiteurs et livraisons à domicile

GUY, plate traditionn. aux. à emporter, 6, r. Mabillon, 6, 354-97-61.

INFORMATIONS «SERVICES»

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 16 novembre à 0 heure et le samedi 17 novembre à 24 heures :

Une nouvelle perturbation océanique abordera l'Europe occidentale, mais la plus grande partie de la France demeurera sous l'influence d'air froid assez humide. Samedi 17 novembre, cet air froid maintiendra sur l'ensemble du pays un temps variable avec alternance d'éclairs et de nuages. Des averses de pluie, de neige ou de grêle se produiront encore. Elles s'accompagneront principalement par de la pluie et sur la Corse en début de journée, puis sur la moitié est de la France l'après-midi et le soir. Des gelées faibles du brouillard et quelques bancs de brouillard sont à craindre au lever du jour sur le Massif central, l'Est et le Nord-Est. Au cours de l'après-midi, le ciel se couvrira sur la Bretagne, et des pluies auront lieu en fin de journée. En général, les vents seront faibles ou modérés et de direction variable. Vendredi 16 novembre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris,

de 997,5 millibars, soit 748,2 millibars de mercure. Température le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 16 novembre : le second, le minimum de la nuit du 15 au 16 : Ajaccio, 17 et 8 degrés; Biarritz, 8 et 4; Bordeaux, 8 et 3; Brest, 7 et 5; Caen, 8 et 3; Clermont-Ferrand, 8 et -2; Dijon, 7 et 0; Grenoble, 8 et -3; Lille, 7 et 1; Lyon, 7 et -1; Marseille, 11 et 1; Nancy, 5 et 1; Nantes, 9 et 0; Nice, 13 et 4; Paris-Le Bourget, 9 et 0; Pau, 5 et 2; Perpignan, 12 et 5; Rennes, 8

et 2; Strasbourg, 6 et 2; Tours, 9 et 2; Toulouse, 8 et 2; Pointe-à-Pitre, 20 et 22. Températures relevées à l'étranger : Alger, 15 et 8 degrés; Amsterdam, 5 (max.); Athènes, 21 et 18; Berlin, 5 et 4; Bonn, 7 et 1; Bruxelles, 6 et 1; Le Caire, 25 et 14; Les Canaries, 26 et 19; Copenhague, 5 et 4; Genève, 7 et -4; Lisbonne, 15 et 8; Londres, 6 et 3; Madrid, 10 et 3; Moscou, 3 et 2; Nairobi, 25 et 13; New-York, 10 et 5; Palma-de-Majorque, 15 et 8; Rome, 18 et 10; Stockholm, 2 et 0; Téhéran, 20 et 12.

Bien choisir son canapé



Sélectionné pour vous cette semaine, ce magnifique canapé, fait à la main et sur mesure « exclusivité CARLIS ».

Les Créations Carlis

« La Boutique du Canapé »

46, rue du Four, 75006 PARIS - Tél. : 548-85-72.

JOURNAL OFFICIEL—

Sont publiés au Journal officiel du 16 novembre 1979 :

UN DÉCRET

● Pris pour l'application de l'article 5 modifié (3) de la loi du 6 août 1983 pour l'amélioration de la production et de la structure foncière des forêts françaises.

UNE LISTE

● Des élèves ayant obtenu, en 1978 et 1979, le diplôme d'ingénieur ou le certificat d'ancien élève de l'école nationale supérieure d'arts et métiers.

PARIS EN VISITES

SAMEDI 17 NOVEMBRE

« Saint-Eustache », 15 h. devant l'église (Mme Allot).
« Montmartre », 15 h. 17, rue Saint-Vincent (Mme Sachelier).
« Le Louvre au Moyen Age », 15 h. métro Louvre (Mme Gervais).
« Hôtel de Sully », 15 h. 62, rue Saint-Antoine (Mme Zujovio).
« Les peintres européens à la cour d'Espagne », 15 h. Grand Palais (Approche de l'art).
« Le Salon d'automne », 14 h. 30, Grand Palais (L'art pour tous).
« Les trésors des musées du Kremlin », 11 h. Grand Palais (Arts).
« Le Marais », 15 h. 15, 5, rue des Hospitaliers-Saint-Gervais (Mme Barbier).
« L'Andalousie française », 15 h. 23, quai Conti (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
« Hôtel d'Aumont et hôtel de Senne », 15 h. 7, rue de Jouy (Mme Ferrand).
« Les salons de la Banque de France », 15 h. 1, place Malesherbes (Mme Hager).
« Madame de Sévigné en sa maison », 15 h. métro Saint-Paul - Le Marais (Mme Haulier).
« Le Musée de la police », 15 h. 1 bis, rue des Carmes (Histoire et Archéologie).
« Chas Maxin's », 15 h. 15, 3, rue Royale (M. de La Roche), entrées limitées.
« L'église Sainte-Elizabeth et l'œuvre de Maitre », 15 h. métro Temple (Luttes-Vivantes).
« Le quartier historique des Gravilliers (Paris inconnu) », 15 h. 30, rue Saint-Martin (Mme Allot).
« L'atelier d'un marqueteur », 14 h. 30, métro Châteauneuf (Tourisme culturel).
« Le Vieux Marais », 15 h. 2, rue de Sévigné (Le Vieux Paris).
« Exposition Picasso », 11 h. Grand Palais (Visages de Paris).

DIMANCHE 18 NOVEMBRE

« Ministère de la marine », 10 h. 30, 2, rue Royale (Mme Garnier-Alberg).
« Les coulisses de la Comédie-Française », 10 h. 30, porte de l'administration, place Colette (Mme Le-marchand).
« Les Arts et Métiers », 15 h. 202, rue Saint-Martin (Mme Allot).
« Hôtel de Sully et la place des Vosges », 15 h. 62, rue Saint-Antoine (Mme Legros).
« L'appartement de Clemenceau », 15 h. 8, rue Franklin (Mme Pennec).
« Château de la Muette et l'O.C.D.E. », 15 h. 15, rue Saint-Louis (Mme Pennec).
« L'île Saint-Louis », 15 h. 15, 4, quai des Célestins (Mme Barbier).
« Musée de la Légion d'honneur », 15 h. 30, 5, rue de la Légion-d'Honneur (Mme Camus).
« Le Palais-Royal », 15 h. devant la grille, place du Palais-Royal (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
« Lycée Henri-IV », 15 h. 23, rue Clotilde (Mme Ferrand).
« Exposition Picasso », 10 h. 30, Grand Palais (Mme Haulier).
« Notre-Dame de Paris », 15 h. métro Cité (Mme Haulier).
« L'hôtel de Bourbon-Condé », 15 h. 12, rue Monsieur (Histoire et Archéologie).

« La Cité », 15 h. 45, métro Cité (M. de La Roche).
« La Cité mystérieuse », 15 h. métro Cité (Paris inconnu).
« L'église Saint-Etienne-du-Mont », métro Cardinal-Lemoine (Temple).
« Le Palais-Bourbon », 14 h. 45, 2, place du Palais-Bourbon (Tourisme culturel).
« Les synagogues de la rue des Rosiers. Le couvent des Blancs-Manteaux », 16 h. 3, rue Malher (Le Vieux Paris).
« Exposition Picasso », 11 h. Grand Palais (Visages de Paris).

CONFÉRENCES

SAMEDI 17 NOVEMBRE

14 h. 45, théâtre Tristan-Bernard, 64, rue du Bocher, Dr J.-A. Huet : « Les trois options de la manne-pause »; professeur Roger Ikor : « Sans haine et sans colère »; Mme G. Juranié : « Sur le mot liberté » (Club du Faubourg).
19 h. Plaza-Athènes, 8, boulevard de la Madeleine : « Les profondeurs inexplorées de l'homme » (Agence mondiale d'informations).
15 h. 30, Caru, 4, rue Adrien-Messier : « Eckankar, un genre de vie présente ses enseignements ».

17 h. et 19 h. Institut catholique, 21, rue d'Assas : « Connaissance-rue la doctrine catholique ? ».

DIMANCHE 18 NOVEMBRE

15 h. 9 bis, avenue d'Iéna : « Mongolie »; 17 h. : « Kashmir-Jadash et Rajasthan » (projections).
15 h. 30, 15, rue de la Béchade, M. Pierre Gentil : « Au Soudan aujourd'hui » (Les Artisans de l'esprit).
16 h. 45, Notre-Dame de Paris, M. Pierre de Calan : « Le désir de Dieu et la conduite d'une vie ».

LOTO

TIRAGE N° 46
DU 14 NOVEMBRE 1979

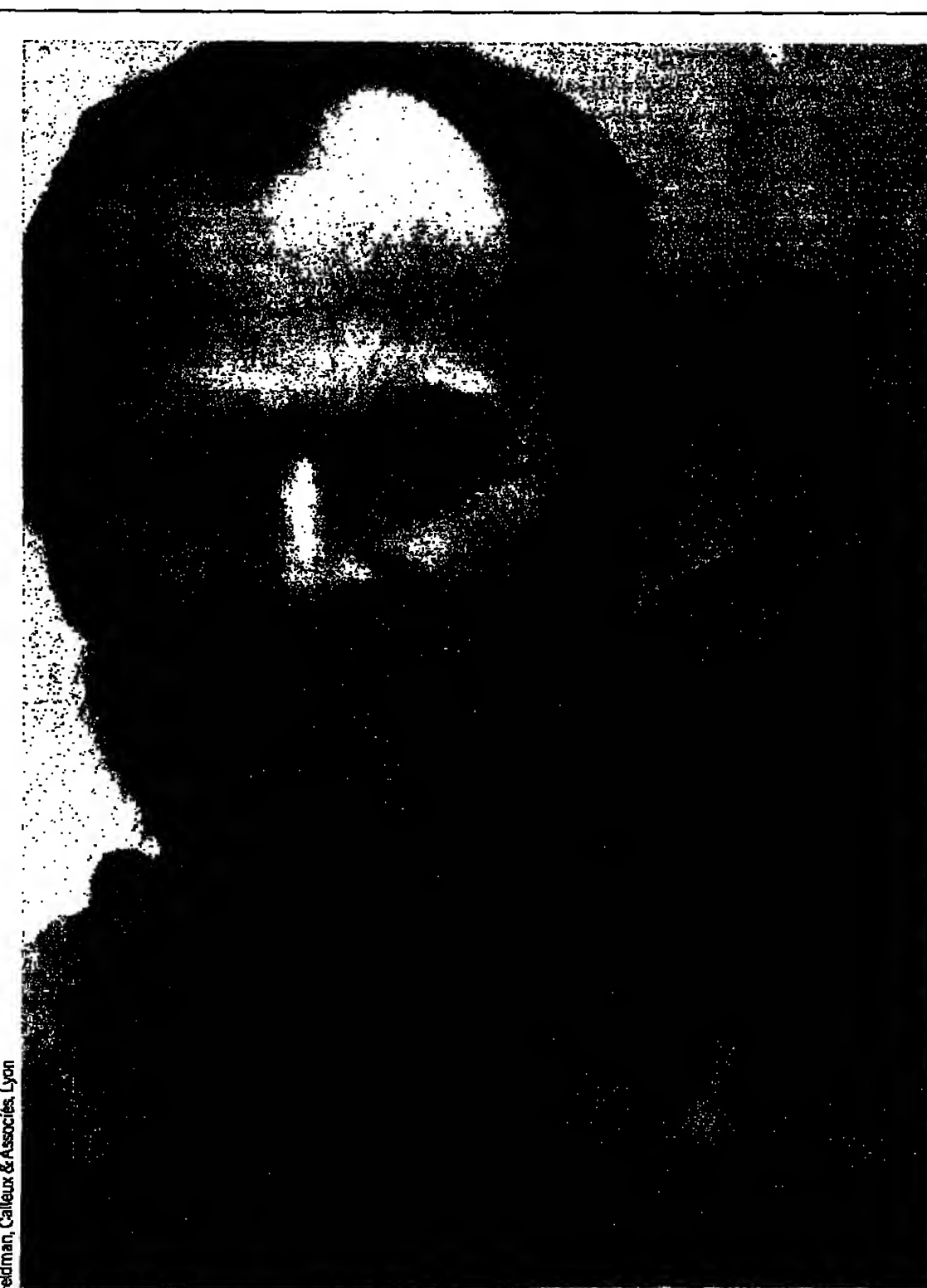
5 24 25 38 44 48

NUMERO COMPLEMENTAIRE 35

NOMBRE DE GUILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1 F)
6 BONS NUMEROS	1 7 562 751,80 F
5 BONS NUMEROS	18 210 076,40 F
5 BONS NUMEROS	832 13 634,70 F
4 BONS NUMEROS	59 794 189,70 F
3 BONS NUMEROS	1 331 287 12,30 F

PROCHAIN TIRAGE LE 21 NOVEMBRE 1979

VALIDATION JUSQU'AU 20 NOVEMBRE 1979 APRES-MIDI



Voici pourquoi
chez Ecco les intérimaires
sont bien.

Premièrement

La sécurité morale. L'intérim est un métier où les relations d'hommes à hommes sont primordiales. Chez Ecco ne l'oublie pas. L'accueil, la compréhension, le respect et l'estime des intérimaires contribuent largement à leur bien-être et même à leur efficacité.

Bien dans leur entreprise ils seront bien dans la vôtre.

Deuxièmement

La sécurité matérielle. Complément indispensable de la première. Chez Ecco, les intérimaires savent qu'ils peuvent compter sur de multiples avantages : prêts à la construction, participation aux bénéfices, primes, formation permanente, acomptes hebdomadaires, aides multiples...

Aidés et soutenus ils vous aideront et vous soutiendront.

Troisièmement

La proximité. Ses 265 agences font d'Ecco le réseau de Travail Temporaire le plus étendu de France. Pour les intérimaires Ecco, cela veut dire une proximité réelle du travail, ou la possibilité de changer d'agence et même de région sans perdre les avantages acquis.

Nous sommes plus près d'eux pour qu'ils soient plus près de vous.

Quatrièmement

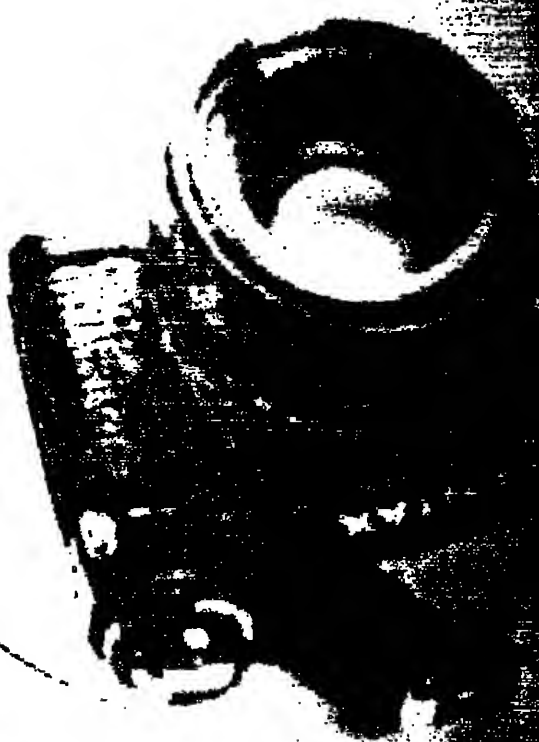
La certitude de pouvoir travailler. Les 15 000 intérimaires Ecco savent qu'ils ont derrière eux une entreprise puissante qui compte plus de 25 000 clients. Une entreprise sérieuse membre fondateur de la Socamex et du Promat. Une entreprise dynamique (120 000 missions en 1978) et expérimentée (fondée à Lyon en 1964) qui leur garantit de toujours pouvoir travailler.

Une entreprise vivante où l'on peut faire de l'intérim son métier.

ECCO
TRAVAIL TEMPORAIRE

FEU
VER

EJECT AUTOMATIQUE



من الامن الاصل

Le Monde

équipement

ENVIRONNEMENT

RÉUNIS A GENÈVE

Trente-cinq pays signent une convention contre la pollution atmosphérique

Les trois cents délégués de trente-cinq pays d'Europe de l'Est et de l'Ouest, et d'Amérique du Nord, se sont réunis du mardi 12 au jeudi 15 novembre, à Genève, au sein de la commission économique pour l'Europe des Nations unies (« le Monde » du 16 novembre). Une convention sur la pollution atmosphérique transfrontalière a été signée lors de cette première conférence pan-européenne.

Cette conférence sur l'environnement ayant été précédée par l'U.R.S.S. et saluée par un message de M. Brejnev, l'intervention de M. Vladimir Kiriline, vice-président du conseil des ministres de l'Union soviétique, était particulièrement attendue, nous précise notre correspondant à Genève, Isabelle Viehman. Ce fut un panégyrique du nucléaire qui ne présenta, selon lui, du strict point de vue de la pollution et de la protection de la nature, que des avantages. Le ministre soviétique a précisé que son pays ne partageait pas l'inquiétude manifestée dans certains milieux occidentaux face aux progrès techniques que permet l'atome et a révélé que l'U.R.S.S. intensifiait activement son programme de centrales nucléaires. Il a aussi vanté les avantages de la nouvelle

centrale dotée de quatre réacteurs, de 1 million de kilowatts-heure chacun, récemment construite près de Leningrad. M. Jaber Stanovnik, secrétaire exécutif de la commission, n'a pas partagé cet optimisme et a mis l'accent sur « l'inquiétude universelle » manifestée devant les dangers que présente l'énergie nucléaire.

100 millions de tonnes de soufre

La convention sur la pollution transfrontalière, qui entrera en vigueur lorsque vingt-quatre pays l'auront ratifiée, a surtout pour objectif d'améliorer l'information entre les pays : 100 millions de tonnes de dioxyde de soufre flottent dans l'atmosphère européenne a précisé M. Stanovnik. La signature de ce document est une « petite victoire » pour la Suède et la Norvège, nous signale notre correspondant à Stockholm, Alain Deboue. Ces deux pays entendent en effet être particulièrement victimes de la pollution européenne transportée par les vents et qui menace l'intégrité des lacs et des rivières du sud et du sud-ouest de la péninsule scandinave.

« La première fois, au début des années 70, que nous avons avancé l'idée que la pollution pouvait se déplacer sur des milliers de kilomètres, on nous a ri au nez », a déclaré à notre correspondant, M. Per Wramner, secrétaire d'Etat au ministère suédois de l'Agriculture. Mais aujourd'hui, heureusement, la plupart des pays sont conscients du problème. L'inquiétude des autorités et des pêcheurs scandinaves s'est encore exprimée récemment, lors d'un colloque réuni à Göteborg. Sur la centaine de lacs inclus dans une réserve naturelle de 600 kilomètres carrés, vingt sont considérés comme « morts » : il n'y a plus de poisson, plus de décomposition végétale, toute vie animale est impossible. Dans le

sud de la Norvège, le fleuve Tornaveen donnait en 1950 20 tonnes de saumon par an : aujourd'hui le poisson a pratiquement disparu.

Plusieurs études de l'O.C.D.E. montrent que le dioxyde de soufre peut être transporté sur des milliers de kilomètres et contribue à acidifier les pluies : le sol de certaines régions scandinaves essentiellement granitiques ne neutralise pas, contrairement aux sols calcaires, l'action du SO₂.

Sur 500 000 tonnes de dioxyde de soufre recensées en 1974, 100 000 seulement étaient d'origine nationale, estiment les autorités suédoises : le reste venait probablement d'Allemagne de l'Est et de l'Ouest, de Grande-Bretagne, du Danemark et de Pologne. Très diplomates, les Scandinaves ne désignent pas du doigt les coupables et se contentent de citer « les zones industrielles européennes à forte densité de population, les régions minières et les centrales thermiques qui emploient parfois des fuels à teneur en soufre de 4 % ».

En Suède, les émissions sulfurées sont limitées : les fuels lourds employés par l'industrie ne peuvent excéder une teneur en soufre de 3,5 %. Les rejets de soufre ont été réduits du quart de 1974 à 1978. Mais ces mesures semblent insuffisantes. C'est pourquoi les Scandinaves attendent beaucoup d'une plus grande rigueur internationale.

Parallèlement, les Suédois ont lancé en 1977 un plan de sauvetage des lacs : on estime que vingt mille d'entre eux, soit un sur cinq, sont plus ou moins gravement endommagés. Le saumon, la perche, l'omble chevalier et la truite sont les espèces les plus touchées. Une méthode unique au monde de calcification du fond des lacs a été utilisée : la chaux est pulvérisée soit par jet, soit par hélicoptère. Ce traitement efficace (le poison relatif son apparition) est coûteuse et doit être recommandée deux fois par an.

LES FOURRURES MALAT

FOURREUR
FABRICANT
GARANTIE
DE CONFIANCE

ont la fourrure qu'il vous faut.
Grand choix prêt-à-porter en sur mesure.
Vison, loup, renard, grand choix chapeaux.
Réparations et transformations.
Service après-vente. Tél. : 873-60-57.

47, rue La Fayette, 75009 PARIS - Métro LE PELETIER

CIRCULATION

Questions...

Automobilistes en danger

Les nouvelles mesures adoptées pour améliorer la sécurité routière sont souvent mal acceptées des automobilistes, qui, nombreux, nous font part de leurs critiques, de leur colère.

M. Christian Gerondeau, nommé, en 1972, délégué à la sécurité routière auprès du premier ministre et, depuis, responsable de la politique gouvernementale dans ce secteur, a répondu à nos questions.

Rappelons qu'il a eu l'occasion de s'exprimer plus longuement dans un livre publié au début de l'année chez Plon, et intitulé « La Mort inutile ».

« L'obligation de porter la ceinture de sécurité en ville a suscité de vives réactions. Quelle est la justification de cette mesure ? »

« Toutes les études faites en France et à l'étranger convergent vers une constatation : les automobilistes ceinturés ont deux fois moins de chances d'être accidentés, lors d'un choc frontal, que ceux qui ne le sont pas. Les statistiques de la police, de la gendarmerie, les travaux faits à l'hôpital de Garches (Yvelines), prouvent d'autre part que le risque est 1,7 fois moindre lors des chocs latéraux et cinq fois moindre en cas de retournement du véhicule.

« Mais, au-delà d'une certaine vitesse, 50 kilomètres-heure en cas de choc contre un mur, 100 kilomètres-heure en cas de choc contre une voiture à l'arrêt, la ceinture perd de son efficacité. C'est en effet la désintégration qui est cause des lésions. Nous étudions donc un système qui permette de tendre la ceinture lors du choc et de tirer l'automobiliste en arrière afin d'améliorer sa sécurité.

« Le sondage que nous avons fait récemment prouve que 60 % des automobilistes sont favorables à cette

mesure, 30 % contre et 10 % sans opinion.

« Enfin, les statistiques ont démontré que la proportion des blessés graves a été réduite de moitié grâce aux mesures que nous avons prises en faveur de la sécurité routière.

« Les automobilistes ont également protesté contre l'obligation de rouler en codes la nuit en ville. Pourquoi avoir pris cette mesure ? »

« L'obligation de rouler en codes la nuit est en vigueur dans la plupart des pays étrangers sans que les automobilistes concernés n'aient protesté. Nous n'avons, du reste, enregistré des réactions défavorables que dans les grandes villes, et particulièrement à Paris où la circulation, dans les grandes artères, a pu être perturbée, mais rien ne prouve que les encombrements, qui ont été constatés, ont pour cause l'obligation de rouler en codes. J'ajouterais que nous avons remarqué que 60 % des phrases étaient mal régies.

« Les dernières statistiques de la police et de la gendarmerie font état d'une augmentation du nombre des victimes de la route depuis le début de l'année. Comment expliquez-vous ce phénomène ? »

« Il est vrai que nous avons enregistré 3 % de morts de plus depuis le début de l'année 1979. L'attention des automobilistes semble, en effet, être moins mobilisée. En 1978, par exemple, la loi sur l'alcoolémie et la possibilité qui en avait été faite nous avaient permis de réduire à douze mille le nombre des victimes de la route. A l'avenir, nous allons multiplier les actions de prévention dans trois domaines : limitation de vitesse, port de la ceinture, alcoolémie, afin que l'attention des usagers de la route ne s'érouisse pas. On n'est jamais plus en danger que lorsqu'on se croit en sécurité. »

(Propos recueillis par M.-Ch. ROBERT.)

...Réponses

P.T.T.

Après l'installation du CNET

GRENOBLE VOUDRAIT DEVENIR LA CAPITALE DES CIRCUITS INTÉGRÉS

(De notre correspondant.)

Grenoble. — M. Norbert Segard, secrétaire d'Etat aux P.T.T., a participé le mardi 13 novembre, au lancement des travaux du Centre national d'études des télécommunications (CNET) de Grenoble, spécialisé dans la recherche sur les circuits intégrés.

Le CNET de Grenoble accueillera deux cents personnes (chercheurs, ingénieurs, techniciens et personnel administratif) à la fin de l'année 1980 et cinq cents au cours des prochaines années. Le Centre collaborera étroitement avec le Laboratoire d'études électroniques et de technologie de l'informatique, installé au Centre d'études nucléaires de Grenoble, et avec l'Institut de mathématiques appliquées (IMAG). Pour commencer, il centrera ses activités dans le domaine des circuits classiques au silicium, puis préparera l'avènement des futures générations de circuits de haute performance. « Le centre du CNET de Grenoble s'est donc vu confier une mission d'importance capitale. Par ses travaux, il doit ouvrir la voie à de nouvelles générations de circuits, conciliant toujours davantage la diminution des coûts et l'accroissement de la fiabilité et des performances », a précisé M. Norbert Segard.

Si, en amont, la région de Grenoble semble bien armée pour soutenir les efforts de recherche du CNET, en aval, le Centre, en raison des pressions exercées actuellement par les pouvoirs publics, risque de ne pas pouvoir attirer autour de lui toutes les industries susceptibles de valoriser les résultats de ces découvertes.

Ainsi, récemment, deux unités de fabrication de circuits intégrés dont l'installation était prévue à Grenoble lui ont échappé. Le projet de Matra associé à la firme américaine Harris sera réalisé à Nantes, tandis que National Semiconductor s'installera dans le midi de la France.

Enfin, la seconde unité de fabrication d'EFOS (société d'études et de fabrication des circuits intégrés spéciaux), qui venait passer son personnel de quatre cents à plus d'un millier au cours des trois prochaines années, subit actuellement de fortes pressions pour s'installer en Lorraine.

CLAUDE FRANCHILLON.

Nou

Logement

Repas

Déjeuners en ch

Arvantes

Remontées mécan

Moniteurs

Compétition

Animations

Accerts

Arvées spec

Light-club

Protection ass

Les Galeries Lafayette et les Parfums Balmain

vous invitent à assister
à l'exposition-vente

IVOIRE
L'ENCHANTEMENT SANS FIN

Une collection de chefs-d'œuvre en ivoire
de la République Populaire de Chine
aux Galeries Lafayette
Haussmann

Galeries Lafayette

HAUSSMANN

PARFUMS BALMAIN

du Vendredi 16 Novembre au Lundi 24 Décembre 1979

1450

Une semaine tout

Club Méditerranée
296.10.00

Syngma, K.E.

Nous.

Logement

+ Repas Peut déjeuner pantagruélique, déjeunés, dîner, vin à volonté, service compris.

+ Déjeuners en chalet d'altitude

+ Navettes Eventuelles.

+ Remontées mécaniques Illimitées.

+ Moniteurs Ski alpin et nordique, matin et après-midi, magnétoscope.

+ Compétition hebdomadaire

+ Animations avant dîner

+ Concerts enregistrés

+ Soirées spectacles

+ Night-club

+ Protection assurance

Et vous?

..... (7 fois).

+ (7 fois)

+ (5 fois)

+ (6 fois)

+ (6 fois)

+ (5,5 fois)

+

+ (7 fois)

+ (7 fois)

+ (7 fois)

+ (7 fois)

+

= 1450 F.

Une semaine tout compris.

= F.

Budget sports d'hiver.
Faites vos comptes, au Club votre budget vacances est tout fait.
De votre côté calculez le vôtre.

Le Club met à votre disposition 455 remontées mécaniques, 650 moniteurs, 22 hôtels dans 20 stations et 4 pays. Au demeurant, janvier est la période la plus calme de la saison : pas de queue aux tire-fesses, ce qui ajoute au plaisir d'apprendre, de découvrir ou de perfectionner les dix et une façons de skier au Club, où pendant toute la saison, la gaieté fait boule de neige.

Renseignements et réservations : 296.10.00. Paris : Place de la Bourse, 90, avenue des Champs-Élysées, 17, avenue d'Italie. Lille : 7, place du Théâtre. Marseille : 142, avenue du Prado. Et agences Havas de votre ville. Bruxelles : 58, rue Ravenstein. Genève : 28, quai Général Guisan.

Club Méditerranée.

296.10.00

* Du 20 au 27 janvier 1980 à Engelberg (Suisse).
Nous avons des stations plus chères et d'autres moins chères.



مكتبة الأمل

CINEMA Exit Quatermass

Quatermass est un personnage qui a traversé les siècles. Il a été créé en 1933 par le scénariste britannique John Wood. C'est un scientifique qui s'occupe de la pollution atmosphérique. Dans la version originale, il est joué par John Wood. Dans la version française, il est joué par Jean-Pierre Aumont. Le film est une adaptation du roman de John Wood. Il raconte l'histoire d'un scientifique qui s'occupe de la pollution atmosphérique. Le film est une adaptation du roman de John Wood. Il raconte l'histoire d'un scientifique qui s'occupe de la pollution atmosphérique.

RENCONTRES AVEC DES REGISSEURS Sur les traces de...

Le film "Exit Quatermass" est une adaptation du roman de John Wood. Il raconte l'histoire d'un scientifique qui s'occupe de la pollution atmosphérique. Le film est une adaptation du roman de John Wood. Il raconte l'histoire d'un scientifique qui s'occupe de la pollution atmosphérique.

STILLER

Le film "Exit Quatermass" est une adaptation du roman de John Wood. Il raconte l'histoire d'un scientifique qui s'occupe de la pollution atmosphérique. Le film est une adaptation du roman de John Wood. Il raconte l'histoire d'un scientifique qui s'occupe de la pollution atmosphérique.

théâtres

Les salles subventionnées et municipales

Opéra (742-37-30), 19 h. 30 : Sylvia. Chaillet (742-37-30), 20 h. 30 : Opéra. Opéra (742-37-30), 20 h. 30 : Opéra. Opéra (742-37-30), 20 h. 30 : Opéra.

Les autres salles

Alte (742-37-30), 20 h. 30 : Croix de sang. Alte (742-37-30), 20 h. 30 : Croix de sang. Alte (742-37-30), 20 h. 30 : Croix de sang. Alte (742-37-30), 20 h. 30 : Croix de sang.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES

704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Vendredi 16 novembre

Petit (742-37-30), 20 h. 30 : le Volcan de la rue Arbat. Petit (742-37-30), 20 h. 30 : le Volcan de la rue Arbat. Petit (742-37-30), 20 h. 30 : le Volcan de la rue Arbat. Petit (742-37-30), 20 h. 30 : le Volcan de la rue Arbat.

Les chansonniers

Caveau de la République (742-37-30), 20 h. 30 : Raymond ou Comment s'en. Caveau de la République (742-37-30), 20 h. 30 : Raymond ou Comment s'en.

Les cafés-théâtres

Le Bœuf (742-37-30), 20 h. 30 : le Bœuf. Le Bœuf (742-37-30), 20 h. 30 : le Bœuf. Le Bœuf (742-37-30), 20 h. 30 : le Bœuf. Le Bœuf (742-37-30), 20 h. 30 : le Bœuf.

Les concerts

Lucernaire, 18 h. 30 : F. Lescaux et R. Cognazzo. Lucernaire, 18 h. 30 : F. Lescaux et R. Cognazzo. Lucernaire, 18 h. 30 : F. Lescaux et R. Cognazzo. Lucernaire, 18 h. 30 : F. Lescaux et R. Cognazzo.

SPECTACLES

21 h. 30 : J.-P. Basson Quintet

21 h. 30 : J.-P. Basson Quintet. 21 h. 30 : J.-P. Basson Quintet. 21 h. 30 : J.-P. Basson Quintet. 21 h. 30 : J.-P. Basson Quintet.

Dans la région parisienne

Antony, Théâtre F.-Génier, 21 h. 30 : Création : Dogs Dinner. Antony, Théâtre F.-Génier, 21 h. 30 : Création : Dogs Dinner. Antony, Théâtre F.-Génier, 21 h. 30 : Création : Dogs Dinner. Antony, Théâtre F.-Génier, 21 h. 30 : Création : Dogs Dinner.

La danse

Centre Mandapa (589-01-00), 20 h. 45 : Shakti. Centre Mandapa (589-01-00), 20 h. 45 : Shakti. Centre Mandapa (589-01-00), 20 h. 45 : Shakti. Centre Mandapa (589-01-00), 20 h. 45 : Shakti.

Festival International de la Danse

20-21 novembre à 20 h 30

2 soirées exceptionnelles

LUCINDA CHILDS

PHILIP GLASS

DANCE

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES

renseignements et location 359.72.42

LES LAMES NOIRES

DE PIERRE VON KANT

de RW FASSBINDER

UN TRIOMPHE!

PROLONGATION

AVEC GENEVIEVE PAGE

à partir du 16 NOVEMBRE

MARIGNAN PATHE - PARAMOUNT CITY - PARAMOUNT MAILLOT

PARAMOUNT MARIVAUX - PUBLICIS ST-GERMAIN - PARAMOUNT

MONTMARTRE - PARAMOUNT GALAXIE - GAUMONT RICHELIEU

CLICHY-PATHE - GAUMONT GAMBETTA - QUINTELLA - GAUMONT

CONVENTION - BELLE-ÉPINE - PATHE THEATRE ARIEL - RUEL

PATHE Champigny - TRICYCLE Asnières - GAUMONT ERY - BUXY

BOUSSY ST-Antoine - CYRANO Versailles - PARAMOUNT ELYSEES 2

La Celle-Saint-Cloud

LE PULL-OVER ROUGE

UN FILM DE MICHEL DRACH

LES PULPES ROUGES de GILLES PERRAULT

ENTRÉE 100% FRANÇAISE

J.L. DONNIO DE MONTMARTRE

Anna Prucnal

CENTRE D'ANIMATION DU FORUM DES HALLES

PETIT FORUM du 13 novembre au 24 novembre 18 h 30

"Ca"

33 Tours PL 37166

RCA

du 20 novembre au 1er décembre

331 PL 37286

RCA

En v.o. : FRANCE ELYSEES - QUINTELLA - 7 PARNASSIENS

En v.f. : BERLITZ - CLICHY-PATHE - CAMBRONNE

Sélection officielle FESTIVAL DE CANNES 79

L'horreur de l'occupation comme vous ne l'avez encore jamais vue à l'écran, dans

L'OCCUPATION EN 36 IMAGES

UN FILM DE LORIAN ZAFRANOVIC

TRAVAILLEZ VOS LAMPS

VERSION INTEGRALE - INTERDIT AUX MOINS DE 16 ANS

THEATRE DES QUARTIERS D'IVRY

LA RENCONTRE de GEORGES POMPIDOU avec MAO ZEDONG

Réalisé par ANTOINE VITEZ

avec en alternance LA SONATE AU CLAIR DE LUNE et UN CŒUR SIMPLE

au STUDIO d'IVRY 672.37.43

MUSÉE DES ANTIQUITÉS NATIONALES DE SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

L'ART DES PREMIERS AGRICULTEURS EN SERBIE

6000-2500 av. J.C.

J.J. (sauf mardi) 9 h. 15-12 h. et 13 h. 30-17 h. 15 - Jusqu'au 2 DÉCEMBRE

MOZART-LOSEY

DON GIOVANNI

ROBERTO RAMONZINI - JOHN MACURDY - EDNA MOSER - KIRI TE KANAWA - KENNETH RIKELI - JOSE VAN DAM - TERESA BERGANZA - MALCOLM KING

DON GIOVANNI de W.A. MOZART - ORCHESTRE DU PORTO - sous la direction de JOSEPH LOSSY

SON DOLBY STEREO

IRCAM EIC

créations de Metz

lundi 19 novembre 20 h 30

Osborne - Marcland

direction Jacques Mercier

Bennett

direction Gerald Bennett

avec David Wilson Johnson, baryton

THEATRE DE LA VILLE

loc. 274.11.24

ven. 23 - sam. 24 - dim. 25

lun. 26 novembre 20 h 30

Machover

direction Peter Eötvös

Œuvre Collective de Causse-Gerzso-Globokar-Wessel

direction Vinko Globokar

IRCAM

81, rue St-Merri 4° loc. 278.78.95

مكتبة الأمل

Il est arrivé

VIDEO N°1

RADIO-TÉLÉVISION

VENDREDI 16 NOVEMBRE

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h Journal.

MAGNETOSCOPE AKAI
SUPER PROMOTION 5.750 Ffs
 Program. 3 heures
 8 jours **audio 6** enregistré.
 6/8, rue de Châteaudun 75009-8782856

20 h 35 Au théâtre ce soir : « Piège pour un homme seul ».
 Comédie policière en quatre actes de R. Thomas, avec G. Fournand, J. Bardou, R. Durand, B. Gribaud.
 Au deuxième acte d'un voyage de noces, le jeune épouse disparaît. Elle revient, mais le mari découvre que cette femme n'est pas la même.

22 h 50 Cinq jours en Bourse.

23 h Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h Journal.

20 h 35 Paulinien : l'Or du Transvaal.

aujourd'hui
 mettez à votre menu
 une des bonnes idées du
Père Noël

21 h 35 Magazine littéraires : Apostrophes.
 Avec André Pivrot, la naissance.
 22 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 23 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).

24 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 25 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 26 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 27 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 28 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 29 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 30 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).

21 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 22 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 23 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 24 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 25 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 26 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 27 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 28 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 29 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 30 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).

21 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 22 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 23 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 24 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 25 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 26 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 27 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 28 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 29 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 30 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).

21 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 22 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 23 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 24 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 25 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 26 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 27 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 28 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 29 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 30 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).

21 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 22 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 23 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 24 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 25 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 26 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 27 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 28 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 29 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 30 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).

13 h 55, La petite maison dans la prairie ;
 14 h 40, L'homme du « Picaresque » ; 16 h 40,
 Magazine « L'aventure » ; 17 h 40, Alain Colas.
 18 h 10 Trente millions d'amis.
 18 h 40 Magazine auto-moto.
 19 h 10 Six minutes pour vous défendre.
 19 h 20 Émissions régionales.
 19 h 45 Les Inconnus de 13 h 45.
 20 h Journal.
 20 h 35 Numéro un : Mireille Mathieu.
 Fausses de variétés de Marthe et Gilbert
 Carpentier.
 Avec Nana Mouskouri, Thierry Le Luron,
 Gérard Lenormand, Carlos, Peter Franpton,
 Elno Sorci, les Petits Chanteurs à la Croix
 de Bois.
 21 h 35 Série : Colombo.
 22 h 55 Télé-foot 1.
 23 h 55 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2
 11 h 45 Journal des sports et des manifestations.
 12 h La vérité est au fond de la mer.
 12 h 30 Samedi et dimanche.
 13 h 25 Monsieur Chénier.
 14 h 20 Les Jeux du stade.
 17 h 10 Les moins d'ingrédients et les autres.
 17 h 55 Contes autour du monde.
 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
 19 h 20 Émissions régionales.
 20 h Journal.
 20 h 35 Dramatique : Histoire de voyou.
 Le comédien revient de suite.
 De M. Wyr. Avec R. Vireloux, J. Salutin,
 J. Le Poulain.
 Un comédien à qui il n'est jamais rien
 arrivé, se retrouve avec un meurtre dans son
 portefeuille.
 22 h 15 Variétés : Colossus.
 23 h 55 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3
 11 h 30 Pour les jeunes.
 Thierry la Frousse : la course voyageuse.
 19 h 10 Journal.
 19 h 20 Émissions régionales.
 19 h 55 Dessin animé.
 Bucky et Poppy : les Haricots sortissants.
 20 h Les Jeux.
 20 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 21 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 22 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 23 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 24 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 25 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 26 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 27 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 28 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 29 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 30 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).

21 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 22 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 23 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 24 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 25 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 26 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 27 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 28 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 29 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 30 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).

21 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 22 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 23 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 24 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 25 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 26 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 27 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 28 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 29 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 30 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).

21 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 22 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 23 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 24 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 25 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 26 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 27 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 28 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 29 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 30 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).

21 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 22 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 23 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 24 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 25 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 26 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 27 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 28 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 29 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).
 30 h 35 Les Shadoks (rediffusion en couleur).

11 h Messe en l'église Notre-Dame de l'As-
 somption à Mont-Saint-Alban (Seine-
 Maritime).
 Prédicateur : Père P. Bouché.
 12 h La séquence du spectacle.
 12 h 30 TF 1 - TF 1.
 13 h 20 C'est pas sérieux.
 14 h 15 Les rendez-vous du dimanche.
 de Michel Drucker.
 15 h 30 Tiroir.
 A. Autuill.
 15 h 35 Série : l'île fantastique.
 V. - L'Aviation et Concorde.
 16 h 30 Sports premiers.
 17 h 50 Cinéma : « Fantan la Tulipe ».
 Film français de Christian-Jaque (1951),
 avec G. Philippe, G. Lolohergide, M. Gérard,
 O. Bussan, M. Barnaud, J.-M. Tournier,
 J. Paredès, G. Paga, S. Palero (N. rectifié).
 Sous le règne de Louis XV, un paysan, oco
 de village errant de jour dans l'armée,
 toutes les fausses prédictions d'une boîte-
 mante, se couvre de gloire et trouve
 brillante parodie de film de cape et d'épée
 où s'ajoutent à merveille scénario, dialogues
 et mise en scène. Gérard Philippe crée, là,
 dans la fantasia, un type de héros à penser,
 spécifiquement français, spécifiquement
 copain.

18 h 25 Les animaux du monde.
 20 h Journal.
 20 h 35 Cinéma : « Fantôme contre Scotland
 Yard ».
 Film français de A. Elmeste (1967), avec
 J. Milla, L. de Funès, M. Desnoyers,
 J. Christophe, J. Dymov, E. Serre et
 J.-E. Caumont (rectifié).
 Dans un village de la Savoie, le comissaire
 Jussu et le journaliste Fandor luttent contre
 le bandit Fantôme qui a tué de riches
 propriétaires d'un hôtel sur le « droit de
 vivre ».
 Sarcasme comique mené par Louis de
 Funès, avec la complicité de Jean Desnoyers
 film d'une série pour public familial
 qui n'a rien à voir avec les romans de Pierre
 Souvestre et Marcel Allain et leur genre de
 crime.

22 h 15 Leçon de musique : Bruno Giuranna.
 23 h 55 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2
 11 h On ne va.
 11 h 15 Concert.
 « Symphonie n° 38, Prague », de Mozart,
 par le Nouvel Orchestre philharmonique,
 dir. J.-P. Isenhardt.
 11 h 45 Chorus.
 12 h 25 Tremplin 60, variétés.
 12 h 45 Journal.
 13 h 20 Série : Têtes brûlées.
 14 h 15 Les chiffres et des lettres pour
 les jeunes.
 15 h 05 Des animaux et des hommes.
 15 h 55 Malax : passe-passe.
 16 h 40 Série : la Corde au cou.
 17 h 40 Rencontres internationales du cirque.
 18 h 40 Stade 2.
 18 h 55 Top club.
 20 h Journal.
 20 h 35 Série : le Retour du Saint.
 Le fils du comte de la Corda au cou.
 21 h 30 Littérature et politique : Paul Nizan.
 Série de G. Elgy et P. Michel, réalisation
 J. Babin.
 22 h Petit théâtre : « Tout un dimanche
 ensemble ».
 De P. Bouché. Réal. : S. Bertin. Avec
 D. Doli et P. Dorla.
 23 h 30 Sports : catch.
 23 h 55 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3
 10 h Émission de l'U.C.E.L. destinée aux tra-
 vailleurs immigrés.
 Images de l'Algérie.
 10 h 30 Mosaïque.
 Reportage : la semaine du dialogue Français-
 Immigrés : variétés : Oul'essa (Maroc),
 S. Benavio (Yougoslavie), S. Benavio (Cama-
 roune), P. Alido (Espagne), le groupe folklori-
 que portugais de Casca « Santa Maria ».
 11 h 20 Pédale à l'après-midi.
 « Andante cantabile », de Tchaïkovski, et la
 « Symphonie n° 5 », de Prokofiev, par l'Or-
 chestre philharmonique de New-York, direc-
 tion L. Bernstein.
 17 h 30 Un comédien en auteur : Dominique
 Paulel III Jacqueline Panchot.
 18 h 30 L'invité de FR 3 : Han Suyin.
 L'écrivain Han Suyin parle de ses romans,
 d'elle-même, de sa vie, de son action, de
 son évocation d'un amour, de ses amours
 et de la Chine.

19 h 45 Spécial DOM-TOM.
 20 h Festival international du Jazz : Oscar
 Peterson.
 20 h 30 Mosaïque.
 A l'occasion de la seconde semaine de dia-
 logue avec les immigrés, une sélection des
 émissions de Mosaïque.
 21 h 20 Journal.
 21 h 30 Encyclopédie audiovisuelle du cinéma.
 L'école du court-métrage.
 22 h Ciné-regards.
 22 h 12 Leçon de musique : Bruno Giuranna.
 23 h 12 Journal.
 23 h 30 Cinéma de minuit : « La Commune
 Secca ».
 Film italien de R. Bertolucci (1967), avec
 P. Burti, G. de Rosa, V. Cicora, A. d'Amico,
 R. Lancia, L. Benedetti (v.o. sous-titrée).
 A Roma, une prostituée a été assassinée
 près d'un parc où elle attendait un client.
 Plusieurs personnes qui ont été vues dans
 les parages à l'heure — présumée — du
 crime sont interrogées par la police, mais
 ne disent pas la vérité sur leurs com-
 portements.
 Première réalisation de Bertolucci sur un
 sujet de Foucault, dont il avait été l'assiste-
 nt. Très intéressante recherche d'un style
 personnel à partir des personnages typiques
 de l'histoire pinocchio.

FRANCE-CULTURE
 17 h 15 La France ouverte.
 17 h 45 Horizon, magazine religieux.
 18 h 45 Chansons de son.
 19 h 30, Protestantisme.
 19 h 45, Écoute Israël.
 19 h 45, Divers aspects de la pensée contem-
 poraine : La Grande Loge de France.
 19 h 45, Messe à l'église de Saint-Bruno (les-
 Chartreux, à Lyon, Prêtre : Père Palfrère ;
 chanté par l'Institut de musique sacrée,
 dir. Abbé Boulier.
 19 h 45, Regards sur la musique : Raminarade,
 de P.-B. Kach.
 19 h 45, Concert de musique de chambre :
 R. Milos, violon et J. Marita, piano (Haa-
 quembourg) ; Quatuor de percussion de Paris
 (Krembambou, Chy IV : création).
 19 h 45, La Comédie-Française présente : « Le
 Pêcheur d'ombres », de J. Sarmant.
 19 h 45, Concert donné au Théâtre Sorano à Ton-
 gues : « Le Tambour de Corneille » (Gavali).
 « A propos d'Orphée » (X. Darasse), « Sonate
 pour violon et piano » (Debussy), « Sonate,
 l'occulte » (X. Darasse).
 19 h 45, Rencontre avec... Mircea Eliade.
 19 h 45, Ma non troppo.
 19 h 45, Le cinéma des cinéastes.
 19 h 45, Agenda Dada, poésie surréaliste.
 19 h 45, Atelier de création radiophonique :
 « Nourrir, éduquer », par G. Garrigues et
 M. Vasta.
 19 h 45, Musique de chambre : Tableaux d'une
 exposition (Moussorgski), Mélodies russes
 (Borodine, Glinka, Rimsky-Korsakov), « Qua-
 tuor n° 1 » (Rachmaninov).

FRANCE-MUSIQUE
 17 h 3, Musique-Chantilly : Chœurs de Barzelle,
 Gail, Valt, Ferraty, Sander, Ceballos,
 Matas et Dvorak.
 18 h, Cantate de Bach BWV n° 52, pour le
 100^e anniversaire de la mort de Beethoven.
 18 h, 2. Sélection concert.
 18 h, 2. Charles Tournemire, « L'orgue sym-
 phonique » (échelles instrumentales) ; Georges
 Delvalle à l'orgue du grand auditorium de
 la maison de Radio-France ; Mélodies russes
 (Borodine, Glinka, Rimsky-Korsakov), « Qua-
 tuor n° 1 » (Rachmaninov).
 18 h, Concert en direct du Théâtre d'Orsay :
 « Thème viennois », Quatuor « Rosenmund »
 (Schubert) ; « Les Quinze » (Haydn) ; avec
 le Quatuor Jacques Prat.
 18 h, Équivalences (interprètes ou compo-
 siteurs étrangers) : Chœurs de la Quatuor
 Busch, Chœurs de Beethoven (le Quatuor à
 cordes n° 1, 8 et 13), avec A. Busch, violon,
 J. Busch, violon, B. Straumann,
 deuxième violon, et H. Gotschmann, alto.
 18 h, Ouvert la nuit : Nouveaux talents,
 premiers albums : Yannick Le Gallard, cla-
 vecin ; 23 h, Portrait en petites touches : les
 grandes œuvres du répertoire de piano, par
 A. Gorgé ; « Variations pour flûte et piano »
 (Schubert) ; 0 h 5, Comment l'entendez-
 vous ? : Don Giovanni, par E. Raimond.

TRIBUNES ET DEBATS
 VENDREDI 16 NOVEMBRE
 M. Pierre Boutros-Ghali,
 ministre égyptien des affaires
 étrangères, est l'invité du maga-
 zine « Le téléphone rouge » de
 France-Inter, à 19 h 15.
 SAMEDI 17 NOVEMBRE
 Mme Monique Pelletier, mi-
 nistre déléguée à la condition
 féminine, est la vedette en chef
 de « Journal matinal » de
 R.T.L. à 13 heures.
 DIMANCHE 18 NOVEMBRE
 M. Pierre Juquin, membre
 du bureau politique du P.C., par-
 ticipe à « L'interview évené-
 ment » de R.T.L. à 13 h 15.
 M. François Mitterrand,
 premier secrétaire du P.S., est
 l'invité du « Club de la presse »
 d'Europe 1, à 19 heures.

GIBOT
 "PIONNIER DE LA HI-FI"
LE PANORAMA HI-FI DE PARIS
 toutes les grandes marques en stock
 AU MAGASIN : demandez nos prix confidentiels
 PARIS 136 Bd DIDEROT 75012
 34.63.76
 NOCTURNE
 LE MERCREDI
 JUSQU'À 21H.

il est arrivé
 en exclusivité à Paris chez
VIDEO N°1
 Le spécialiste-conseil SONY
 des Champs-Élysées
 14 rue de Berri-Tél. 359.16.95

le nouveau
 35 mm
SONY

IMMOBILIER
SI VOUS ÊTES PRÊTS À ACHETER
NOUS SOMMES PRÊTS À PRÊTER.
 LES PRÊTS CONVENTIONNÉS BNP POUR VOUS FACILITER LA VIE.
 Pour l'achat d'un logement neuf, ou ancien avec travaux de rénovation, selon les normes en vigueur.

هكذا من الأهل

دکتر احمد الاميل

ANNONCES CLASSEES

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne TL
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	59,98
IMMOBILIER	35,00	41,18
AUTOMOBILES	35,00	41,18
AGENDA	35,00	41,18
PROF. COMM. CAPITAUX	35,00	41,18

ANNONCES ENCAISSEES	La ligne	La ligne TL
OFFRES D'EMPLOI	30,00	36,28
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

SOCIETE FRANCAISE D'ETUDES ET DE REALISATION D'IMPORTANTS ENSEMBLES INDUSTRIELS
(recherche pour son Siège Paris (très proche banlieue Sud))

Ingénieur d'affaire

pour coordination tous Corps d'Etat techniques et gestion d'affaire.

Ingénieur

D'INSTALLATION GENERALE pour étude et réalisation d'une expérience mixte Génies chimique et mécanique appliquée au nucléaire.

Ingénieurs

DE CONCEPTION ET D'AFFAIRE pour division Electricité - Contrôle, ayant expérience de systèmes contrôle-commande et instrumentation.

Ingénieur expérimenté

EN ETUDES ET REALISATION D'INSTALLATION, DE VENTILATION ET DE CONDITIONNEMENT D'ENSEMBLES INDUSTRIELS NUCLÉAIRES.

Ces postes conviendront à JEUNES INGÉNIEURS GRANDE ECOLE ayant pour le moins, 3 ans d'expérience.
Adresser C.V. photo, présentations en indiquant l'emploi postulé, sous référence 9293, à F. LEBEAU S.A., BP 220 75069 PARIS. tél. 02 qui transmet.

Ecole Technique privée recherche pour ses enseignants
PROFESSEUR DE COMPTABILITE
formation comptable B. Tn G2, R.T.S. D.V. C.E.S.
Tél. 01-42-55-44-44

Important groupe bancaire 3 INGÉNIEURS SYSTÈMES

à l'échelle de l'un des systèmes

184 DGS - CICS ou VSAM - OS

AVS - IAS ou JVSOP.

Salaires 120.000 F/an.

INFORMATIS Sélection

24, rue Daubenton 75 - 327-92-22

Importante société industrielle filiale d'un des plus grands groupes français recherche pour son siège situé à Saint-Cloud

CHEF

DU SERVICE INFORMATIQUE

Agé de 28 ans minimum, possédant une solide formation d'analyse et de programmation, une expérience de maîtrise du langage de programmation, dirigé une équipe d'une dizaine de personnes.
Il participera à la définition de la politique de développement de l'informatique, pilotera la mise en œuvre des nouvelles applications et assurera l'exploitation du service et sa fiabilité.
Adresser C.V. et présentations sous réf. n° 11187, EMPLOIS ET ENTREPRISES, 18, rue Volney, 75002 PARIS.

Important fabricant de biochimie recherche

LE RESPONSABLE

GESTION DES COMMANDES

GRANDE EXPORTATION H assure la liaison avec le service inform. et anim. son équipe de 15 personnes, âgée d'au moins 25 ans, ayant une formation BTS minimum avec 2 à 3 années d'expérience. Le candidat devra être capable de rédiger le courrier, de gérer les commandes et de faire passer les commandes aux services concernés.
Ets GARNIER, Service 507, 60, rue Turbigo, 75005 PARIS.

CAISSE DE RETRAITE

recrute sur examen prévu le 13 décembre 1979

EMPLOYES (ES) BUREAU

Titulaires CAP ou BEPC

Emplois stables, avantages sociaux, Ecr. avec C.V. complet

précisant les diplômes obtenus avant le 22 novembre 1979 à C.P.P.O.S.S. - Recrutement

Emplois de Bureau - 31, av. Franklin-Roosevelt, 75008 PARIS CEDEX 08

Ne pas hésiter à joindre en considération que les 200

premiers candidats seront retenus.

ECOLE GARÇONS

Dans banlieue NORD-OUEST recherche

JEUNES GENS

Pour postes à responsabilité

Adresser C.V. à HAVAS CONTACT

154, bd Haussmann, 75008 Paris

Réf. 3534

représent. offre

GROSSISTE ET IMPORTATEUR

DE MEUBLES

cherche recruter multi-carte

DEPT 14, 17, 19, 23, 24, 32,

Cand. n'ayant pas de 2 cartes

Ecr. au 14713 M. Régis-Presse

147, bd. St. Martin, 75002 Paris

Vente portefeuille agent

commercial alimentation « gros »

tenu et préfecture INTER-QUEST - Gros report.

Comptant + 650.000 F. mise au

Ecr. au n° 2114 HAVAS

3704 TOURS CEDEX

formation profession.

Organisme de formation

professionnelle automobile

recherche

JEUNE CADRE

possédant maîtrise de droit du

travail, expérience de l'anti-

matrimonial très appréciée.

Adr. C.V. et photo : Formation

professionnelle, 52, rue Copernic, 75116 PARIS

demandes d'emploi

RÉDACTEUR POLYVALENT

31 ans, Suisse, universitaire,

français, anglais, italien,

espagnol, arabe, expérience média

(presse, publicité, organisation,

internationale), intérêts variés, prêt

à voyager, certifié et vérifié

exceptionnel, ch. carrière dynam.

Ecrire sous chiffré PK 35986

à Publications, Châteaufort

J.H. 34 a. 18. G.M.

DUT droit et comptable,

particulièrement apte à l'exportation.

Ecr. K. K. 5411 Paris-Bordeaux

CARRIÈRES COMPTABLES

association loi 1901

17, rue Daubigny, 75017 Paris

cherche pour ses membres

tous emplois comptables.

J.F. 32 a. 18. B.T.S. commerce

intermittent, angl. espagnol,

ch. comm. exp. déjà tra-

vailleur, ch. Agent de voy. Ec.

C. Maliet, Cité du Chapareau-Vert

30 av. esc. 30, 94 ARCEUIL

Rapporteur professionnelle

quelques heures par semaine

disposée. Tél. 292-06-08 soir.

Jeanne Femenia, 38 ans

ASSISTANTE COMMERCIALE

8 a. exp. angl. en écrit,

parl. franç. place stable

parl. franç. place stable

Société en expansion, 67.000 F

par an. Lib. s'ilant offrir. Rép.

ouest et sud s'offrir.

Ecr. n° 547 M. REGIE-PRESSE

85 bis, r. Beaumour, 75006 Paris

Faites l'annee vos titres et me-

nuscrites par J.F. expérimenté

sur I.S.M. Téléphone : 601-44-49

JARDINIER EXPERIMENTE

entretiendrait PARC sur VAR,

Alpes-Maritimes. Ecrire :

Bourgeth, S.P. 40, Tarascon 13

Standard. Bil. exp. form. P.T.T.

ch. emploi brigade Paris centre

Tél. après-midi 1-371-09-09

L'immobilier

appartements vente

appartements vente

3° arrdt.

MARAI. Particul. vend l'inv. sol. 2° ét. 2 ch. confort, réfr., p. cuis. équipée, cave, cuisine équipée, placards. Prix 470.000 F. - 27-85-82.

4° arrdt.

Seussbourg, pléonier, Part. vd 2 Pces, carrelage, p. cuis. équipée, cave, cuisine équipée, placards. Tél. 87-85-80, samedi, dimanche, toute la journée.

6° arrdt.

Quartier Assas - M. Vavin. Particul. vend l'inv. sol. 2° ét. 2 ch. confort, réfr., p. cuis. équipée, cave, cuisine équipée, placards. Tél. 87-85-80, samedi, dimanche, toute la journée.

7° arrdt.

QUAI D'ORSAY MEME. APT. DE PRESTIGE 400 M2. Prix élevé jusqu'à 100.000 F. Pour renseignements et vis. PASTEUR, l'antiquaire en immobilier. Tél. 292-00-40 - LIE NANTIN.

8° arrdt.

CHAMP DE MARS. M. ECOLE-MILITAIRE. Particul. vend l'inv. sol. 2° ét. 2 ch. confort, réfr., p. cuis. équipée, cave, cuisine équipée, placards. Tél. 87-85-80, samedi, dimanche, toute la journée.

11° arrdt.

NATION. M. Philippe-Auguste. Particul. vend l'inv. sol. 2° ét. 2 ch. confort, réfr., p. cuis. équipée, cave, cuisine équipée, placards. Tél. 87-85-80, samedi, dimanche, toute la journée.

12° arrdt.

Près AV. ST-MANDE, récent : 2 Pces, 4 ch., confort, réfr., p. cuis. équipée, cave, cuisine équipée, placards. Tél. 87-85-80, samedi, dimanche, toute la journée.

13° arrdt.

Près AV. ST-MANDE, récent : 2 Pces, 4 ch., confort, réfr., p. cuis. équipée, cave, cuisine équipée, placards. Tél. 87-85-80, samedi, dimanche, toute la journée.

14° arrdt.

Près AV. ST-MANDE, récent : 2 Pces, 4 ch., confort, réfr., p. cuis. équipée, cave, cuisine équipée, placards. Tél. 87-85-80, samedi, dimanche, toute la journée.

15° arrdt.

Près AV. ST-MANDE, récent : 2 Pces, 4 ch., confort, réfr., p. cuis. équipée, cave, cuisine équipée, placards. Tél. 87-85-80, samedi, dimanche, toute la journée.

16° arrdt.

Près AV. ST-MANDE, récent : 2 Pces, 4 ch., confort, réfr., p. cuis. équipée, cave, cuisine équipée, placards. Tél. 87-85-80, samedi, dimanche, toute la journée.

17° arrdt.

Près AV. ST-MANDE, récent : 2 Pces, 4 ch., confort, réfr., p. cuis. équipée, cave, cuisine équipée, placards. Tél. 87-85-80, samedi, dimanche, toute la journée.

18° arrdt.

Près AV. ST-MANDE, récent : 2 Pces, 4 ch., confort, réfr., p. cuis. équipée, cave, cuisine équipée, placards. Tél. 87-85-80, samedi, dimanche, toute la journée.

19° arrdt.

Près AV. ST-MANDE, récent : 2 Pces, 4 ch., confort, réfr., p. cuis. équipée, cave, cuisine équipée, placards. Tél. 87-85-80, samedi, dimanche, toute la journée.

20° arrdt.

Près AV. ST-MANDE, récent : 2 Pces, 4 ch., confort, réfr., p. cuis. équipée, cave, cuisine équipée, placards. Tél. 87-85-80, samedi, dimanche, toute la journée.

21° arrdt.

Près AV. ST-MANDE, récent : 2 Pces, 4 ch., confort, réfr., p. cuis. équipée, cave, cuisine équipée, placards. Tél. 87-85-80, samedi, dimanche, toute la journée.

22° arrdt.

Près AV. ST-MANDE, récent : 2 Pces, 4 ch., confort, réfr., p. cuis. équipée, cave, cuisine équipée, placards. Tél. 87-85-80, samedi, dimanche, toute la journée.

23° arrdt.

Près AV. ST-MANDE, récent : 2 Pces, 4 ch., confort, réfr., p. cuis. équipée, cave, cuisine équipée, placards. Tél. 87-85-80, samedi, dimanche, toute la journée.

24° arrdt.

Près AV. ST-MANDE, récent : 2 Pces, 4 ch., confort, réfr., p. cuis. équipée, cave, cuisine équipée, placards. Tél. 87-85-80, samedi, dimanche, toute la journée.

25° arrdt.

Près AV. ST-MANDE, récent : 2 Pces, 4 ch., confort, réfr., p. cuis. équipée, cave, cuisine équipée, placards. Tél. 87-85-80, samedi, dimanche, toute la journée.

26° arrdt.

Près AV. ST-MANDE, récent : 2 Pces, 4 ch., confort, réfr., p. cuis. équipée, cave, cuisine équipée, placards. Tél. 87-85-80, samedi, dimanche, toute la journée.

27° arrdt.

Près AV. ST-MANDE, récent : 2 Pces, 4 ch., confort, réfr., p. cuis. équipée, cave, cuisine équipée, placards. Tél. 87-85-80, samedi, dimanche, toute la journée.

78 - Yvelines

LIMITE. ANDREY et CARRIERES. M. SEINE. M. MANOIR RENOVE. Particul. vend l'inv. sol. 2° ét. 2 ch. confort, réfr., p. cuis. équipée, cave, cuisine équipée, placards. Tél. 87-85-80, samedi, dimanche, toute la journée.

92

HAUTE-SEINE. M. SEINE. M. MANOIR RENOVE. Particul. vend l'inv. sol. 2° ét. 2 ch. confort, réfr., p. cuis. équipée, cave, cuisine équipée, placards. Tél. 87-85-80, samedi, dimanche, toute la journée.

93

SEINE-SAINT-DENIS. M. SEINE. M. MANOIR RENOVE. Particul. vend l'inv. sol. 2° ét. 2 ch. confort, réfr., p. cuis. équipée, cave, cuisine équipée, placards. Tél. 87-85-80, samedi, dimanche, toute la journée.

94

VAL-DE-SEINE. M. SEINE. M. MANOIR RENOVE. Particul. vend l'inv. sol. 2° ét. 2 ch. confort, réfr., p. cuis. équipée, cave, cuisine équipée, placards. Tél. 87-85-80, samedi, dimanche, toute la journée.

95

VAL-DE-MARNE. M. SEINE. M. MANOIR RENOVE. Particul. vend l'inv. sol. 2° ét. 2 ch. confort, réfr., p. cuis. équipée, cave, cuisine équipée, placards. Tél. 87-85-80, samedi, dimanche, toute la journée.

96

VAL-DE-LOIRE. M. SEINE. M. MANOIR RENOVE. Particul. vend l'inv. sol. 2° ét. 2 ch. confort, réfr., p. cuis. équipée, cave, cuisine équipée, placards. Tél. 87-85-80, samedi, dimanche, toute la journée.

97

VAL-DE-LOIRE. M. SEINE. M. MANOIR RENOVE. Particul. vend l'inv. sol. 2° ét. 2 ch. confort, réfr., p. cuis. équipée, cave, cuisine équipée, placards. Tél. 87-85-80, samedi, dimanche, toute la journée.

98

VAL-DE-LOIRE. M. SEINE. M. MANOIR RENOVE. Particul. vend l'inv. sol. 2° ét. 2 ch. confort, réfr., p. cuis. équipée, cave, cuisine équipée, placards. Tél. 87-85-80, samedi, dimanche, toute la journée.

99

VAL-DE-LOIRE. M. SEINE. M. MANOIR RENOVE. Particul. vend l'inv. sol. 2° ét. 2 ch. confort, réfr., p. cuis. équipée, cave, cuisine équipée, placards. Tél. 87-85-80, samedi, dimanche, toute la journée.

100

VAL-DE-LOIRE. M. SEINE. M. MANOIR RENOVE. Particul. vend l'inv. sol. 2° ét. 2 ch. confort, réfr., p. cuis. équipée, cave, cuisine équipée, placards. Tél. 87-85-80, samedi, dimanche, toute la journée.

101

VAL-DE-LOIRE. M. SEINE. M. MANOIR RENOVE. Particul. vend l'inv. sol. 2° ét. 2 ch. confort, réfr., p. cuis. équipée, cave, cuisine équipée, placards. Tél. 87-85-80, samedi, dimanche, toute la journée.

102

VAL-DE-LOIRE. M. SEINE. M. MANOIR RENOVE. Particul. vend l'inv. sol. 2° ét. 2 ch. confort, réfr., p. cuis. équipée, cave, cuisine équipée, placards. Tél. 87-85-80, samedi, dimanche, toute la journée.

103

VAL-DE-LOIRE. M. SEINE. M. MANOIR

OFFRES D'EMPLOI
DEMANDES D'EMPLOI
IMMOBILIER
AUTOMOBILES
AGENDA
PROF. COMM. CAPITAUX

La ligne
51,00
12,00
35,00
35,00
85,00

La ligne T.C.
50,98
14,11
41,16
41,16
111,72

ANNONCES CLASSEES

ANNUAIRES ENCAIREE
OFFRES D'EMPLOI
DEMANDES D'EMPLOI
IMMOBILIER
AUTOMOBILES
AGENDA

Le m/m cl.
30,00
7,00
23,00
23,00
23,00

REPRODUCTION INTERDITE

L'immobilier

appartem. achat

Urgent, achète 2 ou 3 Pcs, ch. 15, 16, Nation, état complet, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986, 987, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 994, 995, 996, 997, 998, 999, 1000, 1001, 1002, 1003, 1004, 1005, 1006, 1007, 1008, 1009, 1010, 1011, 1012, 1013, 1014, 1015, 1016, 1017, 1018, 1019, 1020, 1021, 1022, 1023, 1024, 1025, 1026, 1027, 1028, 1029, 1030, 1031, 1032, 1033, 1034, 1035, 1036, 1037, 1038, 1039, 1040, 1041, 1042, 1043, 1044, 1045, 1046, 1047, 1048, 1049, 1050, 1051, 1052, 1053, 1054, 1055, 1056, 1057, 1058, 1059, 1060, 1061, 1062, 1063, 1064, 1065, 1066, 1067, 1068, 1069, 1070, 1071, 1072, 1073, 1074, 1075, 1076, 1077, 1078, 1079, 1080, 1081, 1082, 1083, 1084, 1085, 1086, 1087, 1088, 1089, 1090, 1091, 1092, 1093, 1094, 1095, 1096, 1097, 1098, 1099, 1100, 1101, 1102, 1103, 1104, 1105, 1106, 1107, 1108, 1109, 1110, 1111, 1112, 1113, 1114, 1115, 1116, 1117, 1118, 1119, 1120, 1121, 1122, 1123, 1124, 1125, 1126, 1127, 1128, 1129, 1130, 1131, 1132, 1133, 1134, 1135, 1136, 1137, 1138, 1139, 1140, 1141, 1142, 1143, 1144, 1145, 1146, 1147, 1148, 1149, 1150, 1151, 1152, 1153, 1154, 1155, 1156, 1157, 1158, 1159, 1160, 1161, 1162, 1163, 1164, 1165, 1166, 1167, 1168, 1169, 1170, 1171, 1172, 1173, 1174, 1175, 1176, 1177, 1178, 1179, 1180, 1181, 1182, 1183, 1184, 1185, 1186, 1187, 1188, 1189, 1190, 1191, 1192, 1193, 1194, 1195, 1196, 1197, 1198, 1199, 1200, 1201, 1202, 1203, 1204, 1205, 1206, 1207, 1208, 1209, 1210, 1211, 1212, 1213, 1214, 1215, 1216, 1217, 1218, 1219, 1220, 1221, 1222, 1223, 1224, 1225, 1226, 1227, 1228, 1229, 1230, 1231, 1232, 1233, 1234, 1235, 1236, 1237, 1238, 1239, 1240, 1241, 1242, 1243, 1244, 1245, 1246, 1247, 1248, 1249, 1250, 1251, 1252, 1253, 1254, 1255, 1256, 1257, 1258, 1259, 1260, 1261, 1262, 1263, 1264, 1265, 1266, 1267, 1268, 1269, 1270, 1271, 1272, 1273, 1274, 1275, 1276, 1277, 1278, 1279, 1280, 1281, 1282, 1283, 1284, 1285, 1286, 1287, 1288, 1289, 1290, 1291, 1292, 1293, 1294, 1295, 1296, 1297, 1298, 1299, 1300, 1301, 1302, 1303, 1304, 1305, 1306, 1307, 1308, 1309, 1310, 1311, 1312, 1313, 1314, 1315, 1316, 1317, 1318, 1319, 1320, 1321, 1322, 1323, 1324, 1325, 1326, 1327, 1328, 1329, 1330, 1331, 1332, 1333, 1334, 1335, 1336, 1337, 1338, 1339, 1340, 1341, 1342, 1343, 1344, 1345, 1346, 1347, 1348, 1349, 1350, 1351, 1352, 1353, 1354, 1355, 1356, 1357, 1358, 1359, 1360, 1361, 1362, 1363, 1364, 1365, 1366, 1367, 1368, 1369, 1370, 1371, 1372, 1373, 1374, 1375, 1376, 1377, 1378, 1379, 1380, 1381, 1382, 1383, 1384, 1385, 1386, 1387, 1388, 1389, 1390, 1391, 1392, 1393, 1394, 1395, 1396, 1397, 1398, 1399, 1400, 1401, 1402, 1403, 1404, 1405, 1406, 1407, 1408, 1409, 1410, 1411, 1412, 1413, 1414, 1415, 1416, 1417, 1418, 1419, 1420, 1421, 1422, 1423, 1424, 1425, 1426, 1427, 1428, 1429, 1430, 1431, 1432, 1433, 1434, 1435, 1436, 1437, 1438, 1439, 1440, 1441, 1442, 1443, 1444, 1445, 1446, 1447, 1448, 1449, 1450, 1451, 1452, 1453, 1454, 1455, 1456, 1457, 1458, 1459, 1460, 1461, 1462, 1463, 1464, 1465, 1466, 1467, 1468, 1469, 1470, 1471, 1472, 1473, 1474, 1475, 1476, 1477, 1478, 1479, 1480, 1481, 1482, 1483, 1484, 1485, 1486, 1487, 1488, 1489, 1490, 1491, 1492, 1493, 1494, 1495, 1496, 1497, 1498, 1499, 1500, 1501, 1502, 1503, 1504, 1505, 1506, 1507, 1508, 1509, 1510, 1511, 1512, 1513, 1514, 1515, 1516, 1517, 1518, 1519, 1520, 1521, 1522, 1523, 1524, 1525, 1526, 1527, 1528, 1529, 1530, 1531, 1532, 1533, 1534, 1535, 1536, 1537, 1538, 1539, 1540, 1541, 1542, 1543, 1544, 1545, 1546, 1547, 1548, 1549, 1550, 1551, 1552, 1553, 1554, 1555, 1556, 1557, 1558, 1559, 1560, 1561, 1562, 1563, 1564, 1565, 1566, 1567, 1568, 1569, 1570, 1571, 1572, 1573, 1574, 1575, 1576, 1577, 1578, 1579, 1580, 1581, 1582, 1583, 1584, 1585, 1586, 1587, 1588, 1589, 1590, 1591, 1592, 1593, 1594, 1595, 1596, 1597, 1598, 1599, 1600, 1601, 1602, 1603, 1604, 1605, 1606, 1607, 1608, 1609, 1610, 1611, 1612, 1613, 1614, 1615, 1616, 1617, 1618, 1619, 1620, 1621, 1622, 1623, 1624, 1625, 1626, 1627, 1628, 1629, 1630, 1631, 1632, 1633, 1634, 1635, 1636, 1637, 1638, 1639, 1640, 1641, 1642, 1643, 1644, 1645, 1646, 1647, 1648, 1649, 1650, 1651, 1652, 1653, 1654, 1655, 1656, 1657, 1658, 1659, 1660, 1661, 1662, 1663, 1664, 1665, 1666, 1667, 1668, 1669, 1670, 1671, 1672, 1673, 1674, 1675, 1676, 1677, 1678, 1679, 1680, 1681, 1682, 1683, 1684, 1685, 1686, 1687, 1688, 1689, 1690, 1691, 1692, 1693, 1694, 1695, 1696, 1697, 1698, 1699, 1700, 1701, 1702, 1703, 1704, 1705, 1706, 1707, 1708, 1709, 1710, 1711, 1712, 1713, 1714, 1715, 1716, 1717, 1718, 1719, 1720, 1721, 1722, 1723, 1724, 1725, 1726, 1727, 1728, 1729, 1730, 1731, 1732, 1733, 1734, 1735, 1736, 1737, 1738, 1739, 1740, 1741, 1742, 1743, 1744, 1745, 1746, 1747, 1748, 1749, 1750, 1751, 1752, 1753, 1754, 1755, 1756, 1757, 1758, 1759, 1760, 1761, 1762, 1763, 1764, 1765, 1766, 1767, 1768, 1769, 1770, 1771, 1772, 1773, 1774, 1775, 1776, 1777, 1778, 1779, 1780, 1781, 1782, 1783, 1784, 1785, 1786, 1787, 1788, 1789, 1790, 1791, 1792, 1793, 1794, 1795, 1796, 1797, 1798, 1799, 1800, 1801, 1802, 1803, 1804, 1805, 1806, 1807, 1808, 1809, 1810, 1811, 1812, 1813, 1814, 1815, 1816, 1817, 1818, 1819, 1820, 1821, 1822, 1823, 1824, 1825, 1826, 1827, 1828, 1829, 1830, 1831, 1832, 1833, 1834, 1835, 1836, 1837, 1838, 1839, 1840, 1841, 1842, 1843, 1844, 1845, 1846, 1847, 1848, 1849, 1850, 1851, 1852, 1853, 1854, 1855, 1856, 1857, 1858, 1859, 1860, 1861, 1862, 1863, 1864, 1865, 1866, 1867, 1868, 1869, 1870, 1871, 1872, 1873, 1874, 1875, 1876, 1877, 1878, 1879, 1880, 1881, 1882, 1883, 1884, 1885, 1886, 1887, 1888, 1889, 1890, 1891, 1892, 1893, 1894, 1895, 1896, 1897, 1898, 1899, 1900, 1901, 1902, 1903, 1904, 1905, 1906, 1907, 1908, 1909, 1910, 1911, 1912, 1913, 1914, 1915, 1916, 1917, 1918, 1919, 1920, 1921, 1922, 1923, 1924, 1925, 1926, 1927, 1928, 1929, 1930, 1931, 1932, 1933, 1934, 1935, 1936, 1937, 1938, 1939, 1940, 1941, 1942, 1943, 1944, 1945, 1946, 1947, 1948, 1949, 1950, 1951, 1952, 1953, 1954, 1955, 1956, 1957, 1958, 1959, 1960, 1961, 1962, 1963, 1964, 1965, 1966, 1967, 1968, 1969, 1970, 1971, 1972, 1973, 1974, 1975, 1976, 1977, 1978, 1979, 1980, 1981, 1982, 1983, 1984, 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143,

CONJONCTURE

Le commerce extérieur de la France a été fortement déficitaire en octobre

Le commerce extérieur de la France a de nouveau été déficitaire en octobre. Les exportations se sont élevées à 42,2 milliards de francs (+15,4 % en un mois, +24,4 % en un an) et les importations à 42,99 milliards de francs (+17,1 % en un mois, +26,8 % en un an). Le déficit de 777 millions de francs (+1,9 milliard de francs) est le plus élevé depuis le début de l'année. Le déficit cumulé du commerce extérieur de la France atteint 8,2 milliards de francs.

Les statistiques de la balance commerciale ne sont pas meilleures après correction des variations saisonnières : les importations ont atteint 40,3 milliards de francs (sans changement par rapport à septembre, mais en augmentation de 31,6 % par rapport au même mois de 1978) et les exportations 37,4 milliards de francs (+2,8 % en un mois, +19,8 % en un an), ce qui fait apparaître un déficit de 2,9 milliards de francs. Déjà, les mois de juillet (+964 millions de francs), août (+3,2 milliards de francs) et septembre (+1,8 milliard de francs) avaient été déficitaires. Depuis le début de l'année, le déficit cumulé du commerce extérieur de la France atteint 9,4 milliards de francs.

Ce mauvais résultat (qui correspond en tendance à un déséquilibre annuel supérieur à 30 milliards de francs) s'explique par le renchérissement de la facture

pétrolière, mais aussi par la demande intérieure qui, contrairement à tous les pronostics faits il y a quelques mois, est restée très ferme.

Le déficit de la balance « énergie » a atteint 8,1 milliards, soit 3,7 milliards de francs de plus qu'en octobre 1978. Il s'explique par des importations très importantes de pétrole brut (10,6 milliards de tonnes, soit +13 % par rapport à octobre 1978) et par des hausses de son prix (+54 % depuis le début de l'année).

Les importations de biens d'équipement ont atteint le niveau record de 6,8 milliards de francs, faisant apparaître un déficit de 1 milliard de francs.

En revanche, malgré des importations de biens d'équipement professionnels très élevées (6,8 milliards de francs en octobre, soit un niveau supérieur de 11 % à celui observé en moyenne au cours des neuf premiers mois de l'année), la balance est restée excédentaire de 1,5 milliard de francs le mois dernier dans le secteur, ce qui correspond au solde positif mensuel enregistré depuis le début de l'année.

L'excédent dans nos échanges d'automobiles, pièces détachées et pièces détachées se maintient à son niveau élevé (2,5 milliards de francs) des derniers mois. Enfin, les échanges agro-alimentaires ont été excédentaires de 373 millions de francs.

LA BALANCE AGRICOLE EXCÉDENTAIRE DE 2,5 MILLIARDS DE FRANCS EN 1979

Le redressement des échanges agro-alimentaires de la France se poursuit en 1979. Le solde est resté négatif jusqu'en janvier et février, alors qu'il avait été déficitaire sept mois sur douze en 1978, et deux mois sur douze en 1977. Pour les huit premiers mois de l'année, il atteint cette année 2,5 milliards de francs contre un déficit de 1,5 milliards en 1978 et de 5,8 milliards en 1977. Pour l'année 1979, l'INSEE estime que l'ensemble de l'année se traduira par un excédent de 2,5 milliards de francs, s'opposant au déficit de 1,7 milliard.

Ce redressement des échanges agro-alimentaires est dû à la hausse des ventes de céréales (solde positif de 12,1 milliards), d'une reprise pour les produits laitiers et d'une réduction de la facture des produits animaux qui atteignent néanmoins 3,5 milliards.

L'indice mensuel de la production industrielle, sans le bâtiment et les travaux publics, s'est inscrit en septembre à 136 après correction des variations saisonnières, contre 137 en juillet-août (base 100 en 1970). En un an, par rapport au deuxième trimestre 1978, dont l'indice était à 141, la progression a été de 5,4 %.

L'indice du coût de la construction pour le deuxième trimestre 1979 s'est établi à 510 contre 502 au premier trimestre, soit une progression de 1,59 %. En un an, par rapport au deuxième trimestre 1978, dont l'indice était à 461, la progression a été de 10,63 %.

ETATS-UNIS

La production industrielle a augmenté de 0,1 % en octobre aux Etats-Unis, indique le département du commerce à Washington. Elle avait progressé de 0,5 % en septembre, après avoir subi un déclin en août en raison d'une baisse de la production automobile. C'est encore à l'automobile que l'on attribue la faible progression de la production en septembre.

SOCIAL

Le C.N.P.F. et les syndicats ajournent au 8 janvier 1980 les négociations sur la durée du travail

Dix-huit mois de discussions pour rien ou presque ? Les partenaires sociaux avaient, dans leur majorité, cette impression au soir, jeudi 15 novembre, de leur onzième réunion sur la durée et l'aménagement du temps de travail.

« Impasse totale », assurait M. Krasucki (C.G.T.). « Je suis très déçu et très inquiet », déclarait M. Faesch (F.O.). « On ne voit pas du tout le bout du tunnel », renchérisait M. Menin (C.G.C.). « Il faut maintenant que les travailleurs agissent pour contraindre le patronat à sortir de ses retranchements », affirmait M. Merle (C.F.D.T.). « Nous ne signerons jamais un accord qui remèterait en cause les avantages acquis », disait M. Gambier (C.F.T.C.). « Négociation longue et difficile. Il reste encore beaucoup à explorer », reconnaissait M. Choizard (C.N.P.F.).

Certes, les pourparlers n'ont pas été rompus. Mais ils ont été longuement ajournés, puisque les partenaires sociaux ne se retrouveront que le 8 janvier 1980. « Il n'y a pas rupture, mais il y a eu une rupture », remarquait M. Krasucki. D'ores et déjà, la recommandation du gouvernement, selon laquelle « cette négociation devrait aboutir à des résultats par la fin de l'année » (conseil des ministres du 10 octobre), est caduque.

Certes aussi, l'approche des élections prud'homales du 12 décembre n'a pas incité les partenaires sociaux à se précipiter et la vaillance syndicale à laquelle on a assisté ces derniers jours, dans la plus grande négociation en cours,

n'est sûrement pas sans rapport avec ce prochain scrutin.

Qu'en juge ? 12 novembre : accord au sommet C.F.D.T.-C.G.C. pour « une durée annuelle de travail de 1 800 heures, avec la maintien des garanties essentielles de la législation actuelle » ; 14 novembre : journée d'action C.G.T. - C.F.D.T. (première depuis huit jours), au terme de laquelle la C.G.T. reproche à la C.F.D.T. sa « trahison » ; 15 novembre : à l'issue de la réunion entre les partenaires sociaux, la C.G.T. et F.O. soulignent très ostensiblement leurs « convergences ».

Les deux confédérations ont, notamment, des positions très rapprochées sur la réduction de la durée hebdomadaire du travail — ramené tout de suite de quarante à trente-neuf heures, soit une première étape vers les trente-cinq heures, — et sur l'obtention de la cinquième semaine de congés payés.

Mais, sur le fond du dossier, qui est d'une grande complexité technique, ce sont, élections prud'homales ou non, les profondes divergences entre le C.N.P.F. et les syndicats qui apparaissent. Même la C.F.D.T. et la C.G.C. acceptent, avec le patronat, de parler de « durée annuelle », alors que les autres syndicats ne veulent discuter que de « durée hebdomadaire », les proposi-

tions présentées de part et d'autre restent très éloignées.

Aux mille huit cents heures (quarante heures par semaine) et mille sept cent dix heures (vingt-huit heures par semaine) pour les travaux pénibles réclamées par la C.F.D.T. et la C.G.C., le C.N.P.F. oppose mille huit cent cinquante-six heures, avec un supplément et une rémunération d'heures supplémentaires qui sont rejetés par l'ensemble des syndicats. Pour la C.G.T., cela reviendrait, dans les faits, à travailler quarante-quatre ou quarante-cinq heures par semaine et ce serait donc un recul par rapport à la situation actuelle.

Mêmes divergences sur l'attribution des repos compensateurs et des repos supplémentaires pour les travailleurs postés et de nuit que le C.N.P.F. subordonne à un certain « présentisme » et que les syndicats interprètent surtout comme une arme anti-grève. La volonté du patronat est de ne pas se laisser « enfermer dans de nouvelles définitions juridiques ». Il entend discuter de la durée réelle et non pas légale du travail, et refuse aussi d'aborder le problème des horaires d'équivalence. « Dans ces conditions, résumait M. Faesch, le ne vois comment on pourrait parvenir à un accord le 8 janvier prochain. » — M. C.

Le conflit des contrôleurs aériens se prolonge et se durcit

La détermination des contrôleurs aériens est aussi forte que celle des pouvoirs publics dans le conflit qui les oppose depuis plus de trois semaines. L'arrêt des décollages continuera de paralyser l'activité des aéroports français au moins jusqu'au lundi 19 novembre. Malgré tout, la compagnie régionale IAT a décidé de reprendre partiellement l'exploitation de ses vols.

« Nous tiendrons aussi longtemps qu'il le faudra », a précisé M. Gilles Rougy, secrétaire général de l'Union syndicale de l'aviation civile (U.S.A.C.). Mais nous ne répondrons pas à l'escalade de la répression par l'escalade de l'action. « A son avis, l'administration peut convoquer le comité technique paritaire si elle a quelque chose à nous dire ; il n'y aura pas de refus de notre part d'y participer ».

A ces déclarations, le ministre des transports oppose une fin de non-recevoir catégorique. « Je suis convaincu que si on veut que la grève recommence dans

l'avenir, le plus sûr moyen est d'accepter d'ouvrir des négociations », indique M. Roger Machenaud, directeur de la navigation aérienne dans une déclaration au Matin de Paris.

« Nous avons effectivement engagé, note M. Machenaud, un processus pour appliquer des sanctions individuelles envers ceux qui sont responsables de l'entrave au trafic. Les sanctions envisagées vont jusqu'à l'exclusion temporaire des contrôleurs responsables. »

Le 15 novembre, des forces de l'ordre aux abords des centres de contrôle régionaux (C.C.R.) de Bordeaux-Mérignac et d'Albi-Provence ont provoqué de vives réactions syndicales. Un escadron de gendarmes mobiles a stationné toute la journée devant le C.C.R. de Bordeaux, à la suite de l'irruption de membres du personnel dans le bureau d'un chef de service. Au ministère des transports, on indique que les autorités locales sont libres de juger si, pour des raisons de sécurité, la présence de la force publique est nécessaire aux alentours de lieux publics qui connaissent des désordres sociaux.

Pour l'O.S.A.C.-C.G.T., les pilotes du ciel sont « en état de légitime défense ». Elle propose notamment de doubler le budget de la navigation aérienne de recruter au plus tôt mille contrôleurs, techniciens et électrotechniciens, d'augmenter considérablement les budgets d'études, d'abandonner la construction du centre de Reims. A son avis, « la gestion de la pénurie a atteint ses limites. Dans un communiqué, le ministre des transports souligne « caractère parfaitement irrésoluble » de ces revendications.

Le président de la République, en visite dans le Sud-Ouest, a été assailli du côté des contrôleurs du C.C.R. de Bordeaux qui ont adressé, le jeudi après-midi 15 novembre, au moment où ils prenaient en charge son vol, leurs « vœux les plus pressants pour l'ouverture de négociations ».

RENNES-15-55 (230-14-44 pour les vols de fin de semaine). Pour Paris : 739-61-61. * U.T.T. : 775-75-75. * Air Inter : 687-12-12. * Compagnies étrangères (qui augmentent de 50 % au trafic à départ de Paris) : Aéroport de Paris (Orly) 687-12-24 ; Roissy 682-22-80. * Compagnies régionales : 260-57-40 (Air Alpes, Air Alsace, Air Anjou, Compagnie aérienne du Languedoc, Brit Air) ; 261-85-85 (Tourelles Air Transport).

Le conflit chez Alsthom

QUATRE MILLE PERSONNES ONT MANIFESTÉ A BELFORT (De notre correspondant.)

Belfort. — Le Territoire de Belfort a vécu en écharpie, le jeudi 15 novembre, un cinquantième jour de grève. Les principaux axes de circulation ont été bloqués de 8 h 30 jusqu'au début de l'après-midi. Les gendarmes ont détourné la circulation, l'entrée du département. Beaucoup d'entreprises n'ont pas fonctionné, notamment C.I.I.-Honeywell-Bell, second employeur du Territoire. La plupart des commerces ont gardé leurs rideaux baissés.

En fin d'après-midi, une manifestation a rassemblé quatre mille personnes, qui se sont dirigées vers la préfecture. Les incidents ont été évités. La direction générale d'Alsthom Atlantique a porté plainte en diffamation, jeudi, contre la fédération C.G.T. des métaux, estimant que celle-ci l'avait désignée comme auteur possible de l'attentat. En effet, les cégétistes, dans un communiqué protestant contre le licenciement de la motrice du T.C.V., ajoutaient : « Il suffit de se poser la question : à qui profite le crime ? pour pouvoir définir les responsabilités quant à son organisation ».

Dans un communiqué dénonçant une nouvelle fois l'occupation de l'usine, la direction générale du groupe a stigmatisé l'attitude des syndicalistes et les « encouragements » qui leur sont prodigués par « la municipalité belfortaise, le conseil général et certains élus politiques ». Ces encouragements « ont joué un rôle aggravant. Le résultat de ces attitudes aussi illégales qu'irresponsables est aujourd'hui un acte de violence et de sabotage d'une extrême gravité (...). Contrairement aux tentatives de l'intersyndicale faites dans son communiqué pour cacher sa responsabilité et minimiser les dommages, il s'agit d'un attentat perpétré dans l'enceinte de l'usine occupée par une ou plusieurs personnes qui ont placé la charge dans la cabine de conduite et non sous la rampe. L'explosion a été violente, et les dégâts sont importants. Tous ceux qui ont concouru à l'escalade de l'insécurité en portant la responsabilité et doivent être placés en face des conséquences objectives de leurs actes ». Machine 15 Alsthom 1 ram. x 100. Le directeur fait aussi état d'autres incidents au cours desquels « un gardien de la chambre de commerce a été piétiné et a dû être hospitalisé dans un état grave ».

De leurs côtés, syndicats et responsables politiques critiquent vertement la direction. La C.G.T. met en garde soigneusement le pouvoirement » et exige que « toute lumière soit faite sur l'attentat » qui, « organisé, de toutes évidences, de l'extérieur, constitue une manœuvre destinée à briser le soutien populaire » aux grévistes. La C.F.D.T. a demandé au C.N.P.F. d'intervenir.

Des entretiens

Quant à M. Jean-Pierre Chevènement, député socialiste de Belfort, il estime que M. Roux, P.-D.G. de la C.G.R. (majoritaire dans le groupe Alsthom-Alsthom), « se comporte à Belfort comme Papatoulou, Khomenei à Téhéran ».

La journée du 15 novembre a aussi été marquée par la poursuite des entretiens de M. Salmon, chargé du dossier Alsthom par le ministre du travail. Il a entendu, toute la journée, l'intersyndicale de l'usine toujours occupée. Le chargé de mission avait rencontré, la veille, la direction générale du groupe Alsthom - Atlantique à Paris.

Les syndicalistes ont paru satisfaits de ce premier contact même s'ils craignent que les travaux de M. Salmon interviennent l'ouverture de nouvelles négociations avec leur direction. L'inspecteur général du travail et de la main-d'œuvre, vendredi, vendredi matin, le directeur de l'usine belfortaise, M. Dufour, et recevoit, à nouveau, dans l'après-midi, les représentants de l'intersyndicale.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ les + haut	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.
\$ E.-U.	2,3425 2,3408	- 85 - 60	- 215 - 165	- 408 - 363
£ can.	3,5335 3,5438	- 70 - 30	- 135 - 75	- 190 - 85
Yen (100)	1,6018 1,6060	+ 50 + 75	+ 115 + 150	+ 490 + 470
DM	2,2420 2,2460	+ 10 + 35	+ 130 + 175	+ 455 + 535
FF	2,1820 2,1865	+ 10 + 35	+ 130 + 175	+ 455 + 535
F.R. (100)	14,4550 14,4750	+ 200 + 60	+ 65 + 105	+ 245 + 215
F.S.	2,3225 2,3268	+ 185 + 220	+ 355 + 480	+ 1.025 + 1.130
F. (1000)	2,0418 2,0455	- 220 - 140	- 470 - 380	- 1.190 - 1.060
F. (1000)	9,81 9,82	- 440 - 360	- 815 - 615	- 1.600 - 1.290

TAUX DES EURO - MONNAIES

DM	73/8	73/4	8	81/4	811/16	811/16	85/8	8
\$ E.-U.	127/8	131/4	145/16	1411/16	153/16	153/16	157/8	151/16
£ can.	127/8	131/4	145/16	1411/16	153/16	153/16	157/8	151/16
F.R. (100)	127/8	131/4	145/16	1411/16	153/16	153/16	157/8	151/16
F.S.	27/8	31/8	31/8	31/8	31/8	31/8	31/8	31/8
F. (1000)	127/8	131/4	145/16	1411/16	153/16	153/16	157/8	151/16
F. (1000)	127/8	131/4	145/16	1411/16	153/16	153/16	157/8	151/16
Fr. franc.	127/8	131/4	145/16	1411/16	153/16	153/16	157/8	151/16

Nous donnons ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

performance + économie = 14



Renault 14 à partir de 30.900 F
prix clés en main au 15/10/79 (modèle 80)
Renault 14 TS, 36.100 F Consommations : 6,4 à 90 km/h, 8,7 à 120 km/h à vitesse stabilisée et 9,1 l sur essais de type urbain.

Renault 14. La voiture surdouée.

Sans engagement de ma part, je désire : ☐ Recevoir une documentation sur la gamme Renault 14, ☐ Effectuer un essai Renault 14.

Nom : _____ Prénom : _____ Rue : _____
Ville : _____ Code postal : _____ Tél : _____

Retournez ce bon à : P.N.U.R.-D.C.Z.-Paris Bureau 330 - Colline de Saint-Cloud - 92213 Saint-Cloud Cedex



est en 8 janvier 1980
rôle du travail

contrôleurs aériens
âge et se durcit

LE MARCHÉ INTERNATIONAL DES

TAUX DES TOUTES-VOIES

TOUT LE MONDE VEUT NOS TERRES!



Les terres rares ou Lanthanides, sont un groupe d'éléments chimiques de numéros atomiques 57 à 71. Rhône-Poulenc est le seul producteur français de terres rares exporte 90% de sa production, notamment vers les États-Unis, le Japon et l'Europe.

Rhône-Poulenc est la première entreprise dans le monde pour la fabrication des "terres rares séparées". Elles sont contenues dans des minerais dont le traitement nécessite des méthodes très sophistiquées.

La qualité et le nombre de composés de terres rares produits par Rhône-Poulenc expliquent sa position de leader.

Ces terres rares sont utilisées notamment dans les tubes cathodiques des téléviseurs, en optique de haute précision, en magnétisme et d'une manière générale dans tous les domaines d'avant-garde de

l'électronique dont certains exigent des puretés exceptionnelles.

Le but de Rhône-Poulenc aujourd'hui est de développer ses activités dans les secteurs de pointe où la technologie est la plus grande.

Voilà pourquoi Rhône-Poulenc investit plus de 4 % de son chiffre d'affaires dans la recherche et emploie plus de 7.000 chercheurs.

Rhône-Poulenc, un des atouts de la France dans le monde.



RHÔNE-POULENC.

مركز امتحان الأهل

ÉTRANGER

LA NOUVELLE ÉCONOMIE BRITANNIQUE

V. — Scepticisme et pesanteurs sociologiques

par L'ÉRI PIERRE

Mise en œuvre depuis six mois, la « nouvelle politique » de Mme Thatcher suscite des réactions contradictoires dans les milieux patronaux, syndicaux ou financiers du Royaume-Uni en fonction des résultats qu'en attendent les uns et les autres (« Le Monde » des 13, 14, 15 novembre). Au-delà des mouvements d'humeur des responsables, comment réagit le Britannique moyen ? Croit-il qu'une renaissance du pays est entamée, ou bien son scepticisme des dernières décennies affecte-t-il son tour la « révolution » économique entreprise par la « dame de fer » ?

Au début d'octobre, les contribuables britanniques ont reçu les premiers chèques du fisc leur remboursant le trop-perçu de l'impôt sur le revenu introduit en juin. Telle a été la manifestation la plus tangible de la « croisée » menée par Mme Thatcher pour « libérer les Britanniques des chaînes que leur imposait un État tyrannique ». De biens grandes mois pour des avantages modestes, du moins pour la grande majorité des bénéficiaires. Les retournements fiscaux sont minimes et même dérisoires pour les petits salariés ; en revanche, elles sont substantielles pour les contribuables aisés.

« Qui donne aux riches le droit de Dieu », ont dit avec une ironie amère les adversaires du gouvernement. Mais cette injustice, compensée par l'accroissement du nombre des contribuables exemptés d'impôt (un million trois cent mille), est déléguée. Pour Mme Thatcher, il n'est pas seulement important d'honorer une promesse électorale fondamentale, mais de stimuler la création de

richesse jusqu'alors freinée par une fiscalité excessive, et de permettre aux citoyens d'employer à leur gré les revenus de leur travail. Pour les économiquement faibles, la « liberté » retrouvée se traduit par un bénéfice théorique de 3 à 4 livres par semaine, mais déjà sensiblement réduit par l'augmentation massive de la T.V.A. et bientôt entièrement absorbée par une hausse des prix qui, selon les prévisions officielles, s'établira entre 17 % et 20 % d'ici à la fin de l'année. Pour les jeunes ménages s'ajoutera l'augmentation de certains prêts hypothécaires, que Mme Thatcher avait seulement réussi à freiner.

L'avènement d'une nouvelle de l'entreprise privée n'a rien qui puisse provoquer l'enthousiasme du grand public. Mais les conservateurs ne se préoccupent pas trop de cette perte de popularité, considérée comme inévitable.

Les premiers effets de l'entreprise de régénération industrielle ne peuvent être que sévères, disent-ils, mais le public tiendra la distance. Acceptera-t-il le traitement de choc qui seul peut sauver le malade ? Même les milieux industriels privilégiés par le premier ministre en doutent : nombreux sont ceux dans son entourage et dans le gouvernement à penser qu'il a agi trop vite et sous-estimé les effets de la conjoncture internationale très défavorable. Déjà ils prévoient qu'en dépit des assurances données aux militants du parti, Mme Thatcher sera contrainte plus rapidement qu'elle ne le croit, à faire demi-tour à l'instar de Heath, son prédécesseur et rival.

Désenchantement

Dans l'immédiat, son zèle réformateur se heurte au désenchantement proche du cynisme qu'éprouve la grande masse des Britanniques à l'égard des partis. Jusqu'à présent, Mme Thatcher a prouvé sa compétence, mais la propagation est une tâche beaucoup plus difficile.

Ce scepticisme s'explique en partie par le tempérament national. Le peuple britannique, « éternel d'expériences » selon la formule pauliste, ne croit pas les Cassandre de l'intérieur et de l'étranger qui lui annoncent d'imminentes catastrophes, le déclin absolu de la Grande-Bretagne. Bien sûr, les

Britanniques ont conscience, confusément, que les choses vont mal. Mais « on en a vu d'autres ». Pourquoi craindre des désastres prédis depuis plus de trente ans et qui ne se matérialisent pas ? Peut-être par apathie intellectuelle, ou manque d'imagination, peut-être aussi par une foi aveugle dans le destin du pays, ils attendent, comme l'histoire l'a prouvé, l'imminence du danger pour réagir.

A ces données fondamentales permanentes de la psychologie nationale, s'ajoute un certain désarroi de l'opinion, déconçue par la gestion du gouvernement travailliste : les électeurs traditionnels du Labour ont été déçus par la politique économique et financière orthodoxe menée par le chancelier de l'Échi-

quier, M. Healey, qui lui a valu l'estime et même la confiance du Fonds monétaire de la City et de la finance internationale. Les électeurs du centre n'ont pas compris que le Labour, malgré ses relations privilégiées avec les syndicats, n'ait pu obtenir leur coopération et en soit devenu leur victime. Quant à la masse des syndiqués, ils admettent mal que leurs dirigeants aient cautionné pendant trois ans une stricte politique des revenus qui a entraîné une révision de leur niveau de vie.

Dans ce contexte de déceptions et de déceptions, on comprend mieux la prudence, les hésitations du public à suivre Mme Thatcher dans son « long voyage » pour reprendre son expression, qui lui paraît aventureux.

Quel déclin ?

Il n'apparaît pas encore clairement que les déboires de l'économie mixte poussent irrésistiblement les Britanniques vers le nouveau choix de société qui leur est offert : « Être mangé à la soupe mondialisée ou la soupe mondialisée, peu importe », disent ceux qui n'ont pas un besoin urgent de rompre brutalement avec le passé. Et cela d'autant plus qu'ils constatent que leur niveau de vie est de nouveau menacé. Bref, ils n'ont pas la foi.

Mais c'est justement ce que Mme Thatcher leur demande pour surmonter les difficultés inévitables des premières années de l'expérience. Ces thuriféraires qui plus loin : « Chaque fois qu'un patron, ou un ouvrier, ou un fonctionnaire de la politique économique du gouvernement, c'est qu'il souhaite en secret le retour à l'état corporatiste », écrit M. Heath, son prédécesseur en chef de l'hebdomadaire *New*.

La peur du changement reste forte dans toutes les classes. La société « assise » du passé qu'on démantèle, au lieu de la société d'acquisition, garde ses attitudes pour beaucoup de patrons, attendant de l'État non pas seulement de leur offrir un soutien, mais même son intervention, d'abord par la fixation d'une norme de salaires ensuite par sa médiation dans les conflits sociaux. Ceux-là n'apprécient pas les leçons que leur prodige Mme Thatcher en les invitant à ne compter que sur eux-mêmes.

Le gouvernement, fidèle à sa doctrine, doit s'efforcer en laissant les partenaires sociaux libres de s'affronter, mais ne peut échapper à la responsabilité des conséquences de cette politique qui, dans l'immédiat, aboutit à une poussée de l'inflation, du chômage et à la dégradation de la qualité des services sociaux. Quant aux salariés, ils ne sont pas tentés par un « retour à la liberté », s'il faut le payer par le démantèlement de l'État-providence et l'érosion des conquêtes sociales.

En outre ils se sont accommodés d'un train de vie réduit, mais qui reste tout de même à un niveau tolérable et suffit à leurs besoins. Le Britannique moyen sent bien que la Grande-Bretagne est à la traîne, mais les statistiques qu'on lui présente pour lui démontrer le déclin du pays ont peu de prise sur lui. « Quel déclin ? Nous n'avons jamais aussi bien vécu », disent ceux dont le niveau de vie a régulièrement progressé depuis la fin de la guerre.

Que les continentaux, partis de plus loin, les aient rattrapés et même dépassés, les Britanniques ne s'en rendent pas compte, à l'exception d'une minorité. Certes le gouvernement travailliste leur a imposé des sacrifices réels, mais marginaux. On s'est rétreint, on a ajourné l'achat de biens de consommation, on a renoncé au voyage même en Europe, on a réduit les invitations.

« Ne sous-estimez jamais notre capacité d'endurance et de récupération », déclarait un cadre de fait pendant les temps difficiles, on s'est installé dans l'adversité. Les chômeurs bénéficient de secours fiscaux dès l'instant où ils perdent leur emploi. Grâce aux allocations chômage exemptées d'impôt, ils en sont mieux tirés que beaucoup de leurs camarades de travail mal payés, mais assujettis à l'impôt.

Et puis l'esprit d'entreprise n'a jamais disparu. Le travail n'est qu'un vecteur du plaisir. Les statistiques officielles évaluent entre deux et trois millions le nombre de ces *moonlighters* (travailleurs du clair de lune), et le fisco a calculé que, pour l'année fiscale 1978-1979, les revenus de l'économie « souterraine » ayant échappé à l'impôt ont représenté environ onze milliards de livres, soit 7,5 % du P.N.B. Les journaux ne manquent pas d'évoquer l'ardeur au travail de ces petits fonctionnaires, policiers, enseignants, et autres salariés dans leurs activités parallèles de magiciens, peintres, jardiniers, électriciens, etc. En fait, ces vocations annexes ne sont pas déterminées exclusivement par le souci d'échapper à une taxation excessive, mais par la forte demande existant dans le secteur des services.

estime la solidarité syndicale que le récent conflit de la métallurgie a mis en évidence. Au départ il est vrai, un nombre très substantiel d'ouvriers semblaient décidés à ignorer la

La solidarité syndicale

Non sans courage, Mme Thatcher s'attaque au territoire héréditaire d'une société industrielle sclérosée, dans laquelle les habitudes et formes de pensée survivent aux transformations sociales. La condition ouvrière s'est améliorée, la mobilité de classe s'est accrue, le mouvement syndical a acquis droit de cité et même participé au gouvernement par l'intermédiaire du parti travailliste. Mais la classe ouvrière et ses transfuges intégrés dans la classe moyenne restent conditionnés par le passé, affectés par des réflexes « de classe » et un tenace sentiment d'insécurité qui les pousse à exiger une action gouvernementale. M. Goldthorpe, un des jeunes sociologues d'Oxford ayant mené l'enquête sur la mobilité sociale (le *Monde* du 23 février 1979), il n'y a pas en Grande-Bretagne de lutte de classes au sens marxiste, mais « un fort conflit de classes sans beaucoup de conscience de classe ».

Placés sur la défensive, les syndiqués ne se sentent pas concer-

consigne de grève partielle du syndicat et les patrons criaient victoire. Mais devant la menace d'une extension des lock-out, les syndiqués ont serré les rangs. Le durcissement du patronat, discrètement encouragé par le gouvernement, a provoqué un réflexe de solidarité et le front patronal a craqué le premier.

nés par les exhortations de Mme Thatcher. Ce qu'ils redoutent surtout du message conservateur, c'est la priorité donnée au « free bargaining », à la libre négociation des salaires et à l'affrontement que cela implique pour les partenaires sociaux cherchant à faire prévaloir leurs intérêts, qui ne sont pas nécessairement ceux de la nation.

« Soyez patients », tel est le mot d'ordre donné par Mme Thatcher à ses amis et à ses adversaires. Et il faudra sûrement du temps pour changer les attitudes, les motivations, développer la communication entre les classes séparées par un fossé culturel et linguistique beaucoup plus grand que dans les autres démocraties industrielles. Mme Thatcher est peut-être le Messie qu'on attendait, mais les pesanteurs économiques et sociales dont souffre le pays sont toujours là.

FIN



VILLARS Suisse

la station de prestige des Alpes vaudoises, 1.300 m d'alt., à 20 min. de Montreux. A VENDRE, dans grand parc arborisé privé, avec environnement protégé.

APPARTEMENTS DANS CHALET TYPIQUES DE 5 A 8 APPARTEMENTS SEULEMENT, avec les prestations les plus raffinées. Vue panoramique inégalable sur la chaîne des Alpes.

Crédit jusqu'à 70% sur 30 ans. Intérêt 4%. Directement du constructeur. IMMOBILIERE DE VILLARS S.A.

Casa postale 62 - CH-1884 VILLARS-sur-OLLON Tél. 25/35 3141 et 352208

Une agriculture efficace mais vulnérable

Très industrialisée, n'employant que 2,7 % de la population active, l'agriculture britannique est aussi très fragile, du fait de sa sensibilité à l'évolution des coûts de production, liée à celle de l'énergie et des salaires. Ses 228 000 exploitations emploient 226 000 paysans, dont 80 000 à temps partiel, 365 000 salariés, dont 205 000 à temps complet. Bien que le nombre des exploitations continue à diminuer (-4 % par rapport à 1975, mais le mouvement est beaucoup plus lent que pendant les années 1950-1960), la part agricole de la population active est restée stable depuis 1974.

En 1978, la valeur finale des productions agricoles a atteint 72 milliards de livres, soit 1,7 fois plus qu'en 1974. Les coûts de production, de l'ordre de 3,9 milliards de livres, ont augmenté dans les mêmes proportions. Cette équivalence n'est remarquable qu'en apparence. La tendance à l'accroissement des coûts est en effet très forte : 15,7 % en 1977, 18 % en 1978. En 1979, on s'attend que les revenus agricoles tombent à nouveau, en termes réels, du fait de l'augmentation des charges, qui serait de l'ordre de 15 %. Le revenu avait diminué en moyenne par exploitation de 11 % en 1978.

Cependant, le rapport entre les importations et les exportations de produits agricoles et alimentaires s'est profondément modifié. En 1978, la Grande-Bretagne a importé deux fois la valeur de ses exportations. La proportion des importations par rapport aux importations était de 1 à 5 durant la période 1964-1969 ; elle est tombée de 1 à 5 en 1970, à 4 en 1974 et 1 à 3 en 1977.

Sur l'avenir, les avis sont partagés : les prix garantis ne pourront plus beaucoup augmenter, la « monnaie verte », du fait de la bonne tenue de la livre, ne pourra plus être dévaluée. Et certains voient dans la baisse des investissements productifs en 1979 un signe de méfiance de la part des agriculteurs. D'autres, en revanche, estiment que l'enclenchement d'un record (19,8 milliards de francs) des agriculteurs auprès des banques est un signe de confiance dans l'avenir de l'économie agricole britannique.

Autre élément d'interrogation : le prix de la terre. Il a atteint en 1979 des valeurs records de l'ordre de 45 000 £ l'hectare (prix moyen : 35 000 £). Cette hausse considérable, de 125 % en deux ans, est-elle une preuve d'optimisme de la part des agriculteurs qui achètent les trois quarts des terres mises en vente (57 % des terres sont en fait-va-loir direct), ou s'agit-il d'une fuite vers une valeur refuge qui intéresse les compagnies d'assurances et de retraites ?

L'agriculture britannique possède encore des marges de progrès. Faut-il penser que le nombre des exploitations doit encore diminuer ? Des structures toujours plus grandes et le développement des productions indigènes sont-ils les conditions nécessaires au maintien des dépenses alimentaires, historiquement moins élevées en Grande-Bretagne qu'en France ?

Plus planificateurs, les travailleurs avaient fixé des objectifs de production pour l'agriculture britannique. Dans sa volonté d'expansion, le ministre de l'Agriculture, M. Walker, est volontairement moins précis. Il reproche à son prédécesseur d'avoir fondé sa politique agricole sur la « livre verte », ce qui a désavantagé l'agriculture britannique par rapport à ses partenaires, d'avoir élevé de nombreuses taxes et voulu nationaliser les terres, « ce qui n'encourage pas l'expansion ».

« Augmenter la production agricole », dit encore M. Walker, c'est l'intérêt économique de la Grande-Bretagne qui importe 35 % de ses besoins en produits qu'elle pourrait obtenir sur son sol. Chaque point gagné représente une économie de 70 millions de livres (630 millions de francs) pour le balance des paiements. L'objectif : accroître les productions de moutons, de bœufs, de céréales — retrouver la part de production de porcs perdue au profit des Danois et des Hollandais, développer les productions de fromages, maintenir les ventes de lait liquide. « Si la consommation de lait des autres pays de la Communauté était identique à la nôtre, nous n'aurions pas d'excédents en Europe, mais un déficit... »

JACQUES GRILL

Mazda à Batimat

Mazda à Batimat. Bâtiment 2 - Niveau 1 - Stands 2197-2198.

La difficulté aiguillonne les chercheurs. Ceux de la Recherche Mazda, en particulier. Ainsi, de la Crise d'Energie, faisant contre mauvaise fortune bon cœur, ils ont fait des « plus ». Plus de meilleure lumière pour moins de dépenses. Lampes, Appareils d'éclairage, pour la vie quotidienne, le Commerce, l'Industrie, venez voir Mazda à Batimat. Vous comprendrez la nouvelle équation — +

Mazda: la lumière des années 80



محرك من الامم

ÉTRANGER

PORTÉ À 17 %

Le taux d'escompte de la Banque d'Angleterre est le plus élevé de tous les pays industrialisés

L'ampleur de la hausse du taux d'escompte (*minimum* *Leading Rate*) annoncée jeudi par la Banque d'Angleterre, a surpris les marchés financiers. Le taux a été porté de 14 % à 17 %, niveau auquel il se trouvait depuis le 12 juin dernier — à 17 %, jamais encore il n'avait été décidé de relever le taux de trois points, jamais non plus celui-ci n'avait atteint ce pourcentage. Le précédent record datait du 6 octobre 1978, où, en pleine crise du sterling, la Banque avait porté son taux minimum à 15 % (le 19 novembre suivant, il était revenu à 14,75 % et, un an après, il se retrouvait à 5 %).

L'intérêt sur les taux d'épargne a été porté de 12,5 % à 15 %.

Simultanément, le gouvernement a pris un certain nombre d'autres mesures restrictives.

● Le « corset » imposé aux banques (« encadrement » de leur passif) est prolongé de six mois, jusqu'en juin 1980.

● La période couverte par l'objectif de croissance monétaire fixé dans une fourchette de 7 % à 11 %, est également prolongée, jusqu'en octobre 1980. La masse monétaire prise en compte (M3) est plus large que la masse retenue en France, car elle englobe aussi les comptes d'épargne.

● Obligation est faite aux compagnies pétrolières exploitant les gisements de la mer du Nord de verser dorénavant un acompte au titre de l'imposition de leurs bénéfices.

Est émise ce vendredi au Stock-Exchange un emprunt du trésor de 1 milliard de livres. Il porte un intérêt de 13,75 %, les coupures étaient offertes à 91 % seulement de leur valeur nominale (ce qui accroît le taux d'intérêt réel). L'échéance est fixée aux années 2000 et 2003.

Le relèvement du « taux minimum » de la Banque d'Angleterre amènera les banques commerciales à assouplir leurs taux très élevés, dépassant 20 % (on parle de 22,5 %). Le taux d'escompte de l'Institut d'émission britannique est le plus élevé des principaux pays industrialisés. En France, il est de 9,5 %, au Canada de 14 %, aux États-Unis de 12 %, en Italie de 12 %, au

Japon de 8,25 %, en Allemagne de 6 %, en Suisse de 3 %. Pour la plupart des pays, ces taux sont nettement inférieurs au taux du marché monétaire. C'est le cas notamment pour la France et les États-Unis.

M. Geoffrey Howe, chancelier de l'échiquier, a déclaré jeudi que pour réduire l'inflation, il fallait « reprendre fermement le contrôle du flot de monnaie, progressivement réduire sur plusieurs années la croissance de la masse monétaire, et continuer à comprimer de façon rigoureuse les dépenses publiques ».

Les dernières statistiques confirment la forte agencement de la masse monétaire qui risquait d'échapper au contrôle des autorités : + 2 % en octobre (par rapport à septembre). En rythme annuel, la masse s'accroît au taux de 14,25 % depuis la fixation en juin d'une norme de progression de 7 à 11 %.

Les décisions prises à Londres font suite à un relèvement général du coût du crédit dans le monde déclenché par les mesures américaines du 6 octobre.

● En Chine, un important gisement de phosphate a été découvert récemment dans la province du Yunnan, indique Chine nouvelle. Le gisement, dont les réserves s'évaluent, selon les premières estimations, à 400 millions de tonnes, se situe à 60 km au sud-ouest de Kunming. Dans un premier temps, les autorités envisagent d'exploiter à ciel ouvert une mine d'une capacité annuelle d'environ 3 millions de tonnes.

La province du Yunnan positionnée dans les plus grandes réserves chinoises de plomb et de zinc, ainsi que de nombreux autres métaux non ferreux ou précieux tels que le platine. — (A.F.P.)

AFFAIRES

SEPT MOIS D'INCERTITUDE

Qui rachètera la société Claude?

« Extravagant ! » A Boulogne, au siège de la société Claude, spécialisée dans la fabrication et la vente de lampes et d'appareils d'éclairage, la stupeur l'emporte à la lecture de la note de presse. Sept mois que le groupe américain I.T.T. qui contrôle Claude, a annoncé son intention de vendre cette société à une puissante entreprise d'outre-atlantique, G.T.E. Elyon. Sept mois que le dossier est entre les mains des fonctionnaires français qui doivent donner leur avis puisqu'il s'agit d'un investissement étranger ; sept mois qu'ils tergiversent. Conséquence de cette valse hésitation : la société Claude éprouve quelques difficultés à maintenir ses positions commerciales, car la concurrence s'active.

La société Claude emploie 1 700 personnes. Elle exploite trois usines à Lyon (lampes à incandescence), Seins (lampes d'éclairage public) et Saint-Sienne (appareils d'éclairage). Elle contrôle deux petites filiales à Rouen et à Nantes, spécialisées dans la production des tubes au néon. La société aient 20 % environ du marché des lampes en France, derrière Philips (30 %) et la Compagnie des Lampes contrôlée par Thomson (25 %).

Les malheurs de la société remontent à 1966, lorsque les héritiers du fondateur, le physicien français Georges Claude, décidèrent, faute de successeur, de passer la main. Une furieuse bataille boursière s'engagea en effet pour s'assurer le contrôle de la société. A l'issue de l'affrontement, qui dura plusieurs années, deux protagonistes restèrent en lice : le groupe américain I.T.T. qui a acquis 56 % du capital de Claude, et les B.R.L.E. qui, avec 35 % de ce même capital, ont su s'assurer une minorité de blocage.

Gérer une entreprise dans de telles conditions n'est pas chose aisée. De fait, Claude va péricliter. Cette situation tant au plan de la modernisation de son outillage qu'à celui de ses résultats. En 1975, la firme perd 38 millions de francs. En 1976, 7 millions.

En 1977, cependant, un rebondissement intervient. Les B.R.L.E. acceptent de céder leur participation dans le capital de Claude au groupe I.T.T. qui, après avoir fermé l'usine de Seins, se consacraient à la fabrication des tubes fluorescents, procède à une augmentation de capital de 40 millions de francs et lance un plan de rénovation de cinq ans.

Il ne le méritait pas à terme. En avril 1979, en effet, I.T.T. fait connaître sa décision de vendre Claude à un autre groupe américain, G.T.E. Elyon, qui exploitait une usine de tubes fluorescents à Erlangen, en Bavière, entend renforcer son potentiel dans le secteur des lampes d'usage courant et sa présence en France. Le dossier est présenté à l'administration française. On en est toujours là. Pourquoi ?

Au ministère de l'Industrie, on avance une première explication : les propositions de G.T.E. Elyon niaient floues et finalement, peu satisfaisantes. L'argument semble un peu court. A qui fera-t-on croire qu'il n'y a pas été possible de préciser la position au groupe américain ? A la vérité, et même si l'on se garde de le dire, il apparaît bel et bien que Claude ne saurait rester isolé. Ne votant pas d'un bon œil un accord qui privilégie une firme d'origine américaine, les B.R.L.E. refusent, à défaut d'une solution nationale, lui substituer un montage européen.

Plusieurs formules sont envisageables ; mais une telle opération est plus facile à imaginer qu'à réaliser. Voilà la cause d'une tergiversation qui risque de se prolonger. Les B.R.L.E. aux yeux des dirigeants et du personnel de Claude qu'ils sont, bien entendu, soigneusement exclus de la décision et des négociations. La firme réalisera néanmoins un bénéfice en 1979. Elle y a quelque mérite. Il ne faut pas s'y tromper, cependant : faute d'une décision, à défaut d'une solution nationale, lui substituer un montage européen.

Ph. L.

ÉNERGIE

APRÈS LA DÉCISION AMÉRICAINE DE BOYCOTTAGE

Les pays industrialisés semblent peu désireux d'acheter un supplément de pétrole iranien

Les États-Unis veulent faire avancer au mois de décembre la réunion ministérielle de l'Agence internationale de l'énergie, initialement prévue pour janvier 1980. Ils en feront la demande lors du conseil des gouverneurs de l'A.I.E. qui doit se tenir le 16 novembre, à Paris. Le R.P.A. a fait savoir qu'elle était favorable à une telle initiative.

Washington n'a pas attendu cette réunion pour tenter d'obtenir une certaine solidarité des grands pays industrialisés. L'administration américaine aurait demandé à plusieurs pays européens et au Japon de ne pas acheter les quantités de pétrole iranien rendues disponibles par le refus d'achat américain. Selon *New York Times*, la République fédérale d'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie auraient répondu favorablement à une telle requête, dont un porte-parole de la Maison Blanche a cependant nié l'existence.

A Paris, on affirme ne pas avoir l'intention d'acheter plus de pétrole à l'Iran, d'autant que ces quantités, sont proposées à un prix (plus de 40 dollars le baril) rédhibitoire pour les compagnies françaises. Ces dernières n'ont d'ailleurs pas été présentées par les autorités de Téhéran.

Seules les compagnies japonaises se seraient vu offrir plus de pétrole iranien, mais de source gouvernementale. 700 000 tonnes, ce que le Japon aurait décidé de ne pas acheter à cette demande. L'annonce, par l'Iran de la vente de pétrole supplémentaire à 45 dollars le baril (le *Monde* du 16 novembre) semble donc contredite par ces informations.

D'autre part, la compagnie nationale iranienne des pétroles (NIOC) a notifié, le 15 novembre,

à plusieurs compagnies américaines qu'elle cessait toute livraison de pétrole à leur bénéfice, y compris pour le brut, qui était destiné à des clients non américains. Cette mesure ne peut qu'accroître la désorganisation actuelle du marché du pétrole. Enfin, la Libye a rompu, le 15 novembre, le prudent silence des pays de l'OPEP. Le ministre du pétrole, M. Mahrouk, a affirmé que le pétrole libyen ne remplacera pas le pétrole iranien. « Nous nous tenons, a-t-il déclaré, aux côtés de la révolution iranienne pour toutes les mesures pétrolières et financières qu'elle a prises pour faire face aux tentatives de domination qui la visent et pour relever les défis qui lui sont adressés ».

UNE CENTRALE THERMIQUE POUR LA CORSE

Le *Journal officiel* du 16 novembre publie le décret déclarant d'utilité publique les travaux de construction de la centrale thermique du Vazzio, située en Corse-du-Sud, sur les communes d'Ajaccio et de Bastiacaccia. Les travaux de construction de cette centrale avaient été interrompus le 12 mai 1978 sur ordre du ministre de l'Industrie. Le conseil général avait alors demandé que la délivrance du permis de construire soit soumise à des garanties effectives et proposé un débat régional sur la politique énergétique. Le Groupement d'Ajaccio et sa région pour la défense de l'environnement (GARDE), qui milite pour la multiplication de petites unités hydrauliques et solaires, avait dénoncé des dangers de pollution par rejets d'anhydride sulfureux.

AGRICULTURE

AUX ASSISES DES INDUSTRIES ALIMENTAIRES

La Commission européenne doit s'engager sur une réforme de la politique agricole commune déclare M. Cheysson

« Pack d'avants », armée en marche, « défi à relever », les comparaisons sportives ou guerrières n'ont guère manqué au cours des assises de l'industrie agro-alimentaire, qui ont rassemblé près d'un millier de chefs d'entreprise à Paris, les 14 et 15 novembre. Il s'agissait de photographier les problèmes industriels de cette branche. En réalité, les débats ont souvent porté, trop souvent, — au gré de plusieurs observateurs, — sur la production agricole et les conclusions qu'a tirées Lepatre, président de l'ANIA (Association nationale des industries agro-alimentaires), reflètent bien cette ambiguïté.

La première conclusion tirée par M. Lepatre relève de l'aphorisme : l'avenir des industries alimentaires passe par une synergie avec l'agriculture. Le développement de celle-ci conforte celles-là et réciproquement. La présence des représentants de la coopération agricole tend à prouver que la hache de guerre entre les deux familles industrielles, coopérative et privée, s'enterme, au niveau des grands chefs du moins. L'absence de représentants du syndicalisme agricole est, par contre, troublante. En outre, le débat reste ouvert sur la question de savoir si la faiblesse, certes relative, de l'industrie agro-alimentaire française est paradoxale du fait de la puissance de notre production agricole, ou s'explique précisément par cette puissance. « Le poids financier, intellectuel et politique de l'agriculture conduit à des décisions, même ces assises », estime par exemple M. Clément, directeur de l'École nationale supérieure des industries agricoles et alimentaires.

La seconde conclusion reste, avant comme après les assises, de l'ordre du vœu : il faut exporter pour atteindre l'objectif des 20 milliards d'exportations du commerce extérieur, objectif qui, fixé par le chef de l'État pour 1980, « n'était pas raisonnable, mais seulement prématuré ». Sur ce thème, une idée semble faire son chemin : c'est celle des mesures collectives, du regroupement des P.M.E., d'une simplification des

présentations commerciales pour exporter sur les pays tiers : « Si nous n'y prenons pas garde, ce sont les Hollandais qui convertiront le Japon au camembert », a déclaré M. Van Ruyckbe, directeur général de l'U.I.N.

Il faut réformer la politique agricole commune ; c'est la troisième conclusion, et M. Cheysson, commissaire européen, dit clairement : retrouver une liberté d'initiative dans certains domaines, élargir la P.A.C. par une politique commerciale extérieure avec des contrats à moyen et long terme d'aide alimentaire, des facilités de crédit ; s'intéresser à la recherche, aux fruits et légumes ; la forêt ; adopter une politique de prix agricoles fondée sur des quantités en fonction de la situation des entreprises et, dans les cas extrêmes, compenser par une politique sociale. Sur tous ces points, a dit M. Cheysson, la Commission doit s'engager. Son avenir, son existence même, est en jeu.

Deux stratégies

On a conclu aussi que le défi alimentaire auquel le monde a à faire face est bien plus grave que le défi énergétique.

Ces assises devaient enfin faire admettre que « la mutation technologique et l'expansion à l'étranger supposent des moyens de financement accrus ». M. Monory n'a pas apporté de réponse à ces préoccupations, se contentant d'affirmer que le gouvernement privilégie l'industrie agro-alimentaire. Par rapport à quoi ? Il ne l'a pas dit, se contentant de rappeler que l'endettement du Crédit agricole avait été assoupli, à hauteur de 2 milliards en 1979, pour qu'il finance les I.A.A. Mais en 1980 ?

Il serait certes peu raisonnable de vouloir opposer deux stratégies du développement des industries agro-alimentaires en France, l'une cherchant à conforter de grands groupes de dimension internationale, l'autre à s'appuyer sur le tissu des petites et moyennes entreprises, qui dominent en nombre le secteur. Pourtant, il nous a semblé que l'attention du ministre de l'économie se portait sur les premières et que du secteur d'État, aux I.A.A. plus volontiers sur les secondes.

Les journées d'études des artisans du bâtiment

M. d'Ornano est prêt à encourager les groupements momentanés d'entreprises

Au cours de deux journées d'études qui se sont tenues à Paris les 14 et 15 novembre, cent soixante-dix représentants de l'industrie du bâtiment (CAPEB), représentants cent vingt mille professionnels, ont fait le point des problèmes qui posent à ce secteur la réhabilitation des logements anciens et la construction de maisons individuelles.

En matière de réhabilitation, les artisans se sont inquiétés de la politique initiale du gouvernement qui encourageait trop, à leur sens, les opérations programmées de très grande envergure (plusieurs centaines, voire plusieurs milliers de logements). De telles opérations ne permettent pas aux artisans, même réunis en groupements temporaires, de traiter directement avec les maîtres d'ouvrage et les entreprises spécialisées. Or, ils se refusent à travailler en sous-traitance, mais souhaitent la préparation de lots de travaux accessibles à des groupements d'artisans.

En matière de construction de maisons individuelles, les artisans, qui en réalisent le tiers, s'inquiètent de l'hostilité qui se développe contre eux. Sur tous ces points, a dit M. Cheysson, la Commission doit s'engager. Son avenir, son existence même, est en jeu.

Leur spécialité, et en faveur des lotissements et des nouveaux villages.

M. Michel d'Ornano, ministre de l'Équipement et du Logement, qui assistait à la séance de clôture de ces journées, a déclaré prêt à favoriser, par une loi au point d'un texte législatif, les groupements momentanés d'entreprises artisanales.

M. GÉRARD LLEWELLYN EST NOMMÉ DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA B.N.P.

M. Gérard Llewellyn, directeur général adjoint de la B.N.P., a été nommé directeur général de cet établissement, en remplacement de M. Jacques Calvet, qui vient de succéder à M. Pierre Ledoux à la présidence de la Banque.

Né en 1917, M. Gérard Llewellyn, diplômé de l'École libre des sciences politiques et du Centre d'études supérieures de la Banque, est entré en 1941 au Comptoir national d'escompte de Paris pour en devenir directeur général adjoint en 1964 et occuper le même poste jusqu'après la fusion avec la B.N.C.I. au sein de la B.N.P.

Le Prix Jacques-Rueff est décerné à Paul Fabra

par l'Institut Lehrman de New-York

M. Lewis E. Lehrman, président de l'Institut de New-York, a remis le prix Jacques-Rueff à notre collaborateur Paul Fabra, à l'occasion d'un déjeuner organisé par l'Association Jacques-Rueff, et qui présidait M. Edouard Bonnet, sénateur, chancelier de l'Institut de France, en présence de Mme Alice Saunier-Selz, ministre des Universités, et de l'ancien directeur général de la B.R.I., directeur général de la B.R.I., Maurice Pérouse, président de la Caisse des dépôts et consignations, Guillaume Guindoy, ancien directeur de la B.R.I., de plusieurs économistes, Gaston Ledieu, Henri Guillon, Jean Fontarabie, Jacques Plessard, Bruce Britain (Canadien) et de journalistes français et étrangers.

Pour la première fois décerné cette année, le prix, créé par l'Institut Lehrman, est attribué sur les recommandations d'un jury international, est destiné à récompenser « un économiste dont les travaux ont contribué à développer et à approfondir la réflexion et la recherche sur le rôle de la monnaie dans l'économie ». Il consiste en une médaille frappée à l'effigie de Jacques Rueff et en une somme de 10 000 dollars. L'Institut Lehrman a entrepris la publication simultanée en français et en anglais de l'ouvrage de Paul Fabra, *Essai de réhabilitation de l'économie politique*, qui, en partant d'une analyse de l'œuvre de l'économiste classique anglais David Ricardo, est une double critique du marginalisme et de la théorie économique marxiste.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

NADELLA

Après avoir envisagé au cours des années 1977-1978 une opération industrielle avec plusieurs groupes de la profession, la société a été contrainte de limiter les ventes et les moyens du redressement interne de la principale filiale Rouennaise-Nadella S.A. qui passait de 1977 à 1978 d'un chiffre d'affaires de 1 200 millions à 1 000 millions. Le conseil de Nadella avait demandé ce qui lui fut accordé, de reporter la tenue de l'assemblée générale annuelle devant s'effectuer sur les comptes de l'exercice 1978 tant que les moyens financiers ne seraient pas réunis — cette incertitude étant aujourd'hui partiellement levée grâce à l'appui des principales institutions financières, l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de Nadella se réunira le 19 décembre 1979. Il ressort, 41, rue d'Orly, à Neuilly-sur-Seine, pour approver les comptes sociaux de l'exercice 1978 et pour la nomination de Nadella par une perte nette de 1 200 millions de francs et pour le groupe par une perte nette consolidée de 2 717 000 francs.

SEFIMEG

Les recettes de la société ont atteint, au 30 septembre 1979, 74 millions 591 000 F contre 70 140 000 F pour la période correspondante de 1978. Il y ajoutera le montant qui sera versé par l'État au titre de la garantie contre les effets du blocage des loyers.

DURR

Dans le but de renforcer en France l'activité de son groupe, la société DURR de Stuttgart a repris les activités de production de la société en liquidation A.C.A. (Ateliers de Constructions d'Argenteuil) et a créé la nouvelle société A.C.A.-DURR S.A. dont le siège est à Argenteuil-St-Denis (93410).

Avec environ 50 personnes, cette nouvelle société assurera tout d'abord les fabrications propres à A.C.A. : maintenance, serrage, équipement en fibres de verre renforcées, etc. Les fabrications DURR : installations peintures, machines à laver industrielles, techniques de protection de l'environnement.

Le capital de A.C.A.-DURR S.A. est de 2 000 000 de F et la direction générale est confiée à M. Roger Mollet.

Créée en 1978, DURR S.A.R.L., dont le siège est à Marly-la-Foie, près de Paris, continue, quant à elle, à assurer en France la diffusion des techniques et des équipements DURR.

DUMEZ

Le chiffre d'affaires du groupe Dumez au cours du troisième trimestre 1979 s'est élevé à 528 millions de francs toutes taxes comprises et à 466 millions de francs hors taxes.

Le volume des travaux restant à exécuter est de 2 500 millions de francs, dont 1 500 millions de francs demeurent supérieurs à 5 millions de francs.

Le bénéfice net consolidé du groupe Dumez est évalué pour le premier semestre 1979 à un montant de l'ordre de 100 millions de francs, contre 80 millions de francs pour la même période de 1978. Le résultat net de la société Dumez s'est élevé à 25 millions de francs contre 27,5 millions de francs à fin juin 1978.

Le "Premier" du Fouquet's

Tous les Jendis soir... POT au FEU ROYAL... en 3 services... 99, CHAMPS ÉLYSÉES, 75008 PARIS... Tél. 723 70-60... et toute l'année salons particuliers de 4 à 60 personnes

NADELLA

Après avoir envisagé au cours des années 1977-1978 une opération industrielle avec plusieurs groupes de la profession, la société a été contrainte de limiter les ventes et les moyens du redressement interne de la principale filiale Rouennaise-Nadella S.A. qui passait de 1977 à 1978 d'un chiffre d'affaires de 1 200 millions à 1 000 millions. Le conseil de Nadella avait demandé ce qui lui fut accordé, de reporter la tenue de l'assemblée générale annuelle devant s'effectuer sur les comptes de l'exercice 1978 tant que les moyens financiers ne seraient pas réunis — cette incertitude étant aujourd'hui partiellement levée grâce à l'appui des principales institutions financières, l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de Nadella se réunira le 19 décembre 1979. Il ressort, 41, rue d'Orly, à Neuilly-sur-Seine, pour approver les comptes sociaux de l'exercice 1978 et pour la nomination de Nadella par une perte nette de 1 200 millions de francs et pour le groupe par une perte nette consolidée de 2 717 000 francs.

SEFIMEG

Les recettes de la société ont atteint, au 30 septembre 1979, 74 millions 591 000 F contre 70 140 000 F pour la période correspondante de 1978. Il y ajoutera le montant qui sera versé par l'État au titre de la garantie contre les effets du blocage des loyers.

DURR

Dans le but de renforcer en France l'activité de son groupe, la société DURR de Stuttgart a repris les activités de production de la société en liquidation A.C.A. (Ateliers de Constructions d'Argenteuil) et a créé la nouvelle société A.C.A.-DURR S.A. dont le siège est à Argenteuil-St-Denis (93410).

Avec environ 50 personnes, cette nouvelle société assurera tout d'abord les fabrications propres à A.C.A. : maintenance, serrage, équipement en fibres de verre renforcées, etc. Les fabrications DURR : installations peintures, machines à laver industrielles, techniques de protection de l'environnement.

Le capital de A.C.A.-DURR S.A. est de 2 000 000 de F et la direction générale est confiée à M. Roger Mollet.

Créée en 1978, DURR S.A.R.L., dont le siège est à Marly-la-Foie, près de Paris, continue, quant à elle, à assurer en France la diffusion des techniques et des équipements DURR.

DUMEZ

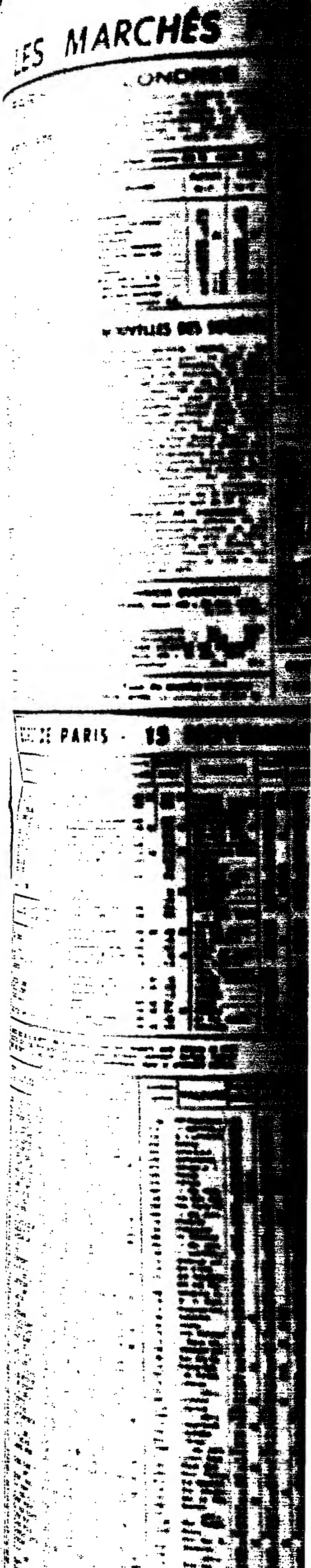
Le chiffre d'affaires du groupe Dumez au cours du troisième trimestre 1979 s'est élevé à 528 millions de francs toutes taxes comprises et à 466 millions de francs hors taxes.

Le volume des travaux restant à exécuter est de 2 500 millions de francs, dont 1 500 millions de francs demeurent supérieurs à 5 millions de francs.

Le bénéfice net consolidé du groupe Dumez est évalué pour le premier semestre 1979 à un montant de l'ordre de 100 millions de francs, contre 80 millions de francs pour la même période de 1978. Le résultat net de la société Dumez s'est élevé à 25 millions de francs contre 27,5 millions de francs à fin juin 1978.

Le "Premier" du Fouquet's

Tous les Jendis soir... POT au FEU ROYAL... en 3 services... 99, CHAMPS ÉLYSÉES, 75008 PARIS... Tél. 723 70-60... et toute l'année salons particuliers de 4 à 60 personnes



UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. MOURIR : « Un droit », par Michel L. Lande ; « Une mal-tresse de vie : cette excellente amie », par Gabriel Matzneff.

ÉTRANGER

3. AMÉRIQUES : CANADA : le référendum sur la souveraineté-association aura lieu fin mai ou début juin 1980.
4. ASIE : PHILIPPINES : des catholiques dénoncent l'étouffement des libertés.
5. AFRIQUE : 6. EUROPE : 7. ASIE : PHILIPPINES : des catholiques dénoncent l'étouffement des libertés.
8. PROCHE-ORIENT

POLITIQUE

9. LE VOYAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DANS LE SUD-OUEST.
10. LA DISCUSSION BUDGÉTAIRE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE : santé et sécurité sociale.

SOCIÉTÉ

13. A Toulouse, un document mettant en cause les services de sécurité est distribué dans les boîtes aux lettres.
14. Remous dans le Midi à l'occasion de la sortie du film le Pull-Over rouge.
15. Le mort de Robert Boulin et l'effacement de Ramatuelle.
16. SCIENCES : « Biologie et société » (IV), par le professeur François Jacob.
17. MÉDECINE
18. ÉDUCATION
19. RELIGION : les protestations contre les sanctions infligées au Père Folier : « Se risquer à dire Dieu », point de vue par Yves Le Gal.
20. INFORMATIONS « SERVICES »

CULTURE

32. CINÉMA : Rencontres avec des hommes remarquables, de Peter Brook ; Stilleben, d'Elisabeth Gujer.
LE MONDE DES LOISIRS ET DU TOURISME
19. LES AUCADES DU TOURISME SOCIAL : des Chénis chez Sénéquier.
20. L'Italie ou péril de ses visiteurs.
23. CYCLOTOURISME : la « petite route » se fâche.
27. JEUX

EQUIPEMENT

30. ENVIRONNEMENT : réunis à Genève, trente-cinq pays signent une convention contre la pollution atmosphérique.

ÉCONOMIE

41. ÉTRANGER : « La nouvelle économie britannique » (V), par Henri Pierre.

LIRE ÉGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (35)
Annonces classées (36-37) ; Carnet (29) ; Journal officiel (28) ; Météorologie (28) ; Mots croisés (29) ; Loto (28) ; Programme spectacles (33-34) ; Bourse (43).

Piano center
vous offre
la location-test
Piano bail
EN CAS D'ACHAT
récupération totale des versements
(caution, transport, location)
PIANOS, D'ABRÈS : Paris-est 122-124, 2, de Paris, 93300 MONTREUIL - Tél. 857.83.28

A la conférence ministérielle de la Ligue arabe à Tunis

Les pays du Golfe menacent de réviser leur politique de dépôt de capitaux aux États-Unis

De notre correspondant

Tunis. — Les ministres arabes des affaires étrangères se sont réunis le jeudi 15 novembre à Tunis, avec vingt-quatre heures de retard en raison des divergences entre les pays du Front de la libération et les Libanais, qui ont subi un premier échec. L'examen de la situation au Sud-Liban, qu'ils entendaient faire inscrire en tête de l'ordre du jour qui sera soumis le 20 novembre au dixième sommet arabe, a en effet été relégué au second plan. Les séances qui seront prochainement consacrées, ce vendredi, au Sud-Liban risquent aussi d'être difficiles pour la délégation de Beyrouth, qui doit présenter son plan en six points pour le rétablissement de la paix dans cette région. Les Palestiniens n'ont pas osé qu'ils y sont opposés, principalement en ce qui concerne leur retrait au nord du fleuve Litani, et la plupart sinon toutes les délégations semblent devoir soutenir leur position.

La journée de jeudi a été consacrée à la discussion à huis clos du point de l'ordre du jour, relatif à la stratégie arabe d'action commune dans le conflit du Proche-Orient. Trois documents de travail ont été présentés par l'Irak, la Jordanie et la Syrie. Un comité de rédaction, composé de représentants de ces trois pays et de l'O.L.P., de la Libye, de l'Arabie Saoudite, du Koweït, de

la Tunisie et du secrétaire général de la Ligue arabe, a été chargé de rédiger une synthèse des travaux afin d'établir un texte qui sera soumis au sommet après son adoption par les ministres des affaires étrangères.

Après la séance d'ouverture, alors que le huis clos venait d'être prononcé, le docteur Ali Abdes-salam Triki, secrétaire libyen aux affaires étrangères, avait demandé à la conférence d'adopter « une position de principe » sur la décision de M. Carter de geler les avoirs américains aux États-Unis. Mais la grande majorité des délégations à commencer par l'Irak, croit-on savoir, se sont opposées à cette proposition qui n'a pas été retenue. Si le problème devait être soulevé à nouveau, ce serait, semble-t-il, seulement par le sommet.

La décision américaine ne paraît pas avoir laissé indifférents les ministres arabes — principalement ceux des pays riches — et plusieurs délégations, dont celles de l'Arabie Saoudite, du Koweït et des pays du Golfe, l'ont qualifiée de « précédent grave ». Tout en déplorant la prise d'otages à Téhéran, les pays du Golfe ont laissé entendre qu'ils pourraient être amenés à réviser leur politique concernant leurs dépôts de capitaux aux États-Unis.

MICHEL DEURÉ.

APRÈS LA COLLISION ENTRE UN PÉTROLIER ET UN CARGO

Les autorités turques envisagent de réglementer sévèrement la navigation dans le Bosphore

De notre correspondant

Ankara. — « Dieu nous a épargnés », « Istanbul a échappé de justesse à une grande catastrophe ». Tous les journaux turcs du vendredi 16 novembre réservent leurs manchettes à la grave collision survenue entre le pétrolier roumain indépendant et le cargo grec Evros, jeudi matin à 5 h. 30 (le Monde du 16 novembre), à quelques centaines de mètres seulement de la rade d'Haydarpasa à l'embouchure du Bosphore et à mi-chemin entre le palais Impérial de Topkapı et les bâtiments de la fameuse garnison Selimiye où Florence Nightingale avait donné les premiers soins aux blessés de la guerre de Crimée en 1853.

Le bilan provisoire s'établit ainsi : quarante-quatre marins portés disparus, sept morts et trois rescapés parmi les cinquante-quatre membres d'équipage roumains. En revanche, aucune victime, mais seulement des dégâts matériels, sont à déplorer sur le bateau grec, qui a d'ailleurs été aussitôt remorqué vers la côte. Vendredi matin, l'incendie qui s'était déclaré à bord du pétrolier roumain et qui avait été ravivé par cinq explosions dans la journée, continuait toujours de faire rage, formant une épaisse fumée noire au-dessus de la ville. Une partie des 95 000 tonnes de brut s'est déversée lentement dans la mer. L'accident a gravement perturbé le trafic maritime, interrompu aussi-

tôt par les autorités en raison des risques d'explosion du pétrolier, autour duquel d'extraordinaires mesures de sécurité ont été prises, des hélicoptères et des vedettes de la marine établissant un cordon sanitaire. Dans un rayon de plus de deux kilomètres et demi, presque tous les immeubles ont eu leurs vitres brisées à cause des explosions. Les vitraux du palais de Topkapı auraient souffert, tout comme ceux de la célèbre Mosquée Bleue.

La catastrophe a démontré une fois encore le grand danger que constituent les pétroliers lorsqu'ils traversent des villes portuaires très peuplées, particulièrement à un endroit aussi étroit que le Bosphore. Notons également que le brouillard et les courants forts sont souvent à l'origine des accidents graves sur le Bosphore.

Déjà, en décembre 1960, la collision d'un pétrolier yougoslave et d'un pétrolier grec — ce dernier heureusement vide — au milieu du Bosphore avait fait cinquante et une victimes, et l'incendie qui s'était déclaré avait duré près de cinquante jours, détruisant complètement un gros navire turc ancré dans les parages. De même en 1970, un tanker italien heurtait un immeuble de six étages situé le long du Bosphore, tuant cinq personnes.

A la suite de cette catastrophe, il est possible que les autorités turques décident enfin, unilatéralement, de rendre désormais obligatoire la présence d'un pilote turc à bord de tous les bateaux étrangers empruntant le détroit du Bosphore, ainsi qu'un remorqueur pour les pétroliers, et ce depuis les Dardanelles jusqu'à la mer Noire. Selon la convention de Montreux de 1936, la demande des services d'un pilote est laissée à la discrétion des capitaines des bateaux étrangers. Mais en 1936 les pétroliers géants n'existaient pas.

ARTUR UNAL.

BILLARD PHILIPPE MALIGE NOUVEAU :
Billards transformables en table de cocktail, table de salle à manger, table de ping-pong. - Actuellement promotion Noël : des cadeaux d'une valeur de 960 à 1.200 F sur l'achat d'un billard
524-52-10
Hall exposition et vente : 8, rue Jasmin, 75016 PARIS ouvert de 10 heures à 18 heures même le samedi.
Nouveau catalogue sur demande.

pianos hamam
135 à 139 rue de Rennes Paris 75006
Près de la Gare Montparnasse Tél. 544-38-66
vous proposent aussi les
pianos RAMEAU
héritier de la tradition française
agenda mignon
ce qu'il faut de distinction

En Iran

LE SÉISME AURAIT FAIT PLUS DE SIX CENTS MORTS

Téhéran (A.F.P.). — Le violent tremblement de terre qui frappa le nord-est de l'Iran, dans la matinée du 14 novembre, aurait provoqué la mort de six cents personnes au moins ; mille deux cents blessés auraient été dénombrés. La zone touchée s'étend, au sud de Meher, de Torbat-Baydaziyeh et Torbat-Ham jusqu'à Bidjand, en passant par Gonabad et Qayen : quatorze villages ont été particulièrement soufferts du séisme. Des avions militaires pour porteurs ont acheminé des tentes et des couvertures pour les survivants (les températures nocturnes sont de l'ordre de -10°C). Ils ont aussi apporté un groupe chirurgien du Koweït, de l'essence, des produits désinfectants, des vivres et des vêtements. Les fonctionnaires iraniens ont annoncé qu'ils donneraient une journée de sabbat pour les sinistrés, et les étudiants ont lancé une collecte de fonds.

L'opinion et les « affaires »

74 % DES PERSONNES INTERROGÉES SOUHAITENT QUE LE CHEF DE L'ÉTAT S'EXPLIQUE COMPLÈTEMENT

« L'Express » a daté 12-17 novembre publie les résultats d'un sondage réalisé, à sa demande, par l'Institut Louis Harris. France entre le 11 et le 13 novembre auprès d'un échantillon de mille personnes. L'enquête porte notamment sur les points suivants :

LES AFFAIRES BOULIN : 74 % des personnes interrogées jugent « très grave ou assez grave », 17 % sont d'un avis contraire et 9 % n'ont pas d'opinion.
LES DIAMANTS : 28 % estiment qu'à la suite de l'affaire personnelle de M. Giscard d'Estaing « c'est une affaire ou assez grave », 53 % sont d'un avis contraire et 19 % n'ont pas d'opinion.

LA CRISE : 50 % estiment que ces affaires sont « le signe d'une crise grave » qui affecte le gouvernement tout entier, 35 % pensent qu'il s'agit de « cas isolés » qui ne font pas grossir et 15 % n'ont pas d'opinion.
LA LUMIÈRE : 52 % pensent que le gouvernement a la volonté de faire toute la lumière sur ces affaires, 32 % pensent le contraire et 16 % n'ont pas d'opinion.

74 % souhaitent que le président de la République s'explique complètement à la télévision sur toutes les affaires de ces dernières semaines ; 17 % souhaitent qu'il ignore ces attaques et se tienne en dehors des débats ; 9 % n'ont pas d'opinion.

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

La commission des affaires sociales a adopté des amendements pour une application plus libérale de la loi sur l'avortement

La commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale, présidée par le docteur Henry Berger, député de Côte-d'Or (R.P.R.), a adopté le projet de loi sur l'interruption volontaire de grossesse (« le Monde » du 4 octobre 1979), qui est une reconduction pure et simple, de la loi de 1975.

La commission a adopté néanmoins une série d'amendements dont certains sont de pure forme, mais dont d'autres, s'ils devaient être ratifiés par le Parlement, lors du débat fixé aux 27 et 28 novembre prochains, pour-

raient avoir une portée considérable.

Selon ces amendements :
• Les moyens d'information, et notamment la radio et la télévision, devront mener une campagne d'information scientifique et populaire sur la contraception. Leur cahier des charges comporterait cette obligation. Le gouvernement devrait prendre toutes les mesures nécessaires pour développer cette information.
• La recherche sur la contraception féminine et masculine devrait être largement financée et développée.

• La notion de « situation de détresse » justifiant une demande d'avortement se substitue celle d'« état de nécessité », plus conforme, selon les membres de la commission, à la législation et au code pénal.

• Le délai légal d'une semaine exigé pour l'acceptation par le médecin de la confirmation écrite de la femme pourrait être raccourci dans le cas où le délai de dix semaines de grossesse (limite extrême de l'I.V.G.) risquerait d'être dépassé.

• Le consentement de la mineure célibataire à un avortement devrait être recueilli hors de la présence des parents.

• Le médecin qui refuse de pratiquer l'I.V.G. aurait l'obligation de remettre à la femme la liste des centres où celle-ci peut être effectuée.

• Les hôpitaux publics seraient dans l'obligation de mettre à la disposition des médecins praticiens (I.V.G.), les moyens nécessaires à sa réalisation.

• Les médecins chefs de service d'établissement public n'auraient pas le droit de s'opposer à la pratique de l'I.V.G. dans leur service par d'autres médecins, et seraient déchargés, dans ces cas, de leurs responsabilités (1).

• Les clauses limitatives concernant les ressortissants étrangers seraient supprimées.

• Les conseils de l'ordre des médecins et des sages-femmes, ainsi que leurs syndicats et les associations familiales auraient droit de citation directe et de constitution de partie civile pour les infractions relatives à l'I.V.G. (2).

• Le droit des établissements privés pourrait être porté à plus de 30 % pour les cliniques situées dans des régions où les hôpitaux publics ne peuvent satisfaire aux demandes légales.

• L'éducation sexuelle et l'information sur la contraception seraient obligatoirement intégrées à la formation initiale et permanente des membres du corps enseignant, des travailleurs sociaux, des médecins et du personnel paramédical.

Dr E.-L.

MORT DE M. CAMILLE LAURENS

On a appris, vendredi, en fin de matinée, le décès à Paris, le 15 novembre au soir, de M. Camille Laurens, secrétaire général du Cnp. Né le 12 août 1904, à Lacroix-Barrez-en-Aveyron (Aveyron), il avait été député du Cantal de 1946 à 1958.

Le numéro du « Monde » daté 16 novembre 1979 a été tiré à 590 158 exemplaires.

BERTAIL
PARIS-DEAUVILLE
Affinement de l'élégance...
Tweed
Linen
Cashmere
Hawthorn
...depuis 1890
Aulin Reed-Aquascutum
3, place Saint-Augustin
75008 Paris - 265.28.52
Le Chapelier de Paris